

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

n° 98

**SAVOIRS PAYSANS ET
SAVOIRS SCIENTIFIQUES :
À LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE**

**Leçons tirées d'une centaine d'expériences
liées à la vulgarisation agricole**

*Anne-Claire Idoux
Christophe Beau*

Septembre 1997

INTRODUCTION

Mais pourquoi les paysans se montrent-ils si imperméables au progrès, aux projets de développement, à tous ces organismes qui tentent de leur expliquer comment mieux cultiver et produire plus ? Le modèle de la révolution verte des pays occidentaux devrait être un phénomène reproductible partout ailleurs...

• Les paysans ne veulent-ils donc pas faire ce qu'on leur dit de faire ?

Malgré de lourdes volontés administratives, des politiques de vulgarisation très encadrées, relayées par des organisations professionnelles agricoles en nombre parfois pléthoriques, les producteurs semblent sourds et restent indifférents, continuant à pratiquer leur agriculture "traditionnelle", ne ponctionnant des projets que ce qui peut répondre à leurs questions, ce qui peut combler un de leur besoin. Parfois, même, ils revendiquent avoir des idées pour leur propre développement... !

Face à l'échec de nombreuses démarches de recherche-développement, ou à l'échec des états dans leur choix de développement agricole, face aux difficultés rencontrées dans la transmission du savoir, quelques questions essentielles apparaissent déterminantes pour l'avenir :

Comment sortir d'un système défini "d'en haut", que les agriculteurs esquivent en tant que simples exécutants ? Comment reprendre l'initiative, comment reconsidérer la motivation paysanne pour son propre développement ? Comment en venir à une politique de la demande plutôt que celle de l'offre ? Comment interpeller le plus grand nombre de producteurs et d'individus sur des problématiques sensibles ?

• Communiquer, confronter les visions...

Les thèmes traités au travers des expériences que retracent les fiches de ce document imposent d'abord de requestionner l'a priori du développement agricole. Tandis que, partout, les hommes aspirent à ce que la vie quotidienne leur procure dignement ce dont ils ont besoin pour vivre et, au delà, du bien-être et la fierté d'être les propres acteurs de leur progrès, l'essentiel des grands systèmes de vulgarisation agricole actuels se préoccupent de l'efficacité de la production primaire, des débouchés agro-industriels et, parfois, du respect de l'environnement afin d'inscrire une dimension de durabilité dans les nouvelles façons de faire...

Dialogue difficile, donc, entre les uns et les autres. Par dessus tout, la volonté de progresser et d'évoluer doit venir de la base, être le fruit d'une démarche endogène que les représentants des technologies modernes ne feraient qu'accompagner. Parallèlement, la capitalisation des savoirs-faire traditionnels permet de contribuer à l'évolution des consciences sur des bases locales et solides, tout en utilisant de façon discrète et réfléchie les progrès techniques en agriculture et les nouveaux outils d'information... Unir le savoir traditionnel et les connaissances du monde moderne est une question de savants dosages et de finesse d'analyse de chaque situation.

Pour cela, le pilier majeur des démarches de développement est la communication : qu'elle serve à diffuser des technologies ou des expériences ; qu'elle mette en évidence et aide à débloquent des conflits locaux ; qu'elle mette en valeur des cultures méconnues et permette aux producteurs de reprendre confiance en leurs idées ; ou encore qu'elle ait un rôle de propagande pour atteindre une échelle d'action élargie...

• Entre le micro et le macro : retrouver l'échelle humaine de développement

Enfin, un débat important est celui de l'échelle des actions de vulgarisation agricole. Les anciennes méthodes démontrent les carences de l'uniformisation en matière de développement agricole, renonçant à l'immense diversité "des hommes... et des champs", analysant de façon systématique les problèmes, simplifiant et standardisant les réponses, pour finir par ne plus rien vouloir signifier pour personne.

Pour éviter ce décalage entre théorie et réalité, les projets de vulgarisation se sont alors focalisés sur l'action micro-locale : répondre à une problématique simple, avec la volonté de faire participer l'ensemble de la population.

Enfin, voici que surgissent des réseaux qui renient l'action micro-locale et restaurent la nécessité de réunir et d'informer le plus grand nombre... et qui réussissent. Peut-être parce qu'ils considèrent qu'une somme d'individus n'est pas égale à une foule et que l'intérêt de communiquer est de s'enrichir de chaque spécificité des autres...

Ce document est un recueil de fiches d'expériences, pour une grande part extraites de la banque de données DPH de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, sur le thème de la vulgarisation agricole. Il propose un état des lieux, des idées et des pratiques qui gouvernent le monde de la vulgarisation agricole de nos jours. Cet essai n'a aucune prétention d'exhaustivité vis-à-vis des références utilisées mais essaie plutôt de présenter la diversité du débat actuel et des pratiques positives aux quatre coins du monde.

Les premières fiches présentent les grandes idées qui ont gouverné les politiques de vulgarisation agricole depuis trente ans, discernant leurs limites et les raisons de leurs échecs. Apparaissent en deuxième partie les différentes conclusions tirées de l'analyse d'expériences et jugées fondamentales pour envisager d'entreprendre aujourd'hui une action de développement agricole efficace. Le troisième chapitre décrit une série d'expériences ou de points de vue positifs, s'appuyant manifestement sur des moyens de transmission des connaissances plus "horizontaux" et sur la présence de groupes locaux particulièrement motivés. Enfin, le monde moderne met à la disposition des développeurs de nouveaux outils de communication efficaces pour faire circuler des messages culturels ou des informations techniques : parmi eux la radio rurale, la vidéo ou encore des fichiers de technologie paysanne.

A – SPLENDEURS ET LIMITES DES APPAREILS DE VULGARISATION AGRICOLE DES ANNEES 1960 A 1980

Dans le monde occidental ou dans les pays du sud, d'initiatives gouvernementales ou non, nombreuses ont été les tentatives de transmission du progrès et de vulgarisation agricole qui ont subi un échec. A partir des fiches qui suivent, nous pouvons résumer quelques uns des principaux facteurs ayant contribué au malencontreux déroulement des expériences passées.

Tout d'abord, des états souvent dotés de lourds et complexes appareils de vulgarisation – organisations professionnelles agricoles, universités, centres de recherche... – fonctionnent selon des organigrammes très hiérarchisés où les forts degrés de structuration masquent la faiblesse des impacts sur le terrain (fiche 1).

Le manque de moyens financiers et de personnels compétents et motivés est souvent la première raison mise en avant pour expliquer les échecs des démarches de développement. Vient ensuite la nature des thèmes abordés correspondant plus à des modèles importés (modèles occidentaux pour ne pas les citer !) qu'aux réelles préoccupations des hommes de terrain. Ceux-ci d'ailleurs considèrent les administrations et les divers organismes comme des unités de surveillance et les esquivent autant que possible. Pour finir, les vulgarisateurs eux-même sont le plus souvent insuffisamment formés, les messages techniques sont peu cohérents, déconnectés de la réalité locale tandis que personne ne peut apporter une garantie ou un quelconque soutien quant à la prise de risque qu'engendrent inévitablement des changements de pratique (fiches 3 – 4 – 5...)

Peut-être pourrait-on commencer à travailler correctement pour l'amélioration des conditions de vie des populations et à changer une certaine vision de la vulgarisation agricole, résumée par les représentants des pays du Maghreb par *"faire adopter par le plus grand nombre d'agriculteurs un savoir donné au moindre coût et en un minimum de temps"* en définissant mieux les rôles des organismes nationaux et des organisations de base dans la profession agricole, en les incitant à se reconnaître mutuellement et à représenter réellement les producteurs, en clarifiant les origines des ressources financières et en favorisant des situations politiques et économiques qui permettent aux acteurs de prendre du recul et d'avoir une vision plus globale des situations.

Le développement ne doit-il pas être une démarche endogène, appuyée par des techniciens qui auraient compris *"pourquoi les agriculteurs font ce qu'ils font"* (fiche 11), et alimentée par une demande de la base plutôt qu'une offre institutionnelle ?

B – POUR UNE RECIPROCITE ENTRE PAYSANS ET REPRESENTANTS DU MONDE MODERNE

"On dit poule, ils entendent élevage ou micro-entreprise. On dit famille, ils entendent individualisme, nous parlons d'économie ils comprennent productivité et rentabilité, nous sommes des paysans, ils nous voient producteurs..."

Pierre de Zutter (fiche 41) illustre ici un problème essentiel de communication et de relation entre sociétés occidentales et traditionnelles : les mots ne résonnent pas de la même façon pour chacun. En admettant que les développeurs d'aujourd'hui soient eux-même convaincus qu'un projet doit trouver ses racines dans la société et le territoire où il prend effet et que, pour cela, il faille écouter les revendications des paysans, encore faudrait-il qu'ils les entendent...

Les projets de développement rencontrent bien des difficultés, voire des échecs, mais mettent aussi en évidence des éléments à considérer comme fondamentaux pour envisager la mise en place ou la poursuite de tels projets :

• Etre en phase avec le contexte culturel ; sinon...

Le bon sens indique naturellement qu'un projet de développement, pour trouver sa raison d'être et son souffle de vie, doit s'insérer et se fondre dans le contexte local. Bien nombreuses sont pourtant les expériences montrant la difficulté d'être en phase avec ledit contexte culturel (fiche 12).

Un exemple en Equateur (fiche 13) illustre le fait d'oublier tout simplement que les gens ont une culture ou de considérer que cette culture est archaïque et représente un obstacle pour le développement, un frein à l'acceptation du fulgurant progrès technique.

La fiche 14, concernant un essai de repeuplement porcin en Haïti, montre qu'attribuer à la population des croyances, des niveaux d'organisation ou des intérêts qui n'existent pas, simplifier ses observations et tirer des conclusions hâtives quant au fonctionnement d'un groupe social, sont d'autres façons tout aussi dangereuses d'évincer l'importance d'un contexte local.

Enfin, le cas du forage d'un puits au Burundi (fiche 15) met garde sur le fait qu'une société est composée de plusieurs sous-groupes dont les préoccupations, les besoins et les rythmes de vie sont distincts et qu'il est finalement rare qu'un projet n'ait des impacts que positifs pour chacun d'entre eux.

• **Les paysans sont inventifs et innovants... mais empiriques**

Si un projet issu de l'extérieur échoue, est-ce vraiment parce que les paysans sont incapables d'évoluer, ou bien de mauvaise volonté ? Ou peut-on expliquer cette apparente indifférence des populations locales par le fait qu'une cellule familiale traditionnelle ne pourrait pas supporter le poids matériel d'un échec, que le projet ne correspond pas à un besoin de la population ou encore que les débouchés pour de nouvelles productions proposées n'existent pas ?

"Observer, écouter les paysans et essayer de comprendre leurs stratégies avant de proposer, tel devrait être le credo de base du développement, si son objectif était réellement l'amélioration du niveau de vie des paysans", commente Irène Benani Hauri quant aux grands débats concernant les capacités d'innovation des sociétés traditionnelles (fiche 16).

Une fois reconnue et remise en place leur valeur, le mexicain Efraïm Hernandez Xolocotzi nous rappelle les principales limites de ces savoirs traditionnels et la nécessaire confrontation des cosmovisions paysannes et "techniciennes" (fiche 17).

• **La participation paysanne : un mythe renouvelé**

Si la "participation paysanne" semble être un thème récurrent dans la culture des développeurs malgré l'évolution des époques et des pratiques, ces mots ne semblent pas vouloir signifier la même chose pour les fonctionnaires et les paysans... (fiche 18).

Les mécanismes complexes du développement participatif et de la recherche en milieu paysan, résument l'aspect historique et l'évolution de la notion de "participation paysanne" au sein des projets de développement d'innovations de technologies agricoles (fiches 19 à 21).

• **Réinventer la relation technicien – paysan**

Techniciens représentant le monde moderne et paysans témoignant d'un temps passé paraissent être deux entités non assimilables. Leur vision du monde, leurs objectifs, leur langage diffèrent (fiches 22 et 23). La science occidentale, au travers des expérimentations, veut maîtriser et influencer la nature afin d'établir des schémas de fonctionnement logiques, structurés et clairs. Les paysans traditionnels, eux, conversent avec la nature, fonctionnent avec elle dans une acceptation plus passive de ses formes complexes (fiche 24).

Pour renouer un dialogue sur le thème du développement, dans le Tiers Monde comme dans le monde rural occidental, il faut redéfinir la fonction du technicien : de grands prêtres de l'agriculture moderne et

capitaliste, ceux-ci doivent, "si leur objectif est réellement d'aboutir au développement de petites régions", se mettre au service des volontés locales. Leur rôle évolue maintenant vers l'animation pour le développement local, l'accompagnement des énergies existantes, comme en témoignent les récits de Betty Wampfler (fiche 28 et 29), jusqu'à la défense de la culture indigène vis-à-vis des apports techniques occidentaux (fiche 22...).

L'art et la manière de Barajdi, technicien au Mali, montre qu'une fois une relation de respect et de confiance établie, les structures et les besoins locaux compris et un langage simple et commun établi, le technicien peut proposer de faire évoluer doucement les systèmes existant, avec l'approbation des paysans et en évitant autant que possible de se soumettre aux forces financières, commerciales ou politiques extérieures. L'efficace pédagogue est décrit comme "*praticien lui-même, prospectif, soucieux de la créativité du groupe et partageant les risques à la base de l'innovation*".

Cependant, même avec la recherche d'une nouvelle approche de l'accompagnement technique auprès des paysans, le modèle du "savoir descendant" a la vie dure : François Greslou – Fiche 26 – nous met en garde contre les biais des nouvelles pratiques.

• A la recherche de l'introuvable lien entre chercheurs et producteurs

Sur le thème de la recherche-développement, les discours et les pratiques sont intarissables depuis vingt ans. En France, le département SAD de l'INRA a porté largement le concept avec beaucoup de persévérance et d'interrogations.

A la suite d'un tour d'horizon des réflexions menées dans quelques grands pays agricoles occidentaux (Etats-Unis, Canada, Hollande, Nouvelle-Zélande, Australie ; fiches 32 à 36), une des conclusions semble aussi simple que surprenante : confier la tâche du conseil agricole au secteur privé ou au moins rendre ce service de conseil payant dans le secteur public. Ceci permettrait de réaliser des économies dans des budgets souvent déficitaires ou bien d'investir dans d'autres secteurs, tels que le soutien des collectivités publiques se mobilisant sur des thèmes de préoccupations généraux. A ce sujet la situation actuelle en est plus au stade du débat ou de l'expérimentation qu'à une réalité acquise et à un passage à l'acte massif. C'est pourtant la tendance qui se dessine naturellement en France ou ailleurs, imposée bien plus par les contraintes économiques que par la réflexion...

Autre point original pour tenter de tracer un lien entre théoriciens et praticiens : l'utilisation des systèmes informatiques experts par les agriculteurs ou leurs techniciens devient de plus en plus fréquente. Ces logiciels permettent de modéliser "*ce qu'il va se passer si...*" et apportent ainsi une aide à la gestion de l'exploitation et à la prise de décision.

• Et ne pas oublier le rôle des femmes

Le nombre et la dureté des tâches assumées par les femmes ne leur laisse guère le temps pour s'investir dans le développement de leur communauté. Elles constituent une force de travail qui fait souvent d'elles les piliers de l'économie rurale. Malheureusement, elles ne participent que rarement à la réflexion sur la gestion et l'avenir de la communauté et la prise de décision est encore laissée aux hommes et aux développeurs.

Les développeurs ont conscience que les femmes doivent dorénavant être impérativement intégrées à la conception d'une action de développement pour qu'un projet réussisse (fiches 39 à 42). Et prendre en compte les femmes dans un projet, c'est d'abord faire en sorte d'alléger leurs tâches, mais aussi de leur donner confiance en elles, de leur donner des chances équivalentes à celles des hommes pour être instruites... et ne pas oublier qu'elles aussi constituent des groupes d'affinité dont les caractéristiques sociales et culturelles sont à respecter !

C – NOUVELLES APPROCHES : EXPERIENCES SIGNIFICATIVES

Précédemment, et expériences à l'appui, se sont mis en évidence les éléments que les projets de développement doivent particulièrement prendre en compte et respecter aujourd'hui : culture locale, rôle et fonction des différents sous-groupes, confiance et respect mutuel et ce, comme condition sine qua non pour s'introduire dans la vie d'une petite région et prétendre à l'amélioration des conditions de vie de la population. Cette nouvelle partie présente quelques expériences positives montrant la diversité des approches pratiques et des étapes considérées pour un processus de progrès social collectif.

Comment faire évoluer les systèmes, une fois leurs caractéristiques bien analysées et la confiance établie ? Quelles stratégies adopter pour améliorer l'agriculture et les conditions de vie paysannes ? Comment convaincre les producteurs qu'il existe différentes solutions à leurs problèmes, comment leur montrer de nouvelles techniques et les amener à reconnaître leur bien-fondé ? Et, par dessus tout, comment passer du concept à la pratique, de la parole au processus concret ?

Les fiches 43 à 77 illustrent des processus que l'on peut résumer de la manière suivante :

• Imaginer des formations plus horizontales pour favoriser la créativité paysanne

Partout l'on peut être formé à l'agriculture ou à tout autre domaine dans des institutions officielles, qui, malgré leur lourdeur, permettent de faire positivement avancer la technologie moderne : grâce aux stations expérimentales, il est possible de mettre en place des protocoles sérieux sur une longue durée. Cependant, on constate qu'il existe un abîme entre l'enseignement et le quotidien sur le terrain. "Les étudiants, en sortant de leurs écoles, sont incapables de produire de quoi se nourrir, tout simplement". Suivre de tels enseignements signifie souvent pour les jeunes ruraux s'exiler, apprendre beaucoup de choses qui ne serviront pas forcément au retour, parfois même apprendre une autre langue...

Les développeurs imaginent alors d'autres voies pour la formation. Un des principaux éléments serait de créer des modules de formation à une échelle régionale, comme le fait l'AAP ("Agriculteur Animateur de Projet" – Fiche 50) en France, voire en dialecte local comme pour les jeunes Bambaras du Mali (fiche 44).

Ces formations s'intéressent à des problématiques de taille humaine collant aux besoins ou à la demande locale, en laissant de côté les universelles recettes de cuisine qui ne servent à personne. Cela permet à des agriculteurs de rassembler les savoirs nécessaires pour installer leurs propres projets, à des membres de communautés rurales d'être formés pour animer ensuite eux-mêmes la dynamique d'organisation et de développement de leur village et à tous de participer à la recherche de systèmes alternatifs pour promouvoir leur économie rurale... "L'université rurale appartient au peuple" (fiche 49). Certains organismes tels que le GRAAP en Afrique (fiche 46) ont mis au point une méthode originale et efficace lorsqu'elle est bien utilisée, pour former des animateurs locaux et des paysans analphabètes.

D'autre part, G. Belloncle nous présente "sept principes devant guider la formation des jeunes en Afrique", tandis qu'Anagou Barthélemy, au Bénin, qui préside une ferme coopérative urbaine pour tenter d'enrayer le départ des jeunes vers la capitale, milite pour une formation technique appuyée par des démonstrations de terrain tout en favorisant les échanges de jeunes entre la France et l'Afrique (fiche 45). Enfin, le GRAAP fait ressortir deux autres arguments : tout d'abord, articuler de façon originale les projets gouvernementaux et non-gouvernementaux par le biais de conventions et, d'autre part, créer des centres autonomes "franchisés" qui répondraient aux exigences d'un cahier des charges et se prêteraient à des contrôles en échange d'un label.

• Expérimenter par le faire et par le voir

Une formation en bonne et due forme n'est pas toujours envisageable, les paysans n'en voyant pas l'intérêt ou n'y étant pas sensibilisés. Quelques fiches qui suivent retracent des expériences concrètes et positives où des savoirs autres que traditionnels ont été introduits discrètement et délicatement dans des communautés, en convainquant un groupe d'agriculteurs pilotes et en atteignant par le bouche à oreille une population plus large.

Comme nous l'avons montré auparavant, la première étape de cette démarche consiste à connaître intimement les rouages du fonctionnement de l'agriculture locale, de l'organisation sociale et des paramètres économiques régionaux.

Une fois le vulgarisateur certain qu'un changement de méthode peut apporter un plus à la production ou à l'environnement, ou que l'introduction d'une culture complémentaire rémunératrice a un créneau dans le marché, il reste à convaincre les paysans de leur intérêt à opérer ce changement.

Pour cela, le recours à l'installation de ces nouveautés à petite échelle et à titre expérimental sur des parcelles de la communauté peut porter ses fruits en prouvant la faisabilité réelle de l'idée. Que cette expérience soit menée par un vulgarisateur externe, un technicien local, le chef du village ou un groupe de paysans pilotes, le principal objectif est qu'elle soit visible de tous, que les résultats soient mis en évidence, bref, qu'elle fasse beaucoup parler d'elle.

Ainsi, ayant "de leurs yeux vu", les paysans, petit à petit, relâchent leur méfiance. Convaincus à leur tour de la faisabilité et du bien-fondé du changement, ils pourront adopter ces nouvelles techniques ou productions et propageront un élément de progrès. Nous retrouvons à ce sujet Barajdi, technicien malien à l'ORDIK (fiche 56).

Parfois même, comme le montre l'expérience des Philippines pour la lutte antiparasitaire, puis le Brésil pour freiner l'usage du brûlis, (fiche 57 et 58), des enfants jeunes de 10 à 15 ans ont été aussi formés à ces nouvelles façons de faire afin de préserver l'acquis et de pérenniser l'action.

Enfin, l'équipe du SOE (fiche 61) nuance cependant son expérience en la matière en Haïti : "si l'innovation est au confluent de l'endogène et de l'exogène, les développeurs pensent que la présence d'un organisme de développement au sein d'une communauté permet de catalyser une synthèse des éléments traditionnels et modernes. Cependant, de l'avis de la population indigène, savoirs traditionnels et savoirs "blancs" sont tout juste juxtaposables, plus qu'associables, car ils ne relèvent pas de la même vision du monde".

• Favoriser l'existence de groupes d'intérêt ou d'affinité

Huit fiches pour nous montrer les points forts d'une démarche de développement endogène : un problème ponctuel et bien ciblé peut trouver rapidement des solutions si la dynamique locale entraîne l'adhésion massive de la population concernée.

Les groupes d'intérêt (fiche 62) sont des structures collectives de dialogue, de réflexion et de production, des lieux privilégiés de discussion à une échelle plus large que le simple village. Ils sont constitués de paysans motivés pour construire leur propre organisation et maîtriser leur entreprise et de techniciens parfois formés de façon spécifique. Leur rôle n'est pas de conseiller ou de convaincre, mais plutôt d'animer et d'accompagner ces groupes de réflexion, d'aiguiller et de clarifier les débats et de mettre les groupes en relation les uns avec les autres.

La participation aux groupes d'intérêt est basée sur le principe que tous doivent pouvoir y prendre part sans discrimination de sexe, d'âge, de statut social ou d'ethnie. "Cette méthode est moins élitiste que les démarches classiques et permet à certaines catégories de la population un peu en retrait de s'exprimer (femmes, ouvriers, paysans oubliés...)". Cet honorable principe n'arrive cependant pas toujours à se concrétiser.

Les thèmes de discussion relèvent soit d'une filière de production donnée, soit d'une problématique transversale. Sortant des réunions, les agriculteurs sont entièrement libres dans leurs choix techniques personnels : il n'existe pas de charte pour appartenir aux groupes d'intérêts.

Cependant, ces démarches rencontrent quelques obstacles. Le premier est que la capacité des groupes locaux à prendre en charge leurs problèmes est très variable. Ensuite, l'intervention d'un agent extérieur dans un groupe local aura toujours un impact au delà du simple bienfait recherché initialement. Un autre aspect est que la dynamique des groupes d'intérêts s'essouffle vite sans encadrement ou sans hiérarchie interne. Si la constitution de cette hiérarchie engendre une nouvelle catégorie de dirigeants locaux, le risque est de voir ces nouveaux dirigeants abuser de leur pouvoir, la promotion individuelle étant souvent encore trop ancrée dans les esprits. Enfin, les projets envisagés ici sont de faible envergure et les débouchés, les circuits commerciaux et les prix resteront toujours des facteurs exogènes.

Pour citer ici quelques uns de ces groupes : le GERDAL en France a pour objectif de promouvoir la "diversification des modèles de développement rural" (fiches 63 et 64), le CEP met en avant les agriculteurs "hors-norme" et travaille pour forger une force de propositions alternatives de portée générale face au modèle productiviste (fiche 65), ou encore le RURECO au Brésil "offrant une assistance technique aux associations d'agriculteurs ou aux syndicats ruraux" (fiche 66).

• Les réseaux d'échanges entre agriculteurs : promouvoir l'innovation à la base

Communautés, associations de producteurs, groupes d'intérêt : autant d'entités dont l'action essaye de dépasser le stade personnalisé du développement. L'ambition des réseaux d'échanges est d'aller encore plus loin et de permettre les échanges entre communautés (exemple du PRATEC dans les Andes), voire instaurer une coopération très avancée entre l'initiative des particuliers, les réseaux associatifs et les institutions scientifiques comme cela ce passe à Mürthviertel en Autriche (fiche 73).

Les réseaux d'échanges concentrent leur travail autour d'un thème de portée générale. Ainsi Agrophoria (fiche 71) veut favoriser l'échange à la base entre praticiens et établir un langage commun pour l'agriculture durable autour de la Méditerranée, à cheval entre "nord" et "sud". Le programme d'un groupe paysan informel en Ardèche tente de redéfinir la relation de l'exploitant agricole avec son territoire (fiche 72). FONE, réseau d'agriculteurs américains, milite pour une agriculture "régénérative" (fiche 74) ; à Mürthviertel en Autriche, c'est l'agriculture durable qui redonne espoir aux agriculteurs de la montagne de pouvoir à nouveau y vivre sans partir à la ville. Enfin, PTA au Brésil, le PRATEC dans les pays Andins et PASOS en Amérique Latine prennent la défense des petits paysans face à l'agriculture d'exportation qu'ils ne peuvent pas pratiquer, rattachant la mise en valeur de leur patrimoine et la protection de leur environnement (fiches 69, 70, 75 et 76).

Quels que soient le lieu ou le thème, l'objectif est d'abord d'échanger ses pratiques quotidiennes pour les conforter et les accompagner dans leur développement. Mais c'est aussi une communication qui permet souvent d'identifier des thèmes mobilisateurs communs et parfois de devenir de véritables plateformes "politiques". Cela mène quelquefois loin ; ainsi le PTA au Brésil est devenu une force reconnue dans le débat politique national.

IV – OUTILS DE COMMUNICATION : DES ALLIES DE TAILLE

La technologie moderne a créé des appareils qui peuvent apporter un grand soutien aux vulgarisateurs agricoles dans leur démarche de diffusion des idées. Radio, vidéo et fichiers techniques sont les trois principaux nouveaux outils qui apportent un souffle nouveau aux méthodes de développement. Ils sont caractérisés chacun par des avantages différents dans ce rôle de transmission de l'information, mais servent des causes identiques. Ils permettent de redécouvrir l'histoire et les valeurs de cultures locales, de défendre les intérêts des petits producteurs face à l'oppression politique ou à l'oubli des agents économiques. Leur rôle est tout aussi utile pour promouvoir des expériences techniques et des technologies alternatives, pour atteindre un niveau de production qui respecte à la fois la "couleur locale" et les paramètres écologiques garants de la durabilité d'un système, organiser la production et les débouchées agro-industrielles rurales ou encore faire connaître les organismes et les mouvements populaires existant et responsabiliser le public...

Cristina Tramonte raconte les effets positifs qu'a eu la réalisation d'une vidéo dans l'état de Santa Catarina au Brésil (fiches 88 à 93). Des jeunes, honteux de la pauvreté de leurs origines et désireux de fuir leurs communautés perdues géographiquement et méconnues de tous pour tenter leur chance à la ville, découvrent au travers de films ou d'émissions radios que l'histoire de leur peuple oublié et pauvre peut être racontée avec des moyens technologiques sophistiqués, ceux-là même qu'ils admirent tant dans les mass-média.

Ces outils permettent à une population donnée de mettre en valeur son savoir et ses pratiques (fiches 78 à 84), de vaincre les préjugés défavorables par rapport à leur propre système, ainsi qu'aux acteurs (paysans, femmes...) de prendre confiance dans leurs idées et leurs connaissances. Tous démystifient le monde moderne et peuvent s'y sentir moins en marge. Ce type de communication fonctionne dans les deux sens entre paysans et ingénieurs / chercheurs.

De façon plus spécifique, la radio et la vidéo conviennent particulièrement aux cultures traditionnelles dont l'aspect essentiel est l'importance de la transmission orale. D'autre part, images et sons permettent de toucher un public qui ne sait pas lire ou qui n'appartient à aucune organisation. Enfin, il est ainsi plus aisé d'atteindre des zones et des villages éloignés et difficiles d'accès. D'autre part, il est nécessaire que les messages véhiculés par ces médias correspondent vraiment à des thèmes de la vie quotidienne et que la population réceptrice y retrouve ses propres repères. Certains affirment même que les idées transmises doivent pouvoir être applicables dans l'instant qui suit.

En ce qui concerne la construction de réseaux et de fichiers technologiques, des groupes aussi différents que les réseaux PASOS ou RETADAR en Amérique Latine (fiches 96 et 97) ou l'observatoire de l'Innovation en Midi-Pyrénées (fiches 99 et 100), accompagnée de sa banque de donnée AGRINNOV (fiche 98), s'attachent à dépasser l'échelle d'action micro-locale. Les informations échangées dépassent le simple groupe et l'unité géographique pour devenir interprofessionnel et interrégional, voire international.

En général, le type d'informations échangé concerne des thèmes de réflexion à priori les plus urgents et compatibles avec la situation, pour lequel on espère l'adhésion du plus grand nombre (technologies alternatives...). Les réseaux rassemblent des fiches d'expérience de gens qui innovent par rapport au système existant. L'objectif n'est pas de reproduire à l'exact le contenu des fiches, mais d'adapter, de favoriser un déclic de créativité dans sa propre recherche et de prendre confiance dans sa propre idée.

Si ces types de réseaux sont forts pratiques pour échanger un grand nombre d'informations sur des thèmes sélectionnés ou d'avoir un aperçu de ce qu'il se fait dans son domaine d'activité, ils sont malheureusement encore trop peu consultés et insuffisamment exploités : ils ne font pas parti des habitudes de travail. De plus, leur accès informatisé est souvent matériellement difficile et exige la plupart du temps des

médiateurs comme interface entre les producteurs qui formulent oralement des questions libres et les bases de données qui ont un langage d'accès et des mots-clés très analytiques.

La dernière partie des fiches de ce document relate l'utilisation d'autres outils pour transmettre les messages techniques. Le théâtre (fiches 101 et 104), qui allie technique et humour, est représenté ici dans un cadre institutionnel en Syrie et par une ONG malienne, chacun utilisant parallèlement d'autres outils et des réunions techniques classiques. D'autres pays ont essayé d'utiliser l'animation par des figurines, des chanteurs et des musiciens ou encore des voitures sonorisées (fiches 102 et 103)... Bref, tout ce qui est sonore et visuel, différent de la lecture et proche d'un mode de communication local.

SOMMAIRE

A – SPLENDEURS ET LIMITES DES APPAREILS DE VULGARISATION AGRICOLE

FICHE 1 : Les systemes de vulgarisation dans les pays du pourtour de la Mediterranee	17
FICHE 2 : Changements techniques et ruptures – Un point de vue sociologique sur les enjeux de la vulgarisation agricole au Maghreb	17
FICHE 3 : Organisation et problemes de l'encadrement agricole en Syrie	19
FICHE 4 : Les roles des organisations professionnelles tunisiennes dans la politique de vulgarisation agricole.....	20
FICHE 5 : Organisation et fonctionnement de la vulgarisation agricole en Chine d'apres la situation dans deux cantons de la province du anhui (centre-est).....	22
FICHE 6 : Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire – Sciences sociales et developpement rural.	24
FICHE 7 : La Vulgarisation agricole au Maghreb – Theorie et pratique.....	25
FICHE 8 : Refonder la vulgarisation agricole au niveau local : quelques conclusions de praticiens en pays méditerranéens	26
FICHE 9 : Les interventions en milieu rural : principes et approximations methodologiques	27
FICHE 10 : Concepts et methodes de la vulgarisation paysanne.....	28
FICHE 11 : Pourquoi les agriculteurs font-ils ce qu'ils font ?.....	29

B – POUR UNE RECIPROCITE ENTRE PAYSANS ET REPRESENTANTS DU MONDE MODERNE

1 – Etre en phase avec la contexte culturel ; sinon...

FICHE 12 : Vulgarisation : la greffe culturelle plus difficile que la greffe vegetale	31
FICHE 13 : Comment un projet visant le developpement de l'elevage de cochons d'Inde en Equateur a échoué parce que les intervenants exogenes ont négligé de prendre en compte le contexte culturel	31
FICHE 14 : Le projet de repeuplement porcin en Haiti avec des porcs "creoles" par une ONG – L'écho rencontré dans la population : Fantasmés blancs et réalités noires, un projet symbole de la portée et des limites de l'action des ONG.....	32
FICHE 15 : Comment un projet a priori "innocent" peut reveler des enjeux insoupçonnées et des implications importantes pour les beneficiaires – Cas du forage d'un puits au Burundi.	34

2 – Les paysans sont inventifs et innovants... mais empiriques

FICHE 16 : Les paysans africains sont inventifs.	35
FICHE 17 : Agriculture traditionnelle et développement – limites de l'agriculture traditionnelle.	36

3 – La participation paysanne : mythe renouvelé

FICHE 18 : Enquete sur la recurrence du theme de la "participation paysanne" dans le discours et les pratiques de développement rural depuis la colonisation en afrique de l'ouest.....	37
FICHE 19 : Un contresens pour nous, les organisations paysannes : la "participation"	38
FICHE 20 : La recherche en milieu paysan : histoire d'un concept.....	39
FICHE 21 : Le chemin de la "participation"	40

4 – Réinventer la relation technicien – paysan

FICHE 22 : Agricultura tradicional y desarrollo : ¿ Que es el desarrollo agricola ?.....	41
FICHE 23 : Nadie desarrolla a nadie – Buscando reinventar el papel del tecnico en la comunidad.....	42
FICHE 24 : Transfert de savoir et controle de l'innovation – Les relations agricultures – techniciens dans un projet de developpement rural au Mexique.....	43
FICHE 25 : Vulgarisation en milieu rural : partir du possible pour arriver au desirable.	44
FICHE 26 : Experimentacion campesina.	45
FICHE 27 : Des techniciens au service des paysans – rapport de mission au Chila –.....	46
FICHE 28 : La vulgarisation agricole : un probleme de communication – Leçons d'une experience de terrain de Baradji, vulgarisateur agricole a l'ORDIK.	47
FICHE 29 : Souvenirs d'un jeune vulgarisateur dans les montagnes de Magnesie... ou comment affronter le poids de la reussite ?.....	48
FICHE 30 : Trente ans de metier, un technicien agricole temoigne... ..	50
FICHE 31 : En Agriculture, Gerer, Innover pour Reussir – AGIR, un projet de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron.....	52

5 – A la recherche d'un lien entre chercheurs et producteurs

FICHE 32 : Analyse critique de la theorie et de la pratique de vulgarisation rurale en australie	53
FICHE 33 : LA Nouvelle Zelande : le choix de la rentabilite commerciale.....	55
FICHE 34 : L'agriculture hollandaise : "la plus productive du monde"	55
FICHE 35 : Etats-Unis : l'action en faveur des exploitations petites et defavorisees.....	56

FICHE 36 : La vulgarisation au Canada : dépenses ou investissements ?	57
FICHE 37 : Ce que peuvent nous apprendre les pays en voie de développement.....	58
FICHE 38 : L'intervention du projet a Mgeta – Programmes 1986-1987 et aspects méthodologiques	60

6 – Et ne pas oublier le rôle des femmes

FICHE 39 : Le rôle des femmes dans la vulgarisation agricole.....	61
FICHE 40 : Au Zaire, l'éveil des mamans paysannes du Kivu.....	61
FICHE 41 : Le vrai succès d'un échec d'élevage par les femmes.....	62
FICHE 42 : Cours de communication et d'expression orale a Lages – SC – pour femmes agricultrices.....	64

C – NOUVELLES APPROCHES : EXPERIENCES SIGNIFICATIVES

1 – Imaginer des formations plus horizontales pour favoriser la créativité paysanne

FICHE 43 : Vulgarisation : renouer avec la pédagogie de la créativité	65
FICHE 44 : Projets éducatifs et nouveaux modes de développement. Une expérience de formation de jeunes ruraux maliens en langue bambara.	66
FICHE 45 : Au Bénin, une ferme coopérative en ville.	66
FICHE 46 : Le passage en 30 ans d'une tentative individuelle de transposition à l'Afrique des méthodes de l'action catholique paysanne française à une institution africaine de formation pédagogique.	67
FICHE 47 : Une méthode de communication pour la formation d'animateurs et de paysans analphabètes.	69
FICHE 48 : Un modèle éducatif comme stratégie pour la participation solidaire.	71
FICHE 49 : L'Université rurale appartient au peuple.	71
FICHE 50 : La formation aap : "agriculteur animateur de projets".	73

2 – Expérimenter par le faire et par le voir

FICHE 51 : Tahtali (Turquie) ou l'hallali sur l'eau : un projet partenarial /	75
FICHE 52 : Palestine : quelle vulgarisation pour une agriculture sous séquestre ?.....	76
FICHE 53 : Quand Smyrne et la Californie convolent en noces ou l'histoire heureuse d'une innovation agricole.....	76

FICHE 54 : Parcours de vulgarisateur : ainsi par la Zarathoustra.....	77
FICHE 55 : Ingenieurs et agronomes dans un projet de développement rural en Syrie.	77
FICHE 56 : Comment communiquer les progrès de la recherche agricole en zone rurale soninke ?.....	78
FICHE 57 : La recherche participative paysanne : Un exemple.....	79
FICHE 58 : Comment deux communautés paysannes ont cessé de pratiquer le brûlis dans l'Etat de Minas Gerais	80
FICHE 59 : Le bond en avant du maïs mexicain.....	81
FICHE 60 : La production de palma camedor – Apoyo al desarrollo sustentable en la Sierra de Santa Marta, Veracruz – Metodología.....	82
FICHE 61 : La valorisation des ressources et des savoirs locaux en milieu rural haïtien, une approche pragmatique. – Ou comment le SOE s'appliquait à former des animateurs et des matrones issus du milieu paysan, à valoriser les savoirs traditionnels sans les idéaliser.....	83
<u>3 – Favoriser l'existence de groupes d'intérêt ou d'affinité</u>	
FICHE 62 : Les groupes d'intérêt.....	85
FICHE 63 : Les règles d'organisation et de fonctionnement des groupes d'agriculteurs du Gerdal.....	86
FICHE 64 : Le Gerdal a 9 ans – Résultats, projets, difficultés.....	88
FICHE 65 : Des solutions individuelles aux réalisations collectives – Les expériences du Comité d'Etudes et de Propositions pour le développement des activités paysannes – CEP –	89
FICHE 66 : Présentation de la fondation RURECO, organisation d'assistance technique aux petits producteurs.....	90
FICHE 67 : Les "mutiroes" du sel minéral.....	91
FICHE 68 : Développement rural et petits producteurs Ñubie, Chili.....	92
<u>4 – Les réseaux d'échanges entre agriculteurs : promouvoir l'innovation à la base</u>	
FICHE 69 : El programa de conservación de suelos del Proyecto Sierra de Santa Marta.	Ficha 1 – Promoción y experimentación.. 93
FICHE 70 : El Centro de Educación y Tecnología – Esfuerzos hacia la sustentabilidad agrícola en Chile.....	95
FICHE 71 : AGROPHORIA : par l'échange de pratiques, créer une structure commune et renforcer l'action.....	96
FICHE 72 : Réciprocité : la dynamique des groupes pays-paysans en Ardèche.....	98
FICHE 73 : Un projet d'espoir à une époque sans perspectives – Les services de conseil pour la reconversion dans la région du Mühlviertel.....	99

FICHE 74 : FONE : un vent "régénératif" pour l'agriculture américaine.....	101
FICHE 75 : Création d'un réseau de techniciens aidant les petits agriculteurs paysans à trouver et utiliser des techniques adaptées à leurs besoins – La constitution progressive d'une force de proposition pour l'agriculture brésilienne.....	102
FICHE 76 : Les activités du PRATEC : la revalorisation des cultures andines pour un développement endogène.	104
FICHE 77 : Régions du monde et agricultures paysannes : Approches continentales et locales – Enjeux actuels et démarches d'action des réseaux.	105

D – OUTILS DE COMMUNICATION : DES ALLIÉS DE TAILLE

1 – La radio rurale : moyen de communication maîtrisé à la base

FICHE 78 : Une expérience d'utilisation de la radio rurale pour la promotion de la parole paysanne au Burkina Faso.	106
FICHE 79 : Le programme de radio du projet Brejo.....	107
FICHE 80 : La radio rurale de la région de Guarapuava et Turvo.	108
FICHE 81 : De la prise en charge d'une radio rurale par des associations villageoises – Le cas de la radio rurale de Kayes au Mali.....	109
FICHE 82 : La radio peut-elle véhiculer la parole paysanne sans en altérer le langage ?	110
FICHE 83 : Des campagnes de communication contrôlées par les paysans.	111
FICHE 84 : Une expérience de communication rurale entre les Otomis de la vallée du Mezquital au Mexique.	113

2 – La vidéo pour mettre en valeur les connaissances locales et diffuser les innovations

FICHE 85 : Une expérience de promotion de la parole paysanne et Haïti.	114
FICHE 86 : Des outils de formation à la pratique de la culture attelée au Burkina Faso.....	115
FICHE 87 : Un dispositif d'échanges d'information entre groupements paysans au Sahel.....	116
FICHE 88 : A tecnica na Comunicacao : instrumento de expressao dos agricultores.....	117
FICHE 89 : Pourquoi céder si nous pouvons résister ? La vidéo divulgue des alternatives énergétiques conçues par un agriculteur.....	118
FICHE 90 : Vidéo populaire et dialogue sur l'agro-écologie entre groupes d'agriculteurs.	119
FICHE 91 : "Histoire du Peuple de la montagne" – La rencontre du savoir populaire et du savoir érudit dans la transcription de la mémoire cabocla.	120

FICHE 92 : "Silo cincho, une expérience agroécologique."	121
FICHE 93 : "Terre et vie Catarina" – Une vidéo réalisée par les travailleurs sans terre.	122

3 – Les fichiers de propositions technologiques : agir et communiquer à large échelle

FICHE 94 : Un réseau latino-américain pour le développement agro-industriel rural.....	124
FICHE 95 : Fichier de propositions technologiques.	125
FICHE 96 : L'expérience du Réseau PASOS-DPH.	126
FICHE 97 : Les ressources de la modernité au service de la sauvegarde de l'identité des jeunes agriculteurs. Une expérience sur le plateau de l'Etat de Santa-Catarina au Brésil.	127
FICHE 98 : Agrinnov : quel système d'information pour encourager l'innovation ?.....	128
FICHE 99 :L'Observatoire de l'Innovation en Ariège.....	130
FICHE 100 : L'Observatoire de l'innovation – Des hypothèses, une démarche, des produits et des partenaires.	131

4 – Autres outils d'expression paysanne

FICHE 101 : Le théâtre au service de la vulgarisation agricole en Syrie.....	133
FICHE 102 : A L'ORDIK, quels outils de communication utiliser pour favoriser la protection de l'environnement ?.....	134
FICHE 103 : Une campagne de diffusion de technologies alternatives dans le Nordeste brésilien.....	135
FICHE 104 : Le théâtre : un outil original de communication pour le développement.....	136

FICHE 1 : LES SYSTEMES DE VULGARISATION DANS LES PAYS DU POURTOUR DE LA MEDITERRANEE

Le compte-rendu d'un séminaire d'échange sur les structures et méthodes de vulgarisation agricole dans quatre pays de l'Est Méditerranéen (Egypte, Liban, Syrie et Jordanie) est révélateur de plusieurs choses : d'abord, on a clairement privilégié la question des organigrammes souvent hiérarchisés dans des pays où des administrations parfois récentes fixent d'abord les cadres institutionnels plutôt que les contenus et les lieux de dialogues avec les agriculteurs. Là-dessus, on constate autre chose : les modes de vulgarisation appliqués correspondent presque toujours à des modèles importés... qui se succèdent parfois au rythme des alliances internationales.

Quelque soit alors l'appropriation du modèle en question dans le pays concerné, on évoque alors toujours le manque de moyens en matériel de formation, de communication..., en personnel et en compétences. Et puis, il ne faut pas oublier que l'instabilité de certains pays (ex : guerre au Liban) rend souvent difficile un recul objectif sur la pertinence des méthodes utilisées.

Bilan plutôt négatif alors ? Oui sans doute, même s'il est parfois masqué par l'importance des appareils de vulgarisation au service des agriculteurs. Pessimisme ? Non car au creux des lignes de ces textes, on comprend que nombreux sont ceux qui ont fait preuve d'inventivité et de ces réussites au sein de ces appareils souvent lourds. Exemples : les théâtres itinérants en Syrie, ou le succès des apprentissages entre les agriculteurs de Basse Egypte (après la construction du barrage d'Assouan). En bref, vivement une politique de la "demande" plutôt que celle de "l'offre" en la matière !

*Christophe BEAU – 1994
Cahiers Options Méditerranéennes*

FICHE 2 : CHANGEMENTS TECHNIQUES ET RUPTURES – UN POINT DE VUE SOCIOLOGIQUE SUR LES ENJEUX DE LA VULGARISATION AGRICOLE AU MAGHREB

Systemes de transmission de savoir-faire, information sur l'avancée des techniques et accélération de l'adoption de nouvelles techniques sont trois sens souvent indifférenciés que recouvre le terme couramment utilisé de "vulgarisation". Dans les pays du Maghreb, comme dans d'autres régions du monde qui ont connu des communautés rurales fortement intégrées et adaptées à leur milieu, le processus d'accélération des changements techniques agricoles procède par ruptures.

Après la rupture provoquée par l'imposition d'un "secteur" moderne colonial, on constate aujourd'hui des ruptures non seulement au sein des groupes sociaux locaux mais également au sein même des exploitations. Revenons sur chacun de ces points.

Agriculteurs "pilotes" ou "groupes de contact", la vulgarisation classique s'adresse à des individus qu'elle considère comme des "agriculteurs" indépendamment de leurs appartenances sociales et de leurs statuts. Cette méthodologie individualiste n'est pas neutre. La catégorisation des agriculteurs selon le degré d'adoption de nouvelles techniques (innovants, adoptants précoces, adoptants tardifs, réfractaires) n'est pas la simple figuration

d'un processus "naturel". Mise en oeuvre dans des sociétés à normes communautaires, cette méthodologie individualiste peut casser des dynamismes, provoquer des tensions, délégitimer les perdants, préparer les voies opaques de clientélisme. Pas plus qu'elle ne peut se passer d'une connaissance préalable de la société rurale sur laquelle elle intervient, la vulgarisation ne peut se passer d'une réflexion sur la société à venir qu'elle contribue à former.

La tendance à fixer des objectifs par "filières", que ce soit de la part des Etats dans le souci de couvrir certains créneaux d'exportation ou du fait de l'intervention de firmes spécialisées, entraînent la mise en oeuvre d'actions de vulgarisation très ciblées. Efficaces en ce qui concerne la qualité et la quantité du produit livré et souvent profitable aux producteurs, ces actions ne sont pas sans effet sur l'exploitation elle-même. La production privilégiée est traitée dans une logique particulière, indépendamment des autres. Les notions de combinaisons internes, d'assolement, d'emploi optimum de la force de travail familiale, de calendrier d'utilisation collective du matériel tendent à perdre leur sens.

La perspective à moyen et à long terme d'un ensemble d'exploitations au niveau d'une région tend à laisser le pas à une vision strictement individualiste. A vouloir parer au plus pressé, le risque est grand de laisser de côté les connaissances agronomiques au sein de l'exploitation, les relations entre travail et famille de l'exploitant et les liens de solidarité et de complémentarité entre exploitations d'une même zone. Paradoxe d'une politique de vulgarisation qui pourrait alors contribuer à compromettre l'avenir de nombreux agriculteurs.

L'adaptation qui caractérisait autrefois le rapport de la majorité des groupes ruraux maghrébins à leur territoire, n'assurait pas une forte productivité à l'hectare mais intégrait les contraintes du climat et du relief en assurant des réseaux complexes de complémentarité des ressources. Le poids accru des besoins rend nécessaire la recherche d'équilibre à des niveaux plus élevés. Le recours aux nouvelles techniques permettent de réaliser cet objectif pour autant qu'il soit tenu compte des enseignements passés.

En effet, la vulgarisation de techniques élaborées dans d'autres contextes écologiques, économiques et sociaux a déjà abouti à des impasses (intensification céréalières en zone semi-aride), à des effets pervers (mécanisation en situation de sous-emploi) ou à des réussites "fragiles" (aviculture avec alimentation importée).

La concentration des moyens et des revenus dans des zones privilégiées où ces techniques ne sont pas toujours à leur place se fait au détriment de zones plus défavorisées et de leurs habitants. Cette différenciation sociale s'accompagne d'une dégradation de ressources naturelles autrefois utilisées et partie prenante d'un équilibre écologique local et global. La vulgarisation doit contribuer à une restructuration d'ensemble du rapport à la nature et non à la seule diffusion immédiate de techniques ponctuelles.

Dislocation des groupes sociaux et désarticulation au sein et entre les des exploitations tendent à donner naissance à un rapport indéterminé et désordonné à l'environnement naturel et social. Ces ruptures apparaissent à la fois comme condition d'efficacité et résultante de la vulgarisation telle qu'elle fonctionne, c'est pourquoi il est utile de réfléchir sur elles.

Cette fiche est le résumé d'un article tiré du Colloque tenu à Alger les 26, 27 et 28 avril 1993 sur le thème "Vulgarisation agricole au Maghreb : théorie et pratique" organisé par le CIHEAM et la FPH, en collaboration avec l'INA et le CREAD (Alger) et le soutien financier de la CCE-DGI. L'auteur de la fiche est sociologue.

*Fiche de A. LE NAELOU – 1994
à partir de l'article de C. CHAULET,
Cahiers Options Méditerranéennes, 1993*

FICHE 3 : ORGANISATION ET PROBLEMES DE L'ENCADREMENT AGRICOLE EN SYRIE

Le Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire syrien comprend plusieurs départements, dont celui chargé du conseil aux agriculteurs. Dans chaque préfecture du pays le ministère est représenté par une *Direction des affaires agricoles*, dont dépend le *Service agricole* ("maslahet zirai") des principales autres villes du département, qui lui-même coordonne l'activité des *Unités de Conseil* ("wahidé erchadiyé"), responsables de quelques villages. Ces dernières se composent en général de deux ingénieurs agronomes et de deux techniciens agricoles, de préférence spécialisés l'un dans les cultures, l'autre dans la conduite des animaux.

Ces unités sont chargées d'assurer l'application du *Plan de production agricole* : elles surveillent le respect de l'assolement imposé par l'Etat et lors des récoltes de betterave sucrière et de coton en particulier, délivrent des cartes de livraison, obligatoires pour vendre ces productions aux usines de transformation. Elles suivent les étapes de culture de parcelles témoins, qu'elles mettent en place chez des paysans pour prouver l'efficacité de telle technique qu'elles prônent, comme le dosage des engrais par exemple. Enfin, les paysans viennent leur demander conseil, le plus souvent pour les traitements phytosanitaires.

Lorsque l'un des ingénieurs agronomes est une femme, cela permet de transmettre des informations aux femmes des agriculteurs et leur donne la possibilité de s'exprimer sur les problèmes de l'exploitation, car elles n'assistent pas aux réunions de vulgarisation agricole ni aux discussions entre leur mari et les hommes de l'Unité de Conseil. Cependant les femmes ingénieurs agronomes restent trop peu nombreuses, et l'on est loin d'en trouver dans chacune de ces unités sur le terrain.

Voici les principaux problèmes dénoncés par les ingénieurs eux-mêmes :

- manque de moyens, de véhicules en particulier.
- faiblesse des salaires, qui oblige la grande majorité des fonctionnaires à avoir un deuxième emploi. Les ingénieurs agronomes font ainsi souvent du commerce de semences, engrais ou produits phytosanitaires parallèlement au marché étatique, ou vendent leurs compétences aux riches particuliers. Cette deuxième activité étant plus rémunératrice que les heures passées au service de l'Etat, cela explique en grande partie le manque d'ardeur au travail qui caractérise les administrations agricoles entre autres, quelques ingénieurs peu scrupuleux allant même jusqu'à éviter toute consultation pendant les heures de bureau pour se les faire payer au prix fort dans le privé.

Les Unités de Conseil, situées dans les villages mêmes dont elles s'occupent, semblent de fait plus efficaces à transmettre les directives du ministère et à vérifier leur application, qu'à aller dans les champs avec les paysans pour les conseillers : ce sont le plus souvent les agriculteurs qui se déplacent avec un échantillon pour faire diagnostiquer telle maladie de leur culture. Ils ont donc tendance à voir plutôt dans ces bureaux des unités de surveillance de leurs activités. Enfin, les rapports des ingénieurs tiennent plus du recueil de données quantitatives que de l'analyse des problèmes de terrain.

F. Metral, dans son article intitulé "*Ingénieurs et agronomes dans un projet de développement rural en Syrie*" (Etudes sur le monde arabe n° 4, 1990), confirme que les fonctions des ingénieurs agronomes "se résument souvent, en effet, à des tâches administratives : répercuter le plan de production sur les différentes sections agricoles en fonction des particularités, le répartir ensuite entre les coopératives et enfin entre les exploitants ; délivrer les bons et coups de tampon nécessaires au paysan pour l'exécution du Plan (achat de

semences, d'engrais, d'insecticides, obtention de prêts de campagne...), enregistrer les productions, organiser la commercialisation et le transport des produits de monopole vers les entrepôts ou usines de l'Etat ; justifier dans des rapports les écarts par rapport aux prévisions...La planification multiplie ainsi statistiques et tâches comptables. Le rôle officiel des ingénieurs auprès des paysans se limite à des contrôles et à des séances de formation où l'on transmet les directives ministérielles".

La présente fiche résulte d'une synthèse d'entretiens avec des paysans et des ingénieurs agronomes. Voir aussi "Etude des systèmes agraires et des systèmes de production de la région de Mhardé, nord-ouest de Hama – Syrie", mémoire soutenu par K. HALABI (diplôme d'ingénieur agronome, 1993).

Katia HALABI – 1992

FICHE 4 : LES ROLES DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES TUNISIENNES DANS LA POLITIQUE DE VULGARISATION AGRICOLE

La crise qui touche l'agriculture tunisienne depuis le début des années 80, la mise en place du *Programme d'Ajustement Structurel* et le désengagement de plus en plus évident de l'Etat sont à l'origine d'une prise de conscience sur la nécessité de renouveler les approches du développement agricole.

C'est dans cet esprit que des agriculteurs, des chambres d'agriculture, des vulgarisateurs de différents niveaux hiérarchiques, des décideurs en matière de politique agricole et de vulgarisation des trois pays du Maghreb se sont regroupés pour réfléchir ensemble à Alger les 26, 27 et 28 avril 1993 sur le thème "*Vulgarisation agricole : théorie et pratique*".

Des systèmes de vulgarisation assez proches sont mis en oeuvre par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Ils visent avec des intensités variables, le transfert progressif de l'activité de vulgarisation à la profession agricole en cours de structuration. En Tunisie, malgré leur nombre, le rôle des OPA reste dans ce domaine à revoir.

Multiples, les OPA tunisiennes relèvent de statuts et de réglementations divers. On peut les distinguer selon le niveau de leur intervention et selon l'intensité du rôle qu'elles jouent dans l'organisation de la vie professionnelle agricole.

Concernant les organisations de base formées autour d'une production ou d'un objectif précis, on peut citer :

- **les Associations d'Intérêt Collectif (AIC)** instituées pour la gestion d'un bien commun (irrigation, eau potable...),
- **les Coopératives Agricoles de Service (CAS)** qui ont des interventions plus larges (distribution des intrants, collecte de la production, conseil aux producteurs...),
- **et les Associations de Producteurs** (céréaliers du nord, producteurs d'ovins...), qui concernent une production déterminée. Elles assurent à leurs membres une information technique et des relations avec les institutions nationales de recherche.

Ces trois premiers types d'organisations auxquelles il convient d'ajouter certains groupes d'agriculteurs, n'ont pas encore à ce jour de structures officielles. Leurs relations avec l'Administration et certaines organisations professionnelles nationales, présentées ci-dessous, demeurent donc conflictuelles.

D'autres organisations professionnelles opèrent au niveau régional ou national :

- **les Chambres d'Agriculture (CA)** créées par la loi du 25 avril 1988, sont au nombre de trois. Elles regroupent respectivement les agriculteurs des 10 états du Nord, ceux des 6 du Centre et ceux des 7 du Sud. Placées sous la houlette du Ministère de l'Agriculture, elles remplissent quatre missions (consultation/information auprès des pouvoirs publics, formation/conseil auprès de leurs adhérents). La composition des Chambres, l'étendue de leurs domaines d'interventions et les moyens dont elles disposent ne leur permettent pas d'entretenir un réel contact avec le terrain, base d'une légitimité reconnue. L'efficacité de ces structures et la crédibilité qui s'en suit aux yeux des agriculteurs est fragile,

- **les Coopératives Centrales** regroupent en principe des coopératives de service agricole de base. En réalité, elles fonctionnent comme des organismes para-étatiques intervenant au niveau de la collecte et la commercialisation de certaines productions. Coupées des organisations de base, elles n'ont pas de réelle représentativité professionnelle,

- **l'Union Tunisienne des Agriculteurs et des Pêcheurs (UTAP)** est l'organisation syndicale qui représente l'ensemble des producteurs dans le secteur agricole et pêche. Bien qu'assez largement implantée dans les campagnes tunisiennes, l'UTAP reste une structure très centralisée. De plus, une certaine confusion entre son rôle syndical de défense des producteurs et un rôle d'encadrement technique et organisationnel de la profession entraîne aujourd'hui un chevauchement entre le rôle que se donne l'Union et ceux que les autres organisations (chambres d'agriculture, coopératives, associations...) entendent assurer.

Enfin, certaines organisations se sont constituées autour d'une filière.

Dépassant le cadre d'une seule production, ces groupements regroupent l'ensemble des intervenants dans une filière de production (producteurs, exportateurs, transformateurs...). Elles ont pour mission de collecter et de diffuser les informations relatives à la filière, de participer à l'amélioration de la production par des actions d'encadrement et de formation des producteurs et de réguler le marché pour certaines productions par la constitution de stocks. Spécialisées, ces organisations ne sont pas relayées sur le terrain par des groupements de producteurs.

La diversité des OPA tunisiennes ne suffit donc pas à pallier un écart entre organisations de base et organisations nationales. Constituées au niveau central par décision politique, ces dernières ne sont pas reliées à une base structurée qui leur servirait de courroie de transmission avec les agriculteurs qu'elles sont censées représenter. Inversement, les dynamismes professionnels qui se développent au niveau du terrain ne trouvent pas de relais au niveau national et c'est l'efficacité de l'ensemble du système qui s'en trouve affectée.

A l'heure où la mise à l'ordre du jour de la question alimentaire impose à la Tunisie, comme à l'ensemble des pays méditerranéens, de trouver de nouvelles réponses, le renouvellement des approches sur le développement agricole ne peut se réduire au seul examen critique des programmes et des contenus de l'information technique diffusée.

Toute nouvelle approche passe par une redéfinition et une reconnaissance mutuelle du rôle à jouer par les OPA. Les objectifs classiques d'encadrement de la profession autour d'un problème de commercialisation ou

d'utilisation d'intrants doivent faire place à un rôle d'identification des besoins des agriculteurs, d'initialisation de travaux de recherche appliquée, de vérification par tests des propositions techniques et de leurs diffusions.

Cette nouvelle approche doit se baser sur des organisations professionnelles ayant une réelle implantation sur le terrain pouvant assurer une mobilisation des producteurs sur des problèmes qui leur importent. Elles doivent en outre se constituer en partenaires capables d'exprimer leurs besoins en terme de recherche de références techniques, mais également plus largement en terme d'amélioration des conditions de vie et de travail dans le secteur rural. Fortes de cet ancrage sur le terrain, ces OPA pourront alors se doter des moyens d'influer sur les orientations au niveau des institutions étatiques ou privées pour que ses propositions se réalisent en programme d'actions.

La fiche est extraite d'un article tiré du Colloque tenu à Alger les 26, 27 et 28 avril 1993 sur le thème "La vulgarisation agricole au Maghreb" organisé par le CIHEAM et la FPH, en collaboration avec l'INA et le CREAD (Alger) avec le soutien financier de la CCE-DG1. L'auteur de la fiche est sociologue.

*Fiche de A. LE NAELOU – 1994
à partir de l'article de M. ELLOUMI
Cahiers options méditerranéennes, 1993*

**FICHE 5 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA VULGARISATION AGRICOLE EN CHINE
D'APRES LA SITUATION DANS DEUX CANTONS DE LA PROVINCE DU ANHUI (CENTRE-EST).**

En Chine, la vulgarisation agricole est mise en oeuvre par l'administration dépendant du ministère de l'agriculture et de l'élevage. Les bureaux agricoles cantonaux y jouent un rôle essentiel (un canton représente ici de 1.000 à 1.500 km² cultivés et de un demi à un million d'habitants). Cependant, leur action reste limitée à l'agriculture et l'élevage au sens strict puisque des domaines tels que l'arboriculture, les productions de rente (tabac, coton, plantes médicinales, théiers, vers à soie...), l'hydraulique, restent du ressort d'autres administrations centralisées.

Si le schéma organisationnel de la vulgarisation agricole n'a pas changé après la décollectivisation du début des années 1980, une certaine décentralisation laisse cependant aux collectivités locales une marge d'initiative en termes de choix des thèmes de vulgarisation, de méthodes de travail, de financement et de relation avec les organismes de recherche. Depuis les réformes économiques et la libéralisation de l'entreprise privée, elles ont en outre la possibilité de créer leurs propres entreprises. C'est un moyen de compléter le budget qui leur est imparti par le gouvernement.

Dans le canton de Tianchang, situé dans le sud-est de la province du Anhui, les revenus dégagés par les hôtels, les commerces, les restaurants appartenant au bureau agricole ont ainsi largement contribué à financer ses actions de vulgarisation. Ici, un réseau de techniciens communaux a été mis en place. Son rôle est, à partir du suivi sur le terrain des systèmes de production, d'identifier les principales contraintes pour les paysans.

Ces travaux sont dirigés par le bureau cantonal qui prend contact avec des centres de recherche agronomique ou des universités pour chercher des solutions. Une fois choisies, les nouvelles techniques sont expérimentées par des paysans avec le suivi des techniciens locaux : si le produit obtenu en fin de campagne est inférieur à celui attendu habituellement, la différence est remboursée au paysan. Pendant toute cette période

d'expérimentation, des réunions d'information sont organisées dans les villages. Si les résultats sont satisfaisants, d'autres techniciens et des paysans-relais seront formés pour pouvoir diffuser l'information.

A Tianchang, la forte densité de population (sept cents ruraux par km² cultivé) représente une énorme contrainte pour l'agriculture. Devant l'impossibilité d'augmenter la superficie cultivée, l'objectif des dix à quinze dernières années a été d'intensifier l'occupation des sols en généralisant et stabilisant la pratique d'un double cycle de cultures annuelles. Pour cela, on a cherché des moyens pour alléger les charges en main-d'oeuvre et mieux articuler les opérations culturales lors des deux pointes de travail annuelles. Certaines techniques ainsi expérimentées ont été adoptées par la quasi-totalité des paysans : double repiquage du riz, repiquage du colza, semis direct du blé.

Le canton de Bozhou, plus enclavé au nord-ouest de la province du Anhui, ne bénéficie pas des mêmes opportunités. La création d'entreprises est plus aléatoire et le bureau agricole est quasiment dépourvu de moyens : une demi voiture pour la vulgarisation agricole et les bicyclettes des cadres pour desservir une superficie de 40 sur 60 km, des salaires très bas (60 à 100 yuans par mois, une bicyclette coûtant 200 yuans au moins), des conditions de travail et de logement rudimentaires ont pour conséquence le mécontentement, l'indifférence ou le découragement des cadres, notamment des jeunes diplômés universitaires, et un fort sentiment d'impuissance.

Remarques :

– L'extrême cloisonnement entre domaines, lié à l'organisation bureaucratique et centralisée de la vulgarisation agricole, représente un obstacle non seulement à la circulation des informations entre bureaux mais à la mise en place d'actions de vulgarisation et de développement rural "intégré".

– Dans le contexte de la décentralisation, la situation avantageuse de Tianchang a largement contribué aux succès de sa vulgarisation agricole : proche des centres de développement industriels et commerciaux de l'est de la Chine (Shanghai, Nankin), le canton bénéficie de débouchés pour les produits de son agriculture et d'intrants à prix relativement bas étant donnés les faibles coûts de transport. Bozhou n'a pas les mêmes avantages de situation : infrastructures de transport peu développées, éloignement de marchés importants, éloignement de centres industriels.

Cette fiche est la synthèse d'une thèse en cours, réalisée par S. DIDERON à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon, thèse qui résulte d'un travail de recherche de terrain, d'observations et d'enquêtes menées auprès des acteurs de l'agriculture locaux : paysans, cadres,... dans plusieurs districts chinois.

*S. DIDERON,
INA – PG, 1993*

FICHE 6 : PAYSANS, EXPERTS ET CHERCHEURS EN AFRIQUE NOIRE – SCIENCES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT RURAL.

Cet ouvrage a pour point de départ un stage organisé par le *CIFACE* en 1984. La première partie examine les conditions nécessaires à une recherche fondamentale en sciences sociales sur des problèmes dits "appliqués" : conditions historiques, problématiques scientifiques, épistémologiques et politiques. La deuxième partie est composée d'études de projets de développement qui toutes posent les mêmes questions : pourquoi ces dérives entre les programmes et leur application ? Les opérations analysées sont : l'opération arachide au Sénégal, débutée en 1964, la rénovation des cacaoyères et caféières du Togo, décidée en 1967 et le projet Sodériz, expérience rizicole en Côte d'Ivoire monté entre 1971 et 1977, "histoire d'un échec".

Ces analyses sont suivies de remarques sur l'histoire de l'agriculture de plantation en Côte d'Ivoire et sur la pêche artisanale au Sénégal. Ni échantillon représentatif, ni typologie raisonnée, ces analyses se recourent sur plusieurs points et permettent d'étayer quelques affirmations :

1 - Deux **impératifs méthodologiques** : l'interaction projet-milieu s'opère dans un contexte écologique, économique, institutionnel, politique. Tout projet intervient dans un milieu qui a déjà subi de nombreuses interventions et en a gardé trace.

2 - **Les logiques des projets** : leur cohérence tient à un mode productif issu de la recherche agronomique et suppose une transformation de la "culture technique" des paysans. A un niveau différent, se superpose une cohérence de politique économique et de planification nationale. Mais les logiques d'action de certains rouages de l'appareil d'Etat ou de l'économie échappent au contrôle du projet et le contrecarrent. Le projet comme "organisation" et ses acteurs sociaux contribuent à le biaiser de diverses manières.

3 - **Les logiques paysannes** : le processus de l'adoption sélective par les paysans (certains thèmes "marchent", d'autres pas) fait que la cohérence technique du projet est quasi systématiquement désarticulée. Les thèmes adoptés le sont le plus souvent pour d'autres raisons que celles avancées par le projet et relèvent ainsi le processus de "détournement".

Refus, détournements, adoptions renvoient à quelques grandes logiques récurrentes tournant autour des axes suivants : maximisation de la productivité du travail et non de la productivité à l'hectare, stratégies concurrentielles d'appropriation foncière à l'occasion des aménagements, primat de l'extensif aux dépens de l'intensif, stratégies de minimisation des risques climatiques et de "dysfonctionnement" des circuits d'approvisionnement et de commercialisation, intégration des innovations à une culture technique déjà constituée, contrôle du recrutement de la force de travail.

Ainsi donc, logiques du projet et logiques paysannes sont différentes. Les logiques des chercheurs en sciences sociales qui tentent d'élucider les logiques paysannes ou de les opposer aux logiques des professionnels du développement ne sont ni celles des développés, ni celles des développeurs.

Ce rapprochement d'articles permet un aller-retour entre réflexion et action. Bien des éléments d'analyse nous paraissent pouvoir s'appliquer à des projets de moindre envergure et à leur analyse sociologique. Les études de cas sont des exemples d'échecs, du passage de la recherche agronomique à son application sur le "terrain", échec aussi des Etats dans leurs choix de projets de développement.

P. BOIRAL et al – 1988

FICHE 7 : LA VULGARISATION AGRICOLE AU MAGHREB – THEORIE ET PRATIQUE.

C'est sous le signe d'une volonté de pragmatisme, d'efficacité, du soucis de l'échange d'information et de la capitalisation d'expériences nationales diverses que s'est tenu à Alger, les 26, 27 et 28 avril 1993, le premier atelier du Colloque "*Vulgarisation agricole : théorie et pratique*".

Divers acteurs du développement local (agriculteurs, vulgarisateurs et formateurs, représentants des administrations nationales et des chercheurs) se sont réunis pour faire le point sur les modalités d'organisation des appareils de vulgarisation, sur leurs objectifs, sur les résultats des programmes de vulgarisation passés ou en cours, sur la nature des techniques et des formations diffusées, sur le rôle imparti et joué par les pouvoirs publics et les diverses organisations professionnelles et, enfin, l'attitude des agriculteurs eux-mêmes. Trois jours d'échanges et de débats qui doivent être considérés non comme un aboutissement mais comme le signe d'un décroisement national de la réflexion sur les questions de développement et partant, de la pertinence de mise en place de réseaux.

"Faire adopter au moindre coût, un savoir donné par le plus grand nombre d'agriculteurs en un minimum de temps" telle est brièvement résumé un accord général de point de vue de la part des intervenants des trois pays du Maghreb sur l'objectif d'efficacité à atteindre.

Un certain nombre de constats communs sont tirés des différentes expériences nationales ; une insuffisance des moyens matériels et humains affectés à la vulgarisation, un déficit d'informations concernant la quantité et l'origine des ressources financières affectées à ce domaine, une gestion des ressources dominée par les Etats, des messages techniques non pertinents, mal ciblés, faisant souvent fi des moyens limités des pays et des savoir-faire traditionnels locaux, un environnement économique défaillant ne permettant pas d'assurer la pérennité de la diffusion des techniques, des vulgarisateurs insuffisamment formés et enfin des agriculteurs économiquement faibles qui "n'osent" pas le changement et les risques qu'il entraîne.

Face à cette critique, des propositions sont énoncées. La clarification des origines et des quantités de ressources affectées à la vulgarisation devraient permettre de mieux gérer les fonds disponibles dans une perspective de long terme et la répartition des dépenses par postes, d'évaluer les engagements respectifs des Etats, des entreprises, des groupements d'agriculteurs, mais également la part des organismes internationaux. Cette information permettrait d'expérimenter des combinaisons de différents modes de gestion des ressources afin de mieux en répartir le coût. Tout en valorisant les acquis en termes d'expériences des pouvoirs publics, l'objectif est d'évaluer le coût d'autres types de systèmes de gestion (entreprises, groupements, projets...) et notamment de responsabiliser le rôle des organisations professionnelles (recrutement direct de techniciens, contribution à la mise à disposition de moyens matériels) dans le développement de ce secteur.

Cette clarification doit s'accompagner d'une actualisation des contenus des programmes de vulgarisation. Celle-ci passe par la prise en compte des moyens réels du pays, de la région, du département et des terroirs bénéficiaires, par l'adaptation du message technique aux demandes spécifiques des agriculteurs, par l'identification de populations ciblées avec des attentes homogènes, et par l'organisation d'un "service après diffusion" pour chaque message technique diffusé.

La rénovation des contenus des programmes est liée à un effort accru de formation des personnels d'encadrement (méthodes d'écoute et d'identification des besoins des agriculteurs, compétences d'animation, connaissances des savoir-faire traditionnels en usage) mais aussi par une amélioration des conditions d'intervention de ces derniers et une revalorisation du statut de vulgarisateur.

Enfin, pas de vulgarisation agricole efficace sans des agriculteurs motivés au changement. Une formation renforcée (générale et technique), une participation accrue, un appui à la structuration d'organisations collectives et un soutien des Etats auprès des petits agriculteurs afin de participer aux risques d'introduction d'une technique nouvelle constituent les principaux leviers pour susciter cette motivation paysanne.

Si prises individuellement ces propositions ne sont pas nouvelles, en revanche, appréhendées en système au niveau d'une sous-région maghrébine, elles acquièrent une dimension innovante. L'avantage d'une telle approche est de restituer de façon liée une chaîne de facteurs influant sur la réussite ou au contraire sur le blocage d'une politique de vulgarisation, ses sources et son volume de financement, son mode de gestion, son contenu, ses diffuseurs et ses destinataires. De la volonté de prendre en considération tous ces éléments liés dépend aujourd'hui largement la capacité à faire évoluer et dynamiser des systèmes de vulgarisation agricole pertinents.

La fiche reprend les grandes conclusions du séminaire tenu à Alger les 26, 27 et 28 avril 1993 sur le thème de "*La vulgarisation agricole au Maghreb*", organisé conjointement par la FPH, le CIHEAM, en collaboration avec l'INA (Alger) et du CREAD et l'appui financier de la DGI/CCE.

*A. LE NAELOU, CIHEAM
Cahiers options méditerranéennes, 1993*

FICHE 8 : REFONDER LA VULGARISATION AGRICOLE AU NIVEAU LOCAL : QUELQUES CONCLUSIONS DE PRATICIENS EN PAYS MEDITERRANEENS

Les systèmes de transfert de technologie n'ont que rarement rencontré les besoins des agriculteurs. "Les vulgarisateurs proposent et les agriculteurs écoutent" : voilà en général ce qui se passe en Turquie ou ailleurs lorsque le système de vulgarisation est une structure d'Etat.

Pour ce qui est des organisations paysannes qui puissent être des interlocuteurs solides, force est de constater que celles qui existent (coopératives villageoises, caisses de crédit agricole, syndicats,...), ne fonctionnent pas de manière effective. Il faut savoir que le maire du village est désigné par le parti.

En Grèce, le système de vulgarisation a traditionnellement reposé sur la trilogie : le prêtre, l'agronome, l'instituteur. Dans les faits cet équilibre maintenant disparu dans les villages n'a pas été remplacé par des repères stables.

En Albanie, seule compte la sortie d'un système d'économie totalement intégrée et aujourd'hui c'est le secteur privé qui offre le plus de chance d'innovation.

En Palestine, ce sont bien sûr les conditions politico-économiques qui régissent les choix techniques. Et dans l'absence d'une réelle autorité publique reconnue, seuls comptent les contacts d'agriculteur à agriculteur...

Sur quelles bases refonder la vulgarisation ?

Tout le monde s'entend pour dire que les nouvelles méthodes de recherche-développement, de diagnostic participatif, de formation-action, etc... sont des propositions méthodologiques solides qui restent malgré tout difficiles à mettre en oeuvre. Les expériences des uns et des autres (turcs, palestiniens, albanais, grecs) ont abouti aux conclusions suivantes :

- revoir les structures de vulgarisation et leur légitimité,
- rectifier les méthodes de vulgarisation. Les transferts de technologie sont essentiels mais les prises de consciences sont prioritaires,
- favoriser l'approche de groupe avant tout et l'éducation par la pratique (expérimentation paysanne), ainsi que par l'échange à la base.

Si l'on veut sortir d'un cadre d'assistance, il faut réenvisager deux choses : que l'agriculteur d'une manière ou d'une autre participe aux coûts de la vulgarisation, mais que le vulgarisateur prenne part aux risques qu'implique l'innovation technique. C'est le seul moyen d'éviter une institutionnalisation paralysante et c'est par le niveau local que l'on pourra recréer ce type de partenariat.

*Christophe BEAU, GEYSER
Cahiers options méditerranéennes – 1996*

FICHE 9 : LES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL : PRINCIPES ET APPROXIMATIONS METHODOLOGIQUES
--

Ceci est un résumé du document de travail réalisé par les structures françaises de coopération et d'appui au développement rural, à partir de l'analyse d'expériences concrètes menées à bien avec l'ensemble des pays africains du sud du Sahara, après avoir observé la stagnation de la productivité.

Il s'agit de tirer les enseignements du passé, de comprendre l'évolution historique, de valoriser les succès obtenus – ainsi que les processus – pour formuler et propager des propositions, les discuter avec les personnes intéressées dans un esprit de participation et de coopération décentralisée appuyée par les ONG.

Les grands principes seront établis pour orienter les actions de terrain dans le futur :

- 1 - S'adapter à la diversité des situations agro-écologiques et économiques, des logiques sociales, des stratégies paysannes et des niveaux d'organisation.
- 2 - Articuler les différentes échelles géographiques : locales, régionales, nationales.
- 3 - Intégrer les différentes échelles de temps : à court, moyen ou long terme.
- 4 - Intégration des stratégies des différents acteurs : paysans, gouvernements, appareils de développement, sociétés capitalistes, organismes d'aide au développement (ONG en particulier) et autres opérateurs économiques.
- 5 - Recherche de compromis explicites entre les acteurs du développement.

Le document propose un schéma général de négociations entre les différents acteurs et de mise en marche d'un processus contractuel de développement, puis présente les principaux instruments pour soutenir

ces objectifs. Les conséquences institutionnelles sont l'apparition de nouvelles relations entre les acteurs du développement : paysans organisés et préparés, conseil technique plus léger et mieux formé, meilleure articulation entre recherche, développement et formation, liens régionaux renforcés, politiques nationales cohérentes, organismes de financement extérieurs, ainsi que de nouvelles modalités d'intervention : projets ouverts, appui aux initiatives existantes et à l'organisation locale et régionale, réforme des services agricoles nationaux, articulation de la politique nationale, outils financiers diversifiés et adaptés, responsabilisation des sociétés capitalistes, etc...

*Groupe de travail coopération française,
Réseau PASOS, 1990.*

FICHE 10 : CONCEPTS ET METHODES DE LA VULGARISATION PAYSANNE

La critique de la vulgarisation fait parti de la critique générale de la politique de développement imposé comme mécanisme homogénéisateur par les USA et ses alliés des pays industrialisés. La vulgarisation a été le moyen de transmission de richesses de la modernité vers les pays pauvres du monde, qui sûrement bénéficieraient de ces innovations créées pour l'agriculture moderne de l'occident.

Mais au lieu de susciter des améliorations aux habitants des campagnes, le développement a engendré des problèmes comme la destruction de l'écologie, la désorganisation sociale et l'érosion culturelle dans toutes les sociétés du monde et le niveau de pauvreté matérielle a considérablement augmenté dans les vingt dernières années.

Nous n'allons pas insister sur la critique du modèle de développement imposé par les pays industrialisés car cela a déjà été réalisé par plusieurs auteurs du PRATEC même. Mais nous allons approfondir la critique spécifique du modèle vulgarisation qui fait parti du modèle de transfert de technologies de l'agriculture scientifique moderne à l'agriculture du tiers monde.

On suppose que la vulgarisation constitue un maillon central pour relier la science avec les pratiques de l'agriculteur. Ainsi se sont organisés les états occidentaux en remplaçant le savoir paysan : les conseillers ruraux défendaient les intérêts des paysans et sélectionnaient les innovations externes bénéfiques pour l'agriculture. Une fois établie la vulgarisation comme mécanisme de transmission, celle-ci est tombée dans le jeu du pouvoir et a été utilisée pour servir les intérêts de la classe dominante ou les intérêts de gains des industriels.

Souvent les gouvernements et les industriels s'unissent, étant donné bien sur que les intérêts des industriels sont considérés comme universels et profitent à tous. La science a souvent officialisé les innovations qui après seraient reconnues et patentées par les industries productrices de nouveaux intrants tels que les semences hybrides, animaux améliorés, fertilisants chimiques, pesticides, machines agricoles... Ainsi que le modèle de transfert de technologie se présente idéalement de la manière suivante : Science => Technologie => Vulgarisation => Usage... pour moderniser les milieux ruraux du tiers monde.

Mais ce modèle correspond à la logique du capitalisme qui cherche à ouvrir de nouveaux et amples marchés pour pouvoir augmenter ou garantir l'accumulation. Dans cette logique, on ne peut différencier la diversité de la nature dans le monde, ni des cultures complexes et leurs façons particulières d'entendre la réalité

et l'on considère que la science et la technologie occidentale sont universelles et applicables en n'importe qu'elles circonstances.

Nous plaidons pour la vulgarisation paysanne qui respecte la manière particulière de chaque culture de percevoir le monde. Dans le nouveau rôle de la vulgarisation agricole, le technicien défend les intérêts des paysans et catalyse les méthodologies du savoir populaire. Son objectif est d'atteindre l'autodétermination des groupes paysans pour pouvoir quitter ce lieu et commencer son travail de revalorisation de la culture et du savoir populaire dans un autre lieu. Le travail se situe à trois niveaux complémentaires : revalorisation de la culture et du savoir populaire, promotion du dialogue et de la communication et renforcement de l'organisation autochtone.

L'auteur propose une nouvelle façon de transférer la technologie, différente de celle que l'on appelle "vulgarisation agricole", qui avance le fait que le technicien doit assumer la défense de la culture paysanne.

*Hermann Tillmann,
PRATEC – 1994*

FICHE 11 : POURQUOI LES AGRICULTEURS FONT-ILS CE QU'ILS FONT ?

Agronomes, économistes, aménageurs
ont récemment trouvé matière à pontifier.
Au-delà de mots obscurs – "meilleure valorisation des résultats",
"développement intégré" ou "promotion rurale",
oeuvrant dans leur sagesse profonde, ils essaient
de cerner avec plus de clarté ce qu'est un "système agraire",
et de répondre pour nous tous à cette question vitale :
"pourquoi les agriculteurs font-ils donc ce qu'ils font" ?

Dans leurs universités, leurs stations expérimentales,
dans leurs bureaux, leurs labos, dans les exploitations même,
ils explorent et s'interrogent, analysent :
enquêtes de consultants dans le tiers monde,
expérimentations en amont et en aval,
taux de rendement, niveaux d'intrants et régressions multiples,
pour tenter d'élucider la question fondamentale
à l'aide d'hypothèses diverses rejetées aussitôt :
"Pourquoi les agriculteurs font-ils donc ce qu'ils font" ?

Variabilité et généralisation,
savoirs indigènes et maximisation,
problèmes discutés, épluchés, facteurs contrôlés ;
l'ordinateur crépite, les théories naissent ;
les articles paraissent à foison ; on fait des conférences,
on finance des projets. La folie atteint son comble

quand le Bilan Final conclut, oh surprise !
qu'un budget plus généreux
les conduirait peut-être à un indice éclairant
Pourquoi les agriculteurs font donc ce qu'ils font.

Dans le monde, des agriculteurs labourent et plantent,
traient leurs vaches, travaillent et chantent.
Après les interviews, les essais, les calculs,
les experts font retraite dans leurs bureaux
tandis que les paysans continuent de planter leur maïs,
que meurent les anciens et naissent les enfants.
Les hommes se racontent leurs histoires en buvant un coup
et, se grattant la tête, une fois encore s'étonnent :
"Pourquoi les chercheurs font-ils donc ce qu'ils font" ?

*"Why do the farmers do what they do ?" – Ecrit en 1984
Extrait de l'analyse critique de la vulgarisation rurale en Australie*

**FICHE 12 : VULGARISATION : LA GREFFE CULTURELLE PLUS DIFFICILE QUE LA GREFFE
VEGETALE**

Les espèces naturelles sont toujours quelque part porteuses de fruits sauvages. En Méditerranée, les oliviers ont fait l'objet d'aménagements à grande échelle par des générations de paysans : plantation, greffage, etc... Cependant, dans les années 80, un imposant programme de greffage portant sur plusieurs milliers de poiriers sauvages (*Pyrus amygdalus*) a été entrepris par des agents de l'état avec l'objectif de créer une production fruitière domestique.

Si le programme de greffe avança de façon significative sur le terrain, la méfiance des agriculteurs locaux pour cette opération "top-down" resta forte : les hommes mettent plus de temps à changer que leurs techniques ne permettent de le faire ! Les milliers d'arbres greffés de six variétés de poires différentes sont aujourd'hui quasiment à l'abandon et livrés au feu bactérien du poirier dans l'indifférence générale.

Pendant ce temps, le ministère reprend ailleurs un programme de développement pour les maquis de Térébinthe ainsi que ceux des châtaigniers du nord d'Izmir ; toujours la greffe mais avec une méthode renouvelée ? Espérons-le !

*P. BURGER,
Cahiers options méditerranéenne – 1996*

**FICHE 13 : COMMENT UN PROJET VISANT LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DE COCHONS
D'INDE EN EQUATEUR A ECHOUÉ PARCE QUE LES INTERVENANTS EXOGENES ONT NEGLIGÉ DE
PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE CULTUREL**

Dans une intervention lors du colloque ORSTOM-CNRS "L'Anthropologie face aux Transformations des Sociétés Rurales, aux Politiques et aux Idéologies du Développement," Eduardo P. Archetti, de l'institut d'Anthropologie Sociale de l'Université d'Oslo exposa le cas d'un projet visant à développer l'élevage de cochons d'Inde en Equateur.

Ce projet, soutenu par la Banque Mondiale, visait les populations paysannes, et notamment les femmes, qui détenaient déjà un savoir-faire important. Le programme visait une croissance de la production de cochons d'Inde, ce qui impliquait d'une part plus d'animaux pour la consommation interne et, d'autre part, un surplus qui pouvait être vendu sur le marché local et régional. **Un succès éventuel "pouvait amener un meilleur apport en protéines pour la famille rurale, tout en augmentant les revenus financiers, ceci dans un contexte où l'argent est une denrée rare."**

Pour avoir toutes les chances d'aboutir, les responsables firent appel à des spécialistes et des experts confirmés : "Des équipes intégrées avec des agronomes, des experts vétérinaires ainsi que des extensionnistes se sont mis au travail sur l'adaptation d'une technologie appropriée...". **Et pourtant, le projet se solda par un échec ! "Après presque trois ans, moins de vingt femmes avaient adopté la nouvelle technologie. L'équipe était très déçue..."**

Le Ministère de l'Agriculture décida alors qu'il était nécessaire de procéder à une analyse des "dimensions culturelles" et fit appel à des chercheurs anthropologues afin de découvrir les failles du système. Les conclusions de cette équipe ont soulevé l'importance du sens symbolique et social des cochons d'Inde.

A travers un certain nombre de considérations partant du fait qu'il existe une différence entre "food" et "feed" (nourriture et alimentation), les chercheurs découvrirent que derrière le cochon d'Inde il y avait de multiples références aux tabous, cérémonies diverses, événements sociaux, religieux et curatifs... **Le cochon d'Inde ne se consommait pas n'importe où et dans n'importe quelles conditions. Il s'agissait plutôt d'une nourriture "extraordinaire".**

Le problème de départ, et qui se retrouve sans cesse à travers de tels exemples, serait une sorte de "déphasage" dans le processus de communication voire l'ignorance des implications de la dimension interculturelle. **Plus grave encore, la culture de l'autre n'est pas seulement ignorée, elle est aussi souvent considérée comme un obstacle au développement.**

L'analyse d'Archetti souligne que si **"la tradition est un obstacle au changement et à la modernisation, une des implications des projets de développement est de casser la tradition et les valeurs qui freinent l'intégration d'une croissance économique"**. Ce fossé qui sépare deux façons de penser, deux perceptions différentes du monde est à l'origine de bon nombre de décalages pouvant mener à des échecs tels que celui des cochons d'Inde.

*Tom ROBERTS,
AUI, 1994*

FICHE 14 : LE PROJET DE REPEULEMENT PORCIN EN HAÏTI AVEC DES PORCS "CREOLES" PAR UNE ONG – L'ECHO RENCONTRE DANS LA POPULATION : FANTASMES BLANCS ET REALITES NOIRES, UN PROJET SYMBOLE DE LA PORTEE ET DES LIMITES DE L'ACTION DES ONG.

En 1979, apparaît en Haïti la peste porcine africaine. En 1982-83, sous l'influence du gouvernement des États-Unis, le gouvernement haïtien décide l'abattage total des cochons noirs de la race locale, envisageant par cette mesure la suppression de l'élevage porcine traditionnel et son remplacement par un nouveau cheptel. Cette décision fut catastrophique pour les petits paysans. Le cochon, vivant notamment de déchets et de fruits, apportait la fumure du jardin et constituait la véritable tirelire familiale car vendable à tout moment, le moyen de faire fructifier les économies et de faire face aux mauvais jours. Le cochon noir joue aussi un rôle important dans le culte vaudou.

La décision du gouvernement eut un retentissement considérable dans les campagnes. Imposé par la force, réalisé massivement, ce qui fit effondrer la valeur de la viande laissée aux paysans, substituant au porc haïtien des bas morceaux congelés en provenance des USA, l'abattage fut une grande humiliation. Le projet officiel était de repeupler Haïti avec des cochons américains blancs, productifs mais impossibles à élever par les petits paysans : ses exigences alimentaires et sa fragilité le réservent aux propriétaires aisés.

Le projet gouvernemental pratiquait un double langage : promesse de remplacement d'un côté, reconnaissance d'une transformation profonde des conditions d'élevage de l'autre. 8 milliards de \$ d'aide publique consacrés à l'introduction de nouvelles souches, complétés par 4 millions de \$ d'importations privées : en 1985, déjà 13 000 cochons de souche américaine et 300 centres de reproduction existaient dans l'île. En réaction à cette situation, la coopération française d'une part et un consortium d'ONG d'autre part s'efforcent d'introduire de nouvelles races mieux adaptées à la demande et aux besoins des paysans.

L'enjeu est politique, économique, idéologique et symbolique. **Les ONG inventent le "cochon créole"** ; du côté des bailleurs de fonds, les arguments techniques sont mis en avant. Le mariage de la tradition et du progrès par l'introduction de porcs rustiques mais performants séduit la FPH qui finance l'essentiel du projet de 1986 à 1988. **Du côté de la population la symbolique est décisive : le cochon "noir comme nous", symbole de la résistance du petit paysannat et du nationalisme (l'insurrection des esclaves en 1793 fut symboliquement précédée du sacrifice d'un cochon noir), face au cochon blanc des blancs soutenu par le gouvernement et perpétuant la dépendance à l'égard des USA...**

Après maints démêlés et des batailles de normes entre les USA et l'Europe, le gouvernement accorda l'autorisation d'importer 120 porcs gascon-chinois (ceux de la coopération française) et 65 porcs créoles (ceux des ONG). Victoire symbolique décisive car le gouvernement, pour une fois, reculait devant une revendication paysanne, mais victoire symbolique quand même. Le Service Océanique d'Entraide (SOE) est chargé de la diffusion des porcs créoles. L'opération suscite une telle espérance que la reproduction doit être engagée simultanément aux quatre coins du pays.

La méthode : des centres de multiplication secondaires (CMS) remettent des porcelets à des groupements qui les élèvent puis se les partagent. Cette méthode est justifiée par des considérations génétiques – il faut éviter trop de consanguinité – et stratégiques – il faut faire patienter les paysans –. Mais les motivations idéologiques sont largement présentes.

"Le projet est fait pour les paysans mais pensé de l'extérieur", note V. Dorner. Les ONG tendent à "inventer un paysannat", "pauvre mais organisé, solidaire, militant". Là où ils n'existent pas, les groupements sont impulsés ; ils sont supposés avoir une vertu pédagogique et leurs "promoteurs" espèrent qu'ils se pérenniseront au-delà de l'opération "repeuplement".

Dans les faits, le repeuplement est loin de s'effectuer au rythme prévu. Les groupements de 35 personnes constituent une solidarité imposée. L'élevage en Haïti est une pratique familiale, voire individuelle. "Le cochon qui a 35 maîtres meurt de faim". Les plus pauvres, théoriquement prioritaires, n'ont eu ni le goût ni les moyens d'entrer dans les groupements.

La participation à la nourriture des cochons à élever en commun s'est révélée coûteuse dans un contexte de déforestation, d'appauvrissement et de hausse des prix ; la nourriture du cochon entre en concurrence alors avec celle des hommes. Réellement adapté dans certaines zones (par exemple là où existent des déchets agricoles nutritifs), le cochon blanc est hors de portée dans d'autres.

Le repeuplement porcin est symbolique à bien des égards : **symbolique de l'absurdité de projets étatiques, de leur mépris et de leur méconnaissance de la population ; symbole de résistance**, sans commune mesure avec le nombre des cochons, créoles ou gascon-chinois, importés : les échos de l'opération, de la victoire sur "l'Etat prédateur" et sur l'impérialisme américain ont été considérables ; **symbolique aussi de l'idéologie du développement qui nécessite de s'appuyer sur la fraction de la population capable de s'organiser, voire d'investir et l'illusion de construire le développement en partant des plus pauvres...**

Véronique Domer, anthropologue, est très proche du SOE. Son regard lucide n'est pas celui d'une observatrice froide mais d'une sympathisante, ce qui fait toute la richesse du texte.

Fiche de P. CALAME – 1992
à partir du rapport de V. DORNER, 1991

FICHE 15 : COMMENT UN PROJET A PRIORI "INNOCENT" PEUT REVELER DES ENJEUX INSOUÇONNES ET DES IMPLICATIONS IMPORTANTES POUR LES BENEFICIAIRES – CAS DU FORAGE D'UN PUIITS AU BURUNDI.

Creuser un puits paraît pour la plupart des ONG, une question de bon sens. La logique en question est simple : il n'y a pas d'eau ? Il est nécessaire de marcher des heures pour s'approvisionner ? La solution est simple : le mieux-être que sous-entend le développement passe, dans ce cas, par le forage d'un puits. Quoi de plus innocent ? Mais les conséquences s'avèrent souvent plus nuancées...

L'approvisionnement en eau s'inscrit, tout au long des générations, dans les structures socioculturelles des populations concernées. Autour de cet acte s'est tissé tout un système de fonctionnement social. Dans ce contexte, toute modification de cet approvisionnement modifie de fait les structures communautaires et, si l'on convient que des changements à ce niveau sont inévitables et indispensables pour permettre le développement, une réflexion est nécessaire sur les conséquences, leurs effets indésirables ou au contraire, sur les bénéfices possibles.

Les volontaires d'une ONG travaillant au Burundi, le *Soci Costruttori*, travaillaient depuis longtemps dans la région. Ils avaient l'avantage de connaître les populations et de maîtriser, à un certain niveau, la communication avec ces derniers. **Il apparût qu'un puits serait bénéfique pour le village. Le besoin en fut exprimé par les hommes qui soulignaient que l'approvisionnement en eau occupait plusieurs heures dans l'emploi du temps des femmes. La décision de creuser ce puits aurait débouchée rapidement sur une réalisation pratique si les volontaires n'avaient pas voulu s'assurer de l'aval complet de la population. En effet, les femmes semblaient beaucoup plus réticentes.**

Une brève enquête mit en évidence les structures sociales liées à l'approvisionnement en eau. Le village en question était musulman et polygame. Les hommes avaient donc plusieurs femmes et l'approvisionnement en eau était confié à l'une d'entre elles... Cette tâche représentait un véritable rôle social. Durant le trajet s'établissait entre les femmes des liens de communication, un peu à l'image des réunions qui existaient dans nos lavoirs de village en Europe. Supprimer cette tâche revenait donc à réduire le rôle de celles qui l'assumaient. De leur côté, les hommes y voyaient la possibilité d'occuper d'avantage les femmes dans les travaux quotidiens, notamment agricoles. Ils trouvaient là l'occasion d'augmenter leurs revenus, voire de prendre une nouvelle femme.

Face à ce dilemme, les volontaires du *Soci Costruttori* décidèrent d'entreprendre néanmoins la construction d'un puits, mais à l'extérieur du village, près d'un dispensaire. Il fut décidé de construire à proximité un foyer pour les femmes, lieu de réunion, lieu de parole. Ainsi les femmes conservaient leur statut social et il était ainsi possible de mettre en place d'autres programmes, comme l'éducation hygiénique et sanitaire etc...

Quel que soit l'objet de notre intervention en tant qu'acteurs exogènes, elle aura toujours un impact qui dépassera le simple "bienfait" que nous recherchons initialement. Plus un projet sera conçu "hors contexte" et plus les implications échapperont à notre volonté de départ.

Nous voyons à travers l'exemple du puits au Burundi la nécessité de prendre en compte le contexte culturel local et d'associer les populations concernées à l'ensemble des démarches nécessaires à la réalisation du projet. Ignorer cette approche, c'est risquer de provoquer des crises locales dont les effets annuleront de loin les avantages recherchés à travers le projet.

Tom ROBERTS,
AUI, 1994

FICHE 16 : LES PAYSANS AFRICAINS SONT INVENTIFS.

Début septembre 1993, se tenait à Montpellier un séminaire sur "*Innovations et sociétés*" organisé par trois instituts de recherche français, le CIRAD, l'ORSTOM et l'INRA. Il s'agissait de rectifier l'image véhiculée parfois jusqu'à nos jours d'un paysan africain, rétrograde, arriéré, incapable de changer ses habitudes, peu enclin à développer sa production au-delà de ses besoins de subsistance. De nombreux exemples montrent pourtant comment, face à des situations difficiles, les paysans ont su s'adapter et innover en cultivant de nouvelles plantes, en adoptant d'autres techniques, en s'organisant pour produire plus.

Au Rwanda, bien que la densité de population soit passée de 123 à 207 habitants au km² entre 1965 et 1990, les paysans mangent toujours à leur faim. Ils ont intensifié leur agriculture, supprimé les cultures peu productives et augmenté les surfaces de cultures d'exportation telles que le café ou le thé pour acheter les produits qu'ils ne produisent pas. **Les agriculteurs sont capables d'adopter rapidement une nouveauté technique si elle correspond à leurs besoins.**

Au Sahel, les paysans ne sont pas restés sans réagir aux grandes sécheresses. Partout où c'était possible, ils ont installé des jardins maraîchers, irrigués avec les moyens disponibles. La vente des légumes produits dans ces périmètres a permis d'approvisionner les villes et d'apporter des revenus monétaires aux paysans. De même, ils ont adoptés des variétés de niébé ou d'arachide à cycles courts, mieux adaptés à une saison des pluies réduite.

Les paysans savent aussi, quand l'occasion s'en présente, prendre des risques pour se lancer dans une culture nouvelle pour gagner plus, ayant comme chacun le désir d'améliorer leur niveau de vie, d'envoyer leurs enfants à l'école et de pouvoir se soigner quand c'est nécessaire.

Ainsi, **au nord du Cameroun**, le maïs, introduit comme culture de plein champ en 1975, représente aujourd'hui plus de la moitié de la production de céréales, devançant le mil et le sorgho. **Du moment qu'un produit se vend bien, les paysans sont prêts à le cultiver.**

Mais, ce qui manque souvent le plus, ce sont les débouchés. **Pourquoi produire plus, si les marchés sont engorgés ? Si les débouchés existent, les agriculteurs sont prêts à se lancer, à condition d'avoir les crédits pour acheter les moyens de production nécessaires. Mais le problème foncier freine souvent les initiatives des agriculteurs. Comment aménager, intensifier, si on n'a aucune sécurité sur l'usage de la terre ?**

Un autre handicap vient de ce que l'Etat, en imposant d'en haut ses directives et ses structures au monde agricole, a souvent empêché les paysans de prendre eux-mêmes des initiatives. Aujourd'hui que l'Etat se désengage, les producteurs s'organisent en fonction de leurs intérêts et deviennent des interlocuteurs à part entière face aux structures de l'Etat. Ils peuvent reprendre l'initiative et montrer leurs capacités, à condition bien sûr que les marchés s'ouvrent, ce qui dépend des décideurs et des politiques mises en oeuvre.

Observer, écouter les paysans et essayer de comprendre leur stratégie avant de proposer, tel devrait être le credo de base du "développement" si son objectif était réellement l'amélioration du niveau de vie des paysans...

*Fiche de I. BENANI HAURI – 1994
à partir de l'article de M.A. LEPLAIDEUR
BULLETTIN DE PRESSE DU SYFIA, 1993*

**FICHE 17 : AGRICULTURE TRADITIONNELLE ET DEVELOPPEMENT – LIMITES DE
L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE.**

Selon Efraím Hernández Xolocotzi, les limitations fondamentales de l'agriculture traditionnelle – qui se caractérise par une démarche empirique – sont les suivantes :

"A. Pour générer des connaissances, la méthode empirique est lente et incertaine à cause de l'absence d'enregistrement et de quantification des données observées. Elle opère sans différencier clairement les registres naturel et surnaturel. Dans la mesure où les tentatives d'explication des phénomènes oscillent entre l'un et l'autre registres, la précision des causes du phénomène observé devient difficile voire impossible. Cette limitation interdit en même temps l'utilisation d'une méthode inductive expérimentale dans la recherche des relations de cause à effet. Pour ces raisons, la génération des technologies de l'agriculture traditionnelle est lente et réduite étant donné qu'elle ne peut pas s'appuyer sur les lois qui relient les événements.

"B. La transmission des connaissances manque de continuité. L'absence d'enregistrement permanent conduit à une perte rapide du patrimoine des connaissances soit par la disparition (mort, exil) des dépositaires du savoir, soit par leur réorientation vers d'autres activités, vers d'autres régions... La continuité du système éducatif informel devient presque impossible car les jeunes désertent le processus de production agricole attirés par des activités plus rémunératrices. Cette situation devient monnaie courante au Mexique où des hommes de 15 à 45 ans émigrent pour obtenir des places mieux rémunérées dans des activités autres qu'agricoles laissant ainsi la population expérimentée "se parler à elle-même" par manque d'auditeurs.

"C. La méthode empirique ne peut pas offrir de réponse rapide à une demande urgente d'augmentation de la production. Ainsi, l'utilisation d'excédents alimentaires comme arme politique par les pays qui ont une puissante production agricole s'ajoute à la sujétion économique et politique des pays qui ont besoin d'aliments de base."

La présente fiche est la transcription d'une partie de l'intervention au colloque organisé par le CP, le CEICADAR et le CILCA.

*Efraim HERNANDEZ XOLOCOTZI
XOLOCOTZIA, 1985*

**FICHE 18 : ENQUETE SUR LA RECURRENCE DU THEME DE LA "PARTICIPATION PAYSANNE" DANS
LE DISCOURS ET LES PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT RURAL DEPUIS LA COLONISATION
EN AFRIQUE DE L'OUEST.**

L'importance de la participation paysanne (P.P.) dans le discours et les actions de développement fait l'objet d'un large consensus depuis les années 1970, autant parmi les ONG que parmi certains organismes intergouvernementaux, comme la Banque Mondiale. Si les années 1960-70 ont été marquées par une vision autoritariste et technocratique de l'action de développement, comme la période coloniale de l'entre-deux guerres, une mise en perspective historique permet cependant de remarquer dans la littérature la récurrence de l'idée de P.P. dans le discours des développeurs du Nord et avant eux dans celui des agronomes et experts coloniaux de la métropole.

Non seulement la P.P. semble une vieille idée "réinventée" récemment, mais on retrouve également trace dans les années 1950 des idées de développement communautaire et intégral, comme de l'hypothèse de validité des savoirs vernaculaires et de rationalité des pratiques paysannes. Dans les années 1920, des experts de l'administration coloniale recommandent déjà de laisser s'exprimer syndicats, coopératives et "véritables associations agricoles" qui puissent "briser le cadre" de la tutelle administrative. Ils suggèrent de "confier aux pouvoirs locaux toute la partie d'organisation".

La référence à la P.P. ne semble pas être l'apanage d'un courant politique particulier. Le modèle participatif fait-il donc partie de la culture des développeurs ? Pourquoi s'est-il généralement imposé aux politiques de la contrainte ? Et pourquoi cela n'a-t'il apparemment pas été le cas dans les années 1960-70 ? L'hypothèse selon laquelle des mots qui restent les mêmes à travers les époques cachent des pratiques qui évoluent en fait considérablement semble insuffisante pour expliquer la remarquable récurrence du thème de la P.P. dans le discours sur le développement. Plusieurs pistes de recherche sont proposées pour expliquer, dans une perspective socio-anthropologique, la régularité du thème.

*Fiche de P.Y. GUIHENEUF – 1991
à partir d'un texte de J.P. CHAUVEAU,
Laboratoire d'études agraires – ORSTOM, 1991*

**FICHE 19 : UN CONTRESENS POUR NOUS, LES ORGANISATIONS PAYSANNES : LA
"PARTICIPATION"**

Mamadou CISSOKHO connaît bien les différents acteurs du système d'aide au Sénégal et les juge, les observe du point de vue de leurs exigences sur la participation.

"Le mot participation est utilisé par les fonctionnaires et par les différents appuieurs. Ils viennent sur le terrain et nous disent : "Il faudra participer". Et même quand ils nous trouvent, nous, entre paysans en train de discuter et de décider de ce qu'on va faire, ils essayent encore de dire que nous devrions participer. Et quand ils apportent quelque chose pour appuyer nos idées, ils disent : "Il faudra que vous participiez". Cela fait rire !

Quand les paysans s'organisent et disent : "Après avoir analysé les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous avons décidé de faire cela", les appuieurs et les gouvernements viennent et disent encore qu'il faudrait qu'on participe. **Eux voient notre participation comme un apport financier ou un apport de travail à leurs programmes. Pour nous, ce sont les appuieurs qui doivent participer à notre action, chaque fois que nous sommes organisés et que nous avons déjà analysé une situation pour prendre des décisions.** Et c'est là que nous ne sommes pas d'accord avec eux.

Nous, nous sommes maîtres de nos activités, nous vivons ici, nous représentons un ensemble de gens. Qu'est ce qu'ils amènent, eux ? De l'argent ou parfois des techniques pour réaliser ce que nous, nous avons déjà défini et décidé de faire. Nous leur disons : "Nous voulons faire des choses décidées par nous et c'est vous qui devez participer à cela". Mais si vous leur présentez quelque chose qui ne rentre pas dans leurs casiers, ils disent : "Cela ne va pas parce que si nous devions appuyer comme vous nous le demandez, il faudrait que nous reprenions tout notre processus".

Ils sont dans l'incapacité d'appuyer en fonction des réalités de chaque association. Ils ont dans la tête un cadre qui leur facilite le travail mais avec ce cadre les différentes réalités sont regardées de la même manière avec les mêmes éléments de mesure et les mêmes formes de décision.

C'est un grand danger pour un mouvement paysan car, consciemment ou inconsciemment, les dirigeants des organisations paysannes, en essayant de trouver des financements, modifient leurs propres pensées et leurs propres manières d'être. Quand il y a une crise dans un mouvement, c'est très souvent à cause des "appuieurs". Non seulement ils demandent qu'on essaye de rentrer dans chacun de leurs divers cadres mais en plus, ils demandent que nous essayions de répondre à chacun de leurs besoins à eux !

Chacun d'entre eux a un mode différent de diagnostic, des indicateurs différents d'évaluation, des modes différents de gestion et nous, nous allons dépenser 60 à 70 % de notre temps à justifier nos actes selon ces manières différentes, à parler des langages différents, à négocier et renégocier et à nous détruire. Je crois que c'est là le mal le plus dangereux qui peut arriver à une organisation.

Les agences d'aide ne veulent pas reconnaître qu'elles bénéficient de tout un travail organisationnel que les "Ententes" ont fait. Par contre, elles veulent nous dicter leurs façons de faire. Pour nous, la volonté d'une agence d'aide de travailler avec la base doit être marquée par le choix de procédures adaptées. Par exemple, lorsque le gouvernement décide de prévoir un programme de vulgarisation pour les paysans, il devrait faire venir les fédérations paysannes et réfléchir avec elles.

Au contraire, l'Etat nous dit de "participer à un programme" établi par la Banque Mondiale, avec ses propres critères, programme qui est à nos yeux mal conçu. Pourtant depuis 30 ans, les agences d'aide, par de multiples évaluations, arrivent toujours aux mêmes conclusions : "Il y a peu de participation, il y a manque de débats avec les paysans". Et malgré cela, elles continuent toujours dans le même sens. Je me dis alors qu'elles sont bien à l'aise dans cette situation. Elles n'ont pas de remords".

M. CISSOKHO a beaucoup négocié avec les bailleurs de fonds et les ONG. Il montre bien que l'exigence de participation aux programmes des aides est un contresens pour des organisations paysannes qui se battent depuis des années pour suivre leur propre chemin et construire leur propre programme. Le texte indique bien aussi combien négocier, en permanence, avec le système d'aide peut être destructeur pour les responsables des associations et les amener à parler plusieurs langages différents et à se détruire.

Cette fiche résulte d'un entretien effectué par Bernard LECOMTE. Mamadou CISSOKHO est le président de la Fédération des ONG du Sénégal (*FONGS*) qui, malgré son nom, est une fédération d'Unions d'organisations paysannes. Il a fondé, en 1978, le comité de Bamba Tialène qui a ensuite bourgeonné pour donner naissance à l'Union des "Ententes".

B. LECOMTE – B. REY – 1995

FICHE 20 : LA RECHERCHE EN MILIEU PAYSAN : HISTOIRE D'UN CONCEPT

Les résultats de nombreux projets de développement visant à améliorer le niveau de vie des populations rurales dans les pays en voie de développement ont malheureusement souvent été très maigres. Cette situation est principalement due au fait que les innovations agricoles diffusées dans le but d'accroître la productivité agricole n'ont pas été adoptées par les petits paysans aux ressources limitées, contrairement à ce qui avait été espéré. Il est aujourd'hui assez généralement reconnu que la cause de cet échec n'est pas l'ignorance des paysans mais bien le fait que les prétendues innovations proposées étaient inappropriées.

Les progrès très lents enregistrés dans le développement agricole des petits paysans dans les pays en voie de développement contrastent énormément avec le développement rapide de l'agriculture dans les pays industrialisés. L'explication de cette situation fait l'objet d'une littérature abondante et sans cesse croissante sur le rôle des paysans dans la recherche et la vulgarisation, et sur les avantages qu'ils peuvent en tirer. Certains auteurs citent la grande diversité des conditions écologiques, la complexité des systèmes de production et les risques importants dus en particulier à des conditions climatiques instables pour expliquer cette situation. Les systèmes simples, très intensifs, qui ont été couronnés de succès en agriculture industrielle ou encore dans le cadre de la "révolution verte" n'ont pas connu le même succès dans de telles conditions.

Avec l'arrivée des nouvelles méthodes de la recherche en milieu paysan développées au début des années 80, on espérait voir se développer de meilleures technologies mieux adaptées. Les conditions et les systèmes de production des petits paysans étaient systématiquement analysées et les contraintes de production définies par les chercheurs, dans une perspective correspondant dans la mesure du possible au point de vue des paysans. Par la suite, les solutions potentielles étaient testées dans les exploitations paysannes, c'est-à-dire dans l'environnement réel des paysans. Les considérations économiques y sont devenues des critères d'évaluation aussi importants que l'analyse agronomique.

Les résultats obtenus étaient néanmoins toujours insatisfaisant. Les chercheurs avaient de la peine à tenir compte des objectifs de production et des critères de décision des petits paysans dans le processus de développement d'innovations agricoles. La complexité des objectifs et des critères de décision des petits paysans dépasse souvent la logique des chercheurs. Quantifier la valeur d'une innovation en termes monétaires, ce qui était considéré comme une méthode appropriée pour juger de l'effet d'une innovation, n'a souvent aucun sens aux yeux des petits paysans des pays en voie de développement. Ne pas comprendre les objectifs et les critères de décision des paysans augmente la probabilité de s'attaquer au faux problème ou d'évaluer incorrectement une innovation. Manifestement, "aucun spécialiste ne connaît aussi intimement tous les problèmes et les besoins d'une petite exploitation agricole que le paysan lui même. Par conséquent, aucun autre spécialiste n'est mieux équipé pour visualiser la manière de faire fonctionner une technologie de manière à répondre aux besoins de l'exploitation."

Par conséquent, la tendance actuelle est d'accroître la participation des paysans, non seulement dans la mise en oeuvre physique des essais, mais aussi dans l'identification des besoins de la recherche et dans la conception et l'évaluation des programmes, dans le but de mieux valoriser leurs connaissances spécifiques.

*Extrait de "développement participatif d'innovations agricoles"
Jürgen Werner, 1996*

FICHE 21 : LE CHEMIN DE LA "PARTICIPATION"

Les "groupes cibles" ont participé depuis longtemps aux projets de développement. En ce qui concerne beaucoup de projets, surtout dans les années 60 et 70, leur participation était passive, c'est-à-dire qu'on leur disait ce qu'il y avait à faire et que l'on s'attendait à ce qu'ils le fassent. Ils choisissaient souvent la "participation négative", en participant à la prise de décision tout en refusant de coopérer.

Puis vint l'époque d'une promotion délibérée de la "participation au développement rural" pour réaliser une meilleure durabilité des activités des projets. Des personnes locales participaient à la planification de tels projets en répondant aux questions des planificateurs qui essayaient d'identifier les problèmes principaux. Les données étaient interprétées par les personnes extérieures qui ensuite décidaient de ce qui serait à faire. Cette approche était basée sur la supposition sous-entendue selon laquelle il ne pouvait y avoir développement que grâce à des projets venant de l'extérieur.

Chambers (1983) décrit le grand nombre de biais de ces tours à la campagne pour procéder à la planification du développement : spatial (urbanisation, routes goudronnées, bord de route...), projets (objet mis en vitrine), personnes (élites, masculin, usager, réalisateur, actif, présent et vivant), saison sèche (voyages plus faciles), diplomatique (politesse et timidité), professionnel (chacun s'occupe de ses propres affaires). Tout cela se combine dans un biais contre les pauvres, surtout dans les régions qui du point de vue des planificateurs nationaux comptent parmi les régions "marginales".

Dans les années 80, le "farming systems research ou FSR" avait largement contribué à démontrer que les systèmes agricoles traditionnels ne sont pas du tout statiques. On a trouvé que les ruraux sont tout à fait capables d'adapter leurs systèmes agricoles aux conditions changeantes et qu'ils l'ont fait sans ou même malgré des projets planifiés autre part. Les agriculteurs et les éleveurs avaient réussi des innovations tout en étant que peu ou pas du tout appuyés de l'extérieur. Toutefois, un tel appui peut accélérer le processus de l'adaptation aux

nouvelles circonstances et réduire les difficultés en évitant quelques erreurs. Aujourd'hui, on commence à comprendre la participation comme celle des agents externes à ce processus de génération ou d'adaptation des innovations dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles en soutenant les acteurs locaux du développement : la population rurale.

Comme Simonazi (1993) l'a indiqué, cette approche de la participation au développement rural tirait son origine de la constatation suivante :

- en général, les agents externes ne peuvent pas identifier les besoins des ruraux ; ces besoins ne peuvent être identifiés qu'avec la participation active des "bénéficiaires" eux-mêmes,
- la première responsabilité pour appliquer les solutions aux problèmes des ruraux convient à ces personnes ; c'est seulement de cette façon qu'une notion de propriété peut être créée et que peuvent se développer des institutions locales qui pourraient continuer les activités après la cessation de l'appui extérieur,
- au lieu de gérer l'innovation technique, les agents extérieurs disposant des expériences surtout techniques devraient abandonner le contrôle et agir comme catalyseurs ou facilitateurs du processus du développement indigène.

*Extrait de "planification avec des pasteurs"
A. Waters-Bayer et W. Bayer, 1995*

FICHE 22 : AGRICULTURA TRADICIONAL Y DESARROLLO : ¿ QUE ES EL DESARROLLO AGRICOLA ?

Transcribimos unos párrafos del texto de Hemández X. :

"El desarrollo agrícola, desde el enfoque occidental, se basa en la aplicación del método científico, enfatizando a la tecnología como la forma de resolver el problema de aumentar la producción y la productividad. Dicha tecnología enfoca su atención a la inyección de energía ; a la mecanización ; a la utilización de productos industriales ; al uso de genotipos más eficientes ; al establecimiento de monocultivos ; a esquemas autoritarios de organización del trabajo ; a sistemas de mercadeo abundantes, fluidos y eficientes ; y al establecimiento de mecanismos de investigación y desarrollo.

Lograr la transición de la agricultura tradicional a los nuevos niveles de producción para la obtención de la meta deseada requiere :

- Entender que el proceso de producción agrícola tiene como centro causal las condiciones socioeconómicas ; esto quiere decir que el centro y el motivo del desarrollo debe ser el hombre ; por lo consiguiente cambios tecnológicos sin cambios socioeconómicos sólo conducen a frustraciones y a resultantes contraproducentes.

- Se apunta como la mejor opción el logro de una conjugación complementaria entre la agricultura tradicional y los aportes de las ciencias agronómicas, basada en una acción de autogestión en la cual tanto el agricultor, como los profesionales, como las instituciones jueguen papeles de mutua responsabilidad y respeto.

Para el caso nos ha parecido necesario :

- a) entender la cosmovisión del agricultor y de los otros miembros de la sociedad.
- b) entender la dinámica y la resultante de la agricultura tradicional practicada.
- c) entender la dinámica y los mecanismos de la educación no formal practicada. En este punto no hay que olvidar que, mientras el país no logre proporcionar una educación a toda su población y tengamos generaciones con dicho apoyo educacional, la agricultura funcionará debido en gran parte a la educación no formal actualmente en vigor en los diferentes ámbitos agrícolas del mundo.
- d) lograr la confianza de los campesinos para iniciar una labor conjunta de autogestión de cambio.
- e) iniciar el trabajo de cotejo de las prácticas agrícolas en vigor con el fin de comparar su validez y, a la vez, poner en juego nuevas formas de evaluación de las repercusiones de dichas prácticas en lo que se refiere a los efectos erosivos, degradantes, contaminantes del medio y de los recursos básicos de producción.
- f) establecer mecanismos que permitan que el producto del trabajo logre llegar al productor."

Párrafos de un trabajo presentado en un Seminario Internacional sobre Desarrollo en Areas de Agricultura Tradicional con el Colegio de Postgraduados, la Universidad Autonoma de Chapingo, el CEICADAR y el CILCA, en agosto de 1980.

*E. HERNANDEZ XOLOCOTZI,
"XOLOCOTZIA", 1985*

<p>FICHE 23 : NADIE DESARROLLA A NADIE – BUSCANDO REINVENTAR EL PAPEL DEL TECNICO EN LA COMUNIDAD.</p>

Este recuento de experiencias conduce al lector a redefinir la concepción de desarrollo respecto a lo que se ha considerado como la "resistencia" de los campesinos. Hay una situación de divergencia entre la práctica de los técnicos promotores de una agricultura moderna, capitalista y los campesinos cuyo conocimiento ignoran aquéllos. De este modo los técnicos determinan las necesidades y las soluciones mientras que los campesinos aceptan pasivamente las propuestas sin poder discutir las o modificarlas, participando únicamente como mano de obra.

Los profesionistas funcionan como propietarios del saber y conocimiento científico, y descalifican al campesino porque no posee un saber válido, incapaz de reflexionar y tomar decisiones para su propio desarrollo. Los técnicos construyen opciones racionales considerando a su punto de vista como el único válido, calificando de irracionales los comportamientos y razonamientos divergentes. Por ello no resulta sorprendente que las soluciones que imponen no generen respuesta entre los campesinos.

Pero hay otra manera de vivir esta experiencia por parte de los promotores :

- 1) Considerar a la comunidad campesina como heredera de un saber local valioso que participa directamente en su evolución.
- 2) Los campesinos están en la mejor disposición de hablar sobre sus problemas y buscar la forma de resolverlos.

3) Los problemas no se expresan de una manera elaborada sino bajo la forma de preocupaciones, deseos y afirmaciones.

Tomar en cuenta estos elementos lleva a los técnicos a renunciar a su función habitual de asesores en la toma de decisiones y el planteamiento de soluciones, para convertirse en asesores metodológicos de la reflexión del grupo campesino.

A. RETIERE – 1986

FICHE 24 : TRANSFERT DE SAVOIR ET CONTROLE DE L'INNOVATION – LES RELATIONS AGRICULTURES – TECHNICIENS DANS UN PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL AU MEXIQUE.

Ce document est la synthèse d'une étude sur les transferts de connaissances opérés entre des "techniciens" – ici, médecins et agronomes – et des paysans mexicains. **L'attitude générale des techniciens est la recherche de l'adoption par les paysans de pratiques reconnues comme valides** (même issues de savoirs vernaculaires, mais légitimées par le corps scientifique : par exemple l'utilisation de plantes médicinales est acceptée par les médecins, mais pas le recours aux prières et incantations). **Mais ceux-ci recherchent également l'adhésion des paysans aux démarches intellectuelles qui justifient pour la science l'usage de ces pratiques. Le syncrétisme est donc rejeté au profit d'une conversion plus totale.**

Les enjeux de cette conquête des esprits sont multiples. En agriculture, par exemple, les parcelles des paysans de la jungle mexicaine, sont pour les agronomes une hérésie : leurs limites changent fréquemment, les cultures associées y sont nombreuses, certaines "mauvaises herbes" sont tolérées, une même culture peut présenter au même endroit des stades de développement différents. Cette situation apparaît à l'agronome comme un fouillis végétal, car en sont absentes certaines caractéristiques qui sont à la base du raisonnement agronomique : homogénéité spatiale, cycles bien définis, stades de végétation... Cela rend difficile la gestion de la fertilisation, la mécanisation, la mesure du rendement, etc... mais rend également plus complexe la visualisation mentale de la parcelle. **Cet apparent désordre où se perdent les repères de l'agronome semble en revanche bien connu et maîtrisé par le paysan.**

Les débats autour de l'adoption de certaines techniques agricoles revêtent donc parfois des dimensions presque symboliques : il s'agit pour l'un ou l'autre de conformer la réalité à un modèle que l'on puisse gérer avec les outils intellectuels dont on dispose.

Les reformulations opérées par les paysans aux pratiques introduites par les agronomes ont donc une fonction d'adaptation au milieu naturel ou aux stratégies de production, mais aussi aux mécanismes de pensée "agronomique" paysanne. Accepter ce phénomène, cela veut dire pour l'agronome qui refuse la "conquête des esprits" dont on parlait plus haut, accepter de voir ses apports éventuellement se transformer et échapper peu à peu à son contrôle, pour s'adapter à l'univers matériel et mental du paysan.

*P. Y. GUIHENEUF
GEYSER, 1991*

FICHE 25 : VULGARISATION EN MILIEU RURAL : PARTIR DU POSSIBLE POUR ARRIVER AU DESIRABLE.

Ce document s'adresse aux vulgarisateurs et agents de développement rural d'Amérique Latine. **Il propose un ensemble de réflexions et de méthodes pour montrer qu'il est possible de développer le milieu rural avec des ressources limitées et une moindre dépendance extérieure.** Il postule que beaucoup de problèmes sont dus à une utilisation incorrecte des facteurs de production disponibles et au manque d'organisation des producteurs qui permet de réaliser des économies d'échelle pour l'achat ou la vente de produits.

Les vulgarisateurs doivent donc renoncer à préconiser l'emploi d'intrants non accessibles, ou à attendre de l'Etat des politiques plus favorables (crédit, prix garantis, etc...). Il faut définir des objectifs modestes au début (appui aux cultures vivrières...), et mettre l'accent sur la formation technique et l'organisation économique des producteurs.

Quelques conseils :

- Essayer de comprendre les objectifs des producteurs et s'adapter à eux dès que possible,
- Faire un diagnostic des pratiques agricoles incorrectes, et non plus un inventaire des ressources potentielles de la zone,
- Optimiser l'usage des facteurs de production existants avant de penser en obtenir de nouveaux. Un important travail de conscientisation des producteurs est nécessaire à ce niveau,
- Utiliser des techniques peu coûteuses (technologies appropriées, agriculture biologique...),
- Partir du principe que les blocages internes à l'agriculture paysanne sont solutionnables, alors que les obstacles extérieurs sont difficiles à solutionner. Vu la crise de l'endettement en Amérique Latine, il est illusoire de compter sur un appui de l'Etat,
- Promouvoir l'organisation autour des activités d'achat et de vente, chercher les circuits courts, etc...,
- Le point décisif : la formation technique des producteurs : connaissances agronomiques incorrectes et défaut de planification sont des problèmes courants.

Conclusion : on peut donc promouvoir un développement agricole en évitant :

- . de recourir à des financements extérieurs.
- . d'attendre des décisions politiques qui ne sont pas à la portée des dirigeants.
- . de faire de profondes réformes institutionnelles.
- . de mettre en place un vaste appareil d'appui au milieu rural.

Face au désengagement généralisé des Etats latino-américains vis-à-vis de leur petite agriculture, voilà des propositions qui doivent permettre aux agents de développement de prendre acte et de s'accommoder de leur isolement. Nombre de méthodes et de techniques nées de la pratique ONG sont préconisées, mais servent à un but politiquement différent : entériner l'abandon de la petite agriculture par les organismes publics, illustrant la mise en place de pratiques d'appui technique "à deux vitesses".

*P. Y. GUIHENEUF,
GEYSER, 1991*

FICHE 26 : EXPERIMENTACION CAMPESINA.

La literatura sobre el proceso de innovación campesina es vista generalmente como haciendo parte de un proceso de experimentación similar, en sus rasgos esenciales, a lo que realizan los técnicos de las estaciones experimentales. Lo que hacen los campesinos sería una cuestión de matiz respecto al que realizan investigadores profesionales sin existir entre ambas radicales diferencias.

Nosotros queremos discutir esta presunción sobre la base de comparar las visiones del mundo que campesinos de culturas originales tienen y la que los investigadores profesionales portan. A nuestro modo de ver las relaciones del hombre con la naturaleza son radicalmente distintas para unos y otros. Y es este modo de apreciar el mundo el que marca la forma de dialogar con ella.

Los campesinos de las culturas agrícolas originales no interrogan a la naturaleza para conocer los secretos de ella, sino que conversan con ella. Este ha sido y es el modo en que han criado y crían una variedad de cultivos y animales. No ha sido por una domesticación sino por un proceso de crianza mutua. De manera que resulta impropio hablar de experimentación en el ambiente de las culturas originales como la guaraní, andina, amazónica u otras.

Una pre-condición en todo proceso de experimentación es la separación hombre-naturaleza, es decir, la presencia de un sujeto que quiere conocer y un objeto distante y diferente a él, al que trata de conocer y transformar. Esta pre-condición de separatividad y oposición entre comunidad humana y naturaleza no se da en las culturas campesinas de agricultura original, quienes viven ritualmente su pertenencia a la naturaleza.

Los campesinos denominan prueba, o también tanteo, a las conversaciones que brotan entre las distintas comunidades humanas y naturales que pueblan el mundo en que viven, en ocasión de la incorporación de un nuevo miembro al seno de la familia y de su chacra. Este proceso implica el acostumbramiento del nuevo miembro al seno de la familia receptora, es decir su gradual involucramiento o sintonización a un modo de vivir distinto al de su modo de vida anterior.

Experimentar es preguntar a la naturaleza para que ella nos revele sus secretos. Parte de una visión problematizadora del mundo expresada en la hipótesis. Esta pregunta que se hace con un método preciso no es con fines de contemplación del mundo sino para su manipulación. Se trata, por este medio, de conocer las regularidades en el comportamiento de los fenómenos de modo que podamos extraer leyes que nos informen de la naturaleza de las cosas. Este conocimiento se hace con propósitos de intervenir calculadamente sobre ella para dominarla.

En este ensayo tratamos de esbozar a partir de la visión del mundo de las culturas campesinas de agricultura original y de la visión del mundo del hombre moderno, cómo se entiende el concepto de experimentación a fin de ver sus grados de compatibilidad o no.

Este trabajo se ha escrito en el marco de un programa de revaloración del conocimiento campesino en Paraguay que tiene como uno de sus objetivos la estimulación y acompañamiento a la dinámica de re-creación de saberes hechos por los propios campesinos y entre ellos mismos. La finalidad del programa es que los técnicos animen el proceso de incorporación de saberes que pertenecen al patrón tecnológico probado por la experiencia campesina.

*G. RENGIFO VASQUEZ,
PRATEC, 1995*

Lors de la rencontre organisée pour FPH au Chili en Juin 1989, un comité de suivi élargi a été constitué pour discuter de l'expérience *d'AGRARIA*, une ONG chilienne, apportant un appui technique aux petits producteurs paysans. F. Greslou en faisait partie et ses réactions apportent des éléments de doctrine sur des points importants. Elles ont donc une portée qui dépasse le cadre de la mission.

1 – Relation réflexion – action

Un agronome mène une recherche sur les raisons pour lesquelles les paysans accueillent plus ou moins les innovations proposées par les techniciens *d'AGRARIA*. Démarche intéressante qui part de problèmes concrets nécessitant un détour par la réflexion et oblige le chercheur à innover en s'éloignant des analyses classiques de systèmes agraires et à dégager des conclusions opérationnelles. Mais le paysan n'est pas véritablement sujet de la recherche et de ce fait, le travail de recherche ne permet pas de mettre en question les préjugés de l'organisme d'appui.

2 – Relation techniciens – paysans

Le modèle du "savoir descendant" a la vie dure. C'est le technicien qui fixe l'objet du dialogue entre lui et les groupes paysans. Et les "demandes" qui lui sont adressées reflètent moins les priorités de la société paysanne que l'idée qu'elle se fait des apports possibles du technicien. L'idée de travailler avec des groupes de paysans constitués est excellente, mais il faudrait que le technicien puisse fonder son travail sur des thèmes librement discutés au sein des groupes. Les paysans sélectionnés pour être formés à de nouvelles techniques risquent, sinon, d'être des techniciens au rabais et non les futurs leaders de la communauté.

3 – Appui à l'organisation paysanne

Situation ambiguë : les paysans gardent un mauvais souvenir de la réforme agraire (organisation imposée de l'extérieur) mais "les demandes des producteurs sont en général liées à des problèmes de structure". Quoique sensibles à cette idée, les techniciens n'agissent pas toujours de la façon la plus efficace : ils tendent à créer de nouvelles structures sans attention suffisante à celles qui existent ou aux traces d'organisations traditionnelles (ex : "dans une zone irriguée il existe nécessairement une organisation traditionnelle, ne serait-ce que pour répartir l'eau"). Les comités techniques constitués d'agriculteurs innovants ne constituent pas l'amorce d'une organisation paysanne généraliste.

4 – Emergence et diffusion de l'innovation

Le technicien sélectionne, dans les demandes paysannes, celles qui correspondent à ses propres préoccupations. La "valorisation de savoirs paysans" se trouve, de ce fait limitée. Le paysan teste les innovations avec ses propres méthodes avant de les adopter ; mais le technicien connaît mal les méthodes paysannes d'expérimentation.

5 – Relations micro – macro

Pas de méthode miracle. Au sein même des ONG ce ne sont pas les acteurs de terrain qui formulent des propositions de politique. Peuvent-elles en outre s'ériger en porte parole des "bénéficiaires" ? L'existence d'organisations paysannes représentatives n'est pas non plus suffisante.

Cette fiche résume un rapport de François Greslou qui est une description très fine des biais et des pièges de l'intervention de techniciens et d'organisations non gouvernementales en appui aux paysans. Un réflexion approfondie des conditions à réunir pour que les sociétés paysannes puissent se développer selon leur génie propre et non en fonction d'objectifs imposés de l'extérieur.

*Fiche de P. CALAME – 1990
à partir d'un rapport de François GRESLOU*

FICHE 28 : LA VULGARISATION AGRICOLE : UN PROBLEME DE COMMUNICATION – LEÇONS D'UNE EXPERIENCE DE TERRAIN DE BARADJI, VULGARISATEUR AGRICOLE A L'ORDIK.

Issu d'une école d'ingénieur agricoles, Baradji travaille à la vulgarisation des techniques agricoles modernes dans les villages ORDIK (*Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbine*) depuis trois ans. Les villages de l'ORDIK sont situés à Kayes, la deuxième région du Mali.

Le rôle de Baradji est d'adapter et transmettre aux paysans les acquis de la recherche agricole sous une forme compréhensible et applicable. Il est aussi de montrer aux paysans qu'il existe plusieurs solutions à leurs problèmes. **A l'école on lui avait raconté que les paysans sont récalcitrants au progrès. Sur le terrain il a appris qu'ils ne sont imperméables qu'aux innovations qui leur paraissent contraires à leurs intérêts**, que c'est moins leur esprit conservateur que la balance des inconvénients et des avantages qui est à la source de l'acceptation ou du rejet des innovations. Et que c'est surtout la façon, la manière, le langage dans lequel ces innovations sont présentées qui déterminent leur acceptation ou leur rejet. Autrement dit la vulgarisation dépend du type de communication qui s'établit entre les paysans et le vulgarisateur agricole.

Selon son expérience de terrain, pour Baradji **la première des choses qu'un vulgarisateur agricole doit éviter, c'est d'aller prêcher aux paysans ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Il doit d'abord humblement aller à leur école.** Des paysans peuvent avoir des pratiques agricoles qui peuvent paraître dépassées. La réalité, c'est qu'il y a toujours une certaine rationalité – technologique, écologique ou culturelle – derrière ces pratiques qu'on ne peut découvrir qu'en allant à leur écoute. C'est la leçon principale que Baradji retient de sa tentative de vulgarisation de semences améliorées à l'ORDIK.

Pour améliorer la situation alimentaire des villageois, l'ORDIK a confié à Baradji la mission d'introduire des semences améliorées de variétés de céréales adaptées aux conditions climatiques locales et capables d'améliorer la productivité tout en ne contrariant pas l'attente des villageois quant au goût dans les assiettes.

La première année Baradji a distribué, à chacune des 24 familles qui se sont portées volontaires pour tester les nouvelles semences proposées, 1 kg de chacune des 6 variétés à tester. Les méthodes culturales étaient laissées au choix des familles ; la seule exigence étant de semer dans un emplacement situé au milieu des champs. Au bout d'un an, le maïs blanc fut vite adopté. Parce que plus productif et précoce, Baradji croyait que

la première variété de sorgho allait être adoptée sans problème car présentant l'avantage d'être à terme seulement au bout de deux mois. Elle fut rejetée pour son goût. "Pas même bon pour les animaux" disaient les paysans.

La deuxième variété de sorgho, elle, fut acceptée pour sa précocité, son rendement plus important que la variété locale et son bon goût, même si elle donnait moins de farine que la variété locale. Des trois variétés de haricots introduites les réactions ont été diverses. La variété TN a été rejetée parce que, cultivée en association avec le maïs ou le mil, il s'enroulait autour des tiges et les parasitait. En outre sa conservation était difficile. Par contre la TBX a été vite adoptée pour sa bonne rentabilité, sa capacité de pousser en période de faible pluviométrie, la bonne conservation de ses graines et aussi à cause du fait qu'il ne s'enroulait pas autour des plantes.

"Si je n'avais pas eu la modestie d'être à l'écoute des villageois je n'aurais jamais compris pourquoi ils ont accepté telle variété et pas telle autre. Leur réaction, je l'aurais analysée en terme d'esprit conservateur ou de superstition". Le succès de son expérience de vulgarisation, Baradji l'explique par le fait qu'il a pu établir un "troc de connaissances" avec les villageois. Dans les champs il était à la fois maître et élève. Et il a beaucoup appris. **A l'école, Baradji avait appris à reconnaître la nature des sols en analysant leur contenu en argile. Les paysans des villages ORDIK lui ont appris à reconnaître la nature des sols seulement en observant leur couverture végétale.**

C'est en reconnaissant d'abord, selon Baradji, la valeur de ce savoir ancien que l'on peut gagner la confiance des paysans et initier des innovations. Car l'adoption ou le rejet d'une innovation peut être aussi motivé par le degré de confiance du paysan dans l'innovateur. Pour gagner cette confiance le vulgarisateur doit être capable d'établir un rapport d'égal à égal avec les paysans. S'il débarque en missionnaire, il échouera. **Les paysans n'écoutant que ceux qui les écoutent et ne respectant que ceux qui les respectent.**

D. GAKUNZI – 1993

<p>FICHE 29 : SOUVENIRS D'UN JEUNE VULGARISATEUR DANS LES MONTAGNES DE MAGNESIE... OU COMMENT AFFRONTER LE POIDS DE LA REUSSITE ?</p>
--

Je me rappelle, il y a vingt ans de cela, que chaque fois que je revenais des villages de mon secteur dans le bus qui desservait les lignes à la montagne, je demeurais songeur pendant toute la durée du trajet. Je me demandais ce que je pouvais changer dans ces villages pour délivrer leurs habitants de la misère.

Comment pourraient-ils gagner plus d'argent afin de pouvoir construire des maisons plus dignes d'eux-mêmes, des étables indépendantes pour ne plus avoir les bêtes chez eux...

Le temps passait et je commençais à connaître la région et ses habitants ; les paysans étaient des gens simples, conservateurs et souvent marqués par l'âge. Leurs parcelles de terre étaient si petites et si pauvres qu'elles étaient presque abandonnées. La plupart d'entre eux possédaient quelques bêtes et quelques poules et ne recevaient qu'une petite rente de l'Organisation des Assurances Agricoles.

Un jour, un document écrit est arrivé à mon bureau ; on me demandait si dans mon secteur il existait des terres qui conviendraient à la culture de plantes aromatiques. Je dois dire que je n'ai pas pris tout de suite cette éventualité au sérieux, d'autant plus qu'ayant étudié en Allemagne, je ne savais rien sur cette production. Il s'agissait d'origan, de menthe, de lavande, de camomille et du thé de montagne. Le ministère avait décidé de mettre en place un programme de développement des plantes aromatiques.

A Volos, à la direction de l'Agriculture intéressée par ces plantes, j'ai trouvé la documentation nécessaire et discuté avec deux collègues et mon directeur. Une lecture très approfondie de l'ouvrage m'en a appris beaucoup, mais je n'en connaissait pas encore tous les détails. En fait, il me restait encore à étudier certains problèmes sur le terrain et à faire quelques expérimentations.

Un jour, le chauffeur qui m'amenait au village s'arrêta pour me montrer une propriété où j'ai pu découvrir avec surprise tant d'origan spontané qu'on aurait cru qu'il était cultivé. J'en coupais quelques brins et les frottant dans mes mains, je pouvais inhaler leur agréable et forte odeur.

Une autre fois, je me trouvais en compagnie de quelques éleveurs du village voisin, au sommet de l'Orthis, une montagne au sud du département de Magnésie. Là, pour la seconde fois, j'ai découvert avec surprise des touffes entières de thé ayant poussé naturellement. J'en ai coupé quelques brins fleuris dont le parfum était véritablement fort et enivrant.

Je sentais que je venais de découvrir quelque chose d'important. J'avais donc pris la décision de parler aux paysans, le soir même, au café du village, du document écrit du ministère concernant les plantes aromatiques. Je leur ait démontré que dans les parcelles incultes de la montagne, on pouvait cultiver le thé.

Bien sur, je ne m'attendais pas à ce qu'ils soient enthousiastes. Ces hommes savaient cueillir quelques bouquets d'origan et de thé sauvage pour leurs propres besoins quotidiens, mais ne songeaient pas à cultiver ces plantes systématiquement afin d'augmenter leurs revenus familiaux. Ils ne pouvaient pas imaginer le thé comme un produit agricole à cultiver qui leur procurerait des revenus, ce qui fut démontré plus tard. Ils se demandaient comment une importante production pouvait se vendre et qui l'achèterait sur le marché restreint d'Almyros, la seule limite imaginable pour ces villageois.

Lors de mes rencontres successives avec les paysans, je mis sur pied le programme "culture des plantes aromatiques". Autrement dit, j'avais réussi à inciter quelques personnes à essayer cette culture. Les premiers résultats furent très satisfaisants et l'année suivante, d'autres villageois se mirent à leur tour à cultiver des plantes aromatiques. Ainsi, chaque année, davantage d'hectares étaient affectés à la culture du thé. Au fur et à mesure, on s'apercevait que le programme était bel et bien appliqué. Suivant fidèlement nos instructions, les producteurs ont créé des pépinières, des hangars siccatis et des greniers pour entreposer le thé. Quelques années plus tard, ils ont fondé la *Coopérative des producteurs de thé de montagne*.

Finalement, cette expérience fut couronnée de succès. Elle avait procuré à la population montagnarde un revenu non négligeable améliorant remarquablement ses conditions de vie. Cette population considérait qu'elle devait sa réussite à la seule Direction de l'Agriculture. Mais la durée de cette réussite allait être de quinze ans seulement.

Tout se déroulait bien au niveau de la production, de la qualité et de la mise en vente du thé sur le marché, jusqu'au moment où il s'est avéré que, sur le plan commercial, le mode de standardisation du thé ne correspondait pas aux exigences du marché. L'Etat a dû alors intervenir et ordonna que le thé soit consommé par l'Armée. Malheureusement, s'apercevant qu'il provoquait des insomnies, l'approvisionnement en thé de l'Armée prit rapidement fin.

L'union des coopératives de Karditsa s'est alors déchargée de l'affaire. Le marché exigeait une standardisation du produit final et une publicité par voie de presse et de télévision, ainsi qu'une distribution de prospectus dans les consulats grecs.

Théoriquement, la coopérative, la seule qui aurait pu prendre en charge la commercialisation du produit, n'a fonctionné que pendant un an. Elle n'a malheureusement pas été capable de supporter le poids de sa réussite. En raison d'un sabotage par les membres mêmes de la coopérative, la commercialisation du thé n'a pas eu lieu, diminuant fortement la demande, arrêtant la montée en flèche des recettes et ébranlant psychologiquement les producteurs déçus...

*Konstantin KOUKLOS
Direction de l'agriculture, Grèce
Cahiers options méditerranéennes, 1992*

FICHE 30 : TRENTE ANS DE METIER, UN TECHNICIEN AGRICOLE TEMOIGNE...

"Je suis technicien agricole en Aveyron depuis plus de 30 ans. J'ai participé à tout le mouvement de modernisation de cette agriculture. Au début de ma carrière, j'étais animateur des CETA. C'était une période très exaltante, je travaillais avec des jeunes agriculteurs qui voulaient changer le monde, enfin, changer leur monde. Et ils étaient persuadés, et moi avec eux, que cela pouvait se faire, grâce au progrès technique, à la modernisation de l'agriculture.

Dans les CETA, nous avons beaucoup travaillé à l'amélioration de la production laitière, par l'accroissement des rendements, l'amélioration de la production fourragère. Les résultats de ces améliorations de techniques se traduisaient très rapidement par une augmentation du revenu qui permettait d'améliorer les équipements, de faciliter le travail, d'agrandir l'exploitation... Après les CETA, j'ai travaillé à la création des CUMA. Là aussi, il y avait derrière les aspects techniques, des aspects humains qui étaient très importants : la volonté de travailler en commun, d'avancer ensemble. Quand j'ai quitté le service des CUMA, j'ai été affecté comme "conseiller généraliste" dans une petite région agricole. Mon rôle était d'apporter un conseil technique ou de gestion à toutes les exploitants qui le demandaient. J'avais un petit secteur, 300-400 exploitations que je connaissais personnellement pour une bonne moitié d'entre elles...

Aujourd'hui les choses ont changé, le rôle du technicien généraliste a beaucoup évolué. Avec le développement des aides à l'installation, à la modernisation, nous avons été chargés de l'élaboration des dossiers des candidats, qui sont des procédures de plus en plus compliquées et paperassières et qui ne nous laissent plus vraiment le temps d'aller sur le terrain. Quand nous faisons un dossier, cela nous permet de rencontrer un agriculteur à un moment précis de sa carrière professionnelle. Construire avec lui son projet de développement est évidemment intéressant. Mais dès qu'il sera sorti de mon bureau, ce sera terminé, je le reverrai peut-être dans dix ans pour un nouveau dossier, mais entre-temps, je n'ai ni le temps, ni les moyens pour assurer un suivi de son projet, lui apporter un réel appui qui dure dans le temps.

Mon secteur s'est beaucoup agrandi et je ne connais plus individuellement les exploitations. Dans les réunions, je rencontre toujours les quelques mêmes agriculteurs qui ont des responsabilités professionnelles, mais ce qui se passe vraiment sur le terrain, je n'en sais plus rien. Je n'ai plus vraiment l'impression de faire un travail de développement. Le milieu agricole a beaucoup changé aussi, je le vois à travers les jeunes que je rencontre dans les formations à l'installation. Il y a de moins en moins d'esprit collectif. Les certitudes sur ce que va apporter le progrès technique sont moins fortes aujourd'hui et les préoccupations économiques conduisent à un individualisme grandissant.

Les agriculteurs et les techniciens aussi sont très déstabilisés par l'évolution actuelle du discours sur l'agriculture. J'ai passé 30 ans à diffuser un certain modèle d'agriculture, à essayer de convaincre les gens de se spécialiser, d'augmenter leurs rendements... aujourd'hui il faut que je leur dise l'inverse, que je les pousse à se diversifier. C'est très difficile, pour plusieurs raisons. D'abord, il faudrait que je sois moi-même convaincu que cela peut marcher, il faudrait que l'organisation agricole qui m'emploie ait un discours clair là-dessus et définisse réellement des priorités, et que les responsables professionnels agricoles qui la dirigent prennent leurs responsabilités et acceptent de porter vraiment des projets que jusqu'à présent, ils ont surtout marginalisés.

Ensuite, il faudrait que je dispose de références techniques et économiques sur ces nouvelles activités, que je connaisse les partenaires, les relais possibles pour assurer l'encadrement d'actions parfois très spécifiques. Faire de la fraise, de l'élevage d'écrevisses ou de l'agro-tourisme, pourquoi pas, mais ce sont des métiers différents qu'il faut apprendre. Et puis surtout, il faudrait du temps, pour repérer les projets, les suivre. Les gens qui souhaitent s'engager dans ces voies le font souvent de manière très individuelle et ne viennent pas solliciter le conseiller agricole dont ils pensent que, de toutes façons, il ne sera pas compétent.

Très concrètement, même si j'avais du temps actuellement, j'hésiterai beaucoup à m'engager dans une démarche active d'émergence de projets qui risque de créer des demandes auxquelles je ne serais pas capable de répondre et dont je ne suis pas sûr qu'elles soient portées par les responsables agricoles.

L'avenir de mon métier pose beaucoup de questions. Moi, je suis proche de la retraite, mais pour les jeunes conseillers agricoles, je vois deux évolutions possibles : soit ils deviendront des conseillers beaucoup plus spécialisés dans la gestion ou les problèmes juridiques et fiscaux pour assister les exploitations très performantes. Un tel appui ne passera pas forcément par les organisations agricoles actuelles. Il y a de plus en plus de cabinets indépendants qui se créent et qui vendent leurs services aux exploitations capables de les payer. Soit, s'ils ont vraiment envie de travailler dans le développement, ils devront s'orienter vers le développement rural, le développement local et des fonctions d'animation beaucoup plus que de conseil technique. Je crois que de nouvelles fonctions très stimulantes peuvent être trouvées dans ce domaine, mais c'est un autre métier, qui reste largement à inventer."

Ce témoignage rend compte de l'évolution d'un métier, qui a été étroitement associé à la modernisation agricole. Aujourd'hui, un bon nombre d'agriculteurs sont techniquement aussi compétents que le technicien agricole (ne serait-ce que parce que souvent ils sortent des mêmes écoles). Le besoin en animation de "terrain" existe toujours, mais il s'est déplacé vers le développement rural et local. Le nouveau métier qui peut répondre à ce besoin sera sans doute infiniment plus complexe et reste effectivement largement à inventer. Certaines organisations (les CIVAM, par exemple) proposent de confier ce rôle aux agriculteurs eux-mêmes.

*B. WAMPFLER
ENSA, 1994*

FICHE 31 : EN AGRICULTURE, GERER, INNOVER POUR REUSSIR – AGIR, UN PROJET DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON.

Le projet AGIR a été initié en 1990 par la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron. Comment maintenir 10.000 exploitants en Aveyron en l'an 2.000 ? Des simulations montraient que sur les 10.000 exploitations actuelles, 6.000 seulement étaient viables à l'horizon 2.000, c'étaient donc 4.000 exploitations qu'il fallait soit consolider, soit recréer dans les 10 ans à venir. Les productions traditionnelles semblaient insuffisantes, de nouvelles voies devaient être explorées. Un comité de pilotage fut créé pour le projet, ainsi qu'une équipe technique, l'une et l'autre structure regroupant des personnes connues pour leur ouverture sur la "diversification des productions et des activités", jusque là marginalisées au sein de la structure Chambre d'Agriculture.

Si le sigle AGIR compte un G pour gérer, c'est l'Innovation, à travers la diversification des productions et activités qui, tout d'abord, mobilisa l'équipe. Un embryon de réflexion et d'action existait, sur ce thème, dans l'une des petites régions agricoles animée par la Chambre d'Agriculture. Les thèmes de travail furent donc récupérés et les structures locales furent priées d'attendre un projet départ global avant de continuer leur travail sur ce thème.

La démarche départementale s'enlisa pendant quelque temps dans des débats méthodologiques. Le terrain de la diversification était nouveau, mouvant et conflictuel, tant pour les responsables professionnels que pour les techniciens.

La démarche finalement adoptée s'articula autour de trois points.

Une large campagne d'information (avec logo du projet, articles de presse, tracts, réunions) fut menée pour faire évoluer les mentalités par rapport à la diversification. Trois décennies de modernisation agricole lui avait donné un statut de "bricolage", "d'activité pour les femmes", il fallait en faire maintenant une opportunité de complément de revenu à gérer de manière professionnelle.

Le deuxième axe de travail consista à faire avec les organisations économiques locales, un inventaire de l'offre de productions supplémentaires qu'elles pouvaient absorber et qui, pour l'instant, n'étaient pas satisfaites par la production locale. Cette offre de production serait ensuite diffusée sous forme de tableau de bord aux agriculteurs intéressés par une production complémentaire.

Une procédure de contractualisation était prévue entre l'agriculteur et l'organisme économique demandeur.

Dans un premier temps le groupe technique du projet établit une liste de productions de diversifications possibles en Aveyron, et le Comité de pilotage, après consultations des organismes économiques, sélectionna les dix plus intéressantes qui firent l'objet d'un travail de recherches de références techniques et économiques. Celui-ci fut formalisé sous forme de "fiches", qui alimentèrent la campagne d'information.

Puis on se posa la question **de savoir comment on allait faire entrer ce projet pensé à Rodez, dans les pratiques des agriculteurs.** La connexion avec les petites régions agricoles avait été d'emblée laborieuse, et il avait fallu des semaines de négociations pour faire admettre dans le comité technique, des techniciens représentant les petites régions. Le mode de l'information adopté fut résolument vertical, les techniciens des petites régions étant chargés de diffuser l'information auprès de leurs collègues locaux, ceux-ci la repercutant sur les agriculteurs. Aucun moyen supplémentaire ne fut affecté à cette action dans les petites régions, les techniciens, déjà surchargés de travail, devant l'intégrer dans leur tâche quotidienne.

Aucun moyen ne fut prévu non plus pour assurer la "remontée" de l'information et des problèmes du "terrain", à l'exception d'une enquête confiée à un stagiaire extérieur. Certaines petites régions choisirent de donner une courte information sur la diversification à l'ensemble de leurs agents, sur leurs fonds propres de formation. Dans d'autres régions, cet effort de formation ne fut pas fait.

Au bout de trois ans de fonctionnement quel est le bilan du projet ?

Quelques projets de diversification se sont concrétisés dans les exploitations : culture de fraises, plantations de fruitiers, agro-tourisme... Obtenir des financements pour ce type de projet est devenu infiniment plus facile. L'idée de la diversification a indéniablement progressé dans les esprits et cultiver des fruits ou gaver des canards paraît moins saugrenue, même si peu de responsables professionnels locaux se mobilisent pour porter des projets de ce type.

Cependant certaines des expériences existantes ont connu des difficultés économiques telles que chute du cours du lapin, dérouté de la micro-filière canard locale, qui ont tempéré les enthousiasmes. Au niveau de la Chambre d'Agriculture, **l'action AGIR a été progressivement réorientée sur les aspects "mieux gérer", avec une réflexion sur les économies de charge et une recherche d'optimisation** des systèmes d'élevage traditionnels dans le contexte de la nouvelle Politique Agricole Commune.

Le projet AGIR a finalement été dissout, et les fonctions de l'ex-Comité de pilotage AGIR sont maintenant assurées par le Comité technique de la Chambre d'Agriculture. L'argument officiel est que "la diversification est maintenant suffisamment entrée dans le quotidien des agriculteurs et des techniciens pour ne plus justifier un projet spécifique"...

Le projet AGIR correspond à une évolution de la position des organisations agricoles majoritaires sur les questions des voies d'adaptation de l'agriculture. Son évolution pendant trois ans, montre cependant combien ces organisations, fortement pyramidales et marquées par le modèle de développement de la modernisation ont du mal à intégrer une approche différente.

*B. WAMPFLER
ENSA, 1994*

**FICHE 32 : ANALYSE CRITIQUE DE LA THEORIE ET DE LA PRATIQUE DE VULGARISATION
RURALE EN AUSTRALIE**

L'état fédéral d'Australie présente un système agraire apparemment clairsemé, ouvert dans ses échanges et organisé autour d'un petit nombre de producteurs. Son système de vulgarisation agricole ne semble pas correspondre au florissement institutionnel que l'on connaît ailleurs. Des bilans rendus publics sont régulièrement établis et débattus.

L'Australian Wool Corporation a commandé une étude critique des systèmes de vulgarisation du pays, dans l'objectif de fournir une base de connaissance approfondie afin de définir les rôles qu'elle pourrait tenir dans la promotion de nouvelles techniques dans le secteur de la laine australienne. L'étude a été menée par la Faculté

d'agriculture et de développement rural, l'Université de West Sydney, et la School of Crops Sciences de l'Université de Sydney, à partir d'une synthèse bibliographique des parutions sur le sujet depuis vingt-cinq ans et d'entretiens réalisés avec différents protagonistes de la filière.

Cette fiche présente les grandes idées du document de travail élaboré à la suite de l'étude, traduit et publié en France par l'INRA-SAD et témoigne de la crise d'identité de connaît la vulgarisation agricole en Australie ainsi que dans d'autres pays industrialisés.

- Comment s'entendre sur une définition commune de la vulgarisation et de ses finalités ?
- "Pourquoi les agriculteurs font-ils ce qu'ils font" ? (Voir la première partie)
- L'objectif est-il de faire de la recherche ou bien de faire progresser les systèmes agricoles ?
- Quels liens peut-on envisager entre la recherche – développement et les praticiens du terrain ?
- Comment faire en sorte que la vulgarisation agricole ne soit plus la question finale et problématique de la recherche agricole mais fasse parti d'un système intégré ?

L'ancien modèle dominant de la vulgarisation efficace était fondé sur l'idée que la bonne recherche est effectuée par les scientifiques, qui la transforment ensuite en connaissances agricole. **L'agriculteur était considéré comme un médiocre valorisateur de la "chaîne du savoir", et le progrès devait s'introduire dans les campagnes par l'intermédiaire d'agriculteurs innovants.** Cette idée simpliste du transfert des connaissances a eu peu d'impact sur le terrain. De façon quasi-universelle, on a sous-estimé la capacité des agriculteurs à avoir une pensée scientifique et à se comporter en chercheurs compétents.

Aujourd'hui, on reconnaît la nécessité de concilier les priorités définies par les vulgarisateurs et les besoins des agriculteurs, ainsi que la volonté des agriculteurs à participer à l'établissement des programmes de recherche. Il faut considérer que les services de vulgarisation doivent engendrer au niveau des exploitations agricoles des profits économiques suffisants pour justifier leur coût et que l'agriculteur doit tirer avantage de son association avec le service de vulgarisation. Sinon une telle relation n'a pas lieu d'être.

Le transfert de technologie, ciblé sur des groupes homogènes, devient plus efficace pour sensibiliser à l'existence de technologies nouvelles et surtout pour convaincre les producteurs de l'intérêt de telles techniques. Les groupes homogènes deviennent ainsi des partenaires de la communauté scientifique.

Le point le plus novateur, semble t'il, est de confier de façon intégrale le conseil agricole à des bureaux d'études privés qui prennent ainsi le relais des finances publiques pour tout ce qui concerne le conseil sur la gestion d'exploitation : les aides au secteur de la vulgarisation agricole ont été supprimées par le gouvernement depuis 1981.

Ce dernier cherche à promouvoir une collaboration entre public et privé dans le domaine de la recherche – développement agricole. Parallèlement, on observe une forte augmentation de l'emploi du micro-ordinateur et de logiciels de gestion et d'aide à la décision (systèmes experts).

L'état a transféré son budget pour soutenir des mouvements de collectivités locales concernant des projets de gestion des ressources à l'échelle régionale : par exemple, l'inquiétude généralisée du public vis-à-vis de la dégradation des sols devient un enjeu politique majeur. Cette démarche de recherche-développement intégrée a été régulièrement évaluée afin de fournir un cadre de références.

*D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991*

FICHE 33 : LA NOUVELLE ZELANDE : LE CHOIX DE LA RENTABILITE COMMERCIALE

La Nouvelle Zélande, dont le niveau de développement agricole est semblable à celui de l'Australie, a récemment pris la décision en 1987 de **rendre payantes les activités du Ministère de l'Agriculture et des Pêches (MAF)**. Cette décision a placé les activités gouvernementales en condition de saine concurrence avec des organismes non gouvernementaux. Les raisons d'une telle décision ont été exposées par HERCUS (1987). La décision partait du principe que les services professionnels fournis méritaient une rémunération convenable.

Les compétences techniques et scientifiques du MAF ont été regroupées sous plusieurs services tels que le "*MAF Agronomic Testing Service and Animal Plan*" et le "*National Recording Service*". Chacun des quatre services coiffés par le MAF a pour mission, dans un premier temps, de couvrir entièrement ses frais et, s'il ne l'a pas déjà fait, de réaliser des bénéfices dans un avenir proche.

Robin THOMPSON fait une très intéressante comparaison entre le service consultatif du MAF néo-zélandais et la décision récente prise par la Tasmanie de faire rémunérer les services fournis avec la différence que ce dernier Etat n'exige pas du service concerné qu'il s'autofinance, ni à plus forte raison qu'il réalise des bénéfices. Les implications de l'expérience néo-zélandaise pour l'Australie sont importantes. Les gouvernements des états sont désormais face à deux choix possibles : **suivre une voie semblable à celle de la Nouvelle-Zélande, ou décider de ne pas se mettre en situation de concurrence avec des consultants privés, mais plutôt de fournir des services qualitativement différents.**

Le passage du MAF au service payant n'est pas le seul aspect qui présente de l'intérêt pour l'Australie. MAFTech, l'organe du MAF chargé de la recherche, du développement et des services, a trois groupes de demandeurs distincts qui sont :

- l'intérêt public représenté par le Gouvernement et pris en compte par le ministère de l'Agriculture.
- les industries agricoles, l'industrie laitière, l'industrie des fruits à pépins par exemple.
- les services d'intérêt privé fournissant un conseil individuel aux agriculteurs, aux groupes d'agriculteurs et aux entreprises.

Vis à vis de ces trois clientèles, nous prospérons, survivons ou régressons en fonction de nos décisions et de nos performances. Par rapport à la situation australienne, cette clarté d'objectifs et cette responsabilisation apportent un véritable souffle d'air frais.

D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991

FICHE 34 : L'AGRICULTURE HOLLANDAISE : "LA PLUS PRODUCTIVE DU MONDE"

Les Pays-Bas fournissent l'exemple le plus frappant d'un système d'information agricole en action. On est loin du modèle de transfert de technologie dans la mesure où on a affaire ici à un "**réseau étroitement interconnecté de chercheurs, d'adaptateurs, de spécialistes, de vulgarisateurs, d'enseignants, de**

financiers de l'agro-alimentaire et d'agriculteurs de pointe qui se rencontrent régulièrement dans différents contextes sociaux et structurels".

Le rôle joué par des organismes non-gouvernementaux est nettement plus important qu'en Australie. Une étude datant de 1986 indiquait que le gouvernement employait à cette époque environ 600 vulgarisateurs, que les organisations d'agriculteurs employaient 200 vulgarisateurs socio-économistes et les entreprises commerciales, y compris les coopératives, le chiffre considérable de 2.500 consultants et conseillers techniques.

Dans le contexte de surproduction de la plupart de leurs productions agricoles et compte tenu de l'impossibilité de garantir les marchés d'exportation, les Pays-Bas ont récemment annoncé leur décision de faire d'importantes économies en privatisant le service de vulgarisation du gouvernement.

Un autre phénomène intéressant aux Pays-Bas est l'existence des "**clubs d'étude**". Historiquement, ces clubs ont été créés par des vulgarisateurs, mais ils se sont transformés en "**réseaux d'intérêt mutuel**". Ces groupes régionaux composés d'un petit nombre d'agriculteurs se réunissent régulièrement pour discuter ensemble de leurs pratiques de gestion et échanger des informations techniques. L'importance de ces clubs d'étude pour l'échange d'information et la diffusion des innovations ne saurait trop être mise en avant.

*D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991*

FICHE 35 : ETATS-UNIS : L'ACTION EN FAVEUR DES EXPLOITATIONS PETITES ET DEFAVORISEES

Aux Etats-Unis, la vulgarisation a toujours eu une mission d'éducation du public dans six grands secteurs : agriculture, ressources naturelles, économie des ménages, développement des collectivités, développement de la jeunesse et programmes internationaux.

Une des caractéristiques remarquables de l'infrastructure des services de vulgarisation aux Etats-Unis est la liaison organisée entre recherche, enseignement et vulgarisation par l'intermédiaire du système des dotations foncières (*land grenats*) aux agriculteurs qui ont eu, en tant qu'utilisateurs, un contrôle considérable sur l'ensemble du système : 70 % des salaires des vulgarisateurs étaient financés par les comtés, ce qui donnait aux agriculteurs influents une maîtrise directe sur eux.

Si le système américain a été très performant, il se trouve aujourd'hui à un carrefour : "... la vulgarisation a amplement démontré son efficacité en tant que force éducative majeure dans le développement de la productivité de l'agriculture américaine... Mais on peut s'interroger sur sa capacité à faire aussi bien dans l'avenir que par le passé". Comme dans tous les pays occidentaux, "le financement et les objectifs du service de vulgarisation sont remis en cause au niveau fédéral en raison du déficit croissant du budget".

Larsen indique que jusqu'à 1985, le recrutement du personnel de vulgarisation s'appuyait sur la tradition des années 1920 (principalement celle du conseil individuel) et dépendait des hasards des financements et des postes disponibles à un moment donné.

Le dilemme entre une vulgarisation financée par le gouvernement pour des "profits commerciaux" et une vulgarisation d'intérêt collectif est ressenti de façon aiguë. "Dans la mesure où la vulgarisation est considérée comme une assistance technique à l'agriculture commerciale en paie les prestations... Dans cette hypothèse, ce service ne survivra pas longtemps en tant qu'agence financée par les fonds publics". Bloome poursuit : "la tâche de la vulgarisation est d'éduquer, non pas de fournir un service. La vulgarisation publique devrait inciter le secteur privé à fournir un service dont les agriculteurs n'ont pas besoin".

Pour cet auteur, la vulgarisation est un investissement public visant à développer la capacité de la société à résoudre ses problèmes les plus importants, c'est à dire des problèmes plus globaux et à long terme tels que la reproductibilité des systèmes de production et de gestion des ressources : dans cette optique, le travail de la vulgarisation ne fait que commencer.

L'expérience américaine suggère au moins trois pistes de réflexion :

- La vulgarisation financée sur fonds publics pourrait bien à l'avenir se réorienter vers les agriculteurs moins favorisés. Les programmes de vulgarisation américains ont testé avec succès des méthodes permettant d'atteindre ces catégories de la population agricole.
- La mise au point et l'utilisation des systèmes-experts, des bases d'information et d'autres stratégies de décision assistées par ordinateur.
- L'appui à des projets coopératifs tels que les associations du type "*Illinois Farm Business Farm Management*". Le *FBPM* est un service payant de gestion et de comptabilité agricole. Une entreprise agricole sur cinq dans l'Illinois est rattachée à ce service qui travaille en étroite collaboration avec le Département d'économie agricole et les Services de vulgarisation.

D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991

FICHE 36 : LA VULGARISATION AU CANADA : DEPENSES OU INVESTISSEMENTS ?
--

Les problèmes auxquels est confrontée la vulgarisation canadienne sont les mêmes qu'en Australie. Harold Baker, dans son bilan de la vulgarisation rurale au Canada, "*Options et perspectives d'avenir en matière de vulgarisation rurale et de transfert de technologies*", dresse la liste des points à aborder :

- clarification des rôles
- liaisons vulgarisation-recherche
- compétence du personnel chargé de la vulgarisation et de la recherche-vulgarisation
- clientèle de la vulgarisation

Les similitudes entre les situations canadienne et australienne sont telles que Baker aurait pu substituer "Australie" à "Canada" tout au long de son rapport. Cet auteur souligne notamment que :

- si la vulgarisation agricole ne prend pas rapidement les devants, elle devra vraisemblablement abandonner au secteur privé son rôle de leader auprès de l'agriculture commerciale et spécialisée,

- si la vulgarisation ne se hâte pas d'élargir son champs d'action, elle perdra toute possibilité de jouer son rôle de leader dans la définition des politiques et des programmes associés à la vulgarisation rurale (par opposition à agricole), notamment pour ce qui est du développement rural et peut-être même pour certains aspects importants de la filière agro-alimentaire.

Au début de son bilan, Baker établit une distinction utile entre vulgarisation et transfert de technologie. "Lorsque nous mentionnons la vulgarisation rurale, nous sommes censés parler de la transmission d'une information qui permet d'assurer le maintien et le développement des individus, des organisations et des collectivités dans les zones rurales, et pas seulement de la transmission d'une information agricole..."

Si le transfert de technologie fait partie intégrante du processus de vulgarisation, n'en est-il cependant qu'un aspect ? Ainsi, le transfert de technologie peut très bien ne pas prendre en compte le conseil à apporter aux agriculteurs pour les aider à évaluer des sources d'information concurrentes ou les conséquences de divers choix possibles, ce qui est la mission de la vulgarisation lorsqu'elle se définit comme éducation". Baker estime que la vulgarisation doit de toute évidence jouer un rôle de leader et juge que ce rôle fait partie d'une politique bien conçue. Il la compare à l'activité du secteur agro-alimentaire qui, dans une large mesure, se limite au seul transfert de technologie.

Au-delà de cette mission éducative, Baker incite le service public de la vulgarisation à prendre les devants pour amener les diverses composantes du "système de vulgarisation émergent" à fonctionner en un tout mieux coordonné. Pour ce faire, le secteur public devra dépasser ses sentiments ambivalents vis à vis de l'intégration des représentants du secteur privé de la filière agro-alimentaire dans le système de recherche-développement. "A l'avenir, le secteur public sera contraint par la concurrence et les restrictions budgétaires à passer à un modèle plus coordonné et même intégré pour définir les priorités de la recherche et la diffusion de ses résultats". Le Canada est, comme l'Australie, à la veille d'une révision radicale de l'ensemble de son activité de vulgarisation.

*D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991*

FICHE 37 : CE QUE PEUVENT NOUS APPRENDRE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Il existe une très abondante littérature sur la vulgarisation dans les pays moins développés, pays à bas ou à moyens revenus. Les promesses de la "Révolution Verte" des années 1960 avaient créé une demande sans précédent à l'égard des technologies agricoles. Il s'agissait le plus souvent d'une demande de semences d'espèces à haut rendement (HYV) et de techniques de fertilisation. Ces techniques devaient être facilement "transférable" et permettre de couvrir les besoins alimentaires des populations en pleine expansion démographique des pays en développement.

Les gouvernements de ces pays et les organisations d'aide basées dans les pays industrialisés ont adopté sans réserve la vulgarisation comme partie intégrante du développement économique qui "... exige de dégager de la main d'oeuvre du secteur de la production alimentaire pour la rendre disponible pour d'autres secteurs". Les dépenses consacrées à la vulgarisation rurale dans trois régions en développement du monde ont accusé une progression marquée entre 1959 et 1980.

Durant cette période, l'Amérique Latine a en effet multiplié ses dépenses par 6,4, l'Afrique par 2,2 et l'Asie par 3,5 (ces chiffres ne comprennent pas les dépenses faites dans ces pays dans le cadre des programmes d'aide). Dans le même temps, les dépenses de vulgarisation ont seulement doublé dans les pays développés : aux Etats-Unis, par exemple, elles n'ont été multipliées que par 1,9.

Les investissements considérables faits dans les pays moins avancés n'ont pas toujours donné des résultats à la hauteur de ce que l'on était en droit d'en attendre. Ceci vient probablement de ce que de nombreux pays en développement ne disposaient pas parallèlement des niveaux de formation, des infrastructures ou des initiatives politiques qui leur eussent permis d'apporter un investissement complémentaire dans la recherche et le développement agricole.

La recherche et la vulgarisation font partie, dans l'idéal, du même continuum de développement agricole. Quelles qu'en soient les causes, l'incapacité apparente de la vulgarisation et de la recherche à produire les résultats escomptés a suscité une critique très poussée du modèle de développement agricole à base technologique, adopté des pays industrialisés. Une bonne part des questions soulevées par ces critiques sont valables pour les pays industrialisés, sinon à la même échelle, du moins dans leur principe.

Certains de ces problèmes relèvent des limites du processus de transfert de technologie :

Une de ces limites provient de la distorsion possible de la technologie d'origine, qui se produit au cours du transfert pour des raisons d'ordre humain. Cette distorsion peut apparaître par exemple lorsque les principes scientifiques qui sous-tendent la technologie sont incomplètement compris par les agriculteurs, comme dans le cas de l'attaque du ver de la laine et de la nécessité de baigner les animaux...

Une deuxième limite tient à ce que le transfert de certaines technologies, pourtant issues d'un important travail de recherche et de développement, ne se fait pas ou se fait seulement à un niveau où elles ne sont pas financièrement viables, en général parce que l'environnement socio-économique dans lequel se pose le problème n'a pas été pris en compte.

Un autre groupe de questions apparues dans les pays en développement concerne la nécessité de l'interdisciplinarité et celle d'apprendre de l'agriculteur deux aspects essentiels de tout "développement agricole". Il apparaît en effet indispensable de mettre au point un ensemble de méthodologies nouvelles qui permettent d'identifier des problèmes à soumettre à la recherche, et de conduire cette recherche avec des équipes multidisciplinaires afin qu'elle puisse s'appuyer sur une connaissance approfondie des aspects biologiques ou socio-économiques. Une prise de conscience de ce problème fait progressivement jour en Australie. Il semble aussi que la nécessité de considérer l'agriculteur comme un co-consultant dans tout processus de transformation agricole soit de plus en plus reconnue.

Un autre point relève de la nécessité d'aider l'ensemble de la collectivité à prendre conscience des conséquences plus larges que peut entraîner l'adoption de techniques pour l'environnement et la société : le déplacement des populations rurales vers les grands centres urbains par exemple.

Certaines de ces expériences malheureuses faites par les pays en développement pourront peut-être aider les pays industrialisés à apprendre à se montrer plus souples intellectuellement et plus critiques vis à vis des nouvelles technologies et des façons dont les technologies sont mises au point, "vendues" et adoptées. Un coup d'oeil à n'importe quelle publication récente de la presse rurale, telle que *"The Land"*, suffit à convaincre que les acteurs impliqués dans le secteur agricole sont conscients de certaines des conséquences de la confiance qu'ils ont faite à la technologie, dans le passé, pour résoudre des problèmes complexes. Il reste encore un long chemin à parcourir pour élaborer des critères d'évaluation des risques et les mesurer aux avantages supposés, mais il faut de toute urgence prendre conscience des enjeux qui ont permis au pouvoir technologique de "dominer" la culture.

D.B. Russel et al
Publication INRA-SAD, 1991

FICHE 38 : L'INTERVENTION DU PROJET A MGETA – PROGRAMMES 1986-1987 ET ASPECTS METHODOLOGIQUES

Cette note recense d'abord les acquis en matière de programmes de recherche, de formation et de développement à Mgeta, durant l'année 1987, dans le cadre du projet franco-tanzanien de développement en horticulture. Des projections sont faites pour l'année 1988 et à plus long terme. Dans une seconde partie, l'auteur part des choix faits sur le terrain notamment en matière de processus participatif, pour tenter d'évaluer les répercussions sur l'avancée du travail.

Aspects méthodologiques du processus participatif :

1/ La participation des agriculteurs : Dans un premier temps qui a été consacré à la compréhension du système agraire en place (phase d'observation et d'enquête), les agriculteurs étaient en position d'informateurs et leur participation ne leur apportait aucun avantage immédiat. Lancé par le "programme blé", le processus participatif ne devait réellement commencer que début 1986. Alors qu'une centaine d'agriculteurs ayant accepté d'expérimenter la culture du blé recevaient 3 à 5 kg de semences prêtées, une dizaine d'entre eux étaient sélectionnés par le groupe pour se rendre dans une zone productive de céréales, située à 600 km de Mgeta, pour réunir des informations. Les résultats de la première récolte, généralement mauvais, ont donné lieu à des réunions de suivi et d'évaluation, suscitant un vrai dialogue entre les agriculteurs et la préparation de la seconde saison.

A l'occasion de la seconde campagne, les agriculteurs ont été placés "en situation normale", les semences de blé ayant été vendues au prix coûtant. Le succès de l'opération devait être immédiat : Près de 400 agriculteurs se sont présentés, et malgré un très faible niveau de réussite la première année, tout ceux qui avaient déjà tenté l'expérience achetaient 10 à 20 kg de semences. En règle générale, l'appropriation du programme blé par les agriculteurs a montré une grande capacité d'adaptation à l'introduction d'un changement dans le système de production.

Deuxième action (restreinte) de développement : l'introduction des chèvres laitières. Pour un premier lot restreint de dix chèvres, cinq agriculteurs ont été sélectionnés sur un groupe de vingt, en fonction de critères tels que par exemple les bons résultats obtenus dans l'élevage du porc. Les agriculteurs ont été associés à toutes les prises de décision et consultés avant d'adopter des choix techniques. Tout le groupe, y compris ceux qui n'avaient pas été sélectionnés, a pu participer à une journée d'information organisée à l'Université de Morogoro.

2/ La participation de l'université : Son déclenchement a été long dans la mesure où la démarche recherche/développement était nouvelle, d'où la nécessité de convaincre les chercheurs de la crédibilité du projet. Cette participation de l'université vers les villages a pris deux formes : la collaboration aux enquêtes "systèmes agraires" et la participation des étudiants à des stages sur le terrain, avec notamment l'animation de réunions d'information et de vulgarisation sur le programme blé. Bilan de la formation des agriculteurs à l'Université : peu concluante, en dehors de la journée d'information sur les chèvres. Pas de demandes explicites.

3/ Les structures tanzaniennes de développement : Pour le moment, l'échange d'informations entre agriculteurs et chercheurs se fait par le biais du projet, mais il est indispensable que les structures de développement régionales s'impliquent bien davantage dans un futur immédiat.

Cette fiche traite plus spécifiquement de la deuxième partie portant sur les "aspects méthodologiques", car elle donne une série d'indications précieuses sur le choix de méthodes pédagogiques pour lancer un processus participatif. En règle générale, la production de littérature grise sur le projet Morogoro a tendance à traiter

superficiellement cet aspect de "concertation-participation" de la population concernée, présenté pourtant comme élément central de la démarche.

Frédéric LEVARD,
CIMADE, 1989

FICHE 39 : LE ROLE DES FEMMES DANS LA VULGARISATION AGRICOLE

Contrairement à l'idée reçue, les femmes, surtout en Afrique, s'occupent souvent beaucoup plus des travaux des champs que les hommes qui, s'intéressant principalement à la culture de rente, travaillent généralement à la ville.

Par conséquent, l'erreur est de concevoir la vulgarisation selon les activités des hommes seulement. Ainsi, pour un véritable travail de développement agricole, on doit prendre en compte les tâches quotidiennes des femmes en n'oubliant pas les problèmes d'acquisitions de la terre et de succession. Dans ce sens, le *Comité Technique et de Coopération Agricole et Rurale*, le *Royal Agriculture Society of England* et le *British Council* ont rassemblé en mai 1987 les responsables de la vulgarisation agricole de seize pays du Tiers-Monde. Plusieurs propositions ont été faites :

- Rassembler les femmes pour parler de leurs problèmes et chercher des solutions
- Trouver des moyens pour mieux les informer.
- Alléger le travail des femmes en améliorant les méthodes de stockage.
- Leur apprendre à gérer les surplus.
- Etablir le dialogue nécessaire entre les responsables agricoles et les femmes.

Pour cela, les responsables agricoles doivent connaître la vie villageoise et inciter les jeunes filles à devenir "vulgarisatrices". Selon la FAO, par exemple, 3 % de l'effectif en Afrique subsaharienne sont des femmes. Il est nécessaire de plus de revaloriser le statut et d'offrir une formation complémentaire. Des progrès ont déjà été constatés. Ainsi, cette action permettra d'améliorer la vie quotidienne des femmes, d'augmenter la production agricole et par conséquent le bien-être des populations. Une nouvelle approche originale du problème du développement agricole en Afrique ?

SPORE, 1988

FICHE 40 : AU ZAIRE, L'EVEIL DES MAMAS PAYSANNES DU KIVU.

Au Kivu, région à l'est du Zaïre, les femmes paysannes effectuent quotidiennement des travaux agricoles, portent de l'eau, pillent du manioc, du maïs et du sorgho. Leurs dures conditions de vie ne leur permettent pas de participer aux actions de développement de leur milieu. Leur mise à l'écart est accentuée par

la tradition et par l'analphabétisme. Pourtant sans elles, piliers de l'économie rurale, les actions sont vouées à l'échec.

C'est pour remédier à cette situation que l'*UWAKI (Union des Femmes Paysannes du Kivu)* a été créée en 1987 à l'initiative de l'association zairoise *Solidarité Paysanne* (créée en 1980 par des intellectuels, soutenue par des associations d'Europe comme *Frères des Hommes et Terres des Hommes* et travaillant à la formation des paysans et à la vulgarisation de nouvelles techniques).

L'*UWAKI* rassemble 86 groupements qui encadrent plus de 9.000 paysannes. **Les actions prioritaires concernent la santé des mères et des enfants, la lutte contre l'analphabétisme et l'allègement des corvées quotidiennes. L'amélioration des revenus des femmes est l'un des moyens pour obtenir ces résultats.** Une première foire agricole a été organisée en 1988 avec mise à disposition de moyens de transport par *Solidarité Paysannes*. Les femmes de trois régions de l'est zairois ont pu y vendre leurs produits : poissons salés et séchés, céréales, tubercules, huile de palme, arachides et mangues.

Pour alléger la corvée de pilage qui représente plus de deux heures par jour pour les femmes, une dizaine de moulins fonctionnent déjà et l'objectif est que chaque village ait son moulin. En effet, pour l'*UWAKI*, la libération des "mamans paysannes" passent par le changement des mentalités grâce à l'alphabétisation, la formation agricole et l'éducation sanitaire en particulier et aussi par l'introduction de nouvelles technologies pour mécaniser certaines tâches. **Cela devrait permettre aux femmes paysannes de ne plus vieillir avant l'âge et c'est cela qui sera leur véritable émancipation.**

L'action de l'*UWAKI* est particulièrement intéressante dans le sens où elle oeuvre aussi bien au niveau des problèmes de la formation et de l'amélioration du niveau de vie qu'au niveau des problèmes plus complexes du rôle de la femme paysanne dans la société. C'est une action d'envergure puisqu'elle touche déjà plus de 9 000 paysannes. Comme l'*UWAKI* est de création récente, il serait intéressant de voir dans quelques années les changements opérés dans la région.

CHIMENESA Bishweka,
SYFIA BULLETIN DE PRESSE, 1990

FICHE 41 : LE VRAI SUCCES D'UN ECHEC D'ELEVAGE PAR LES FEMMES.

Cela s'est passé en juillet 1994 au Pérou, mais il ne s'agit que d'une des dernières versions d'une histoire que j'ai vu se répéter d'innombrables fois tout au long du continent. Les collègues m'avaient emmené visiter un élevage collectif de poulets et de dindes qu'une organisation de femmes avait lancé un an plus tôt, avec leur appui en crédit et en assistance technique.

Si j'étais un évaluateur classique, je vous dirais que votre projet est un échec. En un an il ne reste déjà dans l'organisation que moins des deux tiers des femmes qui ont commencé. Tout ça parce que jusqu'à présent elles n'en ont tiré aucun bénéfice sinon des pertes et qu'elles ne veulent pas continuer à s'endetter. Vue la dynamique, votre élevage ne survivra qu'un an, au maximum deux ans, sauf si vous l'assistez artificiellement. Les têtes s'allongeaient autour de moi. La dirigeante du groupe n'avait malheureusement pas caché certains déboires !

Mais elle avait aussi fourni d'autres informations très utiles. Plusieurs femmes du groupe avaient commencé à introduire des dindes dans leur basse-cour familiale. Profitant de l'expérience du projet, elles avaient fait des enclos pour mieux soigner leurs volailles ; déjà elles se préparaient à lancer une fournée de dindes pour Noël et prévoyaient de travailler ensemble, entre soeurs et belles-soeurs, pour mieux réussir la commercialisation etc... Ainsi, en y regardant bien, l'opération apparaissait comme un succès, en termes d'apprentissage de nouvelles alternatives pour l'économie familiale.

En un an, les femmes avaient pu connaître les circuits commerciaux pour acheter les poussins, découvrir certaines exigences alimentaires et sanitaires pour des volailles que l'on veut vendre sur le marché, essayer différentes techniques de travail, réaliser certains calculs de rentabilité, comprendre certaines règles du jeu et des risques sur le marché des dindes de Noël.

L'élevage n'était pas très rentable en tant que micro-entreprise : les charges de gestion étaient trop lourdes, les retours financiers trop lents, l'organisation du travail trop séparée des rythmes quotidiens... Mais il pouvait très bien s'adapter aux familles elles-mêmes : il s'intégrait à l'organisation du travail en permettant l'apport et l'apprentissage des différents membres (souvent la femme et les enfants, parfois l'homme). Il mettait à profit un certain nombre de sous-produits de la cuisine familiale ou des champs, en cas de besoin il permettait de combler des trous monétaires, en demandant une "avance" à une cliente sur sa dinde de Noël, en servant de garantie pour un emprunt à un voisin plus aisé... etc....

Et il ne s'agissait en aucun cas d'un retour à l'individualisme comme le croyaient mes collègues sinon d'un retour à l'organisation de base : la famille. D'ailleurs les femmes avaient spontanément signalé comment elles pensaient affronter la commercialisation de Noël : en s'entraidant entre parentes et voisines, c'est-à-dire au sein d'une organisation familiale élargie mais "informelle"... *Alors, que fait-on avec notre élevage collectif ? Faut-il l'arrêter ?*

Mais non, pas nécessairement. Mais cesser de chercher à forcer là une rentabilité aléatoire. Prenez-la comme une activité de formation, une activité transitoire qui disparaîtra le jour où les femmes en auront tiré tout ce qui pouvait leur servir. Renégociez les conditions financières en évitant de les forcer à courir les risques d'un crédit. Négociez au lieu de convaincre et vous verrez bien ce que intéresse vraiment les femmes... Le responsable du groupe de techniciens a alors, lâché le morceau : *D'accord, mais comment je fais moi maintenant ? Le projet m'exige de travailler avec des organisations de femmes et de lancer des micro-entreprises !*

J'ai trouvé en avril 1995, au Mexique, dans un petit recueil "d'Histoires de Communautés" ("Las vacas de Martin y otras historias", GEA/SEP, 1991), un petit titre merveilleux : *"Nous avons dit des poules et il a compris des élevages (Dijimos pollos y entendió granjas)"*. C'est bien là l'illustration de tous les divorces dans nos rapports avec les paysans. Ils disent famille et nous comprenons individualisme. Ils disent poules, veaux, vaches, cochons et nous comprenons micro-entreprises. Ils disent (avec d'autres mots) économie et nous comprenons productivité-rentabilité. Ils disent paysan et nous comprenons producteur.

Mais ce n'est pas seulement aux techniciens de terrain qu'il faut reprocher leur surdité déformante ; c'est surtout aux responsables de projets et d'institutions qui exigent de belles réalisations à montrer aux financeurs. C'est surtout aux financeurs qui imposent des lignes de travail sans rapport avec la réalité, aux politiciens qui exigent à leurs financeurs d'incorporer bêtement tel ou tel axe à la mode. C'est surtout aux opinions publiques des pays financeurs qui réclament des développements qui n'ouvrent de progrès qu'au bilan financier des fabricants de ciment ; c'est surtout... Et le serpent se mordit la queue !

Pierre DE ZUTTER, 1995

**FICHE 42 : COURS DE COMMUNICATION ET D'EXPRESSION ORALE A LAGES – SC – POUR
FEMMES
AGRICULTRICES.**

Les femmes agricultrices au Brésil subissent d'innombrables discriminations par rapport à leur statut professionnel, leur identité en tant que citoyennes et leur droit à la participation sociale. C'est pour cette raison que fut créé à Santa Catarina, un état du sud du Brésil, le *Mouvement des Femmes Agricultrices* qui a aujourd'hui un certain poids dans les revendications et au sein des mouvements de travailleurs ruraux en général.

C'est à partir de l'élection du Président *Collor de Melo*, avec le soutien des mass média, que les mouvements sociaux commencèrent à ressentir le besoin de développer un travail de communication populaire afin de donner à ces voix qui étaient toujours restées silencieuses au sein de la famille et de la société le moyen de s'exprimer. Même si le *Mouvement des Femmes Agricultrices* a déjà sa place à l'intérieur du cadre national des luttes des travailleurs, il n'en connaît pas moins de graves difficultés. On peut citer comme exemples : la diffusion de ses luttes, la construction de son identité, l'auto-affirmation de sa spécificité, etc...

La *Communication Populaire* peut aider à aplanir ces difficultés, car elle vise à promouvoir l'expression d'une couche de la population défavorisée. Le cours de "*Communication et d'Expression orale*" qui eut lieu à Lages (SC) du 21 au 23/2/1992 fait partie de l'une des stratégies du *Mouvement des Femmes Agricultrices* de Santa Catarina avec le soutien de l'*Association Brésilienne de Vidéo Populaire – Régionale Sud*.

Les objectifs de ce cours furent : former des "animateurs agriculteurs" à l'utilisation des ressources audiovisuelles et imprimées, ainsi qu'à la technique de l'expression orale afin de favoriser la promotion de la communication populaire dans les communautés rurales où ils vivent et animer des événements en public. Ce cours devait en outre préparer les agriculteurs pour les situations suivantes : déclarations aux médias (télévision, radio, journal), prise de parole devant un vaste public ou discussions en assemblées et en petits groupes.

Ce cours a représenté un pas décisif dans la formation et dans l'auto-affirmation des travailleurs ruraux et du *Mouvement des Femmes Agricultrices*. Selon les participantes, les principales difficultés rencontrées par les femmes agricultrices lorsqu'elles veulent s'engager activement dans la société sont un sentiment d'insécurité en ce qui concerne ce que "les autres pensent de moi", la peur de commettre des fautes, la timidité, la honte, le découragement, le manque de soutien social et familial, l'analphabétisme et l'utilisation du langage, "ne pas avoir de formation, ne pas avoir été à l'école".

Toujours selon ces femmes, ce dont elles ont besoin c'est d'apprendre et d'enseigner, de participer sans avoir honte, de "mettre de côté" la peur et la timidité, d'assumer des tâches pour "apprendre en pratiquant", d'aider et se laisser aider, de respecter autrui et de le mettre en valeur, d'avoir confiance en soi et en ses camarades.

Effets de la vidéo dans les exercices d'expression orale : nous avons enregistré chaque participante en train de parler sur n'importe quel thème, puis après en avoir discuté pendant la projection, nous avons répété l'exercice. Les progrès constatés dans l'expression orale et la confiance en soi des participantes entre le premier et le deuxième enregistrement étaient surprenants. La vidéo a servi de "miroir".

D'autre part, en démystifiant la télévision, dont la place est très importante au Brésil, la vidéocassette dont elles sont les actrices et la technologie qu'elles utilisent directement en se servant du matériel, elles sont capables de décoder les programmes et la manière dont ils sont transmis par la télévision. En même temps, la

vidéo devient un moyen de communication et d'information plus démocratique et plus accessible. Enfin, selon les participantes, ce cours a permis une véritable formation des agents de communication du Mouvement afin de permettre une meilleure pénétration du mouvement dans l'opinion publique et accroître sa force politique.

Cristiana TRAMONTE, 1992

FICHE 43 : VULGARISATION : RENOUER AVEC LA PEDAGOGIE DE LA CREATIVITE

Peut-on susciter l'innovation agricole ? Attila Atif, bien connu sur les ondes turques de radio et sur les scènes des grands meetings agricoles, montre que c'est avant tout une question de communication. **Le message technique le plus approprié ne passera pas sans la manière et le moment adapté.** Ainsi, il est peu étonnant de constater la très faible efficacité des lourds dispositifs de vulgarisation nationaux, même revisitée en démarche systémique et participation dite paysanne !

D'ailleurs tout beau dispositif que l'on conçoive, c'est très vite le soi-disant manque de moyens qui est invoqué pour justifier les difficultés. Alors que faire ? Le laisser-faire (ou le marché seul) semblerait prouver par exemple la réussite du fruit sec (et en particulier la figue) d'Izmir ; ou autrement l'étonnante sculpture du paysage par les techniques paysannes de greffe sur sauvage qu'ont généré les immenses forêts d'oliviers ou de pistachiers, ou autre, dans beaucoup de régions méditerranéennes.

Mais lorsque l'on observe la naissance d'initiatives plus proches de nous, plus récentes, ne découvre-t-on pas que quelque part se **cache un discret mais efficace pédagogue ; souvent praticien lui-même, toujours (intuitivement ?) prospectif, soucieux de la créativité de groupe, et qui partage les risques à la base de l'innovation.** Quelques "histoires" d'innovation repérées ici ou là nous aide à y croire, même si définir le profil du parfait pédagogue semble bien présomptueux !

Faut-il donc jeter aux orties nos superbes appareils d'expérimentation et de formation ? Non, bien entendu, car les exemples abondent où ceux-ci prennent souvent le relais positif dans l'affinement technologique d'innovations. Et des dispositifs parfois nécessairement lourds se justifient alors ; stations expérimentales, protocoles de longue durée, etc...

De là à mettre tout cela en équation ou sous forme de recettes structurelles, il y a un pas difficile à franchir au risque de recréer les fameux "dinosaures" de la vulgarisation du temps des révolutions vertes. Avant tout, et les démarches le prouvent, il faut que les stratégies collent à la cohérence des échelles territoriales et humaines d'intervention. Les pédagogies de la créativité et une recherche paysanne ont besoin de niches écologiques pour s'épanouir !

*Christophe BEAU,
GEYSER*

FICHE 44 : PROJETS EDUCATIFS ET NOUVEAUX MODES DE DEVELOPPEMENT. UNE EXPERIENCE DE FORMATION DE JEUNES RURAUX MALIENS EN LANGUE BAMBARA.

A partir de l'expérience de base effectuée au Mali dans les années 1975-77, Guy Belloncle, expert de la Banque Mondiale, dégage ici **sept principes devant guider la formation des jeunes ruraux en Afrique** :

- 1) Former au village et pour le village : pour éviter la mise à l'écart des jeunes et la méfiance des vieux, la formation doit être orientée vers la promotion de l'ensemble du village.
- 2) La formation doit s'adresser à l'ensemble des jeunes du village et non à une petite minorité.
- 3) La formation par alternance assure la liaison école-milieu et formation-transformation.
- 4) Partir de ce que les gens savent (jeunes et vieux) avant d'apporter des connaissances nouvelles.
- 5) Donner une formation scientifique et expérimentale et ne pas se contenter de recettes. Dans les stages, ce qui intéresse le plus les participants, ce sont les observations et les expériences (dissection d'un animal, observation au microscope des oeufs de bilharzie, explication de graphiques de pesée etc...).
- 6) Lier formation scientifique et formation générale.
- 7) Lier éducation et action, formation et transformation. L'éducation et la formation à elles seules sont impuissantes à transformer une situation et peuvent même être très frustrantes. Elles ne peuvent être qu'un appui, décisif, à des actions techniques.

L'auteur ajoute ces trois remarques :

- Un des facteurs de réussite essentiel est l'utilisation de la langue du milieu comme langue de formation, ce qui implique de doter cette langue d'un statut écrit.
- La participation des cadres de haut niveau à ces stages est indispensable.
- Cette forme de pédagogie "sur le terrain" est moins coûteuse en temps et en argent que les formules déracinantes.

*Fiche de A. STAHL THURIAUX – ARIC, 1988
à partir du livre de Guy BELLONCLE, 1980*

FICHE 45 : AU BENIN, UNE FERME COOPERATIVE EN VILLE.

L'objectif du projet est de créer à Ouidah, ville côtière du Bénin située non loin de Cotonou la capitale, une ferme coopérative pour :

- fixer de jeunes chômeurs et éviter qu'ils ne partent chercher du travail à Cotonou,
- développer la production de culture vivrières, d'élevage avicole et cunicole,
- relancer une dynamique de développement – production – formation à l'échelle de la ville.

Dans la région de Ouidah où les conditions naturelles ne sont pas très favorables, les activités agricoles restent traditionnelles et pratiquées surtout dans le cadre familial d'autosuffisance. A l'origine de ce projet, se

trouve l'*UGDO (Union Générale pour le développement de Ouidah)* qui a une section en France. Celle-ci contacte la *Ligue Française de l'Enseignement (LFEEP)* qui s'engage à soutenir le projet de rénovation des bâtiments et à envoyer des jeunes lycéens de lycées agricoles français pour travailler sur des chantiers.

Des lycées agricoles sont mobilisés pour réaliser des camps-chantiers à partir de 1989. Les lycéens sont envoyés pour travailler sur la rénovation des bâtiments, pour la préparation du terrain pour l'extension des terres cultivées, la construction d'enclos, l'installation d'un système d'arrosage, etc...

Malgré la durée limitée des camps – chantiers, les résultats obtenus sont visibles et probants. Après un examen attentif, le projet d'élevage de lapins a été abandonné au profit d'un élevage de porcs, mieux adapté aux conditions locales. L'extensification des surfaces cultivables s'est faite parallèlement à une intensification des cultures. La fumure animale sert à enrichir les sols très appauvris. Les aspects organisation et gestion de la coopérative ont été bien maîtrisés grâce à l'initiative des jeunes membres de l'association locale *UGDO*. Les jeunes coopérateurs ont réussi la phase de démarrage du projet mais aussi la phase de commercialisation (écoulement jusqu'à Cotonou et Porto-Novo).

L'intérêt du projet porte sur 2 plans :

- le rôle de la ferme – coopérative en tant que lieu d'organisation des jeunes avec son effet démonstratif pour les autres jeunes de Ouidah.
- les camps – chantiers en tant que moment d'échanges privilégiés entre jeunes Français et jeunes Africains.

Une attention particulière est portée au problème de l'environnement afin de bien mesurer et maîtriser les conséquences de tel type d'agriculture intensive sur des sols fragiles. La ferme coopérative a été aménagée en tenant compte des contraintes économiques mais aussi écologiques.

Un second groupe de coopérateurs est en train de s'installer grâce au soutien de l'*UGDO* et de la *Ligue de l'Enseignement* sur un terrain à une dizaine de kilomètres de Ouidah. **Aussi, la répliquabilité du projet est-elle amorcée.**

Fiche de I. BENANI HAURI – 1993
à partir d'un document du GRET HABITAT

**FICHE 46 : LE PASSAGE EN 30 ANS D'UNE TENTATIVE INDIVIDUELLE DE TRANSPOSITION A
L'AFRIQUE DES METHODES DE L'ACTION CATHOLIQUE PAYSANNE FRANÇAISE A UNE
INSTITUTION
AFRICAINNE DE FORMATION PEDAGOGIQUE.**

En 1960, Alain HUSSON part en Côte d'Ivoire s'occuper de la *JAC (Jeunesse Agricole Catholique)*. La *JAC* a joué un grand rôle en France après guerre dans la structuration du milieu agricole et les principaux dirigeants paysans en sont issus. Elle a développé notamment la **méthode de pédagogie active VOIR – JUGER – AGIR : le rôle des intellectuels est d'aider la population à structurer ses idées, à analyser elle-même les situations et à en dégager les modalités d'action.**

Soutenu de façon informelle par quelques amis en France, A. HUSSON adapte ces principes à la réalité ivoirienne. **La culture étant fondée sur l'échange oral, il crée des outils pédagogiques spécifiques à base de tableaux de feutre sur lesquels des dessins viennent symboliser les réponses des villageois à des questions qu'ils élaborent eux-mêmes** en commençant à mettre au point leur avis au sein de sous-groupes homogènes (hommes, femmes, plus ou moins jeunes...).

Cette méthode a du succès au sein de la *Fédération des Groupements Villageois de Bouaké*. D'autre s'y intéressent et c'est pour la disséminer que se crée en 1976 le *GRAAP* à Bobo Dioulasso, soutenu par l'ONG catholique française *CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)*.

Le réseau de diffusion espéré à l'époque, l'Union provisoire des paysans africains, ne se développe pas comme prévu. C'est par quelques animateurs implantés au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal et se voyant régulièrement que la méthode et le matériel se diffusent. Ils rencontrent une demande croissante de la part d'institutions gouvernementales et non gouvernementales appuyant le développement en milieu rural.

Le GRAAP espérait transmettre son savoir-faire puis se dissoudre, sa disparition étant interprétée comme le signe d'un transfert réussi. Mais le transfert est-il réel ? L'utilisation du matériel est-il conforme à l'esprit de la méthode ? Le GRAAP peut-il disparaître ? Ces questions fondent l'auto-évaluation très sérieusement menée de 1984 à 1986 avec l'appui technique de P. WILLOT et l'appui financier de la *Fondation pour le Progrès de l'Homme*.

Beaucoup des conclusions de cette auto-évaluation ont une portée générale :

- a) En matière de formation, l'idée qu'on peut transmettre un esprit et des méthodes puis se retirer s'avère illusoire ; **une démarche pédagogique doit être entretenue**, contrôlée et sans cesse adaptée à de nouveaux sujets faute de quoi elle se dénature,
- b) **beaucoup des acquéreurs du matériel GRAAP en font un usage imparfait et dévié par rapport aux objectifs fondamentaux de l'auto-promotion** à savoir : les institutions tendent à utiliser ces méthodes pour se valoriser plutôt que pour aider les villageois à s'auto-organiser ; former ses animateurs plutôt que d'aider des animateurs villageois à émerger ; beaucoup d'animateurs prennent méthodes et matériels pour des recettes leur servant à valoriser leur propre savoir et à faire passer leurs propres messages,
- c) **souvent l'utilisation du matériel est même coupé des méthodes** : pas de travail préalable des villageois en sous-groupes homogènes, thèmes imposés par l'animateur qui monologue etc... L'usage du matériel peut être assimilé sans que ses finalités le soient,
- d) la demande en outils spécifiques d'éducation populaire est importante. De 1980 à 1985, plus de 2.000 animateurs ont été formés, représentant des villages ou des organisations
- e) là où la méthode est bien appliquée, des effets positifs sont constatés aussi bien chez les personnes que dans la vie collective.

Le bilan de l'auto-évaluation ont transformé la stratégie du GRAAP :

- a) **au lieu de disparaître, il s'est renforcé.** L'équipe de Bobo Dioulasso compte en 1991 dix-sept personnes.
- b) Le GRAAP cherche à vendre ses services au coût réel mais le service est plus global qu'auparavant : **une formation est maintenant exigée de tous ceux qui veulent acheter du matériel.** Avec les institutions qui souhaitent organiser des sessions de formation et acheter du matériel, les négociations sont plus précises quant aux objectifs poursuivis, chaque institution utilisant la méthode devant compter une personne qui la possède bien. Des outils d'auto-évaluation sont proposés en permanence.

- c) **La création de pôles nationaux est encouragée et une lettre d'échange d'expériences est créée.**
- d) Les thèmes traités et **les dossiers pédagogiques correspondant évoluent**, la santé perd la priorité au profit de l'environnement et de la gestion.
- e) "Toute la vie des populations de base africaines est baignée et animée par le religieux" ; le GRAAP doit en tenir compte, respecter les formes religieuses qui existent et ne pas mettre sous le boisseau ses propres convictions chrétiennes.

Conclusions :

- 1) La démarche d'auto-évaluation du GRAAP est exemplaire ; on rêve que les organismes financeurs du développement se l'appliquent à eux-mêmes !
- 2) L'union des convictions spirituelles et militantes et du professionnalisme est très intéressante.
- 3) On retrouve dans cette réflexion les contradictions internes des "méthodes pédagogiques actives" : elle doivent être apprises mais leur transformation en recettes est antinomique des buts poursuivis.
- 4) On voit s'esquisser le principe moderne d'une diffusion d'innovation, par la création de **centres autonomes "franchisés" qui doivent en échange du label, respecter une charte et se prêter à un contrôle de qualité.**
- 5) L'expérience met aussi sur la piste **des modes originaux d'articulation entre actions gouvernementales et non gouvernementales, associées par convention.**
- 6) Le travail du GRAAP est un reflet de l'Afrique en mouvement. 30 ans après l'adaptation de la France à l'Afrique, la méthode GRAAP commence à être appliquée en France.

La fiche est fondée sur le *texte "12 questions sur le GRAAP, 12 réponses de son auto-évaluation"* et sur divers autres documents. Mais ce petit texte mérite d'être lu intégralement.

*Fiche de P. CALAME – 1992
à partir du document de A. HUSSON et la
GRAAP, 1986*

<p>FICHE 47 : UNE METHODE DE COMMUNICATION POUR LA FORMATION D'ANIMATEURS ET DE PAYSANS ANALPHABETES.</p>
--

Le *Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion Paysanne (GRAAP)* a signé en 1985 une convention avec le gouvernement du Burkina-Faso, permettant ainsi à son équipe pédagogique de rayonner sur une dizaine d'autres pays africains. **Le GRAAP se fixe comme but d'aider les populations rurales dans leur autopromotion communautaire, c'est-à-dire dans l'amélioration de leurs conditions de vie, par eux-mêmes et ensemble et de former les animateurs des organismes de développement local.**

Pour cela, quatre moyens sont mis à la disposition des animateurs de base ou des responsables d'organisations paysannes : les sessions d'initiation à la pédagogie de l'auto-promotion communautaire ; les sessions d'initiation à l'élaboration de séries éducatives d'après les besoins de la population ; la conception et la reproduction de séries éducatives sur des thèmes d'intérêt général ; l'appui et le suivi des activités de formation auprès des organismes partenaires.

Le GRAAP s'appuie sur les outils suivant :

A/ Les séries éducatives : elles sont conçues par les pédagogues de l'association à partir des recherches menées avec les populations sur un thème choisi selon leurs besoins. L'animation villageoise (tenue de réunion, techniques de participation des habitants), les problèmes d'environnement, l'organisation de la vie sociale (maternité, éducation des enfants) ou encore l'initiation à la gestion (banque de céréales etc...) sont des exemples de thèmes traités. Leur objectif est d'amener les villageois à prendre conscience des causes et des conséquences d'un problème donné, à trouver et à choisir des solutions. Chacune de ces séries est composée de trois éléments : des fiches pédagogiques, des dessins appropriés et des affiches qui sont laissées aux villageois après l'animation en guise d'aide-mémoire aux analphabètes.

B/ Les fiches pédagogiques : elles sont destinées aux animateurs pour la préparation de leurs séances d'animation, après avoir été élaborées en collaboration avec les villageois vivant la situation étudiée. Un des objectifs étant la libération de la parole de tous, un "questionnaire-éveil" est proposé au début de chaque fiche, puis une mise en commun est faite pour collecter les avis de chacun et mettre en commun les différentes réponses. Ce n'est qu'après cette mise en commun, que l'animateur intervient avec ses questions pour amener les participants à formuler la situation réelle dans laquelle ils se trouvent. D'après les réponses des villageois, la situation est visualisée au tableau feutre par des dessins pédagogiques appropriés. A cette étape, concrétisée par les images, l'animateur aide la population à analyser les problèmes en cherchant les causes et les conséquences. Ce n'est qu'après avoir choisi l'action prioritaire que les paysans pourront s'organiser et agir pour remédier au problème identifié.

Les dessins sont proposés comme un outil pédagogique en substitution à l'écriture. Ils sont conçus comme des supports visuels d'accompagnement et de soutien à la parole et se présentent sous forme de vignettes qui peuvent être plaquées sur un tableau de feutre. Enfin des dossiers sont réalisés à partir du décryptage intégral de réunions villageoises enregistrées au magnétophone.

L'évaluation réalisée en 1986 a fait ressortir un certain nombre de points : utilisées à bon escient, ces séries éducatives sont particulièrement bien adaptées à la culture de l'oralité, car elles incitent les gens à parler et à échanger. En revanche, on constate une certaine tendance chez les animateurs à se servir du matériel pour illustrer leurs propres propos, ce qui trahit totalement l'esprit dans lequel a été conçu cet outil. Dans le même ordre d'idées, trop d'ONG ne voient dans le GRAAP qu'une maison d'édition commerciale. Il a donc été décidé de ne vendre ce matériel qu'aux personnes qui ont été formés à la pédagogie de l'autopromotion communautaire. *Pour en savoir plus : GRAAP – BP : 785 BOBO DIOULASSO – BURKINA FASO.*

GRET, 1987

FICHE 48 : UN MODELE EDUCATIF COMME STRATEGIE POUR LA PARTICIPATION SOLIDAIRE.

Cette étude analyse une expérience réalisée dans une communauté pauvre de 2.000 habitants située au nord de la vallée du Mezquital, une région aride et désertique à 70 km au nord de Mexico. L'objectif était de former, à partir d'un processus d'éducation non formelle, un groupe promoteur qui prendrait en charge l'organisation économique de la production et de la consommation et ensuite de créer une organisation locale autogérée qui, à moyen terme, s'intégrerait à une organisation régionale (Union des coopératives de consommation, par exemple).

Le processus éducatif a comporté quatre étapes :

- formation de groupes d'étude pour définir les besoins et envisager des actions.
- alphabétisation et enseignement primaire fondés sur les besoins des usagers et comportant trois aspects : connaissances et aptitudes, réflexion sur la réalité, création d'activités.
- analyse des conditions de vie du groupe et prise de conscience de la problématique économique et politique.
- création d'activités dans lesquelles la participation de chacun des membres revêt un caractère éducatif : création d'une coopérative de consommation, d'un moulin, production de sucreries...

Il faut souligner le rapport existant entre les différentes activités : le processus éducatif initial engendre les premières activités ; puis, dans la réalisation d'une activité, on identifie les éléments éducatifs qu'elle contient et on les met à profit pour qu'elle engendre à son tour de nouvelles activités. L'animateur, seul agent extérieur, était originaire de la région. Dès le début il s'est attaché à développer le processus d'organisation et la participation des membres du groupe.

Dans le cadre de la coopérative de consommation créée par le groupe, les décisions étaient prises en assemblée générale et les responsabilités pour chaque poste confiées à des responsables nommés. Chaque semaine, chacun à tour de rôle s'occupait de la coopérative.

Les deux aspects positifs de l'expérience ont été le souci de satisfaire les besoins de la communauté et d'établir des échanges avec d'autres communautés de la région. On a observé une grande solidarité entre les associés dont le nombre a augmenté et une amélioration qualitative de la production. Grâce à la participation, on est passé de la dépendance à l'autonomie... Vers une sauvegarde des formes de participation dans différents domaines en milieu rural au Mexique ?

J. A. GOMEZ – G. AGUILAR,
UNESCO, 1981

FICHE 49 : L'UNIVERSITE RURALE APPARTIENT AU PEUPLE.

L'Université rurale a été créée en Colombie par la *FUNDAEC* (*Fondation pour l'application et l'enseignement des sciences*) pour aider les communautés paysannes à forger leur propre voie vers le développement. **Elle s'appuie sur la culture et le savoir traditionnel complétés par un savoir extérieur**

approprié et sur la participation de toutes les personnes impliquées dans le projet. Elle se veut être le cadre où les deux systèmes se rencontrent et peuvent réagir l'un sur l'autre pour aboutir à des processus de développement issus de la population paysanne.

Elle a formulé, organisé et disséminé à travers trois régions du Sud-Ouest de la Colombie un programme d'écoles secondaires pour le développement rural à trois niveaux : promoteurs, praticiens, diplômés d'école secondaire. Elle était organisée de telle sorte que les jeunes pouvaient poursuivre leurs activités de production et reposait sur un système de tutorat adapté aux conditions géographiques et socioculturelles de chaque zone. **Convaincue que les activités des enseignants ne doivent pas se limiter au seul enseignement, elle met l'accent dans le cursus scolaire sur trois aspects importants de la vie paysanne : la production primaire, les agro-industries rurales et l'organisation de la communauté.**

Parallèlement aux activités éducatives est menée en étroite relation une recherche sur les systèmes alternatifs d'exploitations à petite échelle. Intégrée à l'action, cette recherche a permis de valider dans la région du nord-Cauca treize "sous-systèmes" de 500 à 1.000 m² qui seront adaptés à d'autres zones écologiques du pays. Un sous-système comprend par exemple : ananas – manioc – niébé – pois d'Angola. Chaque famille peut, selon la superficie de sa terre et la force de travail familiale, sélectionner et installer progressivement plusieurs sous-systèmes.

Les "sous-systèmes" doivent être des occasions d'apprentissage pour les paysans et leur voisins et aussi pour les enseignants et techniciens de l'Université le respect du savoir et de la logique traditionnelle des paysans, l'amélioration de la production alimentaire au niveau de la ferme afin de favoriser un meilleur équilibre nutritionnel de la famille. D'un point de vue moderne, les ressources naturelles sont des ressources économiques à exploiter. Pour les paysans, elles gardent leur valeur intrinsèque de nature source de nourriture, mais aussi de beauté et de satisfaction spirituelle. Combinant ces deux points de vue, la FUNDAEC considère l'agriculture de subsistance non comme rétrograde, mais comme essentielle pour conserver les valeurs qui font la culture paysanne.

Solidarité, coopération, réciprocité sont des valeurs des communautés rurales. Dans le processus de socialisation du savoir généré par la production agricole, le crédit est apparu comme étant un élément nécessaire de la chaîne de production. De petits groupes de solidarité regroupant quelques personnes intéressées par un projet donné (fabrication de fromage...) permettent d'intégrer ce besoin aux possibilités locales. Elles se garantissent mutuellement face aux obligations du crédit en partageant ressources savoir et travail, évitant ainsi le recours aux garanties matérielles demandées par les institutions de crédit. La solidarité ne se limite pas au groupe : les participants réservent un pourcentage de leurs bénéfices pour des économies et un montant égal pour un fond communautaire d'aide à des personnes membres ou non du groupe ou de contribution à des besoins collectifs (garderie d'enfants...).

*F. TORNE DE VALCAREL
"ILEIA NEWSLETTER" 1991*

I – PRESENTATION

Maïté Larquey est responsable de la formation *AAP (Agriculteur Animateur de Projets)* mise en place par les CIVAM depuis 1990. Il s'agit d'une formation professionnelle reconnue par le Ministère de l'Agriculture et débouchant sur un certificat de spécialisation de niveau BTS. Elle s'étale sur deux ans, en quatorze sessions de deux jours et demi.

La promotion expérimentale (1990-92) a réuni 50 stagiaires. En 1993, c'est une centaine de participants qui seront distribués dans quatre groupes inter-régionaux. Le public est constitué d'agriculteurs et de quelques ruraux. **Tous sont impliqués dans des projets collectifs de développement rural et mandatés par leur groupe. Ces projets impliquent la création ou le maintien d'activités et de temps de travail :** produits fermiers, agro-tourisme, agriculture biologique, animation rurale, environnement... Les candidats ne sont pas sélectionnés uniquement sur le thème du projet, mais surtout sur la dynamique collective et son articulation avec les processus de développement local.

Les CIVAM ont une longue expérience d'accompagnement de groupes d'agriculteurs et accordent une grande importance à la formation humaine. Elle a fait apparaître la nécessité d'une formation approfondie et a débouché sur le projet AAP. A travers la formation, c'est un cheminement avec un projet qui est proposé. L'interface avec le projet est assurée par le stagiaire et l'équipe pédagogique, mais aussi par un accompagnateur choisi par le stagiaire : un conseiller agricole, un agent de développement local, voire même un consultant indépendant... Cet accompagnateur volontaire reçoit sur la durée des deux ans une formation méthodologique de quinze jours principalement sur les étapes d'élaboration d'un projet. Sa mise à disposition temporaire fait l'objet d'une convention entre sa structure et l'équipe pédagogique.

Actuellement, quatre inter-régions ont mis en place une formation AAP :

- Bretagne – Pays de Loire – Normandie.
- Aquitaine – Midi-Pyrénées.
- Centre – Limousin – Auvergne – Poitou-Charentes.
- Languedoc-Roussillon – PACA – Rhône-Alpes.

Dans chacune d'entre elles a été créée une équipe pédagogique regroupant des personnes de plusieurs organismes (CIVAM, CUMA, AFIP, MRJC, CEDAG, instituts de formation et de recherche...) et qui s'occupe de l'organisation de la formation, de son évaluation et du suivi des stagiaires. **Le contenu de la formation est ainsi adapté à chaque inter-région** (voir fiche "Programmes de formation AAP").

Un comité de pilotage rassemble les partenaires institutionnels et financiers : Chambres d'Agriculture, Conseils Généraux et Régionaux... Un bulletin de liaison interne est élaboré après chaque session de formation. Il contient le compte-rendu, l'état d'avancement de certains projets, des informations diverses et des notes bibliographiques.

II – PROGRAMMES

La formation *AAP (Agriculteur Animateur de Projets)* est basée sur des programmes définis au niveau de chacune des inter-régions participantes. Cette fiche est une synthèse de documents publiés par la FRCIVAM

et la FRCUMA d'Aquitaine et Midi-Pyrénées (Programme de formation 1ère année 1993-95) et par la FRCIVAM et l'AFIP de PACA, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon (idem), ainsi que par la FNCIVAM (2ème année, 1990-92). La première année est organisée en sept sessions de deux jours et demi.

Celles-ci répondent principalement à trois objectifs :

- **acquérir des éléments de méthode** : déterminants de la réussite d'un projet de développement au travers d'études de cas, enquêtes et analyses statistiques, repérage des niveaux locaux de décision-évaluation de l'état d'avancement d'un projet, etc...
- **acquérir des éléments généraux d'information** : le fonctionnement de la CE, les politiques et financements du développement local, l'intercommunalité, etc...
- **acquérir des compétences personnelles** savoir s'exprimer en groupe, maîtriser l'animation de réunions, perfectionner l'expression écrite, etc...

La seconde année est composée de sept sessions de deux jours et demi dont les objectifs sont :

- **élaborer son projet** : audit externe du projet, argumentation, analyse critique, construction du dossier de présentation et du budget, etc...
- **analyser le contexte du projet** : acteurs en présence et stratégies, résolution des conflits, participation des acteurs, enjeux stratégiques locaux, etc...
- **réfléchir sur son propre parcours** : travail sur son histoire de vie et son auto-formation, optimiser son action sur son projet, etc...
- **réfléchir sur l'innovation** : scénarios d'évolution du monde rural, découverte de processus d'innovation en Espagne et au Portugal : visites et échanges
- **approfondir son thème d'activité** : comparer des projets de même nature, constituer des réseaux d'expériences, etc...

En plus de ce tronc commun de deux ans, les stagiaires choisissent des modules d'approfondissement :

- en première année : **économie, marketing, tourisme, expression...**
- en deuxième année : **techniques de vente, négociation, résolution de conflits, étude de la PAC, diagnostic territorial, gestion du temps et organisation, méthodologie d'accompagnement de projets...**

Enfin, un accompagnement du projet collectif dans lequel sont impliqués les stagiaires est proposé, ainsi que la rédaction du projet et sa soutenance, un audit externe à 2 ou 3 reprises, etc... En tout, 610 heures de formation.

III – OBJECTIFS

Le projet *AAP (Agriculteur Animateur de Projets)* vise à la mise en place d'un réseau de professionnels démultiplicateurs et animateurs de projets économiques collectifs de développement local.

Son objectif général est donc double :

- **former des agriculteurs pour leur permettre d'animer le projet dans lequel ils s'engagent**
- **constituer un réseau de ressource et d'expériences.**

Sa nouveauté consiste à former des agriculteurs qui deviennent animateurs dans leur propre milieu et qui ne font pas de la formation pour se qualifier, mais pour répondre à des besoins réels et précis. Le programme n'est donc ni figé ni plaqué : il répond à des situations et à des questions clairement identifiables.

A l'issue de la formation, on attend du stagiaire :

- une solide formation technique et/ou scientifique dans son domaine.
- une bonne connaissance du milieu social dans lequel il travaille : acteurs, enjeux, stratégies, institutions, circuits de financement, et autre, afin de réaliser un diagnostic et de faire des propositions cohérentes avec les potentialités locales.
- des méthodes et des techniques d'animation et des méthodologies de l'action.
- la maîtrise du montage de son projet.
- une connaissance d'expériences de développement dans d'autres régions ou pays.

Ils s'agit donc d'articuler la formation et le développement pour mettre en place de nouvelles pratiques sociales, mobiliser les agriculteurs autour de projets motivants, favoriser l'émergence de relais entre les groupes d'agriculteurs et les agents de développement. Il s'agit aussi de créer un réseau fort et efficace pour appuyer des projets innovants portés par des acteurs enracinés dans leur milieu.

*Pierre Yves GUIHENEUF,
GEYSER – 1993*

FICHE 51 : TAHTALI (TURQUIE) OU L'HALLALI SUR L'EAU : UN PROJET PARTENARIAL /

Izmir est la troisième ville du pays avec trois millions d'habitants. Un barrage à quarante kilomètres au Sud sur la rivière Tahtali est en construction pour l'alimenter en eau. Son réservoir devrait monder 2.352 ha. Afin d'éviter les pollutions agricoles, il a été décidé de créer des zones protégées correspondant à des cahiers des charges restrictifs sur les modes de production. Les règles sont actuellement en négociation entre les parties prenantes.

Un travail de diagnostic approfondi est mené avec les différents partenaires pour :

- déterminer l'importance de la pollution d'origine agricole,
- mener des études de marché sur la demande locale potentielle pour les produits issus d'une agriculture non conventionnelle,
- identifier les changements éventuels dans les assolements de cultures et envisager des sources de revenus non agricoles : artisanat, tourisme...

Il est aussi prévu de mener des essais in situ dans les exploitations et plus particulièrement sur les cultures dominantes de la région, notamment les cultures sous serres. En Turquie, il existe actuellement des recherches sur les techniques respectueuses de l'environnement, mais elles sont rares et les résultats obtenus à partir de projets intégrés multidisciplinaires ne sont pas chiffrés.

Il s'agit de montrer aux agriculteurs, traditionnellement réticents aux changements, que les techniques raisonnées sont réalisables : pièges, auxiliaires, plantes banques, fumigation par la vapeur... Un centre

facilitera l'émergence de la communication et la diffusion des alternatives. Le projet est piloté par *l'Université de l'Egée*. D'autres organismes et ONG, telles que la *Chambre des Agriculteurs*, les *Coopératives de la région* et l'*ETO (association des mouvements d'agricultures écologiques)* s'associeront aux missions de recherche et de diffusion.

ETO
Cahiers options méditerranéennes – 1996

FICHE 52 : PALESTINE : QUELLE VULGARISATION POUR UNE AGRICULTURE SOUS SEQUESTRE ?

Dans le contexte des Territoires Occupés de Palestine les organisations associatives, en particulier les O.N.G. (Organisations Non Gouvernementales) ont largement occupé le terrain à la fois pour pallier les rigueurs de l'occupation israélienne et pour tenter de construire et d'accompagner des dynamiques de développement en l'absence d'un état. Le PARC (*Palestinian Agriculture Relief Committee*) constitue la plus grande O.N.G. palestinienne investie dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. A ce titre, il s'est attaqué au problème de la réduction des intrants. Récit de la stratégie de sensibilisation et formation du PARC sur des exemples concrets.

BURGER, P.
Cahiers options méditerranéennes – 1996

FICHE 53 : QUAND SMYRNE ET LA CALIFORNIE CONVOLENT EN NOCES OU L'HISTOIRE HEUREUSE D'UNE INNOVATION AGRICOLE

La figue, fruit rêvé pour les expérimentations de toutes sortes, ce que n'ont pas manqué de faire les paysans depuis toujours, accumulant in-situ un véritable patrimoine de savoir-faire en amélioration génétique. La Turquie de l'Ouest, en particulier la région de Carica, s'est particulièrement illustrée dans cette recherche. Le figuier s'y trouve naturellement bien et la dénomination latine retient aujourd'hui le nom de *Ficus carica* pour désigner cet arbre.

Vers 1880, un missionnaire des Etats-Unis séjournant en Turquie a emporté avec lui en Californie des boutures de figuiers femelles ; une fois plantées, leur pollinisation a donné lieu à une nouvelle variété : *Calysmyrna*, principale variété cultivée aujourd'hui en Turquie. Si le figuier donne des fruits partout, le climat affecte de façon très importante la qualité du fruit destiné à être séché. En Turquie, les conditions locales sont très favorables à la figue. Malgré cela, des problèmes de ravageurs sont apparus en fin de maturité, donc sans possibilité de traitement.

Les chercheurs se sont rapidement aperçus que les apports de nitrates dans l'agriculture moderne, favorisaient les moisissures et les maladies à l'approche de la maturité. Honorant une vieille tradition de production et d'exportation de fruits secs (raisins de Smyrne), la Calismyrne s'est retrouvée sans gros effort sur

le marché international avec toutes les caractéristiques répondant aux critères des productions biologiques où terroir, savoir-faire et qualité retrouvent leur complémentarité.

P. BURGER,
Cahiers options méditerranéennes – 1996

FICHE 54 : PARCOURS DE VULGARISATEUR : AINSI PAR LA ZARATHOUSTRA

Ahmed a un tracteur depuis quelques années et fait des merveilles avec sa charrue jusqu'au jour où inexorablement les rendements faiblissent. Attila a suggéré à Ahmed d'écrire un grand A (en arabe !) avec le ripper du voisin sur son champ.

Au printemps suivant le vert des sillons avait parlé ! Attila Atif a aujourd'hui près de 80 ans. Il a le visage buriné d'un paysan, le verbe acéré d'un chercheur, l'écoute et l'autorité attentive d'un professeur, le conseil précis et modeste du technicien de terrain ; et puis, il respire le bon sens de l'expérience ! Un parcours étonnant de vulgarisateur...

Christophe BEAU,
Cahiers options méditerranéennes – 1996

FICHE 55 : INGENIEURS ET AGRONOMES DANS UN PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL EN SYRIE.

Les ingénieurs agronomes syriens de la plaine du Ghab n'échappent pas à la bureaucratisation d'une administration à planification fortement centralisée. Cependant l'Etat a pris soin depuis l'assainissement et l'aménagement de cette région d'y promouvoir la formation agricole : de ce fait, la plupart des ingénieurs sont issus du monde agricole et une bonne partie de leur famille y exploite des terres. En outre, les primes accordées pour déplacement sur le terrain les incitent à multiplier les sorties : ils peuvent ainsi doubler leur salaire.

La conjugaison de ces deux facteurs fait qu'ils entretiennent des relations suivies avec les paysans qu'ils conseillent et ils connaissent bien les problèmes et les capacités du terrain. Le service des fonctionnaires en Syrie se termine à 14 heures : leur salaire modeste les oblige à exercer une activité complémentaire où ils tentent de valoriser leur savoir technique et leur connaissance des rouages administratifs. Cela a donné lieu à une association ingénieur – paysan particulièrement fructueuse, à une époque où le *Plan de production* ne fournissait des semences et des crédits aux exploitants que pour les trois cultures principales : blé, coton, betterave sucrière.

A la fin de l'été 1976, un ingénieur de l'*Office du Ghab* proposa à un paysan de sa connaissance dans cette région de financer une "opération pommes de terre". Cette culture pouvait s'insérer dans le cycle de rotation prévu par le Plan et des études de sol antérieures prouvaient que la terre s'y prêtait, avec un espoir de bons rendements. Il pensait surtout que la sécheresse en Europe allait se répercuter et provoquer une forte

augmentation des prix au Proche-Orient dans les mois à venir. Il acheta les semences et s'occupa, grâce à ses relations, du transport et de la commercialisation, le paysan apporta eau, terre et main d'oeuvre : ils partageraient en deux le montant de la récolte. Contrairement aux cultures principales, les produits maraîchers relèvent du marché libre. Cette opération fut une réussite financière et permit au paysan d'acquérir une camionnette.

Elle permit une transmission de savoir bien plus rapide et plus efficace que les directives et contrôles officiels : les paysans découvraient les pommes de terre et, de façon plus générale, l'intérêt d'introduire des cultures dérobées dans le cycle des cultures principales. Cependant cela suppose de complexifier l'assolement, de diversifier les cultures, mais surtout de trouver un partenaire financier et un appui afin de bénéficier de quotas d'eau supplémentaires, ce qui n'est pas à la portée de tous les petits exploitants de cette région. En outre, ces cultures vendues sur le marché libre ont un caractère spéculatif : elles peuvent doubler, voire tripler le revenu annuel d'un paysan, mais également l'endetter lourdement.

En dix ans les cultures complémentaires se sont très largement développées. Les paysans ont intégré le jeu du marché et l'analyse des risques. Ceux qui, du fait de leur réussite, deviennent des leaders au sein d'un village ou d'une coopérative, diffusent à leur tour autour d'eux les leçons de leur expérience, ce qui a permis l'extension de cette pratique au delà de la plaine du Ghab.

Cette fiche est extraite de *"Bâtisseurs et Bureaucrates : Ingénieurs et Société au Maghreb et au Moyen-Orient."*

*Fiche de K. HALABI – 1993
à partir du document de F. METRAL,
ETUDES SUR LE MONDE ARABE, 1990*

FICHE 56 : COMMENT COMMUNIQUER LES PROGRES DE LA RECHERCHE AGRICOLE EN ZONE RURALE SONINKE ?

L'ORDIK (Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbine) implantée à 35 km de Kayes, dans la première région du Mali est une association regroupant neuf villages et deux hameaux de culture et travaillant en lien avec les migrants de ces localités établis en France.

A l'origine de cette mobilisation communautaire se trouve la volonté d'améliorer le potentiel agricole de la zone. Le constat est notamment fait que les espèces utilisées ne sont plus adaptées au contexte issu de la sécheresse des dernières décennies. Afin de favoriser le recours à de nouvelles semences, les techniciens agricoles de l'ORDIK mettent donc en oeuvre une politique originale de communication. Celle-ci est basée sur l'expérimentation pratique. Plutôt que de longs exposés théoriques sur les avantages comparatifs de telle ou telle plante, Anthioumane Baradji et ses collègues choisissent, dans chaque village, quatre volontaires qui acceptent de consacrer une partie de leur champ à la nouvelle culture.

Une fiche de suivi est mise au point par l'équipe technique. Elle comprend différentes rubriques sur la description de la parcelle, son exploitation antérieure, les propositions d'améliorations possibles et des demandes de renseignements sur l'unité de production elle-même : nombre d'hommes, de femmes, d'enfants, de saisonniers, montant des revenus migratoires...

L'équipe du projet a constaté que les paysans ne manifestaient pas face à ces questions très précises, la réticence dont ils font preuve habituellement envers les services étatiques. Ils ont compris que cet exercice n'avait aucun lien avec le recensement nécessaire à l'établissement de l'impôt et qu'il était au contraire dans leur intérêt de répondre franchement. Cette fiche est donc remplie par le technicien avec le volontaire ou par la personne choisie dans le village pour être le relais agricole de l'équipe technique quand celle-ci ne peut se déplacer pendant l'hivernage, à cause du mauvais état des pistes.

Par ailleurs, des visites sur la parcelle pilote sont organisées pour l'ensemble des agriculteurs. Une fois la récolte effectuée, la nouvelle production voit également son goût et sa praticité culinaire évalués par la femme de la famille. Lors des réunions mensuelles du comité, organe de décision de l'association, techniciens et volontaires procèdent à un bilan détaillé de l'état d'avancement du travail. Les résultats des essais sont également diffusés par la Radio Rurale de Kayes. Enfin, une restitution de l'ensemble de l'expérience a lieu pour tout le village. Si le succès est réel, les nouvelles semences sont alors disponibles auprès du magasin intervillageois afin de leur assurer une utilisation massive.

Pour augmenter la quantité et la qualité de la production agricole de la zone ORDIK, l'équipe technique développe une méthode de communication axée sur l'expérimentation faite par les villageois eux-mêmes. Selon Anthioumane Baradji, "les paysans ne sont pas faciles à convaincre. Mais quand ils ont vu, c'est bon". En alliant savoir scientifique et pratique paysanne, l'innovation agricole se diffuse au coeur des villages adhérant à l'ORDIK.

FONTENEAU-A. BARADJI – 1994

FICHE 57 : LA RECHERCHE PARTICIPATIVE PAYSANNE : UN EXEMPLE.

L'utilisation des pesticides en Asie du Sud-Est est en augmentation depuis les années 1960 et on s'attend à la poursuite de cet accroissement si les méthodes alternatives de lutte anti-parasitaire ne marquent pas de sérieux progrès. Aux Philippines, en 1980, la production du riz absorbait 54 % du total des pesticides vendus. De plus, il faut tenir compte de l'impact psychologique des programmes gouvernementaux antérieurs qui, dans un effort désespéré pour que les Philippines deviennent autosuffisantes en riz, prônaient l'utilisation massive des pesticides. C'est dans ce contexte que le Programme Femmes et Vulgarisation de la lutte anti-parasitaire intégrée a été lancé en 1986, conçu et mené par une équipe interdisciplinaire de chercheurs composée de femmes.

La première phase du projet a été consacrée à recueillir l'information en vue d'améliorer l'adaptabilité de la technologie existante aux villages cibles. D'autre part, le projet mettait en avant le partenariat entre chercheurs, ménages paysans, agents locaux de vulgarisation du Département de l'Agriculture et tous autres secteurs du village concerné par la dimension communautaire du projet. Il faut cependant souligner que les femmes ne représentaient pas une composante spécifique du projet. L'enquête de repérage a été confiée aux maîtres d'école. Elle a confirmé l'hypothèse de départ : les paysans cibles dépendant des pesticides de synthèse pour leur lutte anti-parasitaire et leur perception de la situation est plutôt vague.

Les femmes jouent un rôle important : 70 % de celles qui ont répondu à l'enquête ont déclaré que c'étaient elles qui achetaient les engrais et les pesticides, mais qu'elles se référaient à leurs maris ou à l'expérience du voisinage pour le choix des marques.

Le projet étant basé sur une approche "à partir de la base", les problèmes ont été identifiés avec la participation active des paysans et de leurs femmes. Leurs propres champs, considérés comme des laboratoires, ont servi à les former à la lutte anti-parasitaires intégrée. La formation à la reconnaissance des insectes nuisibles et ennemis naturels, aux méthodes appropriées de prise d'échantillon et les prises de décision ont été faites sur le principe de base du dialogue de "personne à personne" dans chaque ferme de chaque participant au projet. Les résultats économiques et agronomiques des essais ont été restitués aux paysans après chaque saison de récolte.

Bien qu'il soit trop tôt pour faire une évaluation de l'impact du projet, certaines activités en témoignent d'elles-mêmes. Ainsi certaines femmes consultent l'équipe du projet avant de décider quel pesticide acheter ou avant de faire une pulvérisation. On note aussi un changement d'attitude quant à l'usage des pesticides dont les pulvérisations chez les producteurs de riz ont décliné de 4-6 à 0-2 pendant les deux ans et demi de présence de l'équipe du projet. Cependant l'équipe craint qu'ils n'aient pas encore acquis la capacité nécessaire à des prises de décisions intelligentes.

Le projet devant prendre fin en décembre 1989, l'équipe a formé à la lutte anti-parasitaire intégrée de jeunes garçons de 10 à 13 ans auxquels les paysans pourront faire appel et pris diverses mesures pour que l'acquis soit préservé. Pour plus d'information sur cette expérience, s'adresser aux auteurs de l'article à l'adresse suivante : *UPLB, College of Agriculture, Department of Entomology LAGUNA 4031 Philippines.*

*Candida ADALLA et al
"ILEIA NEWSLETTER", 1989*

FICHE 58 : COMMENT DEUX COMMUNAUTES PAYSANNES ONT CESSÉ DE PRATIQUER LE BRÛLIS DANS L'ÉTAT DE MINAS GERAIS

Dans les communautés rurales de Sapata et de Prata (vallée du Jequitinhonha, Etat de Minas Gerais, Brésil), le *PTA (Projet de technologies alternatives)* a organisé deux cours d'agriculture alternative. Caritas, qui appuie ces communautés, a réuni dix agriculteurs pour étudier comment donner suite à ces cours du PTA. Deux au moins des leaders qui avaient participé à ces cours les ont retransmis cours dans leurs communautés, et ceci de la façon suivante :

- En premier lieu, ils ont expérimenté ces technologies alternatives dans leurs propriétés et en ont beaucoup parlé dans leurs communautés.
- Ils ont réussi à organiser une expérimentation collective des technologies présentées dans les cours : pas de brûlis, mulch en ligne, couverture morte, utilisation du niveau "A" (le terrain appartenait à Caritas dans l'un des cas, à l'un des leaders dans le second cas).
- Ils ont réalisé des cours d'une journée où ils ont présenté les technologies qu'ils avaient déjà expérimentées (Ils ont préparé eux-mêmes des affiches pour illustrer leurs cours).
- Ils ont cherché à conscientiser les enfants sur ces problèmes en réalisant des cours dans les écoles.

Des onze agriculteurs qui ont été interviewés et qui avaient participé aux cours du réseau PTA/MG, dix ont cessé de faire du brûlis, huit ont commencé à faire du mulch en ligne et sept de la couverture morte. Ils ont dit que presque tout le monde dans les deux communautés avait cessé de pratiquer le brûlis. Les agriculteurs étant proches les uns des autres, une pression sociale s'exerce pour que les agriculteurs cessent de pratiquer le brûlis par le fait d'avoir constaté les résultats obtenus dans les propriétés des leaders et d'avoir

participé à l'expérimentation collective et d'avoir compris la raison d'éviter les brûlis : ils se sont rendu compte de la vie qui existe dans la terre.

L'un des deux leaders qui ont organisé la retransmission des cours est un jeune homme qui a été récemment élu président du conseil de la communauté. Ils ont commencé tout seuls, mais ils ont maintenant l'appui d'un technicien de Caritas. La stratégie de divulgation des technologies alternatives commence par la récupération des sols. Malheureusement, il n'a pas été possible d'interviewer des agriculteurs qui n'avaient participé qu'aux cours organisés par les leaders.

La fiche résulte d'un entretien de Geneviève Prady avec le Réseau PTA/MG.

PTA, 1989

FICHE 59 : LE BOND EN AVANT DU MAÏS MEXICAIN.

A San Cristobal, dans la région du Chiapas au sud du Mexique, André Aubry dirige *un institut privé d'anthropologie pour la région Maya : l'INAREMAC*. Cet institut conduit des micro-expériences exploratoires dans différents domaines, dont l'agriculture.

Dans cette région montagneuse, on cultive traditionnellement le maïs en utilisant le brûlis, mais le terrain s'épuise en quelques années, d'autant plus qu'on ne conserve pas le rideau d'arbres nécessaire pour protéger la terre de l'érosion. Quand l'érosion apparaît, le paysan va cultiver un lopin ailleurs, parfois à des heures de marche. La famine est endémique : une famille paysanne qui consomme de 400 à 675 kg de maïs par an ne dispose que de 3 à 5 hectares de terres, dont le rendement ne dépasse pas 95 kg de maïs à l'hectare.

Sur la parcelle type du programme de l'INAREMAC, un paysan "pilote" a construit des terrasses planes, travaillé la terre profondément avec pelle, pioche et râteau (outils jusqu'alors inconnus), fumé son terrain avec les ordures ménagères, semé "scientifiquement" (80 cm entre les plants), à des dates choisies et a conservé les arbres et ronces qui préservent les jeunes pousses.

Dès la première année, grâce à des moyens accessibles à tous les paysans, la production a été de 1.023 kg à l'hectare et de 1.400 kg la deuxième année. Avec de meilleurs sols, d'autres paysans ont obtenu jusqu'à 2 ou 3 tonnes à l'hectare.

L'expérience a fait boule de neige : la parcelle type est située au bord d'un sentier fréquenté par les paysans de trois communes. Sur 10 % de sa surface, on a conservé les techniques traditionnelles pour mettre les différences en évidence. Cependant, alors que les paysans utilisant les techniques traditionnelles ne travaillent sur leur lopin que trois mois par an, les nouvelles façons culturales et l'entretien des terrasses exigent un travail toute l'année.

Cette expérience n'est pas un cas isolé : de nombreuses ONG qui travaillent dans le domaine agricole ont déjà expérimenté les bienfaits de la démonstration. On constate aussi que les techniques culturales traditionnelles occupent moins les paysans que les techniques "modernes". Quelles conditions devraient être réunies pour que ce genre d'expérience puisse être extrapolé à d'autres régions d'agriculture paysanne défavorisée ?

Fiche de M. BEY – 1992
à partir d'un article de J. LONGCHAMP,
LE MONDE, 1981

FICHE 60 : LA PRODUCCION DE PALMA CAMEDOR – APOYO AL DESARROLLO SUSTENTABLE EN LA SIERRA DE SANTA MARTA, VERACRUZ – METODOLOGIA.

El Proyecto Sierra de Santa Marta (PSSM) busca, junto con los campesinos y comunidades de esta región indígena, alternativas de manejo sustentable de los recursos naturales, que mejoren las condiciones de vida de la población. En esta región, de importante biodiversidad, existe un área protegida.

A diferencia de las estrategias de preservación que tratan de excluir o restringir la utilización de los recursos naturales en las áreas protegidas, el PSSM concibe la conservación como una cuestión vinculada al desarrollo. Es desde esta perspectiva que el PSSM diseñó un programa para la conservación y aprovechamiento de los recursos forestales, que incluye el manejo y cultivo de palma camedor, como un ejemplo de la viabilidad económica de aprovechamiento de los bosques y acahuales. La palma es colectada desde hace años por la gente, y tiene mercado.

Entre los objetivos de este programa están la experimentación con los campesinos de la propagación y repoblación en los sitios donde el recurso se ha agotado, y el establecimiento de plantaciones en las comunidades forestales con mayor número de cortadores.

El método seguido tiene tres componentes :

- Investigación básica.
- Convocatoria y Organización. El PSSM convocó, en asambleas ejidales, a organizar grupos de trabajo que se registraron formalmente y nombraron una directiva que coordinaría los trabajos y representaría a cada grupo en solicitudes de créditos y otras acciones. En reuniones periódicas de los grupos y en talleres con grupos de distintas comunidades se discuten los avances, problemas y se planifican las acciones necesarias para continuar con el proyecto o dirimir conflictos intercomunitarios.
- Investigación experimental y promoción de técnicas para el establecimiento de viveros y plantaciones. Se avanzó, junto con los campesinos, en la experimentación y registro de distintas técnicas para la propagación y cultivo de las palmas. Estas son, en el caso de viveros : preparación de terreno y camellones para semilleros, recolección, 3 técnicas de estratificación y escarificación de semillas para acelerar la germinación, cuidados del vivero y de las plántulas.

El establecimiento de plantaciones incluyó recomendaciones para seleccionar el lugar y el tipo de sombra ; la forma y época del año en que se deben recolectar y trasplantar palmas silvestres ; el diseño y densidad de la siembra según la especie, y el uso de terrazas individuales para la siembra en terrenos con pendiente fuerte. Por último el mantenimiento y cuidados a la plantación comprenden la limpieza del terreno, fertilización natural y el combate a posibles plagas.

La capacitación y difusión de las técnicas promovidas se realizó mediante presentaciones con transparencias, rotafolios y folletos. Se privilegió la realización de talleres en cada comunidad con demostraciones prácticas y trabajo directo en los terrenos.

En algunos casos, a propuesta de los mismos campesinos, se trabajó en conjunto para establecer viveros y parcelas demostrativas donde se realizaban las labores necesarias para cada propósito, de tal forma que los compañeros que tuvieran alguna duda visitaban dicho lugar para rectificar o aprender in situ. Otra técnica consistió en visitar plantaciones de palmas establecidas en lugares cercanos que permitieran la capacitación de campesino a campesino, así como el aprendizaje de la observación y cuestionamiento directos.

Para apoyar la formación de cuadros campesinos para la asesoría, experimentación y la extensión del cultivo de palmas, se dedicó especial atención a los productores más destacados, y reconocidos como tales en cada comunidad, para prepararlos como promotores del proyecto. Esto se ha hecho con un seguimiento sistemático de supervisión y discusión sobre los avances y resultados de sus plantaciones y viveros el diseño y ejecución de algunos experimentos ; así como promoviendo su participación en las evaluaciones de campo de los trabajos de sus compañeros.

Problemas metodológicos : Es difícil realizar experimentación muy rigurosa con los campesinos, ya que hay una fuerte tendencia a variar los parámetros, lo cual dificulta la comparación estadística. Sin embargo, un acercamiento de tal naturaleza permite introducir la práctica de la experimentación o de "hacer una prueba". La heterogeneidad de los saberes y las acciones campesinas también permiten innovaciones producto del azar o la experimentación deliberada bajo otras concepciones que, posteriormente, pueden resultar válidas y recomendables.

A nivel campesino la mejor forma de transmitir y enseñar técnicas es la observación directa y la demostración práctica. Los folletos y rotafolios tienen sus limitaciones en una población analfabeta y/o con escaso dominio del español, aunque para un porcentaje importante de jóvenes con algún grado de escolaridad funcionan bien. Se han evidenciado las ventajas de la transmisión de campesino a campesino con respecto al extensionismo de los técnicos con lenguaje más sofisticado y cultura distinta.

*Fiche de G. ALATORRE – 1994
à partir du document de F.R. RAMIREZ,
Proyecto Sierra Madre de Santa Maria, 1994*

**FICHE 61 : LA VALORISATION DES RESSOURCES ET DES SAVOIRS LOCAUX EN MILIEU RURAL
HAÏTIEN, UNE APPROCHE PRAGMATIQUE. – OU COMMENT LE SOE S'APPLIQUE A FORMER DES
ANIMATEURS ET DES MATRONES ISSUS DU MILIEU PAYSAN, A VALORISER LES SAVOIRS
TRADITIONNELS SANS LES IDEALISER.**

La philosophie du SOE (*Service Oecuménique d'entraide*) en Haïti, est d'aider la population à prendre en mains ses propres problèmes, à participer à leur identification, à rechercher des solutions et à exécuter les programmes correspondants. Mais les paysans pauvres, méprisés, dévalorisent leur propre savoir et ne sont pas habitués à voir promues des personnes issues de leur sein. Les cadres du SOE ont pu intervenir au départ parce qu'ils étaient auréolés du savoir de "grand docteur". C'est grâce à ce prestige, paradoxalement, que le SOE va pouvoir commencer à donner confiance aux plus pauvres dans leurs propres capacités.

1) Approche des savoirs médicaux traditionnels :

"Le petit paysan attribuait au médecin un pouvoir indiscutable ; des réflexions comme "après le bon Dieu le Docteur" le confirment. Reconnaître en tant que médecin la valeur des savoirs paysans en matière de santé a une portée pédagogique incontestable. Mais le savoir paysan charrie aussi des illusions. La maladie étant la norme, le "gros ventre" (malnutrition) est normal ; certains parents viennent consulter pour un enfant qui ne tousse pas, pensant qu'il n'arrive pas à éliminer ; les matrones décrivent une infection comme les suites normales d'un accouchement, etc... Certaines plantes "médicinales" se sont avérées toxiques.

Le SOE a mené une recherche sur les savoirs traditionnels car ils ont un intérêt non seulement culturel mais aussi économique : les médicaments coûtent cher. Il a étudié l'itinéraire thérapeutique de la population face aux différentes maladies, les recours aux différents types de soignants (par exemple les paysans ne viennent jamais au dispensaire pour les pathologies digestives et presque toujours pour les infections respiratoires), les plantes utilisées et leur dosage.

Par recherche dans la littérature médicale et analyse en laboratoire, le SOE s'est forgé une opinion sur leur efficacité et a pu recommander des jardins de plantes médicinales. Il a aussi établi de véritables protocoles d'utilisation des remèdes traditionnels en évitant deux écueils fréquents : l'idéalisation et le pur recueil des savoirs, sans portée critique ; le pillage des connaissances paysannes pour l'industrie. Dans certains cas il a fallu exhumer des connaissances presque perdues.

2) Promotion d'agents de santé issus du milieu :

Dans les programmes du SOE, l'encadrement est en partie issu des populations bénéficiaires, les paysans moyens-pauvres. C'est notamment le cas des "matrones", analphabètes pour la plupart, qui vivent au sein de la population. Le SOE leur a donné une formation et un diplôme (ce qui est important). C'est aussi le cas des animateurs de développement rural, paysans à qui le SOE a donné un surplus de savoir qui constitue un capital. Les agents de santé appartiennent à une couche sociale un peu plus élevée car ils sont tenus d'avoir le certificat d'études. Ainsi le SOE, comme d'autres ONG mais au contraire de l'Etat, a su faire émerger une nouvelle catégorie de dirigeants locaux, issus du peuple et enracinés dans le milieu.

Cela ne va pas bien entendu sans ambiguïté. Les nouveaux intermédiaires jouissent d'un pouvoir de convocation, de mobilisation de la communauté qu'ont perdu les anciens notables ; ils peuvent en abuser, se croyant seuls à diriger une organisation paysanne. Ils ont bénéficié d'une réelle promotion économique et sociale qui se manifeste parfois par un changement d'habitat. Cela ne va pas sans réactions : "on accepte généralement mal la mobilité sociale à partir de catégories défavorisées et la recherche de la promotion individuelle est tellement ancrée dans les mentalités qu'on s'attend à ce que l'animateur et l'agent de santé profitent de leur statut à leur seul avantage".

3) Production locale d'aliments enrichis : la dévalorisation de la nourriture pour pauvres

À une époque, le SOE a cherché à promouvoir l'AK1.000, un aliment enrichi pour nourrissons diffusé avec succès en Amérique Latine et aux Philippines. Mais l'AK1.000, du fait de la stratégie de diffusion, a acquis au départ l'image de nourriture pour pauvres et les paysans, de ce fait, ne l'ont pas jugée assez bonne pour leurs enfants. Même échec avec les éoliennes : introduites par le SOE elles sont apparues comme l'éolienne du pauvre, non conformes à l'image du blanc.

Conclusion :

1) L'innovation se situe toujours au confluent de "l'endogène" – les acquis, savoirs et représentations d'une population – et "l'exogène" – les emprunts à l'extérieur –. C'est souvent un groupe social particulier qui va chercher ailleurs de nouvelles idées et techniques. Dans d'autres cas, l'apport extérieur se fait par l'éducation. Ici dans une population pauvre, c'est un organisme extérieur qui va chercher à susciter une synthèse.

2) Le développement, qu'on le veuille ou non, produit toujours une différenciation sociale dont les effets ne sont pas tous positifs. L'approche du SOE est réaliste : il assume cet effet de différenciation mais veille à ce que les effets positifs l'emportent sur les effets pervers.

3) L'effort fait pour valoriser des savoirs locaux sans pour autant les idéaliser ou renoncer à les confronter à d'autres est remarquable. Dans l'esprit de la population les savoirs traditionnels et les savoirs "blancs" sont peut-être juxtaposés plutôt qu'associés ; ils relèvent de deux représentations différentes du monde.

La fiche est fondée sur une sélection de textes du SOE, effectuée par Véronique DORMER.

P. CALAME, 1992

FICHE 62 : LES GROUPES D'INTERET

Un certain nombre de projets de développement cherchant à introduire des innovations techniques en milieu rural rencontrent des échecs, qui sont alors interprétés en référence aux "défauts" (d'attitude, de formation...) du milieu paysan, ou aux insuffisances de la "communication" dans la transmission des connaissances. S'interrogeant sur les conditions de succès de cette transmission, l'organisme IRFED/EDI (France) a élaboré une méthodologie centrée sur la notion de "groupe d'intérêt".

Il s'agit d'une structure de dialogue/réflexion/production, composée d'agriculteurs rassemblés autour d'une production donnée, avec des objectifs fixés en commun, en réponse à des préoccupations communes. Dans l'esprit du projet, chaque participant dispose de sa propre parcelle et reste libre du choix de ses moyens techniques. Le groupe d'intérêt constitue un espace privilégié de dialogue autant qu'un interlocuteur privilégié pour les échanges à une échelle dépassant celle du village. Par ailleurs, cette méthodologie vise surtout à aider les agriculteurs à développer leur organisation et à maîtriser leurs entreprises. Dans cette optique, le projet cherche à favoriser l'émergence de fonctions (telles celle de responsable technique).

A partir de 1990, cette méthodologie a été appliquée par IRFED/EDI à l'introduction de variétés végétales dans le secteur de Contuboe (Nord-Est de la Guinée-Bissau), dans le cadre du Programme de recherche paysanne du Département guinéen de recherche agricole. Sa mise en place a été précédée de deux années d'étude des problématiques locales et de premières implantations de variétés testées en station et retenues en fonction des préoccupations exprimées par les agriculteurs. Leur succès a permis de créer un climat de confiance entre agriculteurs et chercheurs.

Les étapes de mise en place des groupes d'intérêt (GI) sont les suivantes : des réunions préparatoires, regroupant l'ensemble des agriculteurs d'un village donné sont tenues au cours desquelles les agriculteurs exposent les problèmes auxquels ils sont confrontés. Ensuite, chercheurs et animateurs formulent une synthèse sous forme de constats et de "problèmes à résoudre" ("comment faire pour que... ?"). Au sujet d'un problème donné, des personnes ayant un intérêt commun peuvent alors décider de se réunir en "groupe d'intérêt", soit pour mettre en pratique une proposition d'alternative déjà avalisée, soit pour poursuivre des expérimentations en vue de résoudre le problème.

Des thèmes de travail sont fixés pour chaque membre du groupe. Par ailleurs, au-delà de cette organisation au sein du village, des visites sont organisées dans des villages environnants. Après une visite de champs et un échange d'expériences, les agriculteurs(trices) en font un compte rendu public. Les échanges entre groupes d'un même village (éventuellement regroupés en "association villageoise"), puis entre villages voisins,

pourraient permettre, respectivement, une réflexion sur les problèmes du développement communautaire du village, et la définition d'une ligne commune de développement. Les associations villageoises pourraient alors devenir de véritables partenaires négociant les politiques régionales de développement avec les autorités.

En 1992, IRFED/EDI a procédé à une enquête d'évaluation des groupes d'intérêt dans le secteur de Contuboel dans le but de déterminer la perception qu'en ont les agriculteurs et de mesurer leur importance au regard des problématiques du développement. Globalement, l'enquête a mis en évidence une certaine diffusion de l'information, entre autres par les voies traditionnelles, et une perception très favorable de ce nouveau type de structure. Ainsi, un certain nombre de GI ont été créés en 1992 sans appui extérieur. Les fonctions de président, trésorier et responsable technique ont été largement adoptées.

Les villageois font preuve d'une volonté de gestion, d'organisation, de structuration dont les politiques de développement n'ont jusqu'à présent pas tenu compte. Toutefois, alors que dans l'esprit du projet, chaque participant a sa parcelle, la moitié des GI créés en 1992 fonctionne autrement. Le projet préconise aussi une participation aux GI sans distinction de sexe, d'âge, de statut social, d'appartenance ethnique ; en fait, les trois quarts des GI apparus ont une composition exclusivement masculine ou exclusivement féminine. Dans le contexte du partage traditionnel des activités suivant le sexe, ce n'est pour le moment qu'autour de la culture du niébé (légumineuse) que hommes et femmes peuvent s'associer.

On peut noter que la volonté de regroupement est particulièrement marquée pour la production de riz (pour les femmes) et de céréales (pour les hommes), destinés à la consommation locale, contrairement aux productions commerciales (arachides, coton).

A la lumière de cette expérience, le rapport d'enquête avance qu'il ne saurait y avoir de création d'une dynamique de groupement (dans l'optique d'un développement reproductible) que si cette dynamique est induite à la base par un investissement productif limité et supportable et un processus de consensus social.

Les limites de ce type d'action : d'une part que la dynamique s'essouffle en l'absence d'encadrement ou de hiérarchie interne, et d'autre part que les GI ne s'attaquent qu'aux problèmes simples. Le rapport d'enquête ne revient pas sur ces points – en tout cas, ce type de structure semble s'être diffusé en l'absence d'animateurs. En revanche, il souligne que les GI plus récents fonctionnent de façon différente par rapport à ceux créés initialement. En fait le projet balance entre un certain volontarisme (instaurer un égalitarisme de sexe, de génération, ou autre, à l'intérieur des GI) et le souci de respecter les traits socio-culturels locaux.

*Fiche de N. SILHE – 1993
à partir du document de J.S. CANALS,
RITIMO-IRFED, 1992*

<p>FICHE 63 : LES REGLES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'AGRICULTEURS DU GERDAL.</p>

Elaborées au fur et à mesure de l'expérience des groupes du Gerdal, ces règles de fonctionnement sont ici explicitées pour être plus transparentes et éviter les confusions entre les rôles et les objectifs de chacun.

1 – La composition du groupe. Le sujet des expériences du Gerdal, c'est l'ensemble des agriculteurs, agricultrices et aides familiaux d'une commune exerçant leur métier dans des conditions voisines et parlant entre eux. Le principe est de se baser sur une pratique existante et informelle de dialogue professionnel.

2 – L'équipe d'aide. L'action est conduite à l'initiative d'équipes d'aide composées des techniciens ou formateurs, conseillées par un sociologue ou formateur du Gerdal. Chaque équipe peut animer plusieurs groupes. Elle reçoit une formation initiale et évalue périodiquement son action. Les groupes sont invités à "venir parler de leur préoccupations, pour voir ce que l'on peut faire ensemble". Le travail de l'équipe d'aide consiste à partir de difficultés ou de souhaits pour arriver à définir des problèmes traitables par le groupe (questions du type : "comment faire pour... ?"). Les agriculteurs sont invités à constituer des sous-groupes qui se réunissent périodiquement pour traiter chaque problème.

3 – Exigences. Le dialogue entre agriculteurs doit occuper la place centrale dans les réunions, et l'équipe d'aide doit renoncer à convaincre, à imposer ses points de vue. Elle doit aider les agriculteurs à atteindre leurs buts et non pas leur faire exprimer des besoins en se réservant la recherche des solutions ou en tentant de "connaître leurs représentations" pour mieux faire passer leurs propres propositions.

Pour cela, un certain nombre de techniques d'animation doivent être maîtrisées par l'équipe d'aide : faire le point, clarifier les positions, montrer sur quoi on bute, dégager des orientations, etc... Celle-ci est également invitée à porter son attention sur plusieurs difficultés : les conflits à l'intérieur du groupe, le discours envahissant des agriculteurs proches des techniciens et les questions formulées aux techniciens. Si ceux-ci y répondent, le risque est de réduire le débat à une série de questions-réponses et, si ils n'y répondent pas, de provoquer un désarroi ou un sentiment de manipulation.

Les techniciens sont bombardés de questions quand le groupe doute de ses possibilités à résoudre le problème : il faut donc les prévenir en organisant le débat et en laissant voir ses perspectives. Quand une question est posée, il faut évaluer son intérêt par rapport au problème traité, y répondre et montrer en quoi la réflexion se trouve modifiée. Des règles plus spécifiques peuvent s'appliquer aux questions complexes.

Dans tous les cas, les techniciens ne doivent pas effectuer des enquêtes ou des recherches d'information à la place du groupe. Cependant, quand les démarches de recherche sont nécessaires, les techniciens peuvent aider les agriculteurs à élaborer des procédures adaptées (expérimentation, recherche de références...). Dans ces phases de recherche, les techniciens doivent donc cesser de se considérer comme des relais au service des agriculteurs, mais comme des partenaires d'une équipe de recherche pluridisciplinaire.

4 – Recherches pour l'action. Les équipes d'aide sont des équipes de recherche pour l'action. Leur expérience doit être socialisée à l'intérieur du Gerdal, notamment pour aider à faire évoluer ces règles et les adapter aux spécificités de chaque situation.

*Pierre Yves GUIHENEUF,
GEYSER – 1993*

Le GERDAL a formulé son projet en 1983, suite à la mobilisation engendrée par les Etats Généraux du Développement Agricole. Ce projet a été proposé aux responsables du programme "Diversification des modèles de développement rural" présidé par M. Jollivet.

Trois hypothèses fonderaient sa conception :

1 – Le "sujet" du développement ne doit pas être l'agriculteur isolé mais le "groupe professionnel local" : collectif d'agriculteurs mobilisé autour d'une réflexion commune et de projets locaux. L'enjeu de ce postulat était de rompre avec les démarches de développement classiques, qui sélectionnent des individus dans le tissu social et les mobilisent autour des projets individuels. Il s'agissait donc de trouver une alternative à ces procédés qui favorisent l'élitisme et l'exclusion.

2 – Les agriculteurs sont les mieux placés pour définir leurs propres problèmes. Cette proposition s'opposait aux clichés classiques qui attribuent aux agriculteurs les tâches d'exécution, et aux techniciens celles de diagnostic et de recherche de solutions. Il s'agissait aussi de dénoncer une soi-disant "objectivité" du regard scientifique par rapport au simple "point de vue" des agriculteurs eux-mêmes sur leur réalité.

3 – Enfin, l'expression des problèmes et la recherche collective de solutions sont facilités par une "fonction d'aide", qui peut être apportée par les techniciens agricoles moyennant une qualification adéquate et une redéfinition de leur mission. Il ne s'agissait plus pour eux de diffuser des connaissances ou de donner des conseils, mais d'aider les groupes locaux à formuler leurs problèmes et à mettre en oeuvre les solutions.

D'un point de vue méthodologique, l'expérience s'appuie sur les réseaux professionnels locaux (groupes informels d'échange entre agriculteurs) et tente d'insérer la fonction d'aide auprès de ces groupes dans les dispositifs institutionnels existants de conseil technique et de vulgarisation. Une formation spécifique a donc été proposée aux techniciens agricoles des institutions volontaires. Cette formation ainsi que le suivi scientifique de l'expérience, a été assurée par le Gerdal.

De 1983 à 86 était prévue la phase expérimentale. La phase suivante, opérationnelle, ne s'est réalisée que dans un département, celui du Cantal, où la presque totalité des agents de la Chambre d'Agriculture ont animé des groupes selon les principes du Gerdal. Le projet du Gerdal a rencontré des difficultés financières qui peuvent expliquer sa faible diffusion, mais a également été l'objet d'opposition de la part de certaines institutions agricoles qui craignaient de se voir déstabilisées par la prise d'initiative des groupes d'agriculteurs. En revanche, la méthode a essaimé dans d'autres milieux professionnels : au *Centre d'Etudes et de Formation de la Coopération Agricole Française* et à l'*INSEE*.

L'expérience a montré une capacité très différenciée des groupes locaux à prendre en charge leurs problèmes. Le Gerdal estime que cette caractéristique dépend notamment de la forme des réseaux de dialogue entre agriculteurs. De façon générale, elle semble moins élitiste que les démarches classiques – diffusionnistes – de développement, et réussit notamment à donner un rôle plus actif aux femmes, aux ouvriers et aux agriculteurs "oubliés" par les conseillers agricoles.

L'une des remarques faite au Gerdal, c'est que les relations de voisinage semblent disparaître au profit de l'engagement des agriculteurs dans des cercles d'échanges plus larges et diversifiés, et donc que le localisme qui sous-tend l'expérience appartiendra bientôt au passé. D'après les études du Gerdal, il semble que les relations éloignées ne remplacent pas les relations de voisinage, mais s'y ajoutent. Ces dernières seraient au contraire enrichies par la montée des multi-appartenances.

Avec le développement de celles-ci, les agriculteurs sont impliqués dans des réseaux de formes et d'échelle différentes. Le Gerdal s'intéresse depuis quelque temps au repérage des lieux de formulation et de traitement des problèmes, et aux lieux de production de normes sociales. Une nouvelle orientation de recherche pourrait consister dans l'identification du fonctionnement de ces réseaux, afin de déterminer comment ils peuvent être renforcés, et comment le débat entre eux pourrait être facilité.

Pierre Yves GUIHENEUF,
GEYSER – 1993

**FICHE 65 : DES SOLUTIONS INDIVIDUELLES AUX REALISATIONS COLLECTIVES – LES
EXPERIENCES DU COMITE D'ETUDES ET DE PROPOSITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DES
ACTIVITES PAYSANNES – CEP –**

Les agriculteurs "hors-normes" ne sont pas seulement des débrouillards ayant des pratiques individualistes. Le CEP (*Comité d'Etudes et de Propositions pour le développement des activités paysannes*), créé par des animateurs de *Peuple et Culture* et des agriculteurs de l'Isère, a à son actif de belles réalisations collectives. Cet article en signale quelques unes, de 1979 à 1984.

Le CEP est né d'une volonté commune de ses fondateurs de fournir des solutions pour l'installation de jeunes en zones difficiles. Pour cela, le CEP a décidé – non pas de fournir aux agriculteurs une aide technique renforcée – mais d'aider les agriculteurs à prendre leurs affaires en main et à chercher eux-mêmes une solution à leurs problèmes : c'est le projet *Paysan Animateur*, soutenu grâce à des financements publics (européen, national, départemental).

Les animateurs de *Peuple et Culture* se chargent de mettre en relation les agriculteurs avec des personnes susceptibles de les aider. De multiples projets ont été menés à bien : création d'un petit abattoir et vente directe de viande, accueil de scolaires, ouverture d'une boulangerie coopérative, collecte et expérimentation de variétés végétales rares adaptés à la montagne, etc... Trois d'entre eux permettent de mieux illustrer la démarche du CEP.

Le premier projet est celui d'un groupe d'éleveurs mal à l'aise dans leur relation avec les vétérinaires : ceux-ci sont chers, et l'agriculteur se sent dépossédé de son savoir sur la santé animale. Un petit groupe d'agriculteurs, un vétérinaire et un animateur parlent longuement du problème, et font le tour des expériences mutualistes dans ce domaine en France.

Le groupe réalise alors un travail de sensibilisation auprès d'autres agriculteurs avec une proposition précise inspirée d'expériences en cours. Un groupement est alors créé regroupant 38 éleveurs. Un an plus tard, il compte plus d'une centaine d'adhésions. Des vétérinaires sont salariés par le groupement, et rémunérés par des cotisations annuelles qui sont calculées en fonction de la taille du troupeau de chacun.

Le second projet a longtemps été le porte-drapeau du CEP : c'est l'opération Yéti. Le CEP se posait la question de l'adaptation du matériel agricole aux agriculteurs de montagne. Prenant contact avec un

bureau d'études spécialisé dans les technologies appropriées, le CEP entame l'expérimentation d'un tracteur à chenilles "passe-partout", appelé yéti.

Trois prototypes successifs sont nécessaires à l'aboutissement d'un modèle commercialisable. L'aventure mobilise des financements conséquents et des acteurs divers : ingénieurs, artisans-agriculteurs, collectivités locales... Une entreprise est créée : Yéti-construction, qui mettra également au point un engin articulé à chenille, appelé Mouflon. Cette démarche sera l'occasion de réflexions importantes sur les rapports de l'homme avec la machine, de l'agriculture avec le développement rural, des concepteurs avec les utilisateurs, etc...

Le troisième projet est la création du CEP de Savoie, suite à des visites d'agriculteurs du CEP-Isère dans le département voisin. Ce CEP travaille spécialement autour de :

- la vente directe et la valorisation des produits,
- la meilleure gestion de l'état sanitaire des troupeaux,
- le développement de la traction animale.

D'autres CEP se sont également créés dans les Hautes-Alpes, l'Ardèche, l'Ariège, la Drôme... Leurs points communs : se réunir sur des bases non-corporatistes, expérimenter pour trouver des solutions, agir sans attendre des solutions-miracles de la CEE ou de l'Etat. Une ébauche de réseau national fort de ses succès et qui (en 1984) envisage une recherche scientifique sur les alternatives au modèle productiviste, échange ses expériences et désire formuler des propositions de portée générale susceptibles de provoquer de réelles transformations de l'agriculture française.

*Fiche de P.Y. GUIHENEUF, GEYSER – 1993
à partir du document de Jean LE MONNIER,
"Les Agricultures différentes", 1984*

<p>FICHE 66 : PRESENTATION DE LA FONDATION RURECO, ORGANISATION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PETITS PRODUCTEURS.</p>

RURECO est une organisation d'assistance technique aux associations d'agriculteurs et syndicats ruraux de la région de Guarapuava (Parana). Elle travaille dans cinq communes : Turvo, Pinhao, Larangeiras do Sul, Pitanga, Nova Teba. Son équipe est formée de quatre techniciens payés dans le cadre de projets financés par des institutions d'aide étrangère. Elle travaille en liaison avec les techniciens des syndicats et des associations de producteurs. Ces organisations populaires sont représentées au Conseil de Direction de la RURECO.

Elle a quatre lignes d'action :

- Horticulture : diversification de la production (lentilles, oignons, ail),
- Technologies Alternatives : amélioration des cultures traditionnelles, engrais verts, semences rustiques (dont le faible rendement peut être augmenté). Organisation de groupes de producteurs (réunis par thème de travail) et de groupes de communication,

- Commercialisation : formation à la gestion de la commercialisation de la production. On pense organiser des groupes de vente et commercialisation à divers niveaux : inter-familial, communautaire, municipal et régional,
- Production laitière : intégration de l'élevage aux cultures ; programme de commercialisation du lait.

L'assistance aux syndicats varie en fonction de la demande. De plus en plus, les syndicats délaissent les questions de santé (programme de production de plantes médicinales) et donnent plus d'importance aux questions de politique agricole, production et commercialisation. Les groupes de femmes qui participent aux syndicats s'intéressent aux questions de production. L'objectif de la RURECO est à la fois économique, éducatif et politico-organisationnel.

Quelques résultats : les petits producteurs prennent conscience de la nécessité de s'organiser pour trouver des solutions leur permettant de subsister ou simplement de s'intégrer à l'agro-industrie. L'organisation associative est considérée comme solution à tous les problèmes. 128 groupes d'agriculteurs se sont adressés à RURECO. Le travail est réalisé avec les groupes les plus combattifs, organisés et efficaces.

Quelques difficultés :

- Assurer la commercialisation : les programmes de production peuvent échouer à cause des innombrables problèmes qui se posent à la commercialisation et qui dépassent le simple niveau de décision des associations.
- Diagnostic de la région : c'est une nécessité, difficile à réaliser.
- Il faudrait accroître l'assistance technique pour pouvoir répondre aux nombreux problèmes détectés au cours du travail du Réseau.

La RURECO a commencé il y a 10 ans, à partir de l'association de producteurs de Turvo. Depuis, d'autres associations se sont créées, suivant l'exemple de Turvo. Divers documents décrivent ce cheminement. Pour obtenir des informations complémentaires, s'adresser à : RURECO, Rua Dr. Joao Ferreira Neves, 530, 85150 TURVO – PR.

*G. PRADY,
AS PTA – RURECO, 1989*

FICHE 67 : LES "MUTIROES" DU SEL MINERAL.
--

Cette expérience a débuté en 1985, à Ampère, dans l'Etat du Parana (Brésil). Avec l'appui de leur syndicat et de l'assistance technique, les petits éleveurs se sont organisés pour produire leur propre mélange de sel minéral, de coût réduit et de très bonne qualité.

Les principales maladies bovines (jaunisse, vrillette, "arrioma", verminoses) étaient dues à des déficiences alimentaires, spécialement minérales. Les problèmes de fertilité animale, de production réduite de lait étaient également à l'origine d'un déséquilibre minéral. Dans le cas des petites exploitations agricoles, ces problèmes augmentaient énormément, à cause de la pauvreté des pâturages, des mauvaises installations et du manque de surface disponible.

Une enquête sur la petite production dans la commune d'Ampère a été faite par l'EMATER (organisme public d'assistance technique rurale) et le syndicat local. Elle a permis de diagnostiquer que la carence en minéraux représentait un des principaux problèmes au niveau de la production animale. Les agriculteurs ont commencé à donner à leurs animaux du sel minéral acheté dans le commerce. On s'est vite rendu compte de l'inefficacité de ce sel, de mauvaise qualité.

C'est alors qu'est née l'idée du "Mutirao" de sel minéral (**mutirao : travail réalisé collectivement, en groupe**). On savait que les grands éleveurs préparaient leur sel chez eux. Ce système n'était pas viable pour les petits producteurs, étant donné la petite quantité de matière première achetée isolément, à un prix inaccessible. L'idée ne pouvait être viable que pour des groupes organisés de petits producteurs.

Le syndicat réalisa un premier achat de matière première en 1985. A cette occasion, le vendeur proposa de préparer le mélange dans ses dépôts. Cette offre fut rejetée car la mise en pratique du "mutirao" devait permettre de renforcer l'organisation des producteurs. A partir de la matière première achetée en gros par le syndicat, les agriculteurs ont préparé ensemble le mélange de sel minéral au cours de réunions tenues au siège du syndicat. La participation des agriculteurs s'accrut rapidement.

Les réunions étaient l'occasion de discuter des problèmes techniques liés à l'expérience ainsi que de la situation générale des petits producteurs. La participation augmentant, le siège du syndicat devint trop exigü. On organisa les réunions dans les communautés. A ce moment-là, la diffusion de l'expérience se réalisa très rapidement. Les communes avoisinantes commencèrent à adopter le même système, avec autant de succès.

Expérience importante pour renforcer l'organisation des petits producteurs à partir d'un problème ponctuel. Le rôle du Syndicat des travailleurs ruraux dans l'organisation des groupes a provoqué des discussions de la plus grande ampleur et non limitées aux seuls problèmes de l'exploitation. Pour que ce type d'expérience réussisse, il faut qu'elle fasse apparaître des résultats évidents qui provoquent l'adhésion rapide des producteurs.

Dans le cas du "mutirao" de sel minéral, la pratique du complément minéral a donné rapidement de bons résultats en raison de l'état de dénutrition du troupeau. Pour d'autres informations : PTA/Rede ASSESSOAR. Rua General Osorio 500. Congo. 85600 Francisco Beltrao, PR, Brésil.

AS PTA – COORDINATION REGIONALE SUD, 1989

FICHE 68 : DEVELOPPEMENT RURAL ET PETITS PRODUCTEURS NUBLE, CHILI.

En 1989, un programme pilote est mis en place dans la province de Ñuble avec des paysans parcellaires bénéficiaires de la réforme agraire. Le programme se caractérise par une forte interrelation entre les bénéficiaires et leur encadrement. Trois étapes préliminaires : diagnostic, constitution de comités paysans et élaboration de programme à partir d'entretiens avec les comités.

On va développer 4 lignes d'activités.

1) Le crédit : – annuel, il est remis en espèces ou en intrants pour les activités principales des exploitations paysannes. Les intrants proviennent des maisons commerciales locales et sont remboursés mensuellement par les promoteurs. Le crédit fonctionne sous la modalité de fonds collectifs attribués

individuellement avec un engagement d'utilisation et de remboursement deux mois après la récolte. Le non remboursement entraîne l'exclusion du comité.

– à **moyen terme**, les crédits sont destinés à l'acquisition d'outils de travail. Ils sont attribués individuellement à des groupes pour des équipements importants. Le remboursement se fait annuellement jusqu'à un maximum de trois ans.

2) L'assistance technique est individuelle : visites du technicien suivant les étapes du cycle agricole ou en groupes sous la forme de journées dans les champs ou d'assistance vétérinaire.

3) La formation concerne l'information technique, économique, administrative et légale. Elle s'adresse aux comités sous la forme de formation générale pour tous, formation en gestion pour les membres impliqués dans les activités du programme, et formation de moniteurs parmi les jeunes, qui se chargeront ensuite de l'assistance technique.

4) La recherche vise à expérimenter des alternatives techniques pour pallier aux problèmes de production rencontrés dans les localités. Les essais sont réalisés sur les parcelles des paysans.

Le *GIA*, promoteur du programme, se charge entièrement du suivi du programme durant la première année, qui passera ensuite aux mains des bénéficiaires. Le procédé par formulaire dans toutes les étapes des différentes lignes du programme a pour but d'assurer un meilleur suivi et de tirer des leçons de l'expérience accumulée.

L'évaluation de cette première étape du programme visait à déterminer les conditions matérielles du déroulement de la production dans les exploitations paysannes à travers les aspects suivants : disponibilité de ressources pour le développement du processus de production, formes d'utilisation des ressources et résultats obtenus. A cette fin, on a préparé une enquête générale appliquée à tous les bénéficiaires du programme. L'enquête fournit des informations sur le fonctionnement individuel des exploitations et sur les tendances qui se dégagent de l'ensemble.

L'aspect de recherche et du travail en association directe avec les paysans présente l'intérêt de déboucher sur un développement local endogène, renforcé par la formation de cadres locaux. Comme pour tout projet de faible envergure, le problème des débouchés de la production reste posé dans la mesure où la commercialisation et les prix restent tributaires des facteurs exogènes.

*Fiche de M. BEY – 1992
A partir du document de X. QUESADA
RURALTER, 1990*

FICHE 69 : EL PROGRAMA DE CONSERVACION DE SUELOS DEL PROYECTO SIERRA DE SANTA MARTA. FICHA 1 – PROMOCION Y EXPERIMENTACION.

Uno de los problemas fundamentales de la Sierra de Santa Marta, Veracruz, es el creciente desabasto de maíz debido a la disminución de rendimientos por el empobrecimiento de los suelos y al virtual abandono de la siembra de invierno. Este desabasto se cubre recurriendo a una mayor explotación de los recursos de los bosques, mismos que se venden para después comprar maíz. Una de las formas de frenar la presión sobre estos

recursos y evitar la expansión de la frontera agrícola es el fortalecimiento de la agricultura orientada al autoconsumo, principalmente la producción de maíz y frijol.

En este contexto, el Proyecto Sierra Santa Marta busca, junto con los campesinos y comunidades de la Sierra de Santa Marta, Veracruz, alternativas de manejo sustentable de los recursos naturales, que mejoren las condiciones de vida de la población. Uno de los proyectos que impulsa es el de conservación de suelos con barreras vivas, que tuvo dos fases.

Primera fase (1993). Se estableció el contacto con las comunidades y se hicieron presentaciones de la propuesta (que incluyeron la presentación de carteles y la repartición de folletos). Además de la presentación, se hacían entrevistas para conocer aspectos relacionados con la percepción campesina de la erosión y de la necesidad de conservar el suelo. Por otro lado, se capacitaron tanto los investigadores responsables como a un grupo de promotores campesinos orgánicos de la región. Estos fueron el eje de la extensión "de campesino a campesino", y se encargaron del establecimiento de experimentos en parcelas, a pequeña escala.

En las discusiones con grupos de campesinos sobre la propuesta, se captó un reconocimiento generalizado de la necesidad de adoptar estas técnicas dados los problemas de "lavado" (erosión) de los suelos en toda la Sierra. Con los campesinos que se decidieron a aprender la técnica, se formaban los grupos de capacitación. Esta se realizaba siempre en algún terreno de cultivo.

Para el trazo de curvas a nivel se utilizó el aparato "A", construido ya sea con tiras de madera o madera rolliza, y un nivel de albañil. Siempre fue posible encontrar maderas locales útiles para su construcción. En el terreno se definían algunos criterios de selección del sitio a trabajar (casi siempre el lugar más alto de la parcela). La superficie de muestra (medida con unidades locales de medida) fluctuaba entre 700 y 1.200 metros cuadrados. La medición de la pendiente resultó ser algo difícil de entender por parte de algunos campesinos. Se desarrolló un método alternativo, empírico y fácil de aprender, para obtener el valor de la pendiente de los terrenos.

El trazo a nivel fue fácilmente comprendido. La explicación relacionada con la siembra y mantenimiento de las barreras siempre captaba mucho la atención. Encuestas de seguimiento : Durante la fase de capacitación y establecimiento de parcelas se levantó una encuesta, que recogía datos sobre el número de participantes, longitud de los trazos y de las hileras sembradas, superficie cubierta, cantidad de trabajo invertido, etc... En enero de 1994 se levantó una segunda encuesta que permitió hacer un balance de la aplicación de la técnica y hacer una evaluación preliminar de la efectividad de la barrera.

Segunda fase : Ampliación de la propuesta. Se organizó un Taller intersectorial sobre las políticas para una agricultura sustentable en la Sierra de Los Tuxtlas y Santa Marta, a raíz del cual surgió la necesidad de desarrollar una propuesta tecnológica que fuera impulsada tanto por instituciones de gobierno como por el PSSM.

Se aceptó desarrollar una propuesta que se difundiera en talleres de capacitación a campesinos, para que éstos a su vez la transmitieran en sus respectivas comunidades. La idea era realizar una amplia campaña que permitiera la implementación de trabajos de conservación de suelos, y otras tecnologías, en amplias superficies de laderas.

Así se llegó a la propuesta actualmente implementada : el uso del aparato "A" para el trazo de una curva de nivel "guía", a partir de la cual, con cordones, se hacen los trazos complementarios, a "seminivel". Talleres de capacitación : En esta fase la calidad de la participación campesina fue mayor que durante la primera fase, ya que se invitó a campesinos reconocidos por su interés.

Incentivos : Los únicos incentivos que recibieron los productores fueron la semilla de cocuite y la asistencia técnica gratuita. Los promotores, encargados de realizar los trazos en los terrenos de cultivo,

recibieron un pago por cada hectárea trazada. También se remuneró su trabajo de asistencia al respectivo grupo de productores, contabilizando el número de jornales dedicados a la actividad de capacitación.

Evaluación de promotores en campo : Para poder certificar que el promotor asistente al taller podría cumplir satisfactoriamente sus tareas, se le solicitó realizar en su propia parcela los trabajos aprendidos, y se evaluaron sus resultados. La apropiación de la tecnología fue muy buena. Los avances y limitaciones del programa se describen en otra ficha.

*Fiche de G. ALATORRE – 1994
à partir du document de M. GUTIERREZ et al,
Proyecto de Sierra Santa Maria, 1994*

FICHE 70 : EL CENTRO DE EDUCACION Y TECNOLOGIA – ESFUERZOS HACIALA SUSTENTABILIDAD AGRICOLA EN CHILE.

La agricultura chilena tiene dos ámbitos separados : el de exportación y el campesino. Durante la dictadura pinochetista, el apoyo iba hacia la exportación, a costa del bienestar local. Con el nuevo gobierno las cosas han cambiado, pero los pequeños agricultores aún carecen de apoyo crediticio, tecnológico, etc...

Existen experiencias interesantes, como la del Centro de Educación y Tecnología, fundado en 1981 por agrónomos, veterinarios, economistas y sociólogos para probar la importancia de la agricultura ecológica como medio para producir alimento de manera eficiente y con costos reducidos. El CET inició con una pequeña granja al norte de Santiago, donde se hicieron experimentos para probar la adaptabilidad de las técnicas de agricultura orgánica a las condiciones locales, con el objetivo principal de combatir la pobreza. Durante los 80s se establecieron tres otras granjas, en las regiones VIII (Concepción), IX (Temuco) y X (Chonchi), cuyos resultados lograron estimular el interés tanto del personal del CET como de los campesinos con quienes trabajaban ; a la vez, las granjas sirvieron como sitios de capacitación.

Con el tiempo, el ámbito de trabajo fue ampliándose, y se incluyeron invernaderos construidos domésticamente, apiarios, secadoras solares de fruta, bombas de agua manuales, preparación de alimentos, cría de animales a pequeña escala, agroforestería y viveros, y la construcción de mobiliario para las casas.

Hubo una gradual incorporación de los campesinos en la toma de decisiones respecto al uso de la tierra. Sus opiniones se tradujeron en nuevos métodos educativos y programas de capacitación donde se fundía el trabajo práctico, la discusión técnica, la reflexión social y la programación del trabajo comunitario. Diversas instituciones (incluyendo algunas de los sectores privado y gubernamental) solicitan regularmente capacitación.

Uno de los lugares donde ha trabajado el CET es Tom. Ahí se ha desarrollado un trabajo en torno a la producción de alimentos en huertos familiares (solares domésticos). Se ha capacitado a monitores locales (promotores) que a su vez capacitan a sus amigos y vecinos. En 1993 existían 12 grupos autónomos de una docena de personas, de las que un 70 % son mujeres. El manejo de la fertilidad se basa en el composteo, para el que se usa estiércol de conejo y aves de corral, desperdicios de cocina y aserrín. Para el control de plagas se

utilizan plaguicidas naturales, como el tabaco. El alimento producido no sólo va al autoconsumo. Hay también quien vende una parte de la producción ; de hecho, uno de los objetivos es crear fuentes de ingreso.

Los logros en los huertos familiares han generado una mayor confianza entre los lugareños, y una mayor participación en las elecciones de autoridades locales ; se percibe que ésta es una manera de abrir más oportunidades.

Otra experiencia importante es la que tiene lugar con los Mapuches, buscando mejorar los suelos. En Zanja, se está promoviendo la formación de terrazas (usando el aparato "A" para el trazo de curvas a nivel), la plantación de barreras rompe-viento y de árboles en los linderos de las parcelas, la fertilización con abonos orgánicos, rotaciones diversas, como trigo/trébol, imbricaciones como maíz/frijol para consumo humano y avena/leguminosa forrajera para alimento animal.

Patricio Rodrigo, uno de los fundadores del CET, trabaja actualmente para el Ministerio de Recursos Naturales, y considera que hay que ir más allá del "enfoque de museo" en la agricultura ecológica, y lograr su masificación. Para poder captar apoyos gubernamentales se requeriría, según él, enfatizar más el lado "económico" de la propuesta.

G. ALATORRE – 1994

**FICHE 71 : AGROPHORIA : PAR L'ECHANGE DE PRATIQUES, CREER UNE STRUCTURE
COMMUNE ET RENFORCER L'ACTION.**

Agricultures durables en Méditerranée, nous en avons tous à travers nos pratiques des intuitions ; techniques plus économes et respectueuses de l'environnement, gestion solidaire des concurrences sur les marchés, dynamiques de développement local (terroirs), mode de vulgarisation et de recherche plus "horizontales", etc... Mais de la Tunisie à la Palestine, en passant par l'Espagne ou la Turquie, comment agissent les uns et les autres au quotidien ? Comment aussi éviter de croire que, par exemple, les expériences françaises ou italiennes sont celles qu'il faut proposer, adapter au Sud ?

• **Vulgarisation : éviter les mimétismes nord-sud...**

A travers de multiples contacts, notamment par le milieu agro-biologique plus structuré professionnellement, nous décidons en 1992 de comprendre comment se sont bâtis les structures de développement de la bio en Espagne, en Italie, en France méditerranéenne... en Turquie. En quoi ont-elles innové sur le plan de la vulgarisation, de la mise en marché, de la définition des besoins de recherche, etc... ? Y a t'il par ailleurs des nécessités d'échanges d'expériences, de formation, ... ?

Bilan : les pratiques des uns et des autres sont assez intuitives et peu structurées, mais font souvent preuve d'originalité, d'efficacité. On n'a pas toujours succombé, loin de là, au mimétisme d'avec les structures conventionnelles. Les uns et les autres systématisent ainsi leurs pratiques et les exposent successivement lors de deux rencontres Agro-bio-Méditerranéo dont la plus récente à Marseille en novembre 1994 (cela a donné lieu à un document à fenêtre FPH n° 60).

Et qui des pays du Sud, où la question de la bio ne se pose pas ou en tout cas pas dans ces termes ? A Marseille en 1994, nous avons convié un certain nombre d'ONG actives dans le domaine de

l'agriculture dite "durable" ; partenaire du CCFD, du CIEPAD, de Geysler. Immersion dans les préoccupations de professionnels du Nord... Et douche froide ! Hors les dernières innovations techniques et les conflits réglementaires qui font l'enjeu des concurrences économiques au Nord, point d'espace de dialogue avec les ONG du sud...

A moins que l'on ne soit agro-exportateur turc ou tunisien cherchant à occuper le marché "bio" allemand par exemple ! De fait, l'agriculture biologique est une vision réductrice des agricultures durables. Avec la quinzaine de personnes qui ont fait le voyage, deux jours sont alors consacrés à identifier un langage commun et des préoccupations communes. C'est à travers l'expression des pratiques des uns et des autres que l'on entend plutôt : valorisation optimale des ressources locales (matières organiques, eau, ..., savoir faire), développement de marchés locaux de qualité, formation sur le tas... de compost, etc...

Et l'on pressent aussi que les questions foncières et de politique agricole priment sur les obsessions de réglementations ou de cahier des charges (labels) au Nord.

Le groupe ordonne alors ses préoccupations :

- faire circuler l'information pratique : fiches d'expériences et fiches compétences.
- Confronter ensemble ses pratiques sur le terrain.
- Elaborer des formations sur le tas.

• Les échanges d'expériences à la racine...

Six mois après, et sur proposition des Turcs et des Grecs, rendez-vous est pris. Tant dans la région d'Izmir que sur l'île voisine de Lesbos, on proposera une expression des pratiques d'agriculture durable des uns et des autres sur la base d'une dynamique locale avec en plus, on l'a compris, un souci de contribuer au rapprochement de zones conflictuelles.

Exemple : A proximité d'Izmir, un village va être prochainement sous l'emprise d'une retenue d'eau pour l'approvisionnement en eau potable de la capitale régionale. Des zonages agricoles protecteurs vont être imposés. L'ONG Turque (ETO) est chargée, elle, d'un dialogue avec les agriculteurs pour trouver des modes de reconversion agricole rentables. Les praticiens (agriculteurs, techniciens, formateurs, ..., des ONG méditerranéennes) vont confronter leurs expériences avec la finalité de fournir des repères, des propositions à cette communauté rurale.

Même chose à Lesbos sur un autre village confronté à la déprise agricole du fait du tourisme saisonnier. En clair, on veut débattre de nos pratiques (et non pas de l'analyse de nos pratiques) pour des échanges de compétences immédiats. Evidemment, c'est un langage commun sur le développement durable qui va se construire peu à peu. Et les objectifs, plus politiques, plus macro-économiques apparaîtront à leur tour. A Lesbos, une journée d'interpellation "politique" est organisée à la Nomarchia par le Ministère de l'Egée pour susciter, à partir des porteurs d'expériences, un développement durable sur les Iles Grecques.

Le réseau, lui, reste informel, construit son itinéraire sur ses propres besoins et ne privilégie qu'un seul fil directeur : l'échange de base entre praticiens pour des enjeux techniques ou politiques : en 1996 le réseau ira soutenir les palestiniens du PARC pour contribuer à définir une politique d'agriculture durable pour l'autorité naissante !

*Christophe BEAU,
GEYSER*

FICHE 72 : RECIPROCITE : LA DYNAMIQUE DES GROUPES PAYS-PAYSANS EN ARDECHE.

Le programme *Pays-Paysans*, initié tout doucement avec les présences discrètes de GEYSER et de partenaires divers depuis deux ans, repose actuellement sur trois groupes paysans :

- *celui d'Ardèche* qui compte sept fermes du Nord au Sud du département. Plusieurs rencontres ont eu lieu : le marin, chantier (rendre du temps que l'on prendra l'après-midi dans l'échange), et l'après-midi visite, et discussion sur l'approche gestion du terroir du paysan ; le midi vins, spécialités locales et débats divers.

- *des communautés paysannes de l'état de Guerrero au Mexique* ou la question de la gestion des troupeaux et surtout de l'eau est primordiale : GEA est le partenaire mexicain qui "accompagne" les communautés dans leurs projets.

- *un dernier groupe centré sur des pluriactifs agricoles* qui innove dans des systèmes techniques et économiques englobant des activités extérieures "para-agricoles" en cohérence. Ce groupe est basé sur les pluriactifs de Geyser (5) ou assimilés.

Principes de pays-paysans : En dehors de l'axe central du débat qui est la relation Hommes-Territoires dans la production agricole, il y a 3 axes directeurs dans ce programme et autour de ces groupes :

- les groupes qui adoptent la démarche pays-paysans sont des groupes plutôt *informels* (non inscrits dans des organigrammes de développement). Ils ont une communauté de problèmes, d'intérêts, de terroirs ou de développement local.

- dans chacun de ces groupes, il s'agit de *systématiser et d'échanger ensemble ses savoirs paysans* pour une meilleure gestion des ressources (pastorale (herbe), eau, temps...). Il y a dans cette expression un objectif clair de renforcer les pratiques individuelles ou collectives.

- pour un objectif de *diffusion et de partage autour de ces savoirs*, de ces pratiques, on prévoit des échanges entre groupes. Ces échanges imposeront de fait une exigence de systématisation de chaque groupe sur leurs pratiques de gestion de terroirs. Cette étape de diffusion viendra après.

Bien que seules des rencontres réciproques (exemple : Ardèche (France) – Guerrero (Mexique)) soient envisagées, une diffusion plus active (fiches de savoirs paysans ? fiches systèmes de gestion ?) est à creuser. La question de l'appui à l'installation agricole est aussi pressentie. A terme une "parole politique" est également possible ; c'est l'articulation avec le macro, les mesures agri-environnementales par exemple.

Des méthodes de travail plus horizontales : Il n'y a véritable recueil et appropriation de savoirs que par l'expression des "innovateurs" eux-mêmes. Il n'y a véritable échange que par la pratique collective. Le groupe Ardèche fonctionne donc de la façon suivante :

- journées (mensuelles à trimestrielles) d'échanges chez l'un des participants. Ces journées reposent sur des équilibres entre :

- la réalisation de chantiers agricoles ou forestiers (on donne le temps que l'on prend ensuite/on découvre les savoirs par la pratique).

- la visite du système d'exploitation. A ce sujet, la présence d'un "complice" de l'INRA permet de mieux formaliser le dialogue sur le diagnostic d'exploitation.

- les débats sur la ferme qui reçoit... et la relation hommes-territoires. Ce sont les agriculteurs qui mènent le rythme et le contenu.

Quels objectifs à suivre ?

- *Echanges techniques* : ils sont présents en continu, c'est un "bain" et un sous-produit constant du réseau. Mais ils ne sont pas des thèmes mobilisateurs.
- *Systématisation de savoirs* paysans sur la gestion des terroirs et confrontation des réalités Nord-Sud.
- *Appui à l'installation agricole* (ou au maintien des exploitants et de leurs systèmes !) : quels parrainages de jeunes ou de moins jeunes ?
- *Prise de parole "politique"* : = contribuer de façon non institutionnelle au débat sur les questions macro ; questions qui cernent les agriculteurs (art 19-21, statut pluriactifs, OMC, ...), ou auxquelles ils pourraient être soumis !

Christophe BEAU,
GEYSER

FICHE 73 : UN PROJET D'ESPOIR A UNE EPOQUE SANS PERSPECTIVES – LES SERVICES DE CONSEIL POUR LA RECONVERSION DANS LA REGION DU MÜHLVIERTEL.

L'objectif de l'association nord-autrichienne "*Die Neue Landwirtschaft Mühlviertel*" (*La Nouvelle Agriculture au Mühlviertel*) est d'encourager et de soutenir les paysans qui décident de se reconverter dans l'agriculture biologique.

En Autriche comme ailleurs, beaucoup de paysans ont quitté la campagne au cours des dernières décennies. Et la tendance persiste – sauf dans certaines régions où la "reconversion" de l'agriculture industrielle vers "l'agriculture durable" permet à de nombreux paysans des montagnes de reprendre espoir. Le succès de ce mouvement de reconversion – et il n'est pas abusif d'employer ce terme – est dû aux efforts des associations régionales de développement. Fondées en 1983, elles ont élaboré un concept de développement qui mise avant tout sur les ressources et les potentialités existant sur place en comptant très peu sur les investissements de l'extérieur ; cette forme de développement devra faire de la région un "biotope de l'agriculture" où la beauté harmonieuse du paysage attirera les touristes qui aiment "les loisirs doux".

Actuellement la région du Mühlviertel au nord de la ville de Linz compte déjà un bon nombre de paysans qui ont choisi la reconversion vers l'agriculture durable. Les études de marché indiquent que les "consommateurs-bio" sont en progression : à l'heure actuelle, ils achètent à 80 % des produits importés, ce qui prouve qu'il existe un créneau de marché prometteur. "En dehors de la plus-value éthique, nous pouvons offrir aux paysans une plus-value financière", affirment les conseillers. Mais comment arriver à convaincre les paysans pour qu'il osent quitter les méthodes de culture et d'élevage conventionnelles ?

L'association de la "Nouvelle Agriculture" invite d'abord les paysans de trois à quatre communes à assister à une présentation des éléments essentiels du concept ; viennent en moyenne 30 à 40 participants. Ceux qui au cours du débat manifestent le désir de vouloir en apprendre plus, prennent date pour une rencontre ultérieure. Le cercle réduit, 8 à 12 personnes en moyenne, permet des échanges plus intenses. On peut alors aborder les situations spécifiques et voir ensemble ce qui serait réalisable dans le cas de chacun. Et surtout, les paysans peuvent exprimer librement leurs inquiétudes et leurs désirs. Souvent ils ont envie de travailler

autrement, mais ils n'osent guère mettre ouvertement en question les méthodes modernes, de peur d'être considérés comme des rétrogrades ou des cinglés. Les craintes des pertes financières difficiles à supporter pendant le processus de transformation jouent aussi un grand rôle.

Au cours de ces rencontres, se constitue progressivement un noyau dur de paysans prêts à risquer l'expérience. Ils vont continuer à se rencontrer tous les mois et ils seront mis en contact avec un "conseiller-paysan" qui dispose déjà d'une expérience solide dans l'agriculture durable. Les paysans lui font confiance, car il habite dans la région, et il connaît bien le climat, le sol et les marchés à conquérir. Avec son soutien et celui du conseiller régional, les paysans mettent au point un programme de formation sur un an et demi, en coopération avec le *Centre d'Etudes pour l'Ecologie Agraire à Innsbruck*.

Des experts scientifiques accompagneront les paysans tout au long de l'expérience. Mais ce sera à eux-mêmes d'explorer leurs possibilités, en tenant compte des caractéristiques de leur entreprise. La formation ne suit aucune école spécifique de l'agriculture durable, elle reprend essentiellement les idées du célèbre initiateur de la réforme agraire au 19^{ème} siècle, Justus von Liebig qui insistait sur la nécessité d'une agriculture durable peu dépendante d'intrants extérieurs. L'appel à la responsabilité de tout paysan pour l'équilibre naturel est aujourd'hui de nouveau très motivant.

Le groupe de reconversion créera des liens solides avec les groupes analogues dans la région. De nouveaux conseillers en émergeront. Les paysans prennent confiance dans leur avenir. Ils voient que leurs fermes, le plus souvent de taille moyenne ou petite, ne sont pas condamnées, mais qu'elles présentent des atouts certains pour se développer dans le sens d'une "agriculture intégrée".

Le modèle "Neue Landwirtschaft" a le vent en poupe. Bien sûr, il n'est accepté que par une minorité, même si celle-ci s'accroît constamment (environ 500 fermes par an réussissent une reconversion). Le Mühlviertel est en train de développer une stratégie de marketing qui inclut déjà les supermarchés de Linz.

Ce que j'admire dans cette stratégie de reconversion de l'agriculture vers des modes de culture durable, c'est la coopération très avancée entre les initiatives des particuliers, les réseaux associatifs et une institution scientifique. J'ai envie de rêver que de nombreux autres partenaires s'y associeront : des groupements de consommateurs qui feront de plus en plus pression, des institutions publiques qui soutiendront ce développement par des contrats d'achats réguliers, des partis politiques... Pour plus de renseignements : l'auteur du livre est Helmut Waldert, le titre : "Gründungen (Fondations). Starke Projekte in schwachen Regionen" (Des projets forts dans des régions économiquement faibles).

*Fiche de I. RANSON – 1993
à partir d'un document de Helmut WALDERT
ÖAR REGIONALBERATUNG GESELLSCHAFT M B H, 1992*

FICHE 74 : FONE : UN VENT "REGENERATIF" POUR L'AGRICULTURE AMERICAINE.

La ferme de Dick et Sharon Thompson est située dans le Midwest américain, dans l'état de l'Iowa. De vastes plaines fertiles, qui n'ont pas vraiment connu le désastre de l'érosion des plaines du sud vers les années 30 ; mais tout de même, aux Etats-Unis l'on vit avec ce souvenir là et l'on en tient compte plus qu'ailleurs. Aujourd'hui d'autres "crises" ont pris le relais : augmentation du coût des intrants, réduction au plancher des subventions à l'agriculture, sécheresse, etc...

Ces crises successives ont fait évoluer les mentalités et les pratiques des agriculteurs. Les Thompson en sont l'illustration. Mais ils ne sont pas isolés. Ils font partie du réseau d'exploitations de référence du "Rodale Institute", organisme américain d'expérimentation et d'information sur l'agriculture "régénérative" ; entendez par là, une agriculture qui minimise le recours aux intrants et qui valorise la "régénération" des ressources internes de l'exploitation.

Un réseau d'agriculteurs innovants : ce réseau d'agriculteurs s'appelle F.O.N.E. (*Farmers Own Network for Education*) grosso modo le principe des RNEP en France (*Réseau d'exploitations de référence*), à la différence près qu'ici, chaque réseau régional FONE comprenant chacun une vingtaine d'agriculteurs partage les activités d'expérimentation et de démonstration-formation.

Avec l'appui partiel d'un technicien privé du Rodale Institute et les techniciens de secteur, ils mettent en place chaque année une série d'essais et organisent entre eux des journées de visites et d'échanges ; 9 par an au total dans le midwest. En septembre chaque année, la ferme Thompson reçoit une bonne centaine d'agriculteurs venus des régions voisines.

Une revue (New Farm magazine) se fait mensuellement l'écho du réseau et décrit les pratiques alternatives des uns et des autres. Elle compte environ 7000 abonnés. "Il n'existe pas de réponses toutes faites ni de recettes. Nos pratiques ne seront pas forcément adaptées à vos contextes" déclare Dick T. En effet, l'objectif est plutôt de voir des innovations pour les adapter, les échanger ; ou tout simplement pour susciter de nouvelles idées, pour stimuler l'imagination.

Dans le réseau FONE, les agriculteurs sont le plus souvent liés au programme LISA (*Low Input Sustainable Agriculture*) programme de recherche-développement que l'USDA finance auprès des Universités d'Etats.

Rotation diversifiée pour agriculture compétitive : Dans un Midwest où il est entendu que la rotation maïs-soja est de règle, voici comment innove ces fermiers dans l'esprit d'une agriculture préservatrice mais néanmoins rentable.

Le couple Thompson assure l'essentiel de la main d'oeuvre sur les 110 hectares de S.A.U.. 30 hectares sont consacrés à une rotation longue incluant une prairie temporaire sur 3 ans : maïs-soja-orge-prairie-prairie-prairie. Le contenu de la rotation en cultures annuelles est le suivant : maïs-soja maïs-orge-mélange fourrager. Les techniques de sursemis sont systématiquement employées de façon à n'avoir en aucune manière de sol nu. Dans la négative, les engrais verts sont fréquemment employés entre 2 cultures. Pour la fertilisation, les lisiers de porcs (90 truies-mères) et les fumiers bovins sont mélangés, compostés et enfouies au printemps en association avec des boues de station d'épuration. Plus de complémentation azotée depuis 5 ans.

Le plus surprenant est leur technique de culture sur billon. C'est la clé du système. Toutes les cultures sont menées en billons ce qui donne des conditions de drainage et de fertilité idéales ; binage, buttage et fertilisation se font en respectant ces contours. Pour ce faire, les Thompson comme d'autres personnes de FONE emploient un cultivateur-sèmeur-butteur très perfectionné.

Bilan édifiant : en rotations pluri-annuelles sur billons, les pertes en sols ont chuté de 9 t à 1 t/acre/an.

Quant aux marges, les suivis économiques indiquent une nette amélioration. 95 \$/acre/an pour la rotation Thompson contre environ 32 \$ pour la rotation traditionnelle maïs-soja en culture à plat ! Assurément une réponse concrète qui anticipe l'évolution de la politique agricole américaine et des marchés.

Bibliographie : The Thompson Farm on farm research, The New Farm Library, 1990, 98p, 222 Main Street, Emmaus, PA 18098, USA, New Farm Magazine, même adresse.

*Christophe BEAU,
GEYSER 1994*

**FICHE 75 : CREATION D'UN RESEAU DE TECHNICIENS AIDANT LES PETITS AGRICULTEURS
PAYSANS A TROUVER ET UTILISER DES TECHNIQUES ADAPTEES A LEURS BESOINS – LA
CONSTITUTION PROGRESSIVE D'UNE FORCE DE PROPOSITION POUR L'AGRICULTURE
BRESILIENNE.**

Le réseau PTA naît au début des années 80 au sein de la FASE à la jonction de deux courants qui se développent en réaction au modèle dominant de modernisation de l'agriculture : le mouvement de défense des petits paysans et le mouvement écologique. FASE et "Pastorale de la terre" ont pris conscience de la nécessité de compléter les luttes pour la terre et la réforme agraire par un appui technique aux petits producteurs.

Le retour d'exil de deux agroéconomistes, Silvio de Almeida et Jean-Marc Von Der Weid va permettre de concrétiser ces idées et d'apporter le réseau de relations nécessaire pour trouver des financements hors du Brésil. L'intuition commune est qu'il faut rechercher et diffuser des "technologies alternatives", seules capables d'assurer la viabilité des petites exploitations car les techniques dominantes sont conçues pour l'agroindustrie. Les promoteurs attirent à eux de jeunes cadres militants partageant ces convictions.

La CIMADE et A. Ruellan présentent le projet à la Fondation en 1983, qui y reconnaît beaucoup de ses préoccupations : **ne pas s'enfermer dans des micro-projets, aider les organisations paysannes à passer de la phase de lutte pour la terre à la phase de production, mobiliser les connaissances scientifiques et techniques au service des plus pauvres.** Elle accepte donc de soutenir massivement le projet, de 1983 à 1990.

Le réseau PTA démarre sur une base militante et centralisée et devient vite le pôle d'attraction de ceux qui rêvent "d'agriculture alternative". Le séminaire de Campinas en décembre 1983 présente deux conclusions : faire une recherche sur les expériences régionales et voir leurs possibilités de reproduction ; susciter d'autres rencontres d'échanges d'expériences au niveau régional et local. Assez rapidement, le PTA s'étend à 10 Etats du Brésil soit en créant des équipes d'animation, soit en se fédérant avec des associations existantes. Il grandit très vite, passant en 6 ans de 2 à 100 cadres. Il recrute de jeunes techniciens mais a des difficultés à trouver des personnes qui aient à la fois une ardeur militante, des compétences professionnelles et des talents d'animateur.

Dans une première étape se crée dans chaque Etat un réseau d'échanges sur les technologies alternatives : rencontres, émissions de radio, cours de formation. En 1986, 400 "technologies paysannes" sont recensées et rediffusées mais sans véritable méthodologie de recueil et de validation. L'effort de communication, l'extension des réseaux, le renforcement de l'impact politique restent les priorités.

Mais très vite, le recueil de techniques existantes s'avère insuffisant et la nécessité d'en mettre de nouvelles au point s'impose. Plusieurs centres de technologie alternative se créent avec le risque de développer une "recherche en station" mal adaptée aux conditions d'expérimentation réelles de la production paysanne. L'objectif initial, l'analyse des réussites et échecs de communautés paysannes implantées sur des terres conquises s'efface au profit de l'appui plus général aux petits producteurs.

Au fil des années une plus grande exigence méthodologique apparaît :

- a) l'approche dogmatique de "l'alternatif" – défini comme anti-industriel – fait place à la recherche de technologies adaptées aux besoins des petits producteurs et au respect des écosystèmes,
- b) des outils de diagnostic conjoint (techniciens et paysans) des systèmes agraires sont recherchés,
- c) la communication orale reste privilégiée mais l'effort de recueil et d'analyse des expériences devient plus systématique (sélection des semences, plantes médicinales, financement des nouvelles implantations paysannes, etc.),
- d) une banque d'expériences est créée.

Cette maturité s'accompagne d'une évolution des structures : le PTA commence par s'autonomiser vis-à-vis de la FASE. Puis les réseaux régionaux s'autonomisent à leur tour, y compris pour la recherche des financements et la structure centrale AS. PTA s'allège et devient une structure de services et de documentation pour les réseaux régionaux.

Malgré les quelques limites et erreurs de jeunesse, l'aventure des PTA est capitale. Elle naît au moment où les organisations politiques, syndicales et ecclésiales prennent conscience que le discours politique sur le droit à la terre et l'action collective ne suffisent plus et qu'il faut aussi répondre aux besoins techniques des paysans. PTA a continué à revaloriser les savoirs paysans aux yeux des paysans eux-mêmes et à ceux des techniciens.

Son expérience est très riche : les dialogues à créer entre techniciens et paysans, les mécanismes de diffusion de l'innovation et la place de la formation, les modalités de dialogue avec les milieux de la recherche, le passage du micro au macro, l'équilibre entre militantisme et professionnalisme, les difficultés de construire et d'utiliser une mémoire collective. **PTA est devenue au Brésil une référence respectée dans le domaine de la politique agricole.**

*Fiche de P. CALAME – 1992
à partir du texte de S. DE ALMEIDA et al – PTA*

**FICHE 76 : LES ACTIVITES DU PRATEC : LA REVALORISATION DES CULTURES ANDINES POUR
UNE DEVELOPPEMENT ENDOGENE.**

Le PRATEC (*Proyecto Andino de Tecnologías Campesinas*), créé en juillet 1988, est une petite ONG péruvienne (3 personnes) qui **a débuté par une recherche et une capitalisation des technologies paysannes, ces dernières ayant subi une érosion et une dispersion du fait de la colonisation. Le but principal de ces activités est de favoriser les échanges entre communautés paysannes (enrichissement mutuel) comme alternative autonome de développement.**

Ce n'est plus seulement "sauver" des techniques ancestrales – attitude passéiste et romantique – mais contribuer sur cette base à une évolution des mentalités autour des activités productives, de la réflexion générale sur les systèmes officiels de recherche, d'éducation, de formation. Le PRATEC s'attache particulièrement à former et suivre des équipes de professeurs universitaires qui ont opté pour "l'andin" et se sont engagés à contribuer à la modification des cursus universitaires des facultés qui le souhaitent.

Le PRATEC ne veut absolument pas former un "réseau andin" : le système andin comprend des lieux, des modes de vie, des environnements, des ethnies très variés et un réseau finit toujours par imposer des objectifs, des méthodes de travail, une normalisation homogénéisante, une recherche de "conclusions", de "systématisation", de synthèse, bref, tout ce qui fait abstraction de la vie. Le PRATEC prétend simplement que chacun doit apprendre de l'autre ce qui peut l'enrichir et lui être utile.

Depuis 1989, la raison d'être du PRATEC est de contribuer à animer un processus d'affirmation de la culture andine par la valorisation des savoirs traditionnels et leur réappropriation par les populations. Il n'agit pas de façon systématique mais en s'imprégnant au contact des paysans andins, en s'impliquant sans réserve dans ce mouvement de "décolonisation" chaque jour plus fort, solide et efficace. Ce mouvement culturel andin ne peut être réduit à des dimensions militaires, politiques ou sociales, mais constitue un mouvement holistique, culturel et de profonde religiosité dans lequel le PRATEC s'investit en s'efforçant de susciter une réflexion permanente sans jamais se placer dans une position de leadership.

Dans les universités, le constat est fait qu'il y a un abîme entre l'enseignement et le quotidien sur le terrain, que les étudiants, au sortir de l'université, sont incapables de produire eux-mêmes de quoi se nourrir, tout simplement. Or, la majorité d'entre eux sont fils et filles de paysans, surtout dans les universités de province et ils entreprennent ces études supérieures pour contribuer à l'amélioration de la vie de leur communauté...

Le PRATEC a donc entrepris de renforcer la connaissance des étudiants par des formations sur la culture andine. Les résultats sont probants : plusieurs étudiante ont pu créer des associations paysannes à Cajamarca, Puno et Ayacucho. Le PRATEC accompagne ensuite ces associations qui essaient à leur tour.

Quelques-uns de leurs objectifs :

- Récupération des vallées irriguées.
- Récupération des hauts plateaux et là où il y avait seulement des pâturages, réintroduction de potagers.
- Remise en service des calendriers traditionnels.
- Reprise de l'élevage des alpagas et lamas.
- Amélioration des chemins vicinaux.

La réalisation de ces objectifs devrait permettre de renouer avec la tradition de rencontres interethniques (interculturelles) qui a disparu avec la colonisation. Ces rencontres étaient autrefois l'occasion d'apaiser les éventuels conflits (fonction de régulation) et d'échanger des pratiques, des savoirs... L'échange était cumulatif et non réducteur : l'identité culturelle de chacun était préservée, la connaissance des pratiques de l'autre était vécue comme un enrichissement de ses propres savoirs.

Le PRATEC entend respecter les façons de faire des uns et des autres, les gens comme les champs étant tous différents, mais tous solidaires pour les travaux d'intérêt commun. Le PRATEC est là pour accompagner, non pour ordonner (commander mais aussi "mettre en ordre"). Son credo : un jour viendra où le paysage, la fertilité des sols, la remise en état des terrasses et des systèmes d'irrigation amèneront un mieux-vivre. En recréant la nature petit à petit, de nouvelles formes de vie naîtront qui amélioreront le rapport homme/nature et donc le rapport homme – homme.

L'échange entre les universités maintenant existe et les paysans à leur tour sont demandeurs de rencontres inter paysannes.

Les universités du Nord auraient tout intérêt à s'intéresser, voire à s'inspirer de ce type de démarche, qui est par ailleurs difficilement finançable par les bailleurs de fonds classiques et met un certain nombre d'années avant de sortir de l'échelle confidentielle...

Cette fiche a été rédigée à partir d'une somme d'entretiens, de lectures, courriers... effectués dans le cadre du suivi du projet à la FPH.

A. OLLITRAULT-BERNARD

<p>FICHE 77 : REGIONS DU MONDE ET AGRICULTURES PAYSANNES : APPROCHES CONTINENTALES ET LOCALES – ENJEUX ACTUELS ET DEMARCHES D'ACTION DES RESEAUX.</p>
--

Une trentaine de personnes issues de réseaux de travail sur les agricultures paysannes se sont réunies pour la première fois sur le Larzac (France), en septembre 1993, dans le cadre d'un comité de pilotage élargi du programme "agricultures paysannes et modernité".

Les objectifs étaient d'échanger des expériences de réseaux à travers le monde, sur un thème commun, mais aussi de rencontrer une autre aventure : celle de la lutte que les habitants du plateau ont menée durant onze ans contre l'extension d'un camp militaire. Ces deux aventures ont été réunies car elles présentaient vraisemblablement deux traits communs : les mouvements et dynamiques se sont instaurés dans le long terme et se sont ouverts sur toutes les catégories sociales de la société.

Les grands aspects qu'on débatus les représentants des divers réseaux en fonction de leur expérience étaient : la décollectivisation dans les pays d'Europe centrale et orientale, le désengagement des états et le rôle des organisations paysannes en Afrique, les intégrations régionales et régulations internationales, l'agriculture et le développement durable.

L'exposé de ces problématiques horizontales a fait émerger quelques idées. Tout d'abord, un certain nombre de pays considèrent que d'un point de vue économique ils peuvent se passer de leurs agricultures paysannes. Ensuite, des processus d'intégration régionaux, tels que l'ALENA ou MERCOSUR sont issus de

démarches gouvernementales précipitées, soutenues par les intérêts de grands groupes agro-industriels et par l'idéologie du libre-échange. Mais les risques d'éclatement social et culturel deviennent importants, au Mexique ou en Amérique Latine, car la participation de la société civile est exclue des débats. De même, les accords du GATT ont été conçus sans qu'une forme de régulation internationale puisse mettre en valeur les cultures, les affinités régionales ou encore l'environnement.

Enfin, la place et le rôle des organisations paysannes indigènes dans le cadre de processus de démocratisation paraissent essentiels. Stratégies de développement en Afrique et en Amérique Latine, structuration du monde rural dans les pays de l'est, définition et transfert de fonctions entre les états et les organisations sociales, questions d'environnement et développement d'une agriculture durable sont les grands arguments généraux qui ont été avancés au cours des débats du Larzac. Les aspects de méthodes et des démarches à utiliser sont à mieux définir, de manière commune, en liant le micro et le macro, et en prenant en compte la grande diversité des situations sociales et économiques. Il est apparu nécessaire de planifier au cours de cette rencontre, à un niveau mondial et continental, des échéances qui structurent ces dynamiques collectives.

Les enjeux contenus dans les débats de cette rencontre sont énormes, mais les réflexions, les échanges, les initiatives de ces réseaux APM prouvent que des démarches conduites avec méthode au plan international peuvent être mobilisatrices et ouvrent des champs réels d'action et de possibles transformation des situations.

*Pierre VUARIN,
Coordinateur APM, 1993*

FICHE 78 : UNE EXPERIENCE D'UTILISATION DE LA RADIO RURALE POUR LA PROMOTION DE LA PAROLE PAYSANNE AU BURKINA FASO.

Les six radios locales prévues dépendent de la radiodiffusion burkinabée et du Ministère de l'Information. Les trois stations installées fin 1986 dans les villages de Kongossi, Gassan et Poura, ont été financées par l'Allemagne Fédérale.

La décentralisation de la radiodiffusion est toute récente en Afrique. Les six stations installées ou prévues ont été choisies en fonction des capacités d'organisation des populations locales, de l'intérêt économique de la région et de son éloignement par rapport à la capitale. Ainsi, le village de Kongoussi abrite de nombreuses coopératives et connaît une forte production de haricots verts ; à Gassan, c'est l'existence de fermes d'état expérimentales et la proximité du barrage du Sourou qui ont été déterminantes ; alors qu'à Poura, le critère de choix a été l'exploitation de mines d'or.

Il s'agit de contourner les défauts de la radio classique, caractérisée par une communication verticale, en privilégiant : – la production endogène de messages ; – le développement de l'autopromotion ; la responsabilisation de l'auditoire ; et – la mise en valeur de la parole paysanne. La radio rurale locale doit véhiculer des messages endogènes générés par la communauté. La culture et le savoir-faire local sont valorisés à partir de témoignages et de séquences musicales.

Les émissions sont réalisées au village, la plupart du temps par des bénévoles. Leur formation sommaire (une semaine) leur permet de tenir un cahier d'antenne et un cahier d'entretien du groupe électrogène. Les communiqués publicitaires à l'antenne sont une source de recettes auxquelles il faut ajouter

les dons et les legs (villages de Kongossi et de Poura). Par contre à Gassan, c'est la population qui assure la survie de la station par cotisations ponctuelles. Au niveau des programmes, la répartition des genres est très variable d'une station à l'autre. Radio GASSAN diffuse essentiellement de la musique ; Radio KONGOUSSI présente des programmes plus structurés avec une majorité d'émissions éducatives et de variétés tout en laissant une bonne place à la musique, la publicité.

Le matériel de ces radios locales est semi-professionnel ou professionnel. Le tourne-disque est supprimé et remplacé par des cassettes ou des bandes magnétiques. L'émission se fait en modulation de fréquence (FM) à faible puissance. Les trois stations ont débuté fin 1986. Une première évaluation est en cours au troisième trimestre 1987. Le coût total d'installation du matériel de production et d'émission est estimé à 140.000 FF par station.

Cette fiche est extraite du rapport COMMUNITECH 87 : "Processus de communication et Information Technologique en milieu rural", comprenant 32 expériences.

GRET, 1990

FICHE 79 : LE PROGRAMME DE RADIO DU PROJET BREJO

Le Projet Brejo est un projet d'appui à des groupes de petits producteurs de la Paraíba, pour stimuler les innovations en matière de production et commercialisation, diffuser des expériences et relier les questions de production aux autres préoccupations des organisations populaires. Les 37 groupes du projet développent des expériences de type jardin potager ou cultures communautaires, banques de semences, commercialisation, apiculture, élevage.

La communication est l'axe principal du travail, puisque la radio est la principale activité. Le programme est hebdomadaire et dure 15 minutes. 25 programmes ont déjà été réalisés. Cela exige de gros efforts. Le programme absorbe entre 25 % et 30 % du temps de 2 techniciens, en plus de l'appui consistant de la CARITAS. Les programmes sont faits sous forme de saynètes, où les cinq principaux personnages apparaissent presque chaque fois. Ces personnages sont très appréciés. Les techniciens, bien intégrés à la région, connaissent bien le langage des agriculteurs. Les dialogues sont de bonne qualité. Il ne manque qu'un petit air de "Novela" (feuilleton) – suspense, action.

La principale critique à faire est que l'on s'est, d'une manière globale, préoccupé d'enseigner et de faire passer des innovations. La fonction de diffusion d'expériences concrètes d'agriculteurs revêt un rôle secondaire. Dans les saynètes, le technicien est souvent la source du savoir. C'est lui qui enseigne. La radio est l'instrument des techniciens pour diffuser les informations du projet. Pour l'instant, elle n'est pas un instrument que les organisations populaires se sont appropriées (également, parce que le projet lui-même n'est pas encore approprié par les organisations populaires).

L'auteur note que la régularité et la qualité de la production méritent des éloges. Il souligne l'importance de la présence continue des 5 personnages. L'évaluation de l'impact du programme dans la région n'a pas été faite. Pour informations complémentaires, s'adresser à : PTA/Coordenação Regional NE, Pablo Siderski, Av Governador Carlos de Lima Cavalcante, 188 – Bairro Boa Vista – 50070 – RECIFE – PE – Tel. (081) 221 28 80.

*P. SIDERSKI,
AS PTA-1990*

FICHE 80 : LA RADIO RURALE DE LA REGION DE GUARAPUAVA ET TURVO.

L'expérience de radio a commencé par un programme de l'Acarpa (EMATER-PR) (Organisme public d'assistance technique rurale) : "Famille Rurale", un programme radiophonique régional. Il n'incitait pas à la participation populaire et son contenu politique n'était pas clair. Il avait cependant une bonne audience. A partir de 1984, quelques animateurs de l'Acarpa à Turvo ont développé un travail différent, plus créatif, de type participatif. Ils ont suivi une formation en communication-radio qu'ils ont eu le soin de retransmettre à l'Association de Producteurs de Turvo.

En 1986, les programmes de radio ont beaucoup présenté les expériences d'organisation des agriculteurs : les auditeurs étaient conviés à participer aux "clubs des mères", groupes de jeunes, pharmacie communautaire, campagnes de vaccination, programmes des "micro-bassins", etc. On visait ainsi à légitimer et faire connaître les organisations et mouvements populaires existants. Une méthodologie d'interview stimulait la participation populaire et les échanges d'expériences. Les programmes avaient pour but de sensibiliser et d'informer. Les thèmes abordés à cette époque avaient été sélectionnés par une enquête auprès de 26 Clubs de mères. Aujourd'hui, on s'inspire du travail réalisé quotidiennement avec les agriculteurs par la Fondation Rureco organisation non gouvernementale d'appui aux associations d'agriculteurs.

A la fin de 1987, l'Acarpa s'est retirée et l'équipe de la Fondation Rureco a assumé le programme. L'animateur n'a pas changé. En 1988, quatre équipes ont été formées par des techniciens et agriculteurs des associations de petits producteurs de Turvo, Pinhao, Laranjeiras do Sul et Pitanga, pour assumer le programme. Un cours de radio a été organisé pour former vingt-quatre personnes (techniciens, responsables paysans) à la production des programmes.

Eléments d'évaluation :

- L'impact n'a pas fait l'objet d'une évaluation précise. Néanmoins, on peut estimer que les programmes ont une bonne audience si l'on en juge par les questions qui sont envoyées à la Fondation Rureco. Il y a de nombreuses demandes dans les domaines de la santé et de la production. Par exemple, à la suite d'une émission sur les semences, plusieurs agriculteurs se sont rendus à la radio pour offrir des graines.
- La radio est devenue plus familière aux agriculteurs dont la participation augmente de plus en plus. Les paysans aiment s'entendre eux-mêmes et entre eux. Ils prennent ainsi confiance en leurs idées.
- La radio est le principal moyen de communication entre petits producteurs. Elle atteint même ceux qui ne savent pas lire et ceux qui ne participent pas à une organisation sociale. Elle peut devenir la voie de la communauté rurale.
- La radio a un rôle de motivation. Mais elle a besoin de plus de techniciens et d'une meilleure professionnalisation pour répondre aux questions envoyées après les émissions.
- Une émission de quinze minutes correspond à une journée de travail de production d'une équipe de quatre personnes. Quel est le rapport coût/bénéfice ?
- La stratégie globale de communication de la Fondation Rureco doit être définie. La communication dans son ensemble, comme axe de travail de la Fondation Rureco, a besoin d'une meilleure organisation et de divers moyens autres que la radio.
- Il est important d'élaborer une méthodologie d'évaluation de l'impact du programme.
- Il est souhaitable de susciter de nouvelles formes de participation : conseil éditorial, groupes de base pour la production d'émissions.

- Penser à mettre en valeur le contenu des émissions en les reproduisant par écrit sous forme de matériel d'animation.

Pour obtenir des informations complémentaires : RURECO, Rua Dr. Joao Ferreira Neves 530. 85150 Turvo, PR, Brésil. Divers textes existent sur le programme radio : – Documents internes sur l'histoire de la radio, rapports des cours de radio et des réunions de communication, Texto de Apoio n° 7 : La fonction de la communication et les réseaux PTA.

RURECO, 1992

**FICHE 81 : DE LA PRISE EN CHARGE D'UNE RADIO RURALE PAR DES ASSOCIATIONS
VILLAGEOISES – LE CAS DE LA RADIO RURALE DE KAYES AU MALI.**

La radio rurale de Kayes a été la première radio rurale, autonome et régionale habilitée à émettre au Mali, parallèlement à la radio nationale. Créée en 1986, la radio rurale de Kayes est née de l'idée de faire une radio de développement en langue régionale qui puisse appuyer le travail de développement des associations villageoises et donner la parole aux paysans des cercles de Kayes et de Yelimane. Outil de communication moderne, cette radio devait servir aussi de moyen de désenclavement des 400 villages que comptent ces deux cercles. Etant donné l'état des voies de communication, l'accès à ces villages est difficile. Durant la saison de pluie certains de ces villages sont pratiquement inaccessibles.

Produites sur le terrain, les émissions de radio couvrent des domaines aussi divers que :

- l'histoire et la culture de la région (histoire orale, documents et témoignage historique, récits, légendes, chants, musique),
- l'alphabétisation de base et fonctionnelle (ayant un double objectif : soutenir l'auto-identification culturelle et augmenter les capacités de gestion au niveau social),
- la santé et la prévention sanitaire (pathologies les plus courantes, programmes de vaccination, protection maternelle et infantile, alimentation et hygiène, thérapie traditionnelle),
- la production agricole (techniques de production pour les différentes cultures pluviales et irriguées, calendrier agricole, protection des cultures, expérimentation de nouvelles cultures, gestion des structures),
- la conservation et la transformation des produits alimentaires (techniques traditionnelles et innovations praticables),
- l'agro-boisement (reboisement, introduction de nouvelles espèces productives, protection des cultures forestières),
- la production artisanale (soutien à des productions traditionnelles et diffusion).

Pour démarrer ces émissions en Février 1987, la radio a bénéficié de l'appui financier de la coopération italienne. A l'époque le gouvernement italien, secoué par l'ampleur de la famine en Ethiopie, avait décidé de débloquer, du jour au lendemain, des millions de dollars pour la coopération avec l'Afrique.

Trois ans plus tard, avec les changements dans les pays de l'Est, la coopération italienne va se recentrer sur ces pays, au détriment des pays d'Afrique. Ainsi, du jour au lendemain, la section Afrique de la coopération italienne va se retrouver sans un sou. Aussi, quand en février 1989, le gouvernement malien suite au succès de la radio auprès des populations rurales, va soumettre au gouvernement italien une requête de

financement relative à la prolongation du volet Radio rurale, la réponse va se faire attendre. Pour permettre à la radio de continuer à émettre, GAO, l'ONG italienne chargée de la gestion du projet va investir ses propres ressources.

Jusqu'au mois d'août 1989. Puis pour éviter que la radio cesse d'émettre, les associations villageoises de la région vont se mobiliser. Elles vont mettre sur pied un comité de gestion de la radio et s'engager à cotiser chacune 2000 FF par mois pour faire fonctionner la radio. Le comité de gestion va obtenir des pouvoirs publics le maintien à la radio de trois techniciens de la Radio télévision malienne pour assurer la maintenance technique, la prise en charge des frais de téléphone par le ministère de l'information et ceux d'électricité par le gouvernement régional. GAO, elle, mettant à la disposition du comité de gestion les infrastructures de la radio.

Trois ans après ce premier arrangement, la prise en charge totale de cette radio par les associations villageoises se précise. Une association loi 1901 vient de se créer. Progressivement elle doit reprendre la radio en lieu et place de GAO. Juridiquement et financièrement elle sera la seule responsable et propriétaire de la radio d'ici 1994. Ce qui ferait de la Radio rurale de Kayes la première radio africaine à 100 % rurale. C'est-à-dire une radio dans laquelle les populations rurales interviennent de la conception des émissions à leur production, en passant par la gestion financière de la radio.

Les radio rurales en Afrique n'ont presque toujours de rural que le nom. Elles sont la plupart du temps des sections des radios nationales avec des programmes conçus et produits par des citoyens pour les ruraux. La Radio rurale de Kayes est la première réellement rurale non seulement au Mali mais aussi en Afrique. Non seulement parce qu'elle donne la parole aux ruraux mais en plus parce qu'ils sont impliqués dans sa gestion. Cette responsabilisation des ruraux est le facteur essentiel qui explique leur mobilisation pour éviter la fermeture de cette radio.

D. GAKUNZI – 1993

<p>FICHE 82 : LA RADIO PEUT-ELLE VEHICULER LA PAROLE PAYSANNE SANS EN ALTERER LE LANGAGE ?</p>

Créée en à l'initiative de l'ONG italienne GAO, la Radio rurale de Kayes a aujourd'hui cinq ans d'existence. Situé dans l'ouest du Mali cette radio s'est fixée pour objectif de faire entendre la parole des villageois en leur tendant le micro. C'est dans cette optique que s'inscrivent les émissions animées, deux fois par semaines, par l'Ordik (Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbine).

Réalisées sur le terrain, c'est-à-dire dans les villages, avec les paysans les émissions de l'Ordik essaient d'intégrer des éléments de la communication traditionnelle. Une semaine, au moins, avant son passage, Barka Fofana – l'animateur qui est l'animateur de ces émissions – annonce sa venue dans un village par la voix des ondes. Il doit s'arranger aussi pour que son horaire d'arrivée ne corresponde pas avec l'heure des travaux aux champs. A son arrivée dans le village il est d'usage d'abord d'aller saluer le chef du village. Ensuite c'est le recueil de la parole des villageois sur le thème du jour.

De retour dans les studios de la radio, le défi pour Barka est d'arriver à restituer la parole recueillie sans en altérer le langage c'est à dire en y intégrant des éléments de la communication traditionnelle. L'émission de vulgarisation sur la protection infantile est annoncée par un chant traditionnel chanté par les femmes du village visité. Ensuite la mémoire des villageois est mise à contribution pour trouver des proverbes,

des devinettes parlant de ce thème. De nouveau l'émission fait appel aux chants du coin. Ensuite c'est au tour du griot d'entrer en jeu avec un conte vantant les mérites de l'allaitement maternel. Suit un débat entre les femmes sur ce sujet.

Des spécialistes de la question sont aussi mis à contribution. Ils confrontent leur savoir avec celui des Vieux et des Vieilles. La palabre terminée, l'émission se conclut sur des proverbes rappelant l'importance de préserver sa santé. L'émission ne se fait pas toujours sans problème. A part les problèmes classiques de la panne des piles ou des cassettes, il y a parfois, notamment en hivernage, l'impraticabilité des routes qui peut pousser à reporter la visite d'un village. Tout en jouant un rôle éducatif ces émissions ont permis de faire revivre, de réactiver, de fixer la mémoire populaire de la région. Il y a par exemple des chants de femmes qui étaient en train de se perdre qui sont rechantés grâce à ces émissions. Des proverbes, des contes ont été, ainsi sauvés de l'oubli.

La réussite de l'intégration des éléments de communication traditionnelle dans les émissions de l'ORDIK démontre les capacités de la radio, outil moderne de communication, à véhiculer la parole paysanne. Mieux que l'écriture, la radio peut être un instrument formidable de préservation de la tradition orale car elle est un outil adaptée à l'oralité. La plupart des paysans étant analphabètes, l'écriture déformerait leur expression car exigeant la maîtrise d'un vocabulaire et des codes dont ils ne sont pas familiers.

David GAKUNZI – 1993

FICHE 83 : DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION CONTROLEES PAR LES PAYSANS.

Le savoir des paysans et le choix par ceux-ci de l'information qui leur est nécessaire : telles sont les bases sur lesquelles s'appuient les campagnes de diffusion d'information lancées dans le cadre d'un projet coordonné par le Conseil philippin pour la recherche et le développement de l'agriculture, de la foresterie et des ressources naturelles (PCARRD) et soutenu par le gouvernement philippin.

Ce projet avait pour objectif d'augmenter la participation des petits paysans à l'identification des technologies à élaborer ou transférer, et de susciter une circulation d'information dans les deux sens entre paysans, agents de développement et chercheurs. Ce projet rappelle la leçon de Paulo Freire : avec l'appropriation par l'homme de son propre apprentissage, c'est un des obstacles majeurs au développement qui est surmonté. La philosophie est ici tout autre que celle qui inspire le transfert de technologie "classique".

Pour que le paysan puisse accéder à l'information selon ses besoins, son temps et ses moyens, son interlocuteur (ONG, animateur communautaire, chercheur, ...) doit adopter un rôle nouveau. Dans un premier temps, il apporte un soutien pour définir quels sont les problèmes et aide les paysans à dresser un inventaire des solutions potentielles. Cela sous-entend aussi, pour un programme gouvernemental, d'accepter de solliciter les chercheurs du service public pour qu'ils répondent aux demandes formulées par les paysans. Une fois élaborées des options, l'interlocuteur des paysans devient communicateur, avec pour tâche d'organiser les connaissances, de les mettre en forme sur différents supports et de les présenter aux paysans, qui ont à les juger, les digérer, les rejeter ou les modifier et se les approprier.

Le projet concerne cinq barangays (villages) assez isolés et touche une population de petits paysans, de pêcheurs, de femmes et de jeunes. Il s'est déroulé de la façon suivante. Par diverses méthodes d'évaluation, la demande des paysans pour une information externe a été identifiée : d'abord la communauté a décrit aux

enquêteurs son environnement physique et social ; puis une dizaine d'hommes et femmes de différents âges et groupes dans le barangay ont été sélectionnés pour une discussion où des problèmes et des causes sous-jacentes ont été identifiés et représentés sur un diagramme en arbre. Ce type de diagramme s'avère utile pour exposer et vérifier l'information auprès d'un public plus large.

Suite à l'indication par les paysans de leurs préoccupations principales, une évaluation par questionnaire de leurs connaissances sur les technologies qu'ils recommandent a été menée à l'échelle des communautés entières. L'identification des lacunes dans les connaissances a permis d'élaborer des objectifs pédagogiques pour les campagnes de communication. Il s'agit ici d'une démarche moins participative, mais qui permet d'explorer de façon systématique ce qui intéresse les paysans. A la fin des campagnes de communication, une nouvelle évaluation permet aux paysans de mesurer leur acquisition de connaissances.

Les campagnes de communication se font au moyen de combinaisons de différents supports (écrit, audio, parfois vidéo) conçues spécifiquement en fonction des groupes cibles. Le CATS (Système de tour audio communautaire) constitue un élément essentiel. Composé d'une console audio de type karaoké reliée via un amplificateur à des haut-parleurs fixés au sommet d'une petite structure de poutrelles, il permet d'émettre dans un rayon de deux kilomètres. Les documents radiophoniques sont diffusés trois fois par semaine, pendant un quart d'heure, tôt le matin ou le soir.

Dans le barangay Tacunan, près de la ville de Davao, suite à des rencontres entre le personnel du projet et la communauté, une association de radiodiffusion communautaire s'est constituée, dont plusieurs membres ont été formés à l'écriture de textes radiophoniques. L'association se charge des programmes et des horaires de diffusion de "Radyo Tacunan", ainsi que de la collecte de fonds dans le barangay pour subvenir aux coûts de fonctionnement.

Les raisons de cet enthousiasme sont multiples. Ainsi, la concertation a créé un climat de confiance entre les paysans et le personnel du projet ; du fait du contrôle par les paysans des informations à transmettre, il y a un fort degré d'appropriation de cette outil ; finalement, il s'agit là d'un barangay dont l'organisation est particulièrement développée : en cas de besoin, des groupes sont constitués très vite, les réunions sont tenues de façon régulière, l'outil CATS est utilisé pour la diffusion d'information sur d'autres sujets d'importance – ceci explique par exemple la réussite presque à 100 % des opérations de vaccination des services de la santé.

Les paysans établissent maintenant des liens avec des ONG et des services gouvernementaux. Ils ont acquis des connaissances et une confiance leur permettant de demander là où il faut les services ou l'information dont ils ont besoin. Des paysans de Tacunan par exemple ont été formés par des spécialistes aux tests pédologiques et ont reçu du matériel pour pratiquer les tests. A Tacunan la hutte abritant "Radyo Tacunan" est devenue un lieu de rencontre et de détente après la journée de travail. La routine des émissions du début de soirée pourrait devenir une réelle tradition. Le processus d'apprentissage engagé pourrait comporter en soi le germe d'un développement éminemment durable : une dynamique collective d'apprentissage individuel tout au long de la vie.

Pour plus d'information : The Director, Applied Communication Division, PCARRD, Los Baños, Laguna, Philippines, ou : Development Support Communication Branch, Information Division, FAO, Via delle Terme di Caracalla, Rome, 00100 Italie, tel (39-6) 5225 4099, fax (39-6) 5225 5155.

*Fiche de N. SILHE – 1994
à partir de l'article de R. RAMIREZ et T. STUART,
ILEIA NEWSLETTER, 1994*

**FICHE 84 : UNE EXPERIENCE DE COMMUNICATION RURALE ENTRE LES OTOMIS DE LA VALLEE
DU MEZQUITAL AU MEXIQUE.**

En 1970, pour tenter de surmonter la crise économique qui sévissait surtout dans l'agriculture et dans l'élevage, le gouvernement fédéral décidait de fixer sa politique agraire et agricole sur l'économie paysanne. Le CEDA (Centre de l'Education pour Adultes) voit le jour en 1972 à la suite d'une convention entre le Patrimoine Indigène de la Vallée du Mezquital (PIVM) et la Fondation Friedrich Ebert de la RFA. En 1976, le CEDA était restructuré car son programme de formation pour promoteurs bilingues réalisé entre 1972 et 1975 avait obtenu très peu de succès. La CEDEPAS (Centrale pour le Développement et la Participation Sociale), une ONG, profite alors de l'occasion pour assumer les différents programmes du Centre.

Objectifs :

- a) Programme Fondamental de Formation Agraire dont l'objectif principal est le "développement auprès de la population paysanne d'une plus grande connaissance et d'une habilitation à l'utilisation optimale de ses ressources".
- b) Programme d'Education de Base par l'alphabétisation élémentaire et l'école primaire intensive pour les adultes.
- c) Programme des "Promoteurs Naturels" qui vise à former des groupes solidaires et des structures associatives pour promouvoir le développement de la communauté à partir du lancement d'activités économiques.
- d) Programme de Communication Sociale s'appuyant sur deux axes de travail : la production radiophonique et la production de matériel audiovisuel.

Les indiens otomis, au nombre de 65.775 (soit 15 % de la population régionale) sont bilingues à l'exception de 10.000 encore monolingues et vivent dans les parties montagneuses les plus isolées et avec peu de communication avec la Vallée.

Méthode :

- 1/ Formation de groupes solidaires et de formes associatives pour la promotion du développement de la communauté à partir d'activités économiques
- 2/ Renforcement des activités éducatives et de formation
- 3/ Recherche d'une cohérence méthodologique plus grande entre tous les programmes de travail, et surtout ceux portant sur la capacité auto-didactique et l'auto-diagnostic.

Cette expérience de communication rurale s'appuie sur deux instruments : – la production radiophonique, grâce à la mise en place d'une radio rurale appelée Radio Mezquital ; – la production de matériel audiovisuel (films, diapositives, affiches, brochures, photos, journaux muraux, théâtre de marionnettes), privilégiant des techniques suivantes : interviews, forums, théâtre dramatique. A côté des instruments traditionnels de communication, les instruments de communication les plus adéquats à la formation sont l'appareil photographique et le magnétophone (radio-cassette). Pour une utilisation efficace des moyens de communication-formation, il importe d'utiliser un langage social et des formes de communication qui soient communes aux différents secteurs professionnels participants au processus.

Fiche extraite de COMMUNITECH 87 : "Processus de communication et Information technologique en milieu rural", comprenant 32 expériences.

GRET, 1990

FICHE 85 : UNE EXPERIENCE DE PROMOTION DE LA PAROLE PAYSANNE ET HAITI.

L'Institut d'Action Culturelle pour le Développement, l'ICAD, s'est associé aux chercheurs et aux techniciens du Centre agronomique haïtien de Madian-Salagnac pour entreprendre un programme de vidéo-communication. Ce centre haïtien, situé au sud de la péninsule, a d'étroites relations avec la Coopération française.

Il s'agit de faire entendre la voix des paysans en explicitant la crise des agro-systèmes telle qu'elle est vécue par les agriculteurs. Trois buts sont attendus de la diffusion des films :

1/ Vaincre les préjugés défavorables aux paysans et à leurs pratiques culturelles et donner une perception plus nuancée des problèmes de développement grâce à la circulation de l'outil audiovisuel dans les universités, les organisations internationales, les associations d'aide au développement et les centres de formation.

2/ Placer les agriculteurs en situation d'auto-observation en leur donnant matière à comparaison afin de leur permettre de relativiser leurs connaissances empiriques

3/ Valoriser les activités de recherche participative du Centre de Madian-Salagnac.

Ce produit audiovisuel est le fruit d'une étroite collaboration entre chercheurs et cadres nationaux, vidéastes et paysans. L'équipe de vidéastes a travaillé au jour le jour, dans la foulée de la vie quotidienne, en suivant essentiellement six exploitations, réparties dans trois zones montagneuses différentes choisies au sud de l'île (zone de recherche du Centre Madian-S.). Les vidéastes ont appris le créole en vivant chez l'habitant. En rupture avec l'écriture cinématographique classique qui illustre généralement la synthèse des auteurs, la démarche adoptée par l'ICAD accorde une importance extrême au récit paysan, à la parole "in situ". D'où la place prépondérante laissée au temps vécu.

La collection, intitulée "Paysans... Silences à voix basses" est composée de 20 vidéo-cassettes en créole, d'une durée totale de vingt heures. Toutefois, les différents éléments peuvent être utilisés dans n'importe quel ordre et séparément. Les versions étrangères (anglais, français, espagnol et suédois) sont réalisées en "voix off", avec maintien du son original.

Ces bandes vidéo prennent à revers beaucoup d'idées reçues, notamment sur le faible niveau des pratiques agricoles de paysans réputés analphabètes. Ce qui apparaît ici, c'est l'extrême compétence que développent ces paysans dans des situations économiques proches de la survie, et leur capacité à s'approprier des techniques d'amélioration si, toutefois, les moyens politiques et économiques le permettent. Ces documents filmés sont utiles en complément aux échanges, visites et voyages d'étude entre agriculteurs – qui sont organisés dans le cadre des activités de formation de Madian-Salagnac. Ils permettent notamment aux paysans d'exprimer des choses qu'ils ne diraient pas facilement aux visiteurs d'un jour. Le micro-local sert ainsi à étayer une réflexion à caractère général sur le devenir de nombreuses sociétés agraires du Tiers-Monde, aujourd'hui en crise ouverte, et sur les responsabilités respectives des paysans et des pouvoirs politiques.

Cette fiche est extraite du rapport "COMMUNITECH 87" : Processus de communication et Information Technologique en milieu rural, présentant 32 expériences.

GRET, 1987

FICHE 86 : DES OUTILS DE FORMATION A LA PRATIQUE DE LA CULTURE ATTELEE AU BURKINA FASO.

Il s'agit d'un projet FAO d'assistance au Ministère du développement rural burkinabé dans le cadre du renforcement du Service de la Vulgarisation et de l'Animation Rurale (SVAR), qui est chargé de coordonner les activités de vulgarisation agricole au niveau national. Le SAVR dispose d'une section de communication audiovisuelle. Ce projet, financé par le P.N.U.D, a démarré en 1982.

La population burkinabaise est composée de 95 % d'agriculteurs et d'éleveurs. La politique agricole du gouvernement donne priorité à l'autosuffisance alimentaire, or il s'avère que l'adoption par les agriculteurs de matériel à traction animale est un moyen essentiel d'assurer une augmentation de la production vivrière.

Les objectifs sont au nombre de trois :

- 1/ Former les paysans par le biais des vulgarisateurs locaux à l'utilisation rationnelle du matériel de culture attelée
- 2/ Intensifier la vulgarisation des méthodes culturales attelées et des soins des animaux
- 3/ Développer la mécanisation de l'agriculture et l'association culture-élevage en promouvant l'agriculture chez les éleveurs (nord du pays), et l'élevage chez les agriculteurs (sud du pays).

L'outil de communication, produit par la FAO, est un jeu de onze films diapositives couleurs sélectionnées, mises en séquence et reproduites sur une pellicule de couleur 35 mm. Ces films sont projetés en brousse. Ils traitent de mêmes techniques tels que le choix, les soins et le dressage de bovins de trait, les charrettes, le matériel aratoire, etc... Chaque film est accompagné d'une brochure qui contient le commentaire et les photos du film. Le commentaire a généralement été enregistré sur cassette en français, moré, dioula et fufuldé.

De cette expérience, menée sur cinq ans avec onze Offices Régionaux de Développement, la FAO a pu tirer certaines conclusions sur les exigences d'un tel outil. Les inconvénients du film fixe sont liés à la difficulté de perception de l'image par les paysans qui y sont peu habitués.

Par contre, la pellicule résiste mieux aux manipulations et au temps et elle est plus facile à manier que les diapositives. D'excellentes photos en termes pédagogiques peuvent valoir tous les discours, à condition qu'elles soient enracinées dans la réalité quotidienne du village où elles sont projetées.

Ainsi, certains films de la FAO ont été redécoupés image par image puis remontés, après y avoir inclus quelques photos prises localement, en particulier chez des paysans dont le dynamisme et la réussite sont connus dans la région. Parallèlement, toute image, dont l'application pratique ne pouvait être faite dans les jours qui suivaient la projection a été supprimée. Une des conditions essentielles de validité d'un tel outil dépend donc de l'implication d'un organisme local de vulgarisation qui connaisse profondément les contextes locaux.

Fiche extraite du rapport "COMMUNITECH 87" comprenant un recueil de 32 expériences sur des pratiques de communication et développement en milieu rural.

GRET, 1987

FICHE 87 : UN DISPOSITIF D'ECHANGES D'INFORMATION ENTRE GROUPEMENTS PAYSANS AU SAHEL.

Il s'agit d'un programme conjoint du Groupe de Réalisations Audiovisuelles pour le Développement (GRAD/France) et d'une association internationale "SixS", ("Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel") dont le siège est au Burkina-Faso et dont les membres sont des Fédérations de groupements paysans du Burkina, Sénégal, Mali et Mauritanie. "SixS" n'est pas une superstructure paysanne, elle s'appuie sur l'organisation et la responsabilité de ses fédérations membres ; elle est surtout connue pour la gestion d'un Fond souple mis en place depuis dix ans à partir d'appuis financiers européens, publics et privés. L'association des deux ONG date de 1982.

Les paysans ont très peu accès aux expériences, réflexions ou actions, échecs ou réussites des autres villages ou groupements, malgré la profusion des lieux de communication. Des savoir-faire pratiqués souvent à quelques dizaines de kilomètres sont méconnus ou ignorés.

L'enjeu est de créer les conditions d'un échange local d'idées et d'expériences entre membres d'un même groupement et entre des groupements différents. Trois objectifs sont fixés : – diffuser les acquis des groupements paysans et alimenter un débat permanent ; – donner les moyens aux intéressés de produire leurs propres outils de communication ; – valoriser les différents circuits de la communication paysanne.

Les actions de communications sont assurées depuis 1982 par un réseau de paysans-animateurs (une cinquantaine), membres des différentes fédérations de groupements. Dans chaque zone (découpage interne à une fédération), les paysans-animateurs organisent des séances de débats à l'aide de montages audiovisuels bilingues (français-langue locale) et apportent un appui pédagogique aux sessions de formation (chantiers-écoles), tout en assurant la circulation des expériences. Un appui technique est également apporté aux séances d'alphabétisation, et aux journaux des fédérations. Les temps forts des activités du réseau sont des chantiers-écoles nationaux où un travail régulier d'évaluation redéfinit les grandes orientations.

Les outils audiovisuels (diapositives, dessins, photos) sont produits par huit équipes régionales (interfédérations) de paysans-animateurs lors de chantiers de production. Chaque équipe dispose d'un équipement portatif (groupe électrogène, projecteur, magnétophone etc..).

Au cours de la dernière saison 86-87, près de 700 séances de débats et quinze chantiers régionaux de production ont été organisés au Sénégal et au Burkina. Plusieurs échanges ont eu lieu avec les communautés paysannes du Cap Vert et du Sri Lanka. Les évaluations de l'outil audiovisuel ont montré qu'en sus de l'effet initial recherché qui est la circulation de l'information, les montages provoquaient des effets d'animation et d'analyse du fonctionnement du groupement, mettant en évidence le rôle des discussions suivant la projection. L'expérience a montré que des jeunes paysans scolarisés (niveau CM2) étaient en mesure de jouer pleinement ce rôle d'animation, rendant inutile le recours à des professionnels.

Le bilan sur le contenu des montages audiovisuels a mis en évidence l'inadaptation de certaines séries de diapositives fabriqués en Europe par le GRAD : moins porteurs pour la discussion, elles provoquaient de surcroît certains malentendus. L'expérience a montré que l'information sur des réalités plus lointaines, telles les conditions d'existence des paysans des autres continents ne pouvait être "capitalisée" par les paysans que si l'outil audiovisuel prenait comme point de départ leurs préoccupations et leurs situations vécues.

GRET, 1987

A utilizacao do video popular pode ser um instrumento pedagogico bastante importante de reflexao e crescimento da cidadania das mulheres agricultoras. O curso de "Expressao Oral e Comunicacao" realizado pelo Setor de Comunicacao do Centro Vianeí, em Lages (SC), utilizou a tecnica da gravação em video para reflexao e autoreflexao da expressao oral e capacidade de comunicacao interpessoal das mulheres agricultoras. Num primeiro momento cada agricultora foi gravada expressando-se para o grupo das mulheres participantes do curso e depois foi reproduzido na TV para que assistissem a sua expressao e fizessem analise critica.

Num segundo momento, a proposta do exercicio era a Comunicacao oral com um publico maior, ficticio de, no minimo, 150 pessoas. Durante este segundo momento, no meio do exercicio, uma das mulheres principiou um discurso candidatando-se a vereadora do municipio. O que se passou dai para frente foi surpreendente: as agricultoras que ate aquele momento estavam totalmente concentradas no exercicio irromperam em risos descontrolados. A algazarra tomou conta da sala e mais tres agricultoras pegaram a palavra (entre risos da grande maioria do grupo) candidatando-se a diversos cargos: prefeitas, deputadas, vereadoras, etc. O tumulto so cessou quando uma delas pediu a palavra para tratar de outro tema – pastoral da saude*. O ambiente entao serenou e o exercicio prosseguiu.

No final do dia, na avaliacao, indagamos as agricultoras o porque do riso nervoso naquele momento. A resposta das mulheres que haviam discursado candidatando-se foi: "Ora, bem capaz que eu ia ter coragem de me candidatar a prefeita ou o que quer que fosse. Era so loucura mesmo." (Lucia, agricultora, 29 anos). "Eu, hein? Quem sou eu pra ser vereadora? So brincando" (Ines, agricultora, 32 anos). Apos algumas declaracoes deste tipo uma agricultora se contrapôs: "Acontece que a gente tem que comecar a levar a politica a serio. Ta mais que na hora da gente comecar a acordar. A Luci** saiu do meio da gente" (Marlene, agricultora, 38 anos).

O debate sobre o tema prosseguiu por uma hora ate que uma outra agricultora declarou: "Eu percebi que algumas de nos aqui levaram a serio os discursos – Dona Judite e Dona Ivanir. Eu ate pensei: vem ai as eleicoes municipais. Porque nao pensar em uma delas para nos representar" (Dona Dalva, agricultora, 57 anos). "E. Alem disso pode ser que a gente ate se de bem. Porque esses politicos preparam antes o que vao falar. Por isso falam direitinho. Porque nos nao?" (Lucia, agricultora, 29 anos).

Atraves da Comunicacao (video para autoreflexao) as agricultoras passaram do sentimento de inferioridade em relacao a si proprias, a conclusao de que seria possivel candidatarem-se desde que bem preparadas. Ou seja, houve a desmistificacao da politica tradicional e afirmacao da cidadania. A mesma agricultora que havia dito que "jamais teria coragem de se candidatar" (Lucia), apos o desenrolar do debate admitia que "os politicos se saem bem porque preparam antes".

Analisando suas proprias reacoes, as agricultoras chegaram a conclusao de que sua atitude em relacao a politica era infantil e que era necessario amadurecer politicamente (consciencia da necessidade da cidadania). O exercicio promoveu um debate no sentido nao so de que as agricultoras repensassem sua cidadania como mulheres e como trabalhadoras, como tambem de pensarem em indicacoes de representacao para o jogo da politica tradicional. Este caso exemplifica a utilizacao das tecnicas da Comunicacao na promocao de debates que auxiliem a voz dos que nao a possuem. Pastoral da Saude: trabalhos comunitarios ligados a Igreja denominada "progressista" (catolica); Luci Choinaski, agricultora, deputada federal do Partido dos Trabalhadores.

*C. TRAMONTE,
Dialogo – cultura y comunicacao, 1992*

FICHE 89 : POURQUOI CEDER SI NOUS POUVONS RESISTER ? LA VIDEO DIVULGUE DES ALTERNATIVES ENERGETIQUES CONÇUES PAR UN AGRICULTEUR.

"Mémoires Cabocles de Bocaina du Sud" est le résultat de 18 heures d'enregistrement vidéo par 12 communautés du district de Bocaina do Sul. Au cours des années 89/90, ces communautés se sont mises à la recherche de leur mémoire historique, pour ensuite l'enregistrer sur cassette vidéo (ou faire "un film" selon leur propre définition). Ce travail a été réalisé avec le concours du Centre Vianei d'Education – Lages (SC), Brésil.

C'est au cours de ce travail que nous avons fait la connaissance de M. Irineu Oenning Bus, un agriculteur d'environ 70 ans. "M. Irineu" est autodidacte – il a appris à lire sur les boîtes de conserve de graisse que vendaient les commis voyageurs au bord des routes pendant les années 40. Il a aussi réussi à déchiffrer la formule mathématique $\pi(3,14)$ sans jamais avoir été à l'école. A partir de ces notions de base, il a pu réaliser certaines choses dans sa petite propriété.

Il a tout fait de ses mains ingénieuses et habiles : des outils de travail, des meubles, des selles pour animaux et même une petite usine d'énergie électrique alternative. Selon ses propres mots, cette usine ne nécessite qu'un filet d'eau pour fonctionner, et même ses vis peuvent être fabriquées en bois. Elle est née de la réflexion et de la volonté de M. Irineu de rendre sa propriété autonome en matière d'énergie. M. Irineu voulait ainsi se libérer des lourdes taxes et aider du même coup ses compagnons agriculteurs.

Depuis un certain temps, il participe au Mouvement des Victimes des Barrages et à un certain moment, il a même participé à un "acte contraire à l'individualisme et au caractère naturellement pacifique (en termes sociaux) du "caboclo serrano"". En effet, l'ELETROSUL (Compagnie d'électricité) avait commencé à fixer les limites des terres qui devaient être inondées pour faire place aux barrages. Environ 100 agriculteurs, parmi eux M. Irineu, organisèrent un mouvement qui arracha toutes les marques. Depuis lors, la Compagnie n'a plus jamais tenté de remettre des marques. Quant aux agriculteurs, ils ont décidé qu'ils ne vendraient jamais leurs terres à des inconnus.

Aujourd'hui, M. Irineu exhibe fièrement dans la cassette vidéo son "trophée" (la marque arrachée de la terre), montre victorieusement au loin sa terre recouverte de pins et de plantations (qui aurait été sous l'eau à l'heure actuelle, s'il n'y avait pas eu de résistance) et nous emmène jusqu'à son usine alternative qu'il a construite de ses mains. Il nous demande alors : "si nous pouvons obtenir de l'énergie avec une machine si simple qu'elle peut être fabriquée par n'importe quel agriculteur, pourquoi nous inféoder aux grandes entreprises ?".

Cet enregistrement vidéo permet la diffusion d'une technique adaptée aux petits producteurs, développée par eux-mêmes mais peu répandue. En d'autres mots, elle permet la diffusion d'une expérience "pilote" facilement accessible et adaptable. Cette production d'énergie alternative porte en elle la question de M. Irineu : pourquoi céder si nous pouvons résister ? En tant que matériel pédagogique, cet enregistrement apporte des informations précieuses pour répondre à une question cruciale – l'énergie – de la petite exploitation et provoque des débats. L'enregistrement réalisé en 1990 par Cristiana TRAMONTE et Marcio VIEIRA DE SOUZA dure 40 minutes.

*Cristiana TRAMONTE – 1992
DIALOGO-CULTURA E COMUNICACAO.*

**FICHE 90 : VIDEO POPULAIRE ET DIALOGUE SUR L'AGRO-ECOLOGIE ENTRE GROUPES
D'AGRICULTEURS.**

Le "fundo de Credito Rotativo" est une proposition de gestion collective de financement à la petite production rurale dont l'administration est à la charge du Centre Vianeï, situé à Lages (SC) dans le sud du Brésil. Environ 140 familles réparties dans 13 communes de la "région serrana" participent à cette expérience. Ce fond sert à financer à la fois des projets d'investissements dans les petites propriétés pour permettre leur survie et à développer des principes de culture agro-écologique.

L'un des principaux problèmes de ces groupes est le manque de communication – leurs expériences demeurent isolées les unes des autres. Il n'existe pas de canaux d'échanges entre les différents groupes faisant partie du Fond et quand les contacts existent, ils se font avec un seul représentant de chaque communauté qui se réunit périodiquement en Conseil Consultatif. Au cours d'une des séances d'évaluation, les représentants des agriculteurs ont constaté qu'il y avait un besoin d'échanges plus grands entre les différents groupes et ils ont demandé l'appui du secteur de communication du Centre Vianeï.

Suite à des discussions collectives, il fut décidé de réaliser une série d'enregistrements vidéo afin de documenter les expériences, évaluer le développement de ces expériences et "échanger les cassettes" pour que ces expériences soient connues par tous (afin qu'elles servent de "miroir" de par la confrontation avec les autres). Une fois le travail commencé, les groupes commencèrent déjà à échanger leurs cassettes par l'intermédiaire de l'un des agriculteurs, devenu "l'entraîneur" de ce collectif. Il convient de souligner que l'organisation de ces enregistrements était à la charge des groupes eux-mêmes : c'est eux qui sélectionnèrent le contenu, les séquences des scènes, les témoignages, etc...

Ce travail a abouti à la réalisation d'un ensemble dynamique, aux multiples facettes, contradictoire comme l'a été l'expérience elle-même : certains se sont servis des enregistrements pour vanter et raconter leurs propres expériences (cela s'est produit, notamment, dans les groupes plus importants rassemblant plusieurs familles), d'autres en ont profité pour faire entendre leurs revendications et pour solliciter une plus grande aide (ce fut le cas, par exemple, de groupes qui se trouvaient en difficulté et qui devaient, à brève échéance rendre des comptes sur les fonds qui leur avaient été prêtés). D'autres groupes, enfin, en ont profité pour poser des questions sur le fonctionnement du Fond de Crédit ; ils se sont plaints entre autres de la qualité de l'aide technique apportée dans le secteur agricole.

Lors de la seconde étape de l'expérience, c'est-à-dire l'échange de cassettes entre les groupes, de nouvelles idées ont émergé, et le besoin d'une plus grande unification du groupe s'est fait sentir. Selon les paroles de l'un des participants, "il y avait encore beaucoup de choses à se dire" pour pouvoir échanger les réussites et les échecs. La vidéo a servi également de lieu où se sont exprimés les conflits internes du groupe. Cela fut le cas pour un groupe d'agriculteurs dont les conflits se sont exprimés lors de l'enregistrement ; cela a donné lieu à une séance où les participants ont dit tout ce qu'ils avaient sur le cœur.

La question-clé de cette expérience est que la communication (la vidéo dans ce cas) contribue à rompre les barrières dans divers domaines : conflits, différences géographiques, culturelles, différences entre les divers groupes, etc., car elle a mis face à face des groupes et des individus dont l'identité et les problèmes sont similaires. Etant donné que l'organisation de la production de la vidéo fut laissée à la charge des groupes eux-mêmes, on peut dire que la vidéo fut le porte-parole de leurs visions, de leurs besoins et de leurs limites.

Cette vidéo, en tant que lieu où ont éclaté et où se sont exprimés les conflits, a permis d'entreprendre une réflexion sur le processus qu'avaient vécu ces groupes. Cette expérience réalisée en 1991 par Cristiana Tramonte et Marcio Vieira de Souza a donné lieu à un enregistrement de 8 heures de matériel brut.

Cristiana TRAMONTE – 1992

FICHE 91 : "HISTOIRE DU PEUPLE DE LA MONTAGNE" – LA RENCONTRE DU SAVOIR POPULAIRE ET DU SAVOIR ERUDIT DANS LA TRANSCRIPTION DE LA MEMOIRE CABOCLA.

La production du montage audio-visuel "Histoire Du peuple de la Serra" (Centre Vianeï – Lages – SC) est un exemple de la rencontre à l'intérieur d'une production intellectuelle de la recherche et de la connaissance populaires et du savoir universitaire. Le résultat obtenu est la mise en avant de la parole des exclus et le récit de leur Histoire dans une optique qui soit pertinente à leur expérience.

La région Serrana de l'état de Santa Catarina est marquée par une Histoire de domination séculaire par les élites de grands propriétaires terriens sur une population habituée au silence et à la soumission. Dans une région de grandes propriétés terriennes, caractérisée par un climat froid très rigoureux et un autoritarisme politique puissant, les "caboclos" (métisses d'indiens et de blancs) tout au long des 250 ans pendant lesquels ils ont peuplé cette région n'ont eu d'autre alternative que d'être soumis politiquement et socialement à l'autorité du soi-disant "colonel" (patron) et à être condamnés à l'absence absolue de quelconques droits à la citoyenneté et à la participation sociale.

Imprégné par la souffrance provenant de ses mauvaises conditions de vie et de l'oppression séculaire, le caboclo serrano (qui vit dans la région serrana) a vécu pendant longtemps "avec le talon de la botte appuyé sur sa tête, ce qui l'obligeait à toujours regarder le sol" (dixit le montage audiovisuel dont nous parlons). Une des conséquences de cette situation est qu'il n'existe, bien sûr, aucune littérature officielle qui raconte l'histoire de cette population de son point de vue. Dans ces 13 communes où vivent près de 300.000 habitants depuis deux siècles et demi, la seule documentation qui existe est celle qui raconte le parcours des élites et des "grands noms". La seule mention qui est faite des travailleurs, c'est quand ils sont appelés "les bugres" (indiens) paresseux et violents".

C'est dans ce contexte qu'apparaît le travail du Centre Vianeï d'Education au début des années 80 et l'urgence de réécrire cette Histoire. C'est ainsi qu'un conseiller du Centre a entrepris de faire une maîtrise dont le sujet est l'Histoire de la région serrana de l'état de Santa Catarina. La préoccupation première étant de reconquérir cette Histoire et de l'entendre de la bouche même des opprimés, le mémoire de maîtrise a été écrit collectivement avec la collaboration d'autres conseillers du Vianeï et d'agriculteurs lors de réunions et de séminaires.

Au début de la rédaction de la thèse, le problème suivant s'est posé : comment faire de cette étude à caractère universitaire un document vivant de reconquête du récit historique et restituer cette recherche aux agriculteurs qui avaient participé à l'élaboration du travail, en tenant compte des difficultés que ces derniers ont avec la lecture, sans parler de l'institution universitaire ? C'est assailli de doutes et d'interrogations que l'équipe a projeté le montage audio-visuel "Histoire du Peuple de la Serra" pendant des mois à l'occasion de réunions d'agriculteurs de la région suivies de débats et de réflexions.

Il a été fait diverses copies du montage et actuellement, chaque organisation d'agriculteurs (syndicats, associations, etc...) a ce matériel en sa possession et l'utilise comme outil pédagogique. Il faut souligner qu'à l'occasion de la soutenance du mémoire qui fut à l'origine de cette production audio-visuelle, quelques-uns des participants à la recherche et quelques dirigeants firent le voyage jusqu'à l'université pour soutenir le candidat et l'aider en présentant le montage audio-visuel.

Aujourd'hui cette production et le mémoire de maîtrise intitulé "Les mouvements sociaux dans la région de Lagès" représentent un des rares récits de l'Histoire de la région du point de vue des travailleurs ruraux qui, grâce à cette initiative et à d'autres similaires, commencent à rompre les barrières du silence.

Il est évident que ce "concerto à plusieurs mains" n'a pas été joué sans difficultés : rompre le silence, faire des interventions, exprimer son opinion, parler de son passé sont des défis qui sont difficiles à surmonter. En outre, les difficultés relationnelles entre les conseillers/animateurs et les agriculteurs ont été fréquentes : différences de culture, de représentations, de communication orale et gestuelle, de religions, etc... C'est pour toutes ces raisons que l'on peut dire que plus qu'un produit ayant impliqué une participation active au plein sens du terme, ce montage audio-visuel aura été plutôt une tentative de travail en commun à partir d'intentions communes (celles des agriculteurs et des conseillers). Cristiana TRAMONTE est la réalisatrice de la production audio-visuelle basée sur le mémoire de maîtrise d'Antonio Munarim ; durée 20 minutes.

*Cristiana TRAMONTE ; Antonio MUNARIM
DIALOGO-CULTURA E COMUNICACAO, 1992*

FICHE 92 : "SILO CINCHO, UNE EXPERIENCE AGROECOLOGIQUE."

Le Centre Vianeï procède à des expériences d'agroécologie auprès des petits exploitants agricoles du plateau de l'état de Santa Catarina. Ces expériences visent à encourager les agriculteurs à s'organiser en associations pour développer des pratiques qui soient à la fois socialement justes, économiquement viables et écologiquement supportables.

A partir d'une expérience technique de production d'ensilage, le secteur de communication du Centre Vianeï a réalisé un film vidéo sur le "silo cincho" en collaboration avec le STR (Syndicat des Travailleurs Ruraux) d'Otacilio Costa. Le "silo" est une forme de ration produite à partir de céréales (maïs entre autres) servant à l'alimentation du bétail.

Le plateau de Santa Catarina est la région du Brésil qui connaît l'hiver le plus rigoureux du pays mais les agriculteurs n'ont pas l'habitude de conserver les produits de la terre dans des silos afin de les utiliser pendant cette saison. Le "silo cincho" est donc une alternative viable et bon marché qui sert à la collectivité. Le Syndicat des Travailleurs Ruraux de la commune et le Centre Vianeï aidé de son secteur de communication jugèrent qu'il était fondamental de diffuser les premières expériences de ce type d'activité agricole réalisées à Otacilio Costa. Après en avoir discuté lors de réunions, il fut décidé que le meilleur matériel à utiliser était la vidéo. Par conséquent, les agriculteurs, forts de l'appui des techniciens du secteur de production agricole du Centre Vianeï réalisèrent le film vidéo qui fut ensuite diffusé.

Ce film mêle des images de "mutirao" (travail collectif) d'un "silo cincho", des témoignages de techniciens expliquant comment produire ce type d'ensilage ainsi que des interviews d'agriculteurs donnant leur avis sur les résultats obtenus. L'objectif de ce travail était à la fois d'enregistrer une expérience alternative de production agricole et de la divulguer pour qu'elle motive d'autres petits producteurs et d'autres communautés à développer ce type d'ensilage.

Une méthodologie participative fut utilisée dans la production de ce film ; en effet, les agriculteurs, agronomes et formateurs en communication décidèrent ensemble de la forme et du contenu à donner à leur oeuvre commune. Selon les propres paroles de Monsieur Aloisio, président du STR d'Otacilio Costa : "Dans ce film, il ne s'agit pas seulement de montrer comment on fait pour garder les vaches grasses en hiver, mais de montrer comment, lorsqu'ils sont unis, les travailleurs agricoles peuvent trouver des solutions à leurs problèmes, y compris celui d'avoir des vaches grasses en hiver".

En dépit de toutes les difficultés économiques que traverse le Brésil en ce moment, les agriculteurs du jeune syndicat STR d'Otacilio Costa font preuve d'un dynamisme qui réunit les membres de l'organisation syndicale autour d'activités à caractère associatif et agroécologique. Le Centre Vianeï, quant à lui, apporte sa contribution pédagogique et technique à l'expérience menée par ces agriculteurs. Pendant toute la période de la production de la vidéo, les analyses critiques des agriculteurs sur les avantages et les inconvénients du "silo cincho" furent primordiales, pour que le "film" ne soit pas seulement l'oeuvre des techniciens du Centre Vianeï, mais de tous ceux qui ont participé à cette expérience.

*Fiche de Cristiana TRAMONTE – 1992
Vidéo de Marcio Vieira de SOUZA,
DIALOGO-CULTURA E COMUNICACAO, 1991*

FICHE 93 : "TERRE ET VIE CATARINA" – UNE VIDEO REALISEE PAR LES TRAVAILLEURS SANS TERRE.

Depuis avril 1993, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) de Santa Catarina (Etat du sud du Brésil) discutait avec Dialogo-Brésil (soutenu par la Fondation pour le progrès de l'homme, France) et avec Crocevia (Italie), de la possibilité de réaliser une vidéo sur son histoire. Il avait en effet le sentiment qu'il fallait produire une vidéo pour sauvegarder la mémoire du Mouvement, montrer ses conquêtes au cours de ses dix années de luttes et servir à la propagande institutionnelle.

A la suite de nombreuses discussions avec les responsables de Dialogo, la direction du Mouvement mit en oeuvre un travail de "récupération" de matériel audiovisuel sur son histoire (photographies et cassettes vidéos). Plus de soixante heures de bande vidéo furent ainsi enregistrées, récupérées dans les paroisses, chez les amis, dans les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Quand ce fut fait, la direction du MST pensa que la vidéo était "presque finie", et qu'il n'y avait plus que quelques détails à ajouter pour obtenir un produit fini et posséder ainsi la vidéo dont ils avaient besoin. C'est à ce moment-là qu'ils entrèrent en contact avec Dialogo qui élaborait un mini-projet pour la Communauté européenne.

Ce projet ayant été approuvé en septembre 1993, le matériel fut remis à Dialogo et les discussions commencèrent au sujet du tournage et de la finalisation de la vidéo. Après avoir analysé une bonne partie du matériel présenté (cassettes VHS amateur de qualité médiocre, copies d'images de la télévision en PAL-M, témoignages importants mal enregistrés, etc.) et avoir discuté des besoins et des attentes du Mouvement par rapport à la vidéo, on tira la conclusion : il y avait encore beaucoup de travail à faire.

En août 1993, les animateurs de Dialogo organisèrent une réunion de préparation avec les responsables de la vidéo et la direction du MST. Il devint alors clair qu'il fallait accroître le nombre des enregistrements (témoignages de leaders paysans, images de production des coopératives, etc.) et qu'il fallait aussi mieux définir les objectifs afin de mettre en place un nouveau montage.

C'est ainsi que Dialogo développa, avec le concours du MST, un processus et une méthodologie participative de production de vidéo. Pendant huit mois, outre les discussions avec les dirigeants du Mouvement sur toutes les étapes du tournage ; un groupe d'agriculteurs participa de fait à la production et à la réalisation de la vidéo.

Une grande partie du travail fut réalisée dans la commune de Dionisio Cerqueira, à l'extrême ouest de l'Etat de Santa Catarina, en collaboration avec un groupe d'agriculteurs de la zone de colonisation "Conquista da Fronteira". Ils participèrent à la production, mais furent également acteurs dans la partie fiction de la vidéo. Cette partie fut basée sur une pièce de théâtre qu'ils avaient produite et interprétée et qui retraçait leur vie et leur histoire. Le Mouvement des sans terre participa directement à toute la production de la vidéo, y compris à son montage final. La direction du MST élut deux représentants pour suivre de près la production et participer aux décisions finales.

Ce processus participatif, déjà développé par Dialogo avec des agriculteurs en d'autres occasions, fut perfectionné lors de ce travail avec le MST grâce à son degré d'organisation et permit la réalisation d'une vidéo avec forte participation des agriculteurs à la production, à la représentation, au tournage et à la mise en scène.

La production de la vidéo une fois terminée, le MST se chargea de son lancement à Chapeco, ville à l'ouest de l'Etat de Santa Catarina. Son objectif était d'inviter l'évêque de Chapeco, Dom José Gomes, l'un des fondateurs de la Commission pastorale de la terre au Brésil. Dom José reçut en cadeau une copie de la bande vidéo "Terra e Vida Catarina". Il souligna l'importance de cette vidéo : "Je suis ému par ce que je viens de voir.

Le travail que vous avez réalisé est d'une grande importance. C'est le sauvetage de notre histoire et le souvenir des luttes de nos camarades qui sont transformés en vidéo. Nous avons besoin de plus de travaux, de plus de vidéos comme celle-ci". La distribution de la vidéo sera faite par l'ABVP (Association brésilienne de vidéo populaire) et tous les droits d'auteurs seront réservés au MST.

Marcio VIEIRA DE SOUZA – 1994

FICHE 94 : UN RESEAU LATINO-AMERICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT AGRO-INDUSTRIEL RURAL.

Le Réseau sur les Technologies Alimentaires Appropriées au Développement Agro-Industriel Rural (RETADAR) a été mis en place en 1983 par un centre universitaire du Costa-Rica, le CITA (Centre de Recherche sur les Technologies alimentaires). Il bénéficie d'appuis financiers et techniques ponctuels de la part notamment de la Coopération française et canadienne (CRDI).

A l'origine de ce réseau, une constatation quasi générale en Amérique Latine : la petite agriculture valorise très mal ses produits et l'industrie alimentaire se préoccupe peu de lui offrir des débouchés. Pour répondre à cette situation, le CITA a mis en place un programme dont le but est de créer des petites unités de transformation et de commercialisation des produits afin d'améliorer la production des coopératives agricoles. Une prospection rapide montre que ces types d'initiatives, qui existent à travers toute l'Amérique Latine, s'ignorent le plus souvent entre elles, et s'adressent spontanément aux pays du Nord, en cas de besoin d'informations, plutôt que de s'enquérir auprès des régions et expériences voisines.

Le réseau a donc pour objectif de mieux faire circuler, à travers le continent, l'information sur les technologies liées à l'alimentation. A terme, son ambition est d'aider à nourrir les villes en faisant vivre les campagnes. REDATAR agit comme un centre émetteur principal d'informations (techniques, "recettes" de fabrication, matériel) auprès de paysans, de chercheurs, de techniciens et d'agents de développement. Ces récepteurs doivent à leur tour se transformer en centres émetteurs en "alimentant" en retour le siège en informations. Les outils utilisés sont :

1/ Le matériel écrit : – le Bulletin RETADAR (8 numéros/an) est distribué à 800 institutions latino-américaines spécialisées dans le développement agro-industriel. Ce quatre-pages présente les institutions liés à l'agro-alimentaire, leurs équipements, leurs méthodologies, leurs projets, et leurs technologies ; – des manuels techniques : une série va être lancée par un manuel sur la transformation des fruits tropicaux ; – un fichier de compétence : ce guide est encore en cours de réalisation.

2/ Le matériel oral : Le réseau est à l'initiative de deux séminaires internationaux. Le premier, organisé à San José en 1985, sur le thème du "Développement agro-industriel rural" avait réuni 200 personnes. Le second s'est déroulé en décembre 1986 sur le thème de la transformation des produits agricoles et des stratégies alimentaires. Le réseau délivre également des cours, intitulé ERTEC (espace rural pour les technologues) qui se veulent mieux adaptés aux réalités du terrain, et non exclusivement techniques.

L'impact de REDATAR est en partie lié à l'existence d'un noyau d'institutions prêtes à appuyer son action. Cela tient au thème d'intervention, l'agro-industrie rurale, perçu comme étant une nouvelle voie de développement. Mais le succès de ce premier réseau Sud-Sud s'explique surtout par la manière très pragmatique d'aborder les problèmes alimentaires par la confrontation des techniques et des pratiques des uns et des autres.

Fiche extraite du rapport "COMMUNITECH 87" comprenant un recueil de 32 expériences sur des pratiques de communication et développement en milieu rural.

GRET, 1987

FICHE 95 : FICHER DE PROPOSITIONS TECHNOLOGIQUES.

Le Centre de Technologies alternatives d'Ouricuri (Pernambouc, Brésil) met en place un fichier intéressant concernant les propositions expérimentées dans le Centre et dans les propriétés des agriculteurs.

Les fiches portent sur :

- un bref historique de la création de la proposition : provient-elle des techniciens, des agriculteurs ou des deux ensemble ?
- le problème à résoudre par la technologie et le but de la proposition.
- une brève présentation de la technologie proposée (le but de la fiche n'est pas de présenter le procédé technique ni de donner des renseignements détaillés).
- les observations techniques et économiques sur la validation, sur les conditions d'utilisation...
- la diffusion de la proposition et son adoption par les agriculteurs, les succès et les difficultés d'adoption.

Les propositions sont classées par sujet et caractérisées comme des propositions se rapportant à un système, ponctuelles ou ponctuelles à l'intérieur d'un système. Une proposition ponctuelle peut être adoptée sans modification totale du système de production de l'agriculteur (exemple : une innovation dans l'alimentation des animaux). Une proposition se rapportant à un système a trait au sous-système comme un tout (exemple : la gestion des cultures).

Les fiches sont synthétiques, claires et contiennent l'essentiel de chaque sujet. Elles forment un excellent catalogue de propositions, un historique des innovations et une mémoire synthétisée des expérimentations.

Les fiches incluent autant les propositions réussies que celles qui ont connu un échec. Une brève analyse des causes de l'échec et des possibilités d'y remédier doivent aussi être portées. En dehors des fiches-synthèse, existent également les séries "comment faire" constituées de manuels techniques qui présentent la technologie. Quelques propositions sont accompagnées d'un rapport complet de suivi, et quelques unes ont fait l'objet d'une étude des coûts de production.

On ne porte pas sur les fiches les expériences des agriculteurs qui n'ont pas été essayées par les techniciens du Centre. Il s'agit toujours d'expériences techniques. Les expériences économiques et sociales (travail avec le syndicat et la coopérative et expériences de commercialisation) et les expériences pédagogiques sont exclues pour le moment.

Le fichier est le résultat du travail d'un technicien du Centre pour constituer une mémoire du Centre et un catalogue des innovations. Le technicien effectue une série d'interviews avec d'autres techniciens en partant d'une grille bien préparée et définie en commun. Ces interviews sont enregistrées ou mises sur papier. Les techniciens ont apprécié cette forme de sauvegarder et enregistrer l'histoire de leur travail. Ils sont tombés d'accord pour affirmer que sans les interviews, le fichier n'aurait pas existé.

Un bon nombre de technologies du fichier aurait aussi besoin d'un manuel "comment faire" comme complément technique. La série "comment faire" est une série de publications pour agriculteurs décrivant tout le processus d'une proposition technique. Pour de plus amples informations : CTA/CAATINGA. Caixa Postal 03. 56200 Ouricuri, PE. Brésil. Tél.(081) 933-1024.

CTA O/CAATINGA, 1990

FICHE 96 : L'EXPERIENCE DU RESEAU PASOS-DPH.

En 1989, commence la relation entre la *Fondation pour le progrès de l'Homme*, une organisation française, *GEYSER*, et deux de ses consœurs mexicaines : *Estudios Rurales y Asesoría (ERA)* et le *Grupo de Estudios Ambientales (GEA)*.

Le constat de départ qui a donné naissance à ce partenariat était le suivant : l'existence d'une énorme richesse d'expériences des ONG et des organisations paysannes engagées dans des actions de développement rural et le manque de capitalisation et de diffusion de ces expériences.

Le programme PASOS naît de la motivation d'un groupe d'organisations et se fixe deux objectifs principaux : **créer un espace d'échange, de réflexion et de capitalisation d'expériences et inventer leur mécanisme de diffusion.**

Quatre thèmes d'intérêt sont définis : **les initiatives économiques des organisations paysannes, la gestion des ressources naturelles, l'appropriation de technologies utiles et le développement régional (passage du micro au macro).**

Dès son début, la Fondation établit la nécessité de réaliser des fiches d'expérience. A ce moment là, l'idée de traiter l'information par une base de données et de l'envoyer en France nous rebutait. Nous nous interrogeons sur la finalité de toute cette information destinée à une fondation du Nord. Pour nous, l'information n'appartient qu'à ceux qui sont engagés dans l'action et c'est uniquement eux qui peuvent décider de son traitement.

Nous avons eu avec nos collègues de *GEYSER* de sérieuses discussions sur l'éventualité de nous engager dans DPH au Mexique. Les premières fiches étaient surtout destinées à satisfaire nos engagements avec la Fondation plutôt qu'à une finalité propre. C'était alors une activité presque artificielle.

Mais le temps donna du sens à DPH. Son utilité pour nous a commencé quand nous avons interrogé la base pour préparer un atelier de travail et/ou une conférence. Un noyau du réseau DPH au Mexique a vu le jour quand trois associations (*GEA*, *ERA* et *CAMPO* – Centre d'Appui au Mouvement Populaire de Oaxaca) se sont mises à réaliser et à échanger des fiches. Vers la fin de 1990, notre base de données comptait 90 fiches de type documentaire. La moitié provenait du *GEA* (organisation paysanne, développement rural, etc), le reste de *ERA* et *CAMPO* (traitement et séchage du bois, études sur les techniques et politiques forestières).

Dans une deuxième étape, deux nouvelles sources d'information sont exploitées pour l'élaboration des fiches : les matériaux provenant des ateliers de réflexion et de capitalisation, ainsi que des entretiens des différents représentants des organisations de production, élaborés au cours de ces mêmes ateliers. La grande majorité des 240 fiches produites pendant l'année 1991 et 1992 étaient des fiches d'expériences c'est-à-dire, ne provenant d'aucun matériel écrit.

En 1993 commence une période d'expansion ; trois associations souhaitent devenir membres du réseau, des séances de formation respectives sont organisées et la base de données installée à leurs sièges. Ce processus trouvera son plein développement en Octobre 1993 quand PASOS devient un réseau associé à DPH. A cette date, la base mexicaine contient environ 400 fiches, et permet l'échange aisé d'informations entre les organisations concernées par la thématique forestière.

En ce qui concerne la diffusion, nous avons utilisé, en plus de la banque de données, des bulletins écrits comme la *Revue Pasos* et la revue *Hojarasca*, des fascicules comportant des fiches thématiques et édités au cours de rencontres sur ces questions.

D'autre part, à partir de 1994 nous réaliserons une série d'émissions radio ("Pasos al Aire") basées sur la lecture de fiches DPH (réalisées par PASOS) avec un accompagnement musical. Cette série sera diffusée sur la majorité du territoire national par la Radio Educacion, antenne du Secrétariat d'Education Publique.

G. ALATORRE – 1993
PROGRAMA PASOS-GEA

FICHE 97 : LES RESSOURCES DE LA MODERNITE AU SERVICE DE LA SAUVEGARDE DE L'IDENTITE DES JEUNES AGRICULTEURS. UNE EXPERIENCE SUR LE PLATEAU DE L'ÉTAT DE SANTA-CATARINA AU BRÉSIL.

L'utilisation des nouvelles technologies audiovisuelles dans le champ de l'éducation et de la communication populaire peut jouer un rôle important en fonction du contexte dans lequel ces innovations sont présentées.

La vidéo "Memorias Caboclas de Bocaina do Sul" (Mémoires Caboclos de Bocaina do Sul) est le résultat d'un travail réalisé avec la participation intense de plusieurs communautés rurales du district du même nom situé sur le plateau montagneux de l'Etat de Santa Catarina (Brésil). Le groupe d'agriculteurs qui a organisé le tournage et a participé à la direction du travail était composé notamment d'adultes d'âge moyen et d'anciens. Quelques enfants y ont également participé, mais les jeunes de 15 à 22 ans ne se sont guère engagés car la grande majorité d'entre eux nourrissait l'espoir de partir un jour en ville et ne s'intéressait donc que peu à l'histoire de leur région et à leurs ancêtres.

Pourtant, selon les agriculteurs-metteurs en scène, l'objectif de cette vidéo était bien de "transmettre aux jeunes l'histoire de la Bocaina afin que les erreurs commises dans le passé, comme par exemple l'abandon de la terre pour partir à la ville avec l'illusion de s'y faire de l'argent, ne se reproduisent pas" (M. Alair, 68 ans, agriculteur et habitant de la communauté des Indiens-Bocaina). Comment donc sensibiliser la jeunesse à cette question-clé ?

La première projection du film sur la Bocaina a eu lieu le 26 avril lors du Festival de la Campagne – une fête traditionnelle de la commune – dans une salle improvisée. Elle a provoqué une vive émotion dans le public. Les premiers rangs furent occupés par les participants au tournage et par les habitants les plus âgés. Puis, petit à petit, de plus en plus d'agriculteurs présents à la fête s'approchèrent de la salle de projection pour assister au film.

A un moment donné, la salle fut envahie par un groupe de jeunes des communautés avoisinantes. Ils ne tenaient pas en place et paraissaient quelque peu honteux face au ridicule qui, à leur avis, ne pouvait que ressortir d'un film sur "ce lieu pauvre, oublié du monde, où tout est arriéré, plouc, hors de toute mode". La honte se transforma en moquerie au début de la projection, lorsque se fit entendre la musique d'une guitare campagnarde. Le groupe de jeunes commença alors à hurler, à faire du bruit et à se moquer d'eux-mêmes, de leur histoire, de l'histoire de leurs parents et de l'histoire du lieu où ils étaient nés.

Car, enfin, y avait-il quelque chose de plus hilarant que de voir à la télévision l'histoire de ce "bout du monde" ? Cependant, au bout de deux ou trois minutes de projection, le jeune public se tut et commença à prêter de plus en plus d'attention au film. Pourquoi ? Nous, les communicateurs, nous nous interrogeons. En fait, ce qui avait déclenché la fascination chez les jeunes, c'était une série d'effets visuels obtenus à partir des ressources informatiques. Et cela avait provoqué la surprise : l'histoire des "caboclos" oubliés du monde pouvait être racontée avec des moyens visuels sophistiqués, ceux-là même que les jeunes aiment tant admirer dans les masses-medias.

Comment cette histoire de si peu d'importance pouvait-elle être racontée avec des effets aussi beaux que ceux du réseau Globo, la chaîne de télévision brésilienne, l'un des plus grands réseaux du monde ? Le changement d'attitude des jeunes révélait qu'un doute commençait à émerger : cette histoire de Bocaina était-elle réellement d'aussi peu d'importance qu'ils le pensaient ?

D'autres projections suivirent qui firent le plein de jeunes, attentifs à la vidéo et à son contenu. Le climat de moquerie céda la place au respect et à l'attention portée aux agriculteurs que ces jeunes connaissaient et qui apparaissaient au cours de la vidéo pour parler du passé.

L'utilisation de techniques sophistiquées au service de la communication populaire peut aider les agriculteurs à valoriser leur propre histoire. L'importance que la majeure partie de la population attribue aux techniques modernes peut être mise à profit par les éducateurs populaires dans leur travail de sauvegarde de l'identité et d'auto-détermination des travailleurs.

Au lieu de rejeter la technique, l'informatisation et les langages visuels sophistiqués, il s'agit plutôt de réfléchir à la manière de les utiliser dans le travail de communication et de culture populaire afin d'attirer l'attention des groupes avec lesquels on travaille et de leur donner l'occasion d'élargir leur espace de réflexion. Ceci est particulièrement d'important dans le travail avec les jeunes.

Cristiana TRAMONTE, 1992

FICHE 98 : AGRINNOV : QUEL SYSTEME D'INFORMATION POUR ENCOURAGER L'INNOVATION ?

Quels déclics pour innover, pour s'adapter ?

Une installation agricole réussie, des innovations qui permettent de traverser au sein d'une ferme les divers chocs économiques ou techniques... ou administratifs qui se répètent, sont souvent dues au fait d'être bien informé, au bon moment, et de faire les bonnes rencontres avec des techniciens ou des collègues au moment voulu, ..., d'arriver à se formuler les vrais problèmes aussi. Les étapes d'un parcours d'innovation, d'installation sont donc nombreuses.

Mais ces étapes sont assorties souvent de rencontres d'"innovateurs". Par évidence, tous les cas sont particuliers, mais plusieurs constats s'imposent néanmoins :

- Dans la rencontre avec l'innovateur, il n'y a jamais mimétisme, reproduction à l'identique ; il n'y a qu'adaptation, déclic créatif, prise de confiance, etc...

- L'innovation par la rencontre de professionnels agricoles ne se réduit pas forcément, loin de là, au groupe local, groupe professionnel ou... banc du village. Elle est de plus en plus délocalisée, mettant en relation des expériences provenant de diverses régions, voire de plusieurs pays.
- L'innovation n'est pas nécessairement le résultat d'une rencontre avec un pair (agriculteur à agriculteur, rural à rural). Le déclic vient parfois plus aisément d'une "étincelle" inter-corporatiste, inter-régionale, ...
- Le déclic de la rencontre ne suffit pas à l'innovation. Tout l'appareil disponible de recherche-développement vient alors en renfort pour affiner, développer, encourager, dimensionner l'innovation.

Quel système d'information pour encourager l'innovation ?

Agrinnov, base de données expérimentale développée entre 1990 et 1993 par le GRET pour le CNDA et l'APCA, a eu l'ambition suivante : identifier et décrire des innovations et surtout des parcours d'innovations en milieu rural sous forme de fiches d'expériences indexées.

Le catalogue informatique ainsi réalisé, d'abord en Midi-Pyrénées et Auvergne, avait deux objectifs : **mettre en valeur les tendances "positives" d'adaptation du monde rural au marchés et sociétés d'aujourd'hui, mais fournir aussi aux "innovateurs" potentiels, un réservoir d'initiatives pour les aider dans leur propre parcours.**

Pourquoi Agrinnov, à l'animation duquel a participé Geysier pendant plus d'un an, paraissait un outil d'information prometteur ?

- = Parce qu'avec ces fiches d'expériences, Agrinnov met en appétit le candidat innovateur sur l'opportunité de telle ou telle rencontre professionnelle.
- = Parce qu'avec son accès de type informatique, il permet à chacun :
 - d'aller vers qui il veut, quand il veut, en tout anonymat et toute confidentialité. Au diable l'oppression du village ou du réseau professionnel !
 - de mettre en valeur la diversité des réponses aux questions clés que sont les mots clés de la base de données. Les consulter, cela signifie être déjà soi-même clair et déterminé sur la nécessité d'innover, ainsi que sur la direction d'innovation.
- = Parce qu'Agrinnov, au delà de sa fonction libre-service (et pourquoi pas sur minitel ?) peut être un formidable outil de mise en réseau non hiérarchisé où les circuits d'agriculteurs, de techniciens, de chercheurs, ..., s'entrecroisent tout naturellement.
- = Parce qu'Agrinnov est un outil de valorisation sociale pour les innovateurs marginaux (lorsqu'ils sont consentants !), par le simple fait que leurs initiatives soient considérées comme dignes de diffusion.
- = Parce qu'Agrinnov, s'il est un outil partenarial, peut devenir un outil d'analyse de l'évolution de l'agriculture. C'est sa fonction d'"Observatoire de l'innovation".

L'impact et la pérennité d'un système d'information comme Agrinnov est fonction de :

- la qualité des descriptions d'expériences.
 - la fluidité et la convivialité du système de questionnement, d'interrogation informatique.
- Sa capacité à travailler en partenariat étroit avec des groupes ou fédérations professionnelles de tout ordre en milieu rural.

Les organismes porteur du projet n'ont pu jusque là aller au-delà du stade prototype. Parmi eux, GEYSER est un groupe de travail à l'interface des questions d'agriculture, d'environnement et de développement. GEYSER anime des réseaux, systématise et diffuse des informations utiles pour l'action, fournit des appuis techniques ou méthodologiques.

*Christophe BEAU,
GEYSER, 1993*

FICHE 99 :L'OBSEVATOIRE DE L'INNOVATION EN ARIEGE.

A la demande du GRET, l'auteur a procédé à une enquête dans le département de l'Ariège auprès de 8 techniciens agricoles et de 17 agriculteurs, qui ont participé à la mise en place de l'Observatoire de l'Innovation.

Les agriculteurs enquêtés sont tous des innovateurs, ayant développé des projets "qui sortent de l'ordinaire" : produits fermiers, élevage de daims ou de sangliers, transformation et vente directe, accueil à la ferme, etc... Ils sont innovateurs car ils se situent en rupture par rapport au modèle classique de production agricole diffusé par les techniciens. Leur expérience a été recueillie par l'Observatoire et a fait l'objet d'une fiche intégrée dans un dossier diffusé localement auprès de techniciens et de formateurs du milieu agricole.

Quand ils parlent de leur démarche d'innovation, plusieurs traits apparaissent communs :

1 - Tous ont décidé à un moment de prendre en main leur avenir d'exploitant agricoles. Ils sont à la fois sceptiques envers les messages qui leur sont adressés par les organismes de vulgarisation, et volontaristes. Ils craignent l'exclusion et refusent l'assistancialisme, ont un espoir et croient en l'avenir de leur métier, sont curieux et s'intéressent à leur environnement.

2 - L'accès à l'information est pour eux un enjeu capital. Plusieurs sortes d'informations leur sont nécessaires :

- l'information "de base" (connaissance des filières, des techniques, des cadres administratifs, des lois et usages, etc...) est recherchée à travers les techniciens agricoles ou d'autres innovateurs,
- l'information "personnelle" est plus fine, plus adaptée à chaque situation. Elle permet de débloquer certaines difficultés particulières (acquisition de savoir-faire) mais aussi de faire mûrir un projet en le confrontant à d'autres avis. Dans la phase de maturation de l'idée, préalable à la mise en place de l'innovation, cette information est très précieuse. Elle est souvent fournie par des pairs, et en particulier par d'autres agriculteurs innovateurs.

L'enjeu que constitue l'information oblige les innovateurs à développer de nombreux réseaux et contacts. L'isolement est leur hantise. Les agri-novateurs rentrent dans des associations, des fédérations professionnelles, des syndicats, ou en créent même parfois.

3 - L'innovation est un processus continu, elle n'est jamais terminée. Il faut à la fois progresser dans la maîtrise technique de nouvelles façons de faire, et garder de l'avance sur d'éventuels concurrents.

La plupart des agri-novateurs enquêtés estiment que les techniciens agricoles les ont peu aidés dans leur démarche, car ils sont peu compétents dans les domaines qui sortent de l'ordinaire, tendent à orienter les agriculteurs vers des sujets "à la mode" qui ne correspondent pas à la motivation de ces derniers et ont la fâcheuse habitude de donner des recettes.

Interrogés sur les besoins des agri-novateurs, les techniciens sont souvent conscients de leurs limites. Certains cherchent à accompagner des agriculteurs dans leur recherche d'information, à animer des groupes et à faire émerger des projets. L'enquête montre que le fichier des innovations proposé par l'Observatoire reste cependant largement inutilisé (sauf dans un centre de formation qui l'utilise systématiquement pour rechercher des lieux de stages ou d'étude).

Les techniciens qui ne l'intègrent pas dans leurs habitudes de travail, évoquent à ce sujet plusieurs raisons :

- Quand ils doivent rechercher une adresse, ils cherchent dans leur mémoire, (expériences connues, articles de journaux...) ou font appel à des collègues par téléphone, mais n'ont pas le réflexe de chercher dans le fichier.
- L'aide aux agri-novateurs représente une partie minime de leur activité. Investir dans l'acquisition de références dans ce domaine n'est sans doute pas une priorité.
- Ils pensent que la réflexion quant à l'usage du fichier a été insuffisante, que celui-ci ne s'est pas intégré dans leurs habitudes de travail.

Certains pensent que l'utilisation d'un outil comme l'Observatoire de l'Innovation, qui devrait permettre de faciliter le contact d'innovateurs potentiels (en recherche) avec des innovateurs ayant plus d'expérience, devrait faire l'objet d'une démarche plus volontariste, d'un véritable travail d'animation et de sensibilisation auprès des techniciens.

*Fiche de P.Y. GUIHENEUF – 1993
à partir du document de J.C. LEGERON,
GRET, 1993*

FICHE 100 : L'OBSERVATOIRE DE L'INNOVATION – DES HYPOTHESES, UNE DEMARCHE, DES PRODUITS ET DES PARTENAIRES.

L'Observatoire de l'innovation est une démarche de collecte, de mise en forme et de diffusion, auprès de partenaires variés, d'expériences innovantes dans le milieu rural. Après une phase expérimentale dans deux régions, il constitue avec son logiciel Agrinnov, ses dossiers thématiques d'expériences et sa démarche partenariale, un élément de référence dans les dispositifs d'appui aux démarches innovantes dans le milieu rural.

Les hypothèses de travail : Nous avons quelques hypothèses au départ de l'action, qui ont été enrichies avec l'expérience acquise.

- des milliers d'agriculteurs ou de groupes d'agriculteurs, de techniciens, ont dans la tête des expériences vécues, avec des succès et des échecs. Ceci constitue un potentiel de connaissances utiles pour leurs actions et celles des autres, mais qui nécessite de la méthode pour le valoriser, afin qu'il soit effectivement à la disposition de nombreux acteurs.

- les agriculteurs et les agents de développement ont besoin d'un accès direct à des expériences de terrain, en lien avec les sujets et les thèmes précis qui les intéressent.

- les processus d'innovation se réalisent lorsque des acteurs de terrain peuvent se rendre compte directement auprès d'autres acteurs des changements possibles. Des médiations sont nécessaires pour permettre l'échange entre des réalités différentes. Les instruments de type Agrinnov peuvent faciliter l'accès à des informations et à des contacts, mais l'échange direct est un élément essentiel pour permettre aux agriculteurs de sentir les choses et de se lancer dans une innovation qui représente le plus souvent une rupture par rapport à leurs activités. C'est la raison pour laquelle il apparaît important de privilégier la production d'instruments auprès de partenaires qui accompagnent des projets et réalisent de la formation et de l'animation.

- il y a aussi nécessité de valoriser des pratiques de terrain à grande échelle, et de ne pas se contenter de mettre en valeur quelques expériences exceptionnelles.

- il existe à l'heure actuelle des technologies modernes (fax, informatique) pour faciliter le contact entre acteurs ruraux.

Une conception de la démarche et des instruments à utiliser : Ces hypothèses se sont concrétisées par des choix de démarches, d'instruments et de produits à réaliser.

- la nécessité de constituer une norme commune et simple de mise en forme d'expériences qui permette à des partenaires variés de s'inscrire dans cette démarche. Cette norme commune est une fiche qui raconte l'histoire d'une innovation : les raisons de départ, la démarche suivie, les résultats, les difficultés et les perspectives. Elle relate l'innovation dans sa complexité et pas seulement selon un aspect unidimensionnel (technique, économique ou social).

- la base de données constituée doit privilégier un accès à partir des questions posées par les agriculteurs et les agents de développement, ainsi que des thèmes de développement, et non à partir de seuls mots-clés.

- la nécessité de disposer d'un logiciel convivial.

Des objectifs : Nous avons été amenés à proposer une démarche de travail avec quelques objectifs et impératifs.

- suivre une certaine démarche de collecte de l'information.

- viser le public des agriculteurs et des agents de développement.

- travailler plus particulièrement sur quelques thèmes : produits fermiers, environnement, services, agri-tourisme.

- réaliser divers produits : documents thématiques, outils pour la formation, documents techniques...

- établir, avec des partenaires locaux ou nationaux, des accords contractuels précisant les engagements de chacun.

- leur apporter un appui méthodologique ou technique.

Collaborations et partenaires actuels : Réalisation en 1993 de 4 dossiers thématiques : le tourisme vert (avec TRAME, l'APCA et le GRET), l'agri-tourisme (avec le GRET et la participation de l'ENSAT et du CRJA Midi-Pyrénées), la lutte contre la pollution par les nitrates (avec Geysler), l'agriculture et l'environnement (avec le GRET et Geysler).

Un dossier Agrinnov européen vient d'être publié (1994) sur le thème de la réhabilitation des territoires dégradés en Espagne, Suisse, Grande Bretagne et France, avec la participation du GRET, de BRECHE et de GEYSER. D'autres opérations partenariales sont envisagées ou négociées dans plusieurs régions. Enfin, le logiciel Agrinnov doit être traduit en espagnol et en polonais, pour engager des actions de partenariat avec des organismes latino-américains ou polonais.

*Pierre VUARIN ; Nicolas DAUPHIN,
Observatoire de l'innovation, 1994*

FICHE 101 : LE THEATRE AU SERVICE DE LA VULGARISATION AGRICOLE EN SYRIE.

Monsieur Abdel Hakim Ghanem, chef de l'administration du bureau de consultation agricole de Tartous, a mis en place un mode de vulgarisation agricole original, sous forme de pièce de théâtre. Les paysans de Zalaqyat, à côté de Mhardé, à une vingtaine de kilomètres de Hama, ont ainsi été invités par l'ingénieur agronome responsable de leur région à l'école du village. Plusieurs ingénieurs et techniciens agricoles du Mohafazat étaient présents également : quoiqu'en marge du mode de vulgarisation et d'encadrement traditionnels, les représentations restent donc dans un cadre officiel.

Deux thèmes qui touchent aux problèmes agricoles spécifiques à la région, et au village où la pièce a eu lieu en particulier, devaient y être évoqués : la culture du coton et l'élevage des moutons. Le spectacle a rassemblé quelques 70 paysans, les écoliers y assistaient, mais les femmes du village n'étaient pas de la partie. Une coupure d'électricité (phénomène assez courant) a eu le mérite de prolonger les échanges, les discussions portant en particulier sur les quantités d'engrais épandues par chacun. L'électricité rétablie, les micros branchés, la pièce commence : elle durera une heure.

La pièce :

Deux paysannes et un paysan, portant un sac en bandoulière à la façon des écoliers, confient à Abou Salim leurs difficultés à apprendre l'agriculture dans leurs livres. Arrive le professeur (monsieur Ghanem) qui propose de les aider. Abou Salim, lui, sait : il chante les principes de la culture du coton en s'accompagnant du luth, le professeur reprend en précisant. A chaque fois les "élèves" répètent le précepte chanté : les informations sont ainsi redites jusqu'à trois fois.

Elles évoquent la manière de préparer le lit de semence, le moment du semis, les types et quantités d'engrais, les dates, des conseils suivant les circonstances climatiques (chaleur...), les opérations culturales à l'époque où la fleur s'ouvre et jusqu'à la récolte. Il y a aussi des mises en garde : certains ont des sols qui contiennent plus de phosphates que nécessaire : surtout pour le coton il ne faut pas en mettre trop, d'autant que c'est une perte d'argent ; et Abou Salim de dire "moi je n'en mets pas"... Le tout devant permettre de gagner le plus d'argent possible... pour pouvoir se marier.

Puis ils décident de jouer à vendre des moutons : chaque animal est proposé entre 1.000 et 2.000 livres syriennes et après marchandages, parce qu'il semble chétif, est acheté par Abou Salim à 600-700 livres. Quand vient son tour d'être le vendeur, il affirme pouvoir vendre plus cher car les siens seront forts. Les autres protestent : il décide, soutenu par le professeur, de leur apprendre comment avoir de beaux troupeaux. Même scénario que précédemment : chansons sur les types d'aliments et leur pourcentage dans la ration, allusions grivoises lorsqu'il s'agit de la reproduction des animaux. La pièce se termine sur un chant qui exhorte à diffuser tout cela dans les villages de la région et salue le public.

Pendant le spectacle le public réagit aux plaisanteries et semble apprécier la pièce, au moins quant à sa forme. Pour le fond il est difficile d'apprécier si les paysans ont bien perçu le message et ont réellement appris des choses. Car à la fin il n'y a pas eu de débat ou de questions, encore moins de critiques en présence des ingénieurs agronomes, et tout le monde s'est assez rapidement dispersé pour rentrer chez soi.

Cette expérience, récente, reste rare en Syrie. Elle se rapproche de celle réalisée en Inde en été 1991, dans l'état du Karnataka, où les habitants des montagnes des Jaghery avaient organisé une réunion qui devait affirmer leur cohésion et leur volonté de se prendre en main, ponctuée de petites pièces de théâtre jouées par les habitants eux-mêmes, sur des thèmes qui évoquaient leurs problèmes communs de propriété foncière et de relations avec les autorités locales.

HALABI, Katia, 1992

<p>FICHE 102 : A L'ORDIK, QUELS OUTILS DE COMMUNICATION UTILISER POUR FAVORISER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ?</p>

Mettre en oeuvre des mesures visant à protéger l'environnement suppose qu'une prise de conscience des dangers d'un terroir dégradé s'est opérée. Cela implique donc que des opérations d'information et de sensibilisation aient été organisées au préalable. L'ORDIK (Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbine) qui regroupe dans la région de Kayes, au Mali, neuf villages s'est lancée dans cette démarche.

L'organe de décision de l'association, le comité composé de trente-six personnes soit quatre représentants par localité, travaille par commissions thématiques, également ouvertes à des personnes ressources des villages. Ainsi, la commission Environnement et gestion de terroirs, la plus importante en effectif rassemble d'emblée les chefs de village, véritables détenteurs du pouvoir et donc indispensables à toute activité nécessitant prise de décision et application locale.

La commission intervient lorsque les problèmes dépassent la portée du village mais pour une difficulté de moindre envergure, un comité environnement plus restreint et des personnes sont désignées pour surveiller la brousse.

Enfin l'ORDIK est également dotée d'une équipe technique comprenant des spécialistes de l'environnement qui animent la réflexion de la commission. Harouna Samassa, responsable de ce dossier déclare : "Il faut d'abord que les membres du comité ORDIK se sentent concernés et qu'ils comprennent la gravité du problème puisqu'il leur appartient de faire des restitutions au niveau des villages." Pour diffuser au mieux l'information, Harouna et ses collègues ont recours à plusieurs outils.

En 1993, deux étudiantes françaises en géographie ont réalisé, avec les habitants, la cartographie de deux terroirs. Il s'agissait, à partir des connaissances locales (cours d'eau, bas fonds, zones boisées...) de porter ces éléments sur papier donc de les visualiser pour envisager ensemble comment améliorer leur exploitation. La démarche devrait être reproduite dans les autres villages. Lors des réunions, les techniciens utilisent des schémas qu'ils dessinent eux-mêmes sur un tableau de papier. Ils projettent parfois des films vidéo réalisés dans la zone sur les techniques de lutte anti-érosive : construction de digues et de diguettes en pierres, plantation de végétaux...

Enfin, la méthode GRAAP (Groupe de Recherches et d'Appui à l'Autopromotion Paysanne), outil d'animation à base de figurines que l'on dispose, suivant les suggestions et la réflexion des auditeurs sur un tableau de feutrine, va être utilisée prochainement. Ainsi informés, les membres de la commission Environnement répercutent les messages dans leur village respectif où le comité villageois d'environnement prend des mesures concrètes. Celles-ci concernent par exemple l'établissement d'amende contre le déboisement hors des lieux autorisés ou la délimitation du terroir en zones pour la culture et d'autres pour le pâturage des animaux.

Chaque comité villageois est maître de ses décisions et il n'y a pas de travail systématique de diffusion des mesures adoptées hors du village concerné mais l'échange informel et la concertation sont pratiqués. Enfin, dans son action en faveur de l'environnement, l'ORDIK s'est préoccupée de communiquer sa réflexion et de s'enrichir de celle des autres en organisant deux réunions.

La première a permis aux agents des Eaux et Forêts, service national, de faire connaître aux villageois leurs droits et la législation en matière de coupe de bois, de divagation des animaux, de feux de brousse. La seconde s'est voulue un cadre de concertation et de dialogue réunissant agriculteurs soninke et éleveurs peuhl pour parvenir à une utilisation rationnelle des ressources pastorales, cultures et libre passage des troupeaux étant à l'origine de nombreux conflits.

La protection de l'environnement est largement prise en compte à l'ORDIK et des outils de communication et d'information sont mis en oeuvre pour assurer une implication de tous. Cependant, ce problème n'est pas aisé à traiter car chacun, pasteur, villageois à la recherche de bois de chauffe, agriculteur voulant défricher, a tendance, pour des raisons économiques, à privilégier l'immédiat plutôt que le long terme. Ainsi, l'ORDIK attend toujours les propositions promises par les pasteurs peuhl à l'issue de la première rencontre de réflexion en commun.

A. FONTENEAU – H. SAMASSA – 1994

FICHE 103 : UNE CAMPAGNE DE DIFFUSION DE TECHNOLOGIES ALTERNATIVES DANS LE NORDESTE BRÉSILIEN.

Le *CECAPAS*, Centre de formation et d'assistance de projets alternatifs, est un organisme et un service de la *CNBB-NEII* (Eglise catholique au Brésil) dont le propos est de **diffuser et de partager par le biais des paysans eux-mêmes les technologies alternatives parmi les petits producteurs ruraux, en s'adaptant à leurs conditions d'existence et à l'écosystème du Nordeste semi-aride. Il est financé par les églises-soeurs de l'Europe**, plus particulièrement par *MISEREOR* (Allemagne de l'ouest) et le *CCFD* (France). L'expérience, entreprise afin de motiver les agriculteurs à utiliser les technologies alternatives, a été conduite, d'une part, avec la collaboration de l'*EMATER* et de la *SENAR* (institutions d'Etat), mais également de syndicats et de coopératives et d'autre part, de chanteurs-joueurs de guitare de la région et de la voiture sonorisée de l'*EMATER-PE*.

L'objectif est de motiver les agriculteurs à se servir de techniques alternatives, économiquement viables, ayant trait aux pratiques culturales et à l'élevage de petits animaux. **Pour cela, la méthodologie suivante a été mise au point :**

1. Participation active et intense de toutes les ressources de la communauté paysanne dans l'organisation et la mise en place de la campagne de diffusion de technologies alternatives.
2. Identification des agriculteurs qui souhaitent, dans la pratique, partager leurs connaissances sur des techniques alternatives expérimentées sur leur exploitation même, de manière à ce qu'ils enseignent à d'autres ce qu'ils savent faire. Formation sur le terrain.

L'outil principal a consisté en une voiture sonorisée placée en un point stratégique du marché en plein air qui diffusait des informations sur les technologies alternatives au moyen de guitaristes-chanteurs de musique populaire, de mises en scène, interviews, de théâtres de "manulengo", etc... Le public présent y porta un grand intérêt. Cet événement fut l'objet de commentaires dans toutes les réunions des communautés. **Trois résultats encourageants sont signaler :**

1. Des dizaines d'agriculteurs recherchent des collègues sur leur plantation pour leur enseigner les techniques alternatives.
2. Des communautés entières invitent les paysans-techniciens à partager leurs connaissances.
3. Les techniciens du gouvernement (Emater et Senar) ont redécouvert une dimension oubliée de leur travail de diffusion, l'échange des connaissances : le troc du savoir technique contre le savoir populaire.

Cette expérience vaut sur le plan de la motivation et de la prise de conscience politique et sociale, à condition qu'il y ait un nombre suffisant d'agriculteurs ayant déjà une connaissance pratique des technologies alternatives, qui puissent en prouver la validité et leur donner suite. Cette fiche a été élaborée à partir du rapport COMMUNITECH 87, comprenant 32 expériences sur des pratiques de développement et communication technologique en milieu rural.

GRET, 1987

<p>FICHE 104 : LE THEATRE : UN OUTIL ORIGINAL DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT</p>

Le P.E.C.T. (*Projet Environnement Communautaire de Tominian*), situé au sud-est du Mali, dans la quatrième région administrative de Ségou, travaille avec des communautés rurales pour répondre aux besoins de la population face à la dégradation de son environnement et la minceur de ses ressources qui l'on mis en marge de l'économie du pays. Le PECT est né en 1989 de l'initiative du gouvernement malien et de l'ONG britannique SOS Sahel. Ses activités consistent à protéger les terres de l'érosion, augmenter la productivité des champs, gérer les ressources en bois, appuyer les femmes dans leurs travaux et améliorer la santé villageoise.

Comme beaucoup d'autres projets, le PECT rencontre la difficulté de la communication efficace avec les populations en place. C'est pourquoi aux actions basées sur une équipe d'animateurs classiques le PECT a choisit d'expérimenter un moyen de rencontre plus original et de plus en plus reconnu en Afrique : le théâtre. Ce "volet culturel" du projet permet une communication plus libre et plus ludique, fait naître des débats sur les contraintes, les problématiques et les concessions réciproques que devraient respecter développeurs et membres de la communauté pour que les projets fonctionnent.

La pratique du théâtre à l'échelle du village et par les habitants mêmes a pour objectif d'instaurer une interaction entre le projet et les villageois, de développer une approche analytique des problèmes et de donner

confiance aux individus en valorisant leur créativité et leurs qualités artistiques. Théâtre et griots apparaissent comme des éléments très porteurs pour les messages de développement et comme moyen puissant d'interaction sociale.

L'apparent divertissement qu'offre la séance de théâtre permet de faire passer des informations techniques sur la santé, l'agriculture, le planning familial ou de faire ressortir des éléments de réflexion par rapport au développement, à l'oppression du peuple dans certains pays. L'intérêt serait de susciter des débats afin de mesurer l'impact d'une scène et de rajuster le tir lors d'expériences futures. Le but n'est pas d'affirmer des points de vue, mais de faire ressortir ceux des groupes subalternes et de responsabiliser les gens.

Au départ, le PECT a sélectionné des villages de petite taille, moins de cinq cents habitants, selon leur motivation et la cohérence de la structure sociale villageoise. Il a été observé que les différentes ethnies ne réagissaient pas de la même façon au langage, aux gestes, aux développeurs... Il faut donc adapter les formes du théâtre à chaque situation pour que l'échange soit de la meilleure qualité possible.

Les premières expériences ont connu un accueil prudent de la part des communautés, celles-ci n'étant pas forcément sensibilisées au théâtre et ne se sentant pas à priori à la hauteur. A Tana, le premier village de culture Bwa a avoir collaboré avec le PECT, aucune femme n'a participé en tant qu'actante, et les premiers jeux n'ont pas apporté les fruits escomptés, car ils étaient traditionnellement utilisés d'une autre façon. Ici, c'est le mime qui a offert une porte d'entrée à l'aventure du théâtre.

La méthode de création était l'improvisation pour favoriser la libre expression, une fois que les thèmes aient été proposés, classés par ordre de priorité puis sélectionnés et illustrés au cours des répétitions par le groupe d'actants. Les sketches sont conçus pour mettre sur table des problèmes ou des doléances et pour susciter la réaction du public et des animateurs du PECT. L'évaluation du PECT a montré que les discussions restaient assez superficielles. Le théâtre peut amorcer des débats, mais n'apporte pas des solutions magiques. Ces efforts doivent être appuyés par d'autres méthodes participatives : diapositives, réunions classiques...

*Bionivo MOUNKORO,
Echo du Cota, 1996*

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

La librairie FPH est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Sous la marque des Éditions Charles Léopold Mayer, elle édite des dossiers et des documents de travail, et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer,
ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
auprès de :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9 h-13 h et 14 h-18 h, jeudi : 14 h-19 h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions de la FPH, envoyez vos coordonnées à :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

